

La visite de M. Rossi à Alger  
est accueillie  
comme un « geste  
de bonne volonté »

LIRE PAGE 38

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 5 \$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 s. ; Grèce,  
18 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 16  
S. RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4307-23 Paris  
Tél. Paris n° 636572  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### L'AUSTÉRITÉ en Europe méridionale

La France n'est pas seule à faire face aux commandements contradictoires de l'austérité et de la « relance ». Confrontés à la même crise économique, menacés par les mêmes périls inflationnistes, trois gouvernements de l'Europe méridionale viennent de présenter — au même moment — leurs propres plans de sauvetage.

A Rome, à Lisbonne et à Madrid, le détail des mesures annoncées laisse apparaître quelques différences techniques dans la façon d'accommoder l'austérité. Plus nettement autoritaires au Portugal, plus prudentes en Espagne, moins cohérentes en Italie, les politiques économiques de cette dangereuse rentrée 1976 n'en sont pas moins assujetties au même impératif prioritaire : la confiance et le consentement de l'opinion aux sacrifices.

En Italie, le nouveau poids et les hésitations des partis communistes servent en définitive M. Andreotti, dont le dessin est de faire accepter à ses concitoyens cette notion inhabituelle dans la péninsule : un minimum de rigueur. Certes, le « plan » démocrate-chrétien suscite, du côté des syndicats, un mécontentement qui ne le cède en rien à l'hostilité des centrales françaises à l'égard de M. Raymond Barre. Le 7 octobre, fait-il le rappel, huit millions de travailleurs italiens étaient en grève, soit trois millions de plus qu'en France le même jour.

Pourtant le souci du P.C. de participer à sa manière au pouvoir et d'améliorer encore son image de « maître du parti » n'est pas négligeable. Et c'est pourquoi aujourd'hui à Santiago un plan gouvernemental assez sévère pour les salaires, quitte à en dégonfler les insuffisances et à rappeler à chaque occasion les responsabilités particulières de la démocratie chrétienne dans la débâcle italienne.

Or, quelles que soient les divergences qui apparaissent à ce sujet au sein du parti, un tel choix risque d'être déterminant. Il peut aboutir demain au singulier paradoxe d'une Italie, comparativement plus « disciplinée » et plus « solidaire » que ses voisins.

En Espagne, c'est la très délicate période de transition politique dans laquelle s'inscrit la crise économique qui, paradoxalement, peut offrir à M. Adolfo Suárez quelques atouts partiels. Mais le gouvernement de Madrid, qui insiste lui-même sur son caractère « transitoire », a volontairement renoncé à des mesures trop « draconiennes » qui eussent été dangereuses à quelques mois de l'avènement officiel de la démocratie espagnole. S'il veut atteindre son principal objectif, qui est la libéralisation, M. Suárez ne peut s'offrir le luxe d'imposer au pays une « police » économique trop brutale. De son côté, l'opposition est trop divisée face aux nostalgiques du franquisme et trop soucieuse de ne pas compromettre la libéralisation pour engager avec le pouvoir une bataille frontale. Le mot d'ordre au-delà des Pyrénées demeure celui de « politique d'abord ».

Au Portugal, où la situation économique est carrément désastreuse, les transfuges de la révolution et la brutalité du « changement de cap » après le 25 novembre 1976 confèrent à la situation politique actuelle deux caractéristiques originales. L'extrême gauche et les syndicats d'abord, ont perdu, pour l'instant, toute capacité de mobilisation dans un pays encore sous l'effet d'une sorte de « dépression nerveuse ». La droite, en revanche, s'affirme chaque jour un peu plus « installée au pouvoir » mais n'en prépare pas moins la prochaine échéance électorale du 12 décembre.

Les communistes, bien qu'en recul, représentent encore la principale force d'opposition organisée. Ils sont combattifs à l'accommodement et à la prudence. Les récentes mesures contre l'inter-syndicalisme ou les occupations de terres ont pu être appliquées sans grande résistance. Il peut en être ainsi de l'austérité.

(Lire nos informations page 4.)

## Des affiches annoncent à Pékin la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du P.C. chinois

Un mois après la mort de Mao Tse-toung, dont le corps sera exposé dans un sarcophage de cristal placé dans un mausolée, M. Hua Kuo-feng devient, selon des affiches murales, le successeur du « grand timonier ». Il est, d'après les mêmes sources, depuis samedi 9 octobre, président du parti communiste et président de la commission militaire du comité central. En attendant d'éventuelles nominations gouvernementales, il demeure premier ministre.

C'est par voie d'affiches que les Pékinois ont appris la promotion de M. Hua Kuo-feng. L'une d'elles invitait la population à « soutenir vigoureusement la résolution relative à la nomination du camarade Hua Kuo-feng comme président du comité central ». Dans le centre de la capitale, un slogan géant en caractères noirs sur fond rouge proclamait : « Acclamons la nomination du

camarade Hua Kuo-feng ». En fin d'après-midi, alors que cette nomination n'avait pas encore fait l'objet d'un communiqué, des groupes de plusieurs centaines de personnes convergèrent vers la place Tian-An-Men, battant gongs et tambourins, et agitant de grands drapeaux rouges. Cependant, ces groupes se sont rapidement dissous. Dans les quartiers périphériques, les affiches n'attiraient guère l'attention de la population ; d'autres ont été arrachées dans les avenues principales.

Toute la journée, des limousines noires avaient circulé dans Pékin, où une réunion des responsables du parti a peut-être eu lieu. De telles consultations paraissent nécessaires, tant sont nombreuses les pièces vacantes dans les instances suprêmes du parti à la suite de décès (Chou En-lai, Chu Teh, etc.) et de départs, et, en premier lieu, celle de M. Teng Hsiao-ping.

De notre correspondant

Pékin. — Des affiches apparues, samedi 9 octobre, en fin d'après-midi, dans les rues de Pékin célébraient la nomination de M. Hua Kuo-feng aux deux postes de président du comité central du P.C. et président de la commission du comité central chargée des affaires militaires. L'agence Chine nouvelle n'avait alors encore publié aucune information à ce sujet et les porte-parole se bornaient à prendre note des questions qui leur étaient posées.

La nomination de M. Hua Kuo-feng à la tête du comité central est cependant d'autant plus remarquable que la veille, un communiqué précisait que le corps de Mao Tse-toung allait être conservé et annonçait la publication des œuvres du président par la presse officielle pour la première fois du « bureau politique du comité central » et à sa tête le camarade Hua Kuo-feng.

Un chef de la révolution

Cette personnalité hérite donc de toutes les fonctions qui étaient celles de Mao Tse-toung dans le parti. Celui-ci n'aura donc pas connu une période prolongée de direction collégiale et, un mois après la mort du fondateur de la révolution, il retrouve un chef doté de tous les titres, laisses vacantes par le départ. A la différence de son prédécesseur, on notera cependant que, en qualité de premier ministre, M. Hua Kuo-feng cumule les fonctions les plus importantes à la fois à la tête du parti, du gouvernement et pratiquement à travers la commission des affaires militaires du comité central, à la tête de l'armée.

Les affiches faisant état de la nomination de M. Hua Kuo-feng parlent d'« une décision du comité central ». On ignore encore toutefois si le « Parlement » du parti s'est effectivement réuni — comme il semblait normal en de telles circonstances — ou si les membres du bureau politique ont seuls été consultés, comme l'autorisent les statuts du P.C.

Rappelons que de nombreuses vacances existent encore dans les hautes instances du parti, particulièrement au sein du comité permanent du bureau politique. Compte tenu de la rapidité avec laquelle M. Hua Kuo-feng a lui-

même été nommé, on s'attend que ces vacances soient elles aussi comblées à brève échéance. La promotion de M. Hua Kuo-feng avait été indirectement annoncée vendredi 8 octobre, à l'occasion d'un communiqué faisant état de la publication des Œuvres complètes de Mao Tse-toung.

Une telle entreprise est délicate et la direction du P.C. se réserve de la contrôler de très près. C'est ce que prouve la décision du comité central en annonçant qu'un comité spécial sera formé à cette fin sous la direction immédiate du bureau politique. Une formule utilisée à cette occasion a retenu l'attention et constituait un fait politique nouveau. Il y était question, en effet, du bureau politique « ayant à sa tête le camarade Hua Kuo-feng ». C'est la première fois que le chef du gouvernement était ainsi désigné. Certes, sa qualité de premier vice-président du comité central n'est pas nouvelle, mais elle n'est, d'autre part, que la formule n'est pas, explicitement pa-

ralité à ce en usage pour le président Mao qui était présenté comme étant « à la tête » du comité central lui-même. Il n'en reste pas moins que M. Hua Kuo-feng se voit investi d'une autorité supérieure à celle de ses collègues au sein de la plus haute instance du parti.

Le comité central avait annoncé que « d'actifs préparatifs » seront faits pour la publication des Œuvres complètes de Mao Tse-toung, et un appel est adressé à tous à l'étranger comme en Chine, pour réunir les documents — inscriptions, minutes, lettres, etc. — dont l'original n'est pas à Pékin. Cette publication, quand elle verra le jour, risque d'être du plus haut intérêt, particulièrement pour ce qui concerne la période 1949-1976. Nombre de citations du président défunt sont habituellement présentes hors de leur contexte. Des textes complets sont de nature à jeter une lumière nouvelle sur de nombreux épisodes de la vie politique chinoise.

ALAIN JACQUES.

(Lire la suite page 2.)

## Nous voulons réintroduire la France au Levant pour ne pas être à la merci des Super-Grands

déclare au « Monde » M. Joumbhatt

Des représentants de la Syrie, du chef de l'Etat libanais, M. Sarkis, de l'O.L.P. et de la Ligue arabe devaient se réunir ce samedi 9 octobre à Chitaoua pour arrêter les modalités d'un cessez-le-feu. Les chances d'un compromis entre Syriens et Palestiniens paraissent faibles et les observateurs à Beyrouth s'attendent plutôt à une nouvelle offensive de l'armée de Damas.

C'est sans doute pour parer à une telle éventualité que M. Kamal Joumbhatt tente de rallier à ses thèses divers gouvernements arabes. Le chef de file de la gauche libanaise, qui vient de s'entretenir avec le président Boumediène et le colonel Kadhaï, est attendu en Egypte puis en Arabie Saoudite. Il est question qu'il se rende à Moscou.

L'initiative française — suscitée par le leader socialiste lors de sa visite à Paris au début de la semaine écoulée, n'a pas encore débouché sur la signature d'un accord. Le porte-parole de l'Elysée a indiqué, vendredi, que M. Giscard d'Estaing n'avait pas reçu de réponses aux messages qu'il avait adressés aux présidents Sadate (Egypte), Assad (Syrie) et Sarkis (Liban).

Dans l'interview qu'il a accordée au « Monde », M. Joumbhatt déclare notamment : « Nous voulons réintroduire la France au Levant, car nous ne voulons pas être à la merci des Super-Grands ».

Et, ensuite, si toutes les parties concernées le souhaitent, sur le plan militaire, « une force de paix française » pourrait commencer par s'installer dans les deux secteurs de Beyrouth afin d'y protéger les installations vitales de caractère économique ou d'intérêt général, tel l'aéroport... »

En mai dernier, M. Joumbhatt avait vivement critiqué M. Giscard d'Estaing pour avoir déclaré, lors de son séjour à la Nouvelle-Orléans, que la France était prête à envoyer une force d'intervention pour faire respecter le cessez-le-feu au Liban. A la question de savoir pourquoi il avait, depuis, changé d'avis, M. Joumbhatt répond : « Il s'agit d'un malentendu. A l'époque, nous pensions que l'offre de M. Giscard d'Estaing était le fruit d'une concertation avec le président Ford et les dirigeants de Damas. Nous avons cru comprendre encore que les Français allaient s'installer en secteur chrétien, tandis que les Syriens seraient chargés d'occuper les régions musulmanes, perpétrant ainsi le partage du Liban sous contrôle étranger. Or la présence française n'est acceptable que si elle émane d'une volonté européenne, et non pas de celle des Etats-Unis. »

« Nous voulons réintroduire la France au Levant », a dit encore M. Joumbhatt, car nous ne pouvons pas être à la merci des Super-Grands... »

L'initiative, politique française, selon M. Joumbhatt, pourrait se dérouler en trois étapes successives : une délégation française se rendrait dans diverses capitales arabes pour dégager un consensus ; les dirigeants des diverses factions libanaises seraient invités à venir à Paris pour consultations ; une « table ronde » destinée à élaborer un règlement définitif du conflit serait, enfin, convoquée.

## M. Giscard d'Estaing définit dans « Démocratie française » une « ambition pour la France »

Le livre annoncé de M. Valéry Giscard d'Estaing, « Démocratie française », est mis en vente le lundi 11 octobre par les éditions Fayard. Le chef de l'Etat en a remis en personne des exemplaires, samedi au fin de matinée, à quelques soixante-quinze directeurs de journaux, d'agences de presse, de chaînes ou stations de radio ou de télévision. L'ouvrage, qui a cent quatre-vingt-deux pages, porte, sur la très sobre couverture blanche encadrée de bleu sombre, les seuls noms de l'auteur et de l'éditeur et le titre. Au verso, une photographie du président de la République.

Les strictes consignes d'embargo qui avaient été données jusqu'à lundi ayant été, comme on pouvait s'y attendre, violées de diverses manières, nous donnons ci-dessous des extraits du premier chapitre et publierons dans notre prochain numéro une analyse de l'ouvrage, qui, dédié à Marianne et à Garroche, se propose de définir une ambition pour la France. « Marianne, a dit M. Giscard d'Estaing, parce qu'elle est la sensibilité. Garroche parce qu'il est l'esprit ».

M. Giscard d'Estaing a fait part de son intention d'écrire l'an prochain un nouveau livre tenant compte des réactions suscitées par celui-ci, qu'il a notamment fait lire, avant publication, par MM. Raymond Barre, Raymond Aron, Alain Peyrefitte et Jean-Philippe Lecat.

Le président de la République écrit notamment :

« (...) Avant la guerre, et encore au début des années 50, la France offrait l'image d'une société à la fois évoluée et traditionnelle.

(...) En vingt-cinq ans, une sorte d'ouragan s'est abattu sur ce monde français. Une révolution plus puissante que toutes les révolutions politiques s'est accomplie au sein de la société française, atteignant toutes ses strates : la famille, l'école, l'université, l'Eglise, les mœurs. Elle a été entraînée par la combinaison de trois facteurs : une croissance économique sans précédent, la diffusion massive de l'éducation et l'irruption permanente des moyens audiovisuels dans la vie individuelle.

Entre 1950 et 1975, soit en vingt-cinq ans, à peine le temps pour les fils de la guerre de devenir pères, le produit national, en

volume, a été multiplié par plus de trois et la consommation réelle par tête par près de trois ; le taux de mortalité infantile a été divisé par quatre, l'espérance de vie des hommes a augmenté de six ans et celle des femmes de huit ans. La part de l'alimentation dans nos dépenses a diminué de moitié, celle de l'hygiène et de la santé a triplé. Le nombre des bacheliers a sextuplé. Le minimum vieillesse a quadruplé en valeur réelle. Huit millions et demi de logements ont été construits. Il y a vingt-cinq ans, personne n'avait ni machine à laver ni télévision. En 1975, sept ménages sur dix ont la première, neuf sur dix la seconde. En 1953, possédaient une voiture : 8 % des ouvriers, 22 % des cadres moyens, 56 % des cadres supérieurs. En 1972 : 66 % des ouvriers, 86 % des cadres moyens, 87 % des cadres supérieurs.

(Lire la suite page 5.)

## AU JOUR LE JOUR

### BEST-SELLER

« Le jour de la parution d'un livre, pour un écrivain, c'est un peu comme un jour d'élection pour un homme politique, à cela près que les suffrages ne s'expriment pas immédiatement et qu'il faut attendre un certain temps pour connaître le résultat du scrutin.

M. Giscard d'Estaing découvre sans doute qu'une chose est de jouer la démocratie française, qu'une autre est de la raconter. Telle est la dure loi de l'écrit qu'on n'entend ni les applaudissements ni les sifflets, mais qu'on risque de découvrir, un jour, que le best-seller d'antan n'est plus qu'une coque perdue dans la poussière d'une bibliothèque.

ROBERT ESCARPI.

## « APOSTROPHES » SUR LE P.C.

### Faut-il croire au matin ?

S'il faut en croire chacun des deux protagonistes qui s'opposent, vendredi soir, dans l'émission « Apostrophes », sur le thème : « Les communistes français changent-ils ? », Jean Elieinstein, auteur d'un livre sur le P.C. (1), et Pierre Daix, dont vient de paraître l'essai sur le matin, autobiographie autocritique de ses trente-quatre années de militant, chacun des deux serait, aux yeux de l'autre, suspect d'idéalisme. Jean Elieinstein parce que, selon Pierre Daix, il présente comme acquis un changement qu'il espère. Pierre Daix, selon Jean Elieinstein, parce que son livre est le constat de décès d'une foi, d'une espérance.

« Un dossier pour agence matrimoniale », a dit, du livre du premier, le second.

« Un autre-part dans une rubrique nécrologique », a dit, du livre du second, le premier.

On ne pouvait être plus amène. Le débat avait pourtant débuté sous les meilleures auspices. « Le cas de Pierre Daix est intéressant, avait dit Jean Elieinstein. Il montre qu'on peut entrer au parti et en sortir sans pour autant être taxé de renégat. La

PAUL MORELLE

(Lire la suite page 12.)

(1) Voir l'article de Thierry Flieter dans le Monde du 2 septembre 1976.

**HENRI TROYAT**  
de l'Académie française

**Un si long chemin**

collection  
« Les grands auteurs »  
dirigée par Claude Glayman

**STOCK**



# ASIE

## LA SUCCESSION DE MAO TSE-TOUNG

### Libres opinions LE FILS DE LA TERRE

par PAUL BADY (\*)

La mort est également propice aux thuriféraires et aux iconoclastes : autant les renvoyer dos à dos. Empereur de bronze ou de papier, singe ou tigre ? L'image importe peu. Derrière l'ombre du « géant » ou la lumière du « phare », quel fut l'homme ?

Son nom même demeure mal connu. On l'appelait Zedong : « Orient bienfaisant » ou « enrichissant », comme l'eau qui fertilise la terre ; mais aussi Runzhi : « le fertilisateur ». Si Mao n'avait pas étendu le désert autour de ses Œuvres choisies et de ses Poèmes, quel nom prédestiné pour ce fils de paysan, futur chef de la plus grande révolution paysanne de l'histoire ?

Sa personnalité est toujours mal comprise. L'homme avec lequel il paraît de lui-même, la dévotion volontiers cynique avec laquelle il évoquait telle situation ou tel personnage, comme s'il n'y avait pas de distinction entre le roman et la réalité, ajoutaient à la confusion. Il est vrai que lorsqu'il leur montrait la Lume du doigt, beaucoup de ses interlocuteurs regardaient le doigt. Tel ce fameux journaliste américain, victime d'un calembour, où Mao ne se comparait à « un bonze sous un parapluie » (heshang da san) que pour mieux souligner, à l'aide du jeu de mots contenu dans la phrase suivante (wo fei yu luo) : « sans cheveu ni ciel » — « sans foi ni loi » —, son esprit indépendant et son idéologie toujours rebelle, ne reconnaissant d'autre ciel que le peuple chinois.

L'action du révolutionnaire et, plus encore, du chef d'Etat est diversément appréciée. Mais, pour en juger, le mieux ne serait-il pas de relire Diderot ? Notamment le passage célèbre de la *Réputation d'Helvétius* : « Le gouvernement arbitraire d'un prince juste et éclairé est toujours mauvais. Ses vertus sont la plus dangereuse et la plus sûre des séductions : elles accoutument insensiblement un peuple à aimer, à respecter, à servir son successeur, quel qu'il soit, méchant et stupide. Il enlève au peuple le droit de délibérer, de vouloir ou ne vouloir pas, de s'opposer même à sa volonté, lorsqu'il ordonne le bien ; cependant, ce droit d'opposition, tout inné qu'il est, est assésé : sans quoi les sujets ressembleraient à un troupeau dont on méprise la réclamation, sous prétexte qu'on le conduit dans de gras pâturages. »

La mort du président chinois est assurément un événement considérable. Désormais, l'arbre ne cachera plus la forêt. Mais l'ère post-maoïste a commencé beaucoup plus tôt. En dépit des efforts répétés de Mao pour assurer lui-même sa succession, la jungle était déjà apparue avec l'affaire Lin Biao, sinon avec les premiers règlements de comptes datant de la révolution culturelle, pour ne pas remonter, quarante ans plus tôt, aux luttes intestines qui permirent à Mao de s'emparer une fois pour toutes de la présidence du parti.

Du peuple chinois en deuil, la douleur, réelle ou officielle, ne doit pas cacher le profond désarroi. Incertitude solitaire et magis sine domino quam in libertate (« incertains et déliés, mais plutôt sans maître qu'en liberté »), disait Tacite d'un autre peuple oriental qui, cherchant un successeur à son ancien roi, avait « essayé du gouvernement d'une femme » (1). Mais quand les eunuques et leur garde prétorienne sont publiquement dénoncés avant même la mort du souverain (2), quel pourrait être le sort de la veuve ?

(1) Annales, II, 4.  
(2) Cf. le très intéressant historique paru cet été dans *Pékin-Information* (11 juillet 1976).  
(\*) Maître assistant de chinois à l'Ecole normale supérieure. Ancien attaché culturel près l'ambassade de France à Pékin. (1967-1970).

### CORRESPONDANCE

#### Mao et la poésie

L'article d'Etienne, « D'un grand prince poète » (le Monde du 10 septembre), nous a valu une longue lettre de M. Guillois, collaborateur de *L'Espresso* chinois, en résidence à Pékin. Nous en extrayons les passages suivants :

Un poète, nous dit Etienne, est un « mainteneur » et un « chambouleur ». Pourquoi pas ? Mais que maintient et que change-t-il ? Le langage, d'abord et surtout. Ensuite, le poète doit détruire « tout ce qui, dans quelque société qu'il vive... doit être changé, renouvelé ou détruit ». C'est bien, la définition nous convient.

Mais que font d'autre les poètes de la Chine d'aujourd'hui ? Ils veulent maintenir la révolution et la ligne révolutionnaire du président Mao. Ils veulent détruire aussi, détruire ce qui doit l'être : tous les restes de l'ancienne société, toutes les traces de conservatisme, tout ce qui viendrait s'opposer à la marche de la révolution. C'est-à-dire que leur choix est radicalement opposé à celui de M. Etienne. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas poètes. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas poètes. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas poètes.

Toute parole est un acte politique. La parole poétique plus qu'aucune autre. Et même les exemples abondent de paroles poétiques devenues directement des actes politiques. Pour rester dans le contexte chinois, citons simplement les deux derniers poèmes du président Mao publiés dans le *Ren Min Ri Bao* du 1<sup>er</sup> janvier 1976 : *Retour au mont Tsinglang* et *Dialogue d'oiseaux*. On sait que leur publication va donner une impulsion décisive à la critique contre la ligne droiteiste et précipiter la déroute de Teng Hsiao-ping. Voilà un moment dans l'œuvre du président Mao où « le poète » et le « poète » ne font qu'un.

Quand les paysans de Sizokinchouang écrivent des poèmes, il est bien évident qu'ils se soucient fort peu des conceptions poétiques de M. Etienne. Il est bien évident aussi que ce qu'ils écrivent ne saurait lui plaire. Peut-être à cause de ce « effet » d'une vie sociale donnée, c'est-à-dire de deux positions différentes.

dans le monde, c'est-à-dire de deux positions politiques différentes. Et les paysans de Sizokinchouang sont des révolutionnaires !

Pour conclure, nous citerons deux vers du *Chant de l'idéal*, très long et très beau poème, composé collectivement, en 1974, par des étudiants, ouvriers, paysans et soldats de l'université de Pékin :

« Les singes ont beau gémir  
[dans les monts]  
Le vaisseau de la révolution  
[poursuit son essor... »

**Protégez-vous  
contre les  
cambriolages,  
mais attention  
protégez-vous  
bien !**

Les organisations professionnelles nationales et parisiennes de METALLIERS-SERRURIERS conscientes du danger que représentent pour la population, la multiplication inquiétante des cambriolages et la publicité faite par des organismes NON QUALIFIÉS pour y remédier VOUS METTENT EN GARDE.

### M. Hua Kuo-feng serait nommé président du P.C.C.

(Suite de la première page.)

Le comité central a aussi annoncé la mise en chantier de la publication de nouvelles œuvres de Mao Tse-toung, illustrant sa contribution à la lutte contre les opportunistes de droite et de gauche, contre l'empirisme, contre le revisionisme moderne ayant pour but de dénigrer le révolutionsnaire révolutionnaire et contre les réactions de tous les pays. D'une part, un cinquième volume de ses Œuvres choisies sera publié « le plus tôt possible » (on croit savoir que cette publication avait déjà été envisagée du vivant du président) et sera suivi par d'autres volumes.

Les Œuvres choisies de Mao Tse-toung, publiées par les Editions du peuple à Pékin, comprennent jusqu'à présent quatre volumes de textes anciens, le plus récent étant daté de septembre 1969, c'est-à-dire de la veille de la fondation du régime. Différents textes postérieurs à la libération ont fait l'objet de tirages à part, mais n'avaient pas encore été réunis.

Simultanément, les autorités ont indiqué, vendredi, que le corps du président Mao Tse-toung sera exposé dans un sarcophage de cristal à l'intérieur d'un monument commémoratif (sans doute un mausolée) construit à Pékin. Le communiqué qui annonce cette décision, publié le 10 octobre, mentionne après la mort de Mao Tse-toung, met fin aux spéculations qu'avait provoquées le mystère entretenu sur la destination qui allait être donnée à la dépouille mortelle du président.

Rappelons que les corps des dirigeants décédés depuis 1950 avaient été incinérés. Qu'une ex-

ception soit faite pour Mao n'est pas surprenant, compte tenu notamment du fort courant d'opinion publique qui se manifestait pour la conservation de son corps et que les autorités ne pouvaient, sans risque, ignorer. On notera qu'aucune allusion n'est faite aux dernières volontés du président défunt à ce sujet. La responsabilité de la décision revient donc à la direction du parti, qui le parallèle avec les décisions plus récemment inspirées que Mao est considéré comme le continuateur direct du fondateur de la révolution chinoise.

ALAIN JACOB.

### LES ORGANES CENTRAUX DU P.C.

Dans l'attente de nouvelles nominations, voici la liste des membres des organes centraux du P.C. telle qu'elle apparaît après la promotion de M. Hua Kuo-feng :

Président : M. Hua Kuo-feng.  
Vice-présidents : MM. Wang Hsiao-chen, Yen Chien-ying, Li Teh-sheng.

Membres du bureau politique : MM. Wang Hsiao-chen, Wei Kuo-ching, Yen Chien-ying, Liu Focheng, Mme Chiang Ching-kuo, M. Ma Shao-wei, Hua Kuo-feng, Chi Teng-kuei, Wu Teh, Wang Tung-hsing, Chen Yang-tsu, Chen Hsi-lin, Li Hsien-nien, Li Teh-sheng, Chang Chueh-shan, Yao Wen-jung.

Membres suppléants du bureau politique : MM. Wu Kuei-hsien, Su Chen-kuo, Li Chueh-fu, Si-rudin.

Membres du comité permanent du bureau politique : MM. Wang Hsiao-chen, Chang Chun-chieh, Hua Kuo-feng, Yen Chien-ying.

### A travers le monde

#### Cuba

● POUR LA DEUXIEME FOIS depuis le début de la révolution, en 1959, les Cubains seront appelés aux urnes, dimanche 10 octobre. Il s'agira d'élire les quelque dix mille délégués qui composeront les assemblées municipales des cent soixante-neuf communes de l'île. La population cubaine avait voté une première fois, le 15 février dernier, à bulletin secret afin d'adopter la Constitution. Environ cinq millions et demi de Cubains (l'âge électoral est de seize ans) auront à choisir leurs délégués municipaux parmi trente mille candidats, qui ont été préalablement élus à main levée à la fin du mois d'août dernier, lors d'assemblées populaires de quartier. — (A.F.P.)

#### Uruguay

● L'ANCIEN PRESIDENT URUGUAYEN, M. Juan Bordaberry et six autres personnalités ont été à nouveau arrêtés jeudi 7 octobre à user de leurs droits politiques, dont ils avaient été privés le 1<sup>er</sup> septembre dernier. — (A.F.P.)

### PORTRAIT

#### Une ascension politique rapide

Technicien du gouvernement, homme d'ordre, symbole d'une nouvelle génération, M. Hua Kuo-feng a fait une ascension politique rapide. Originaire du Hunan — il est âgé de cinquante-quatre ans. — Il a occupé, au début des années 50, des responsabilités dans l'organisation locale du parti et dans l'agriculture. Dès cette époque, il s'acquitte une réputation d'expert dans le domaine de l'irrigation : il supervisa un grand projet d'aménagement des eaux à Shaoshan, district natal du président Mao. De juillet 1958 à 1967, il est vice-gouverneur du Hunan, et est chargé des questions économiques au sein du comité provincial du parti.

Ses rapports avec les gardes rouges pendant les années troubles de la révolution culturelle ne sont pas des meilleurs. Il semble mal s'accommoder de la forme que prend le mouvement révolutionnaire, et il est critiqué pour avoir tenté de limiter les activités de certains de ses membres. Cependant, en 1968, il est nommé vice-président du comité révolutionnaire, toujours dans le Hunan, puis en 1970, premier secrétaire du comité provincial du parti. Il émerge comme l'un des nouveaux dirigeants de la Chine. Car, entre-temps, il a fait son entrée dans les organes centraux du régime. En 1969, il a été élu membre du comité central du parti, au sein duquel il consolide ses positions après l'élimination de Lin Biao. Il élargit son expérience en exerçant brièvement, en 1972, les fonctions de commissaire politique de la ré-

gion militaire de Canton. Au mois d'août 1973, il est élu membre du bureau politique du dixième congrès, et l'Assemblée nationale le nomme, en janvier 1975, vice-premier ministre et ministre de la sécurité publique. Il est clair qu'il jouit de toute la confiance du président Mao Tse-toung, mais il semble avoir également l'appui de la gauche du bureau politique.

Un mois après la mort de Chou En-lai, M. Hua Kuo-feng devient, en février 1976, chef, par intérim, du gouvernement. Cette nomination apparaît alors comme une formule de compromis. Mais après que la violente campagne contre les « éléments bourgeois faussement repentis » qui suivent « la voie capitaliste » ait abouti à l'élimination du vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping, le premier ministre par intérim est confirmé, en avril, dans ses fonctions, et aussi promu vice-président du comité central du P.C. Il n'hésite cependant pas du titre de chef d'état-major de l'armée, que détenait son prédécesseur à la tête du gouvernement. Mais il est décoré, mais le « numéro deux » du régime, il s'efforce, dans les mois qui vont suivre, de consolider son pouvoir, après sa victoire sur les « révisionnistes ». Un document photographique publié par Pékin, puis son rôle au cours des cérémonies marquant la mort du président Mao Tse-toung, soulignent cette prééminence, ainsi que celle de l'aile gauche du P.C. — La lutte contre la bourgeoisie au sein du parti — doit se poursuivre, déclare le premier ministre dans l'éloge funèbre de Mao.

#### Thaïlande

## La junte militaire a chargé un civil de former un nouveau gouvernement

De notre correspondant

La presse saluait le putsch avec une belle unanimité et publie en première page les portraits des principaux chefs militaires. Le *Phai Rath*, qui appartient à l'ancien premier ministre, M. Kukrit Pramoj, parle du « nouvel espoir du peuple ». Le *Daily Times* se réjouit de la « nouvelle confiance de la population », qui, selon le *Dao Sayam*, a accueilli le coup d'Etat « avec enthousiasme ». Pour le *Bangkok Post*, il s'agit d'une « chance pour redonner de la force à notre nation ».

Dans son discours de vendredi, l'amiral Sangad a promis la promulgation d'une Constitution « aussi tôt que possible ». C'est, dit-il, la première des priorités. Il a aussi annoncé que le roi avait nommé comme premier ministre M. Thanin Kraivichien, qui est juge à la Cour suprême, et membre de droit des universités de Thannarat et de Chulalongkorn. Les événements sanglants de mercredi — et de Londres. Il est âgé de quarante-neuf ans et sera le quinzième chef de gouvernement du royaume depuis l'abolition de la monarchie absolue, en 1932. Ce juriste conservateur a été nommé respectivement « chef de la junte » et « chef de la junte » par le cabinet dans les quatorze jours pendant ce temps, les vingt-quatre officiers supérieurs du Comité national de réforme administrative (C.N.R.A.) continueront de diriger le pays. La nomination aussi rapide d'un premier ministre civil, deux jours à peine

après le coup d'Etat, était inattendue. Il faudra connaître la composition du nouveau gouvernement et le rôle du C.N.R.A. dans l'élaboration de la Constitution pour se faire une idée de la nature du régime.

La junte affirme vouloir rétablir sur des bases plus solides une démocratie qui se dévoyait. Dans son allocution diffusée dans la nuit de vendredi à samedi, M. Thanin a déclaré : « Nous devons développer la démocratie étape par étape. Nous ne pouvons le faire de manière expéditive. » Après avoir demandé à la population de l'aider dans sa mission, le premier ministre a énuméré les cinq dangers qui menacent le pays : le communisme ; la corruption dans les milieux officiels ; l'oppression du peuple par certains officiels ; la pauvreté ; l'ambition de ceux qui veulent s'emparer du pouvoir pour changer le gouvernement.

PATRICE DE BEER.

### LE NOUVEAU CODE DE LA PRESSE

Voici le texte du nouveau code de la presse thaïlandaise publié samedi 9 octobre par le *Bangkok Post* :

« A la suite d'un accord conclu avec le C.N.R.A., il est interdit aux journaux de publier les articles et illustrations qui :

- 1) Attaquent la monarchie ;
- 2) Constituent des accusations au sujet de la Thaïlande ou donnent une image déformée, méprisante ou insultante de la Thaïlande et du peuple thaïlandais, ou qui pourraient susciter à l'étranger un manque de respect pour la Thaïlande et le peuple thaïlandais ;
- 3) Constituent des accusations de gouvernement ou de toute institution officielle, ou en donnent une image déformée, méprisante ou insultante ;
- 4) Propagent le communisme ;
- 5) Pourraient semer la peur ou l'inquiétude dans la population ou la diviser, et qui seraient des effets néfastes sur la paix, l'ordre ou les bonnes mœurs ;
- 6) Sont pornographiques, obscènes ou grossières, ou qui portent préjudice aux mœurs et à la culture de la nation ;
- 7) Sont des secrets officiels. »

### UN PUTSCH QUI EMBARRASSE M. FORD

Le département d'Etat a qualifié vendredi de « ridicules » et de « dénuées de tout fondement » les accusations portées par l'Exécutif selon lesquelles les Etats-Unis ont fomenté le coup d'Etat à Bangkok.

La prise de pouvoir par les militaires a été accueillie sans enthousiasme à Washington, même si les sentiments pro-américains de la junte ne font aucun doute. On reconnaît, de source autorisée, que le coup d'Etat est survenu à un mauvais moment pour l'administration, qui il y a quelques jours assurait le Congrès du succès de l'expérience démocratique thaïlandaise. Le renversement du gouvernement civil est d'autant plus gênant pour M. Ford qu'à l'approche de l'élection présidentielle, son rival, M. Carter, l'accuse de mettre en place et de soutenir des dictatures militaires sans égard pour le respect des droits de l'homme.

(\*) Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment.

150 000 000



1501-1502

## PROCHE-ORIENT

LA GUERRÉ CIVILE AU LIBAN

### Une nouvelle réunion quadripartite a été convoquée à Chitaur

De notre correspondant

Beyrouth. — Une réunion quadripartite regroupant les représentants de la Syrie, du Liban, des Palestiniens et de la Ligue arabe devait se tenir ce samedi 9 octobre à Chitaur, dans la portion du territoire libanais contrôlé par l'armée syrienne. Le président Sarkis devait être représenté par des militaires (le colonel Moussa Kanana, chef d'état-major adjoint de l'armée avant son écartement, les commandants Ahmad Al Hafi et Michel Nassif). L'O.L.P. a délégué des hommes politiques (M. Abou Maher et Hani El Bassam) et des militaires (le commandant Saad Sayel). On ignorait encore samedi matin la composition de la délégation syrienne.

Les observateurs étaient sceptiques quant à l'issue de cette nouvelle réunion de Chitaur. Deux précédentes réunions tenues les 17 et 19 septembre, à un niveau plus élevé, puisqu'elles avaient mis en présence le président Sarkis, M. Yasser Arafat et le vice-ministre syrien de la défense, le général Naji Jamil, avaient abouti à un échec total. Celle de ce samedi 9 octobre se tient surtout dans un contexte moins favorable à la conciliation.

Les pourparlers du mois dernier étaient déçus à la veille de l'entrée en fonctions du président Sarkis, et cela pouvait être l'occasion d'un déblocage de la situation. De plus, les Palestiniens dis-

posaient d'un atout : l'enclave qu'ils occupent au cœur de la montagne chrétienne. Depuis, cette enclave a été conquise par les Syriens et les conservateurs chrétiens. Il est vrai que les fedayin occupent d'autres localités en montagne, mais elles sont d'une importance stratégique telle que l'O.L.P. ne peut se permettre de les évacuer que dans le cadre d'un règlement global. Or, le président Assad paraît moins que jamais disposé à faire des concessions aux Palestiniens. Ces derniers, pour leur part, qu'ils ne « capituleront » jamais devant les exigences du chef de l'Etat syrien. Tout confirme que le gouvernement de Damas prépare la voie à une nouvelle confrontation militaire.

Deux questions étaient à l'ordre du jour de la réunion de Chitaur : la cesse-le-feu et les modalités d'application des accords libano-palestiniens du Caire. Le président Sarkis a préparé à ce propos un dossier complet comportant un projet de règlement en sept points. Le problème n'est cependant pas technique, mais politique, et la réunion n'avait de chances de succès que si Damas ou la résistance palestinienne s'opposaient à la situation avant le 18 octobre, date prévue pour la réunion du « sommet » arabe du Caire.

LUCIEN GEORGE

### DES REPRÉSENTANTS DE LA GAUCHE FRANÇAISE DEMANDENT LE RETRAIT DES TROUPES SYRIENNES

Une délégation de la gauche française a remis, le vendredi 8 octobre, à l'ambassadeur de Syrie à Paris, une pétition, signée par une cinquantaine de personnalités, demandant le retrait des troupes syriennes du Liban. Composée des représentants du parti communiste, du parti socialiste, du P.S.U., du Front progressiste (gauchistes de gauche), de la C.G.T. et de la C.F.D.T., la délégation a transmis le texte suivant : « Les soussignés constatent, avec inquiétude, que l'armée syrienne poursuit son intervention aux côtés de la droite libanaise contre les forces progressistes du Liban et contre la résistance palestinienne. Dans son intervention, le gouvernement syrien utilise les moyens puissants d'une armée moderne, sans souci des pertes infligées aux populations civiles... »

Conscients de représenter de larges secteurs de l'opinion française, les soussignés demandent le retrait des troupes syriennes du Liban pour que puisse s'engager un processus de paix.

Par les signatures, on relève les noms de Mme Nadine Alari, M. Maurice Barthe, M. Michel Beauvillat, Butin, M. Claude Bourdieu, le Pasteur Cassin, M. Gérard Chéland, François Chaponnier, Jacques Deb-Bridel, Charles Fleckman, le Pasteur Maréchal, M. François Maspero, Paul Milliez, Mme Juliette Minces, M. Georges Montaron, M. Jos Nordman, M. Michel Ricard, Laurent Schwartz, René Courroux, Jean Dresch, Edouard Duprez, René Dumont, Daniel Guérin, Mme Simone Lacouture, M. Jean Lacouture, Claude Mauriac, David-Roussel, M. Gisèle Halimi, M. Jérôme Lindon, Mme Madeleine Rebérioux.

L'ambassadeur de Syrie à Paris, M. Ahmed Abdel Karim, a assuré la délégation que les troupes syriennes se retireraient du Liban dès que les conditions politiques cessent, que la paix sera établie et que la vie normale reprendra son cours au Liban.

M. de Göttinger devait recevoir ce samedi 9 octobre M. Chabbi, ministre des affaires étrangères de Tunisie et président de l'exercice du conseil de la Ligue arabe. Le chef de la diplomatie française avait reçu vendredi après-midi le prince Saoud Ibn Faisal, ministre saoudien des affaires étrangères. A l'issue de l'entretien, le ministre français a déclaré qu'il avait exposé au prince la situation concernant le Liban, et que les troupes syriennes se retireraient du Liban dès que les conditions politiques cessent, que la paix sera établie et que la vie normale reprendra son cours au Liban.

Comment expliquez-vous la passivité de l'Irak qui a pourtant envoyé des troupes à la frontière syrienne ? — L'Irak est paralysé par la menace que fait peser l'Iran, qui a accordé asile à trente mille réfugiés irakiens. Si Bagdad devait intervenir en Syrie, le choc n'aurait pas à redouter pas à redouter de la guerre civile dans le nord de l'Irak. Cependant, une telle éventualité pourrait être écartée si le gouvernement irakien adoptait une attitude plus ferme à l'égard de l'Iran.

A quel attribuez-vous le silence et la passivité de l'Algérie ? — Le problème du Sahara occidental préoccupe au plus haut point les dirigeants algériens. Mais leur attitude à notre égard évolue dans le bon sens. Je demanderais à mes interlocuteurs algériens d'abandonner toute position de non-alignement, et d'adopter une attitude plus ferme à l'égard de l'Iran.

Un des principaux objectifs du leader de la gauche libanaise est d'obtenir que les pays arabes procèdent à une réduction de la moitié du déficit budgétaire de la Syrie, qu'il évalue à plus de 4 milliards de livres syriennes. Quatre États financeraient ainsi indirectement l'intervention militaire de Damas : l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Fédération des Emirats arabes et la Libye (laquelle proclame néanmoins son soutien à la résistance palestinienne et au « Mouvement national libanais » dirigé par M. Jumblatt).

Le leader socialiste espère, d'autre part, que les chefs d'Etat arabes qui se réuniront au Caire le 18 octobre prochain, décideront de renforcer les contingents de la « force de la paix » au Liban. « Il faudrait au moins quinze à vingt mille hommes supplémentaires », nous dit-il, pour assurer l'ordre dans les deux secteurs de Beyrouth jusqu'à la réconciliation de l'armée libanaise. Autrement, le nouveau président, M. Sarkis, ne serait pas en mesure d'exercer son mandat d'une manière autonome.

Cependant, M. Jumblatt concède qu'il n'est pas assuré d'un optimisme excessif : le combat, nous dit-il, sera long et ardu tant à l'intérieur du Liban, où il est malaisé de résister à l'armée syrienne, que sur la scène internationale, où les Palestiniens et les progressistes libanais comptent peu d'amis décidés à les aider concrètement.

ERIC ROULEAU

## AMÉRIQUES

### VIRAGE A DROITE AU PÉROU ?

III. — « Ils veulent casser la baraque ! »

Les militaires péruviens sont aujourd'hui mal aimés dans leur propre pays, et le projet antigouvernemental lancé la « révolution » de 1968 est aujourd'hui sérieusement battu en brèche. (Le Monde - des 7-8 et 9 octobre.)

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

Lima. — « Les Péruviens veulent faire la révolution avec des baïonnettes et des fleurs. Ils veulent casser la baraque ! » C'est le refrain que tout révolutionnaire doit payer au prix. C'est M. Francisco Miró Quesada, ancien ministre de l'éducation et ancien ambassadeur à Paris, qui a lancé ce refrain à l'occasion d'un colloque de la C.G.T. La C.G.T. a été à l'origine de nombreuses grèves dans la métallurgie et les mines. A l'attention de la C.G.T. a été faite la situation de la C.G.T. : face au patron et à la maîtrise, le représentant des travailleurs dénommé « le patron » est « impuissant ». L'accès à la propriété est une « ruée pour augmenter la production ». Sans doute le mouvement organisé-t-il des cours pour préparer les ouvriers à la gestion. Mais c'est pour mieux déstabiliser une mentalité de type « patronal ». Que l'Etat-patron soit mauvais par essence, comment en douter ? « L'Etat, ce sont les militaires, qui représentent une classe et non les travailleurs ».

Les entrepreneurs reconnaissent eux aussi que la cession à la péruvienne ne leur a pas donné, jusqu'ici, des « interlocuteurs valables ». Comment surmonter, en quelques années, les formidables archaïsmes d'un pays composé pour moitié d'Indiens, les antagonismes d'une société dont le chef de l'Etat dissimulement qu'il était coupé en deux, une partie avec une « vue scientifique et technique » et l'autre avec une « vision collective et mythique » du monde ? Mais la cession, à terme, de la moitié du capital a fait peur : « Vous ne pouvez pas demander à un entrepreneur d'investir, s'il voit qu'il perdra un jour le contrôle de son affaire ».

Les militaires attendaient des syndicats qu'ils se « redressent », au fur et à mesure que leurs affiliés accéderaient à la propriété. En fait, la lutte syndicale a été réduite à l'insécurité de l'Etat d'urgence, qui le 1<sup>er</sup> juillet dernier, a suspendu toute revendication de salaire. « Pour les travailleurs, le travail, c'est toujours l'ennemi », dit le dirigeant d'une importante mine privée. Et il ajoute : « Les grèves se sont multipliées. Le secteur privé a subi, en 1975, dans une seule mine, Toquegua, quarante-huit jours de travail. Nous avons obtenu de nos gens que, visiblement, ils ne veulent plus de grèves, casser la baraque ».

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

L'extrême gauche, elle, voit dans la cession une simple tentative pour « embourgeoiser » ou « diviser » la classe ouvrière. Aujourd'hui, beaucoup de syndicats se situent à gauche de la C.G.T.P. Les mineurs, par exemple, ont rompu depuis quelques années avec la « camarilla » cégétiste. Comme beaucoup d'autres, ils ont adhéré au Comité de coordination et d'unification syndicales de la C.G.T. La C.G.T. a été à l'origine de nombreuses grèves dans la métallurgie et les mines. A l'attention de la C.G.T. a été faite la situation de la C.G.T. : face au patron et à la maîtrise, le représentant des travailleurs dénommé « le patron » est « impuissant ». L'accès à la propriété est une « ruée pour augmenter la production ». Sans doute le mouvement organisé-t-il des cours pour préparer les ouvriers à la gestion. Mais c'est pour mieux déstabiliser une mentalité de type « patronal ». Que l'Etat-patron soit mauvais par essence, comment en douter ? « L'Etat, ce sont les militaires, qui représentent une classe et non les travailleurs ».

Les entrepreneurs reconnaissent eux aussi que la cession à la péruvienne ne leur a pas donné, jusqu'ici, des « interlocuteurs valables ». Comment surmonter, en quelques années, les formidables archaïsmes d'un pays composé pour moitié d'Indiens, les antagonismes d'une société dont le chef de l'Etat dissimulement qu'il était coupé en deux, une partie avec une « vue scientifique et technique » et l'autre avec une « vision collective et mythique » du monde ? Mais la cession, à terme, de la moitié du capital a fait peur : « Vous ne pouvez pas demander à un entrepreneur d'investir, s'il voit qu'il perdra un jour le contrôle de son affaire ».

Les militaires attendaient des syndicats qu'ils se « redressent », au fur et à mesure que leurs affiliés accéderaient à la propriété. En fait, la lutte syndicale a été réduite à l'insécurité de l'Etat d'urgence, qui le 1<sup>er</sup> juillet dernier, a suspendu toute revendication de salaire. « Pour les travailleurs, le travail, c'est toujours l'ennemi », dit le dirigeant d'une importante mine privée. Et il ajoute : « Les grèves se sont multipliées. Le secteur privé a subi, en 1975, dans une seule mine, Toquegua, quarante-huit jours de travail. Nous avons obtenu de nos gens que, visiblement, ils ne veulent plus de grèves, casser la baraque ».

L'insécurité du capital

Que la révolution soit allée trop vite, que les lois sociales aient devancé le progrès économique, voire « paralysé la production », le patronat l'affirme. Les critiques ont donc, avec la loi de stabilité de l'emploi, disent les employeurs, « on ne peut plus licencier personne ». Un banquier fait état d'une diminution générale de l'activité dans la banque et l'administration publique. Les banquiers ne sont-ils pas affiliés à la centrale communiste ? « De plus, la loi de stabilité de l'emploi, dit notre interlocuteur, le secteur bancaire se signale par sa désorganisation et sa perte de dynamisme ».

En outre, les charges sociales ont augmenté, et pour les entreprises géographiquement isolées, obligées de financer écoles, hôpitaux, logements, transports pour les personnes. « Ce sont autant de contraintes qui limitent la capacité d'investissement », la conclusion patronale est simple : « La péruvienne ne peut pas être une main-d'œuvre qualifiée, difficile à mettre en valeur, notamment en raison de son relief, peut-être de l'insécurité dans la banque et l'administration publique. Les banquiers ne sont-ils pas affiliés à la centrale communiste ? « De plus, la loi de stabilité de l'emploi, dit notre interlocuteur, le secteur bancaire se signale par sa désorganisation et sa perte de dynamisme ».

C'est aussi par esprit de justice, par « esprit révolutionnaire » que les salaires ont été plafonnés à 70 000 soles (4 000 francs) par mois. Entre le salaire minimum et le barème officiel le plus haut, la relation est de 1 à 16. La « brèche », comme on dit au Pérou, était au moins de 1 à 50 avant 1968. Les entreprises peuvent payer davantage, à condition de prendre sur leurs bénéfices, donc de soumettre la différence à l'impôt.

La capacité d'investissement a déjà été limitée par les 25 % de bénéfices versés chaque année aux communautés de travail (2) — en est réduite d'autant. Ajoutées à d'autres contraintes, le plafonnement salarial favorise l'exode des cerveaux, « ce qui est un grand danger pour l'avenir du pays », assurent les entrepreneurs. Mais ils taisent, naturellement, les nombreux arrangements occultes avec le fisc. Conclusion stricte de façon lapidaire par le directeur d'une banque d'Etat : « L'investissement a baissé parce que tout le monde se demandait si le pays allait pas vers le communisme ».

Certains milieux officiels affirment qu'en fait le capital n'a jamais manqué d'encouragements, pour emprunter et pour réinvestir,

et que les marges bénéficiaires, ici, « sont bien plus grandes qu'en Europe ». En de demander : « Y a-t-il un pays, surtout du tiers-monde, où les patrons acceptent allégrement les réformes ? »

Quelques chiffres, pourtant, viennent à l'appui de l'argumentation patronale. La production, sans être bloquée, connaît un certain marasme. Les courbes néchissent depuis l'an dernier. Le point noir est l'agriculture, qui a progressé moins vite, ces dernières années, que la population. La pêche a connu une série de déboires, en raison de la diminution des bancs d'anchois (— 17 % en 1976). Les mines sont en déclin depuis trois ans (— 11 % l'an dernier). Or elles rapportent près de la moitié des devises. La construction et l'industrie ont maintenu un certain rythme. Mais cette dernière croît chaque année moins vite (5 % l'an dernier contre 11 % en 1970). Si le niveau d'investissement a augmenté depuis 1968 (30 % contre 13 %), c'est parce que l'Etat a accordé son intervention dans l'économie. Comme il veut désormais la limiter, il lui faut à tout prix stimuler le secteur privé. Et d'abord, le rassurer.

Les « désordres » ne se sont pas produits partout, et certains secteurs ont connu des succès. D'autres, en revanche, se plaignent non seulement des grèves, de la baisse de la productivité, mais aussi des faillites, provoquées par les « conflits de classes ». « Le travailleur a bénéficié d'une trop grande sécurité », affirment aujourd'hui les milieux officiels. « L'Etat a été trop protecteur, il a empêché l'initiative dans l'emploi », dit le directeur du Banco popular, M. José Brousseau.

Le gouvernement a déjà annoncé que la loi sur la stabilité de l'emploi serait modifiée, sans doute afin de préciser les « fautes professionnelles » pouvant conduire au licenciement. En cas de faillite, les entreprises ne sont plus coupées de l'administration directe des travailleurs, comme la révolution l'avait permis afin d'éviter les licenciements collectifs du passé. Trop de faillites, en effet, ont été provoquées par les syndicats, désireux d'arriver ainsi plus vite à l'antagonisme.

Enfin, les « communautés de travail » sont être modifiées. Après un sondage auprès de plusieurs entreprises, le gouvernement aurait constaté que les travailleurs, autant que les entreprises, préfèrent une répartition des bénéfices plus généreuse à une copropriété sans effet immédiat. Plusieurs systèmes sont envisagés : la réduction de la part de 50 % de la part du capital laissé aux travailleurs ; l'abandon pur et simple de la copropriété ; ou l'appropriation individuelle, et non plus collective, des actions. « Une sorte de capitalisme populaire », a déjà estimé le P.C., dans sa résolution de son bureau politique.

« Une loi récente prévoit que les nouvelles entreprises transférées au-dessous d'un certain chiffre d'affaires n'assurent à leur personnel qu'une simple répartition des bénéfices », dit M. Luis Pasara, sociologue. Si cette loi était appliquée aux anciennes entreprises, les deux tiers des trois mille communautés de travail existantes, aujourd'hui perdant leur raison d'être.

Arrêt de l'étatisation, assurances données au secteur privé, blocage de l'autogestion, révision de la cession, limitation de la stabilité de l'emploi et du droit de grève : pour la gauche, ce sont là autant de signes trépassés, que « la révolution est finie ». En face, les critiques abondent également. A son passage à Lima, après plus de sept ans d'exil, l'ancien président de la République, M. Belaunde Terry, a commenté plusieurs reprises ce qu'il appelle l'« échec » de la révolution. « Les militaires ont radicalement la réforme agraire, dit-il, mais la forme continue ; ils ont réformé l'entreprise, mais ils n'ont pas réduit le chômage ».

Mais M. Belaunde Terry est-il encore écouté ? « Non, il n'y a pas eu et il n'y aura pas de retour en arrière », affirment les partisans du régime. Les révisions au cours, disent-ils, visent seulement à « rectifier les erreurs », à adapter la théorie à la pratique, sans renoncer à l'essentiel : la société d'une société pluraliste, avec des règles du jeu stables, une intervention publique équilibrée par l'activité privée, une participation sociale sans désordre. Un rêve ? Une gageure en tout cas. « La révolution peut être sauvée », dit M. Francisco Miró Quesada, si elle surmonte la crise économique, si elle est acceptée par l'ensemble des forces armées, si elle réussit à socialiser sans créer un esprit anticapitaliste, et si elle se popularise ».

Voilà qui paraît beaucoup à la fois.

Prochain article : HEURS ET MALHEURS DU NATIONALISME

### Les déclarations de M. Jumblatt

(Suite de la première page.)

M. Jumblatt répond : « Une telle procédure est impraticable puisqu'il faudrait qu'un Etat libanais éclate pour engager des négociations avec l'O.L.P. Nous avons bien un président de la République, M. Sarkis, mais celui-ci ne dispose ni d'une armée, ni d'une gendarmerie, ni d'une administration. En tout cas, nous ne pouvons pas nous permettre de nous engager dans une telle procédure. Nous sommes prêts à négocier avec les Palestiniens, mais nous ne sommes pas prêts à négocier avec l'O.L.P. C'est pourquoi un règlement du conflit qui oppose les Libanais entre eux doit passer par l'ouverture de pourparlers avec les responsables de la résistance. Celle-ci aurait alors à traiter avec un Etat et non avec une armée, et toutes les formations de gauche sont décidées, tout autant que la droite, à faire respecter par le fedayin la souveraineté nationale du Liban. C'est ainsi que nous sommes sur le point d'aboutir à un accord avec le parti phalangiste quand la Syrie a envahi le Liban au début des mois de juin. Depuis, les leaders de la droite ont été les consignes de Damas. Ils s'opposent à la convocation d'une « table ronde » à Paris, parce que la Syrie ne peut pas être présente sur la table ronde, et que son contrôle est à son contrôle.

Le parti Baas vient de se prononcer en faveur de la constitution d'un ensemble arabe regroupant la Syrie, la Jordanie et le Liban, en vue d'une confrontation militaire avec Israël. Qu'en pensez-vous ?

« Nous ne sommes pas, en principe, hostiles à l'unité arabe, mais nous n'admettons pas les ingérences étrangères. La Syrie cherche, en réalité, à nous imposer son hégémonie. Nous ne sommes pas prêts à accepter l'unité avec la Syrie, sous une forme ou une autre. Mais nous nous méfions des ambitions territoriales de Damas, tout autant d'ailleurs que la plupart des maronites. Nous avons souvent entendu que nous devrions être qu'un pays en train de réintégrer les frontières nationales de la Syrie ». Ils sont persuadés qu'ils sont en mesure de mettre le monde devant le fait accompli comme l'ont fait, avant eux, les maîtres du Liban (l'Anschuss) ou les Soviétiques en Tchétchénie, en 1968. Le président Assad a reçu pour cela le feu vert des Américains, qui espèrent ainsi mettre au pas les Palestiniens.

Les pressions soviétiques seront insuffisantes

Comment se fait-il que l'U.R.S.S., que vous estimez être une puissance amie du mouvement national libanais et de la résistance libanaise, n'intervient pas en votre faveur ?

« Ceci n'est pas tout à fait exact. Les dirigeants soviétiques ont adressé plusieurs messages au gouvernement syrien, dont le dernier en date, envoyé cette semaine, est le plus énergique. Selon certains renseignements, Moscou aurait même cessé de livrer certains armements à Damas. Mais nous estimons que ces pressions sont insuffisantes. Nous souhaitons que le Ekvénist, exipe publiquement le retrait de l'armée syrienne du Liban. Pourquoi, d'autre part, des bateaux soviétiques ne défendent-ils pas la

blocus syro-irakien en déchaînant des avions à missiles, par exemple, dans le cas de la Syrie ? Ce serait là un geste appréciable.

« Le monde arabe, de même, a ignoré vos appels à l'aide... »

« Ce n'est pas tout à fait vrai. L'Irak nous a aidés énormément, la Libye beaucoup moins. L'Egypte, qui nous a soutenus politiquement, ne veut pas envoyer des troupes au Liban, car elle conserve encore de pénibles souvenirs de son intervention au début des années 60. N'ayant pas de frontières communes avec le Liban, elle estime que son armée aurait du mal à résoudre des problèmes de logistique. A mon avis, cependant, une présence égyptienne au Liban, même symbolique, contribuerait à secourir le monde arabe.

Comment expliquez-vous la passivité de l'Irak qui a pourtant envoyé des troupes à la frontière syrienne ?

« L'Irak est paralysé par la menace que fait peser l'Iran, qui a accordé asile à trente mille réfugiés irakiens. Si Bagdad devait intervenir en Syrie, le choc n'aurait pas à redouter pas à redouter de la guerre civile dans le nord de l'Irak. Cependant, une telle éventualité pourrait être écartée si le gouvernement irakien adoptait une attitude plus ferme à l'égard de l'Iran.

A quel attribuez-vous le silence et la passivité de l'Algérie ?

« Le problème du Sahara occidental préoccupe au plus haut point les dirigeants algériens. Mais leur attitude à notre égard évolue dans le bon sens. Je demanderais à mes interlocuteurs algériens d'abandonner toute position de non-alignement, et d'adopter une attitude plus ferme à l'égard de l'Iran.

Un des principaux objectifs du leader de la gauche libanaise est d'obtenir que les pays arabes procèdent à une réduction de la moitié du déficit budgétaire de la Syrie, qu'il évalue à plus de 4 milliards de livres syriennes. Quatre États financeraient ainsi indirectement l'intervention militaire de Damas : l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Fédération des Emirats arabes et la Libye (laquelle proclame néanmoins son soutien à la résistance palestinienne et au « Mouvement national libanais » dirigé par M. Jumblatt).

Le leader socialiste espère, d'autre part, que les chefs d'Etat arabes qui se réuniront au Caire le 18 octobre prochain, décideront de renforcer les contingents de la « force de la paix » au Liban. « Il faudrait au moins quinze à vingt mille hommes supplémentaires », nous dit-il, pour assurer l'ordre dans les deux secteurs de Beyrouth jusqu'à la réconciliation de l'armée libanaise. Autrement, le nouveau président, M. Sarkis, ne serait pas en mesure d'exercer son mandat d'une manière autonome.

Cependant, M. Jumblatt concède qu'il n'est pas assuré d'un optimisme excessif : le combat, nous dit-il, sera long et ardu tant à l'intérieur du Liban, où il est malaisé de résister à l'armée syrienne, que sur la scène internationale, où les Palestiniens et les progressistes libanais comptent peu d'amis décidés à les aider concrètement.

ERIC ROULEAU

## AFRIQUE

Maroc

### Les élections municipales marqueront le début d'une série de consultations

De notre envoyé spécial

Rabat. — Le ministre marocain de l'Intérieur a rendu public, le vendredi 8 octobre, un décret qui fixe les élections municipales auront lieu le 12 novembre dans les huit cent trente communes du royaume. Les élections devront désigner quelque trente mille trois cent cinquante-deux conseillers municipaux.

Ces élections marquent la première étape d'un processus destiné à redonner vie aux institutions locales, professionnelles et parlementaires. Les précédentes élections municipales avaient eu lieu en 1970, mais elles avaient été boycottées par les principaux partis d'opposition. L'Istiqlal et l'U.N.F.F., qui estimaient que les conditions n'étaient pas satisfaisantes pour assurer la « transparence » et la « sincérité » de la consultation n'étaient pas représentés. Il semble qu'il en soit différemment aujourd'hui, et que, dans le climat d'union nationale créée par l'affaire du Sahara occidental, les partis jugent suffisants les apaisements et les garanties données par le gouvernement et par le roi Hassan II lui-même.

Les listes électorales ont fait l'objet, en septembre, d'une révision exceptionnelle, qui a permis à environ trois cent mille personnes de se manifester. « Il s'agit là d'un résultat non négligeable, bien que nous estimions le chiffre des non-inscrits à un million deux cent mille », nous a déclaré M. Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). « Le corps électoral atteindra les six millions et demi, ce qui per-

mettra d'obtenir des résultats significatifs, à condition que les candidats respectent la règle du « oui » et s'abstiennent d'exercer des pressions ».

Un conseil spécial, comprenant les représentants des partis politiques, va être mis en place au sein du souverain. Il aura pour mission de veiller au bon déroulement des opérations électorales. La constitution de cet organisme a été accueillie favorablement par l'opposition. « Seul, le parti du peuple et du socialisme (P.P.S.) communiste » de M. Ali Yata, a émis des réserves.

Les futurs conseillers municipaux auront des pouvoirs plus étendus que par le passé. Une charte réorganisant les collectivités locales a été promulguée le 1<sup>er</sup> octobre. Elle élargit, dans de notables proportions, la compétence financière des conseils municipaux, et allège la tutelle de l'Etat. Ce dernier prendra à sa charge une partie plus grande des dépenses locales, la décision de nature à réduire les inégalités entre communes. Le texte de la charte a été soumis avant son adoption aux partis politiques qui ont pu exprimer avis et observations. Ceux-ci ont été pris en considération et le texte a été retouché en conséquence.

Aux élections municipales succéderont, au cours de l'année, les renouvellements des organismes professionnels (chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture, etc.), qui sera suivi, au printemps de 1977, par les élections législatives.

DANIEL JUNQUA

(1) Devient communiste en 1939.  
(2) 10 % sont répartis entre les travailleurs, 15 % servent à acheter des actions de l'entreprise. Dans les mines et la pêche la proportion est moindre.







1976-10-11

POLITIQUE

Les extraits du livre de M. Giscard d'Estaing

M. Lecanuet : pas de vagues, pas de polémiques dans la majorité

(Suite de la première page.)

Les choses changent si vite que les mots ne parviennent pas à les suivre. Dira-t-on qu'il y a aujourd'hui deux fois moins de paysans qu'en 1950 ? On dirait à plus de paysans du tout, au sens que ce mot avait il y a vingt-cinq ans ? Le paysan est resté, mais il n'est plus le même. L'exploitant agricole, agent qualifié de l'économie, il a changé comme ça, changé le rôle qu'il jouait : ce sont d'autres espérances, plus éloignées de celles qu'il cultivait au lendemain de la guerre que celles-ci ne l'étaient des espérances cultivées trois siècles plus tôt. La puissance motrice installée chez l'exploitant agricole d'aujourd'hui est supérieure à celle de l'industriel d'autrefois. Quel étonnement si, au lieu de penser, de vivre et d'agir n'a plus beaucoup de points communs avec ce que l'on observait il y a vingt-cinq ans ? Ce qui est vrai de l'agriculture, symbole de stabilité, l'est de chaque profession, de chaque activité. Les mots sont restés les mêmes, mais le pays est autre, plus différent de la France de 1950 que celle-ci de la France de 1870.

Les circonstances politiques que nous avons traversées ont partiellement dissimulé l'ampleur de cette évolution. D'abord parce qu'elle a été accomplie dans une période d'exceptionnelle stabilité politique. Nos institutions, établies en 1958 et en 1962 sous l'impulsion d'un général de Gaulle, après avoir été violemment combattues par une partie du corps politique, ne paraissent plus tellement contestées. Situation plus exceptionnelle dans notre histoire, les Français ont le sentiment de disposer, dans son ensemble, d'un système politique adapté à la conduite d'un État moderne.

Ensuite parce que la stabilité du pouvoir politique, et donc celle des hommes en place, dans ce pays, a permis de mener à bien, sans interruption, une œuvre de longue haleine, alors que le pays était ébranlé jusque dans son tréfonds.

(...) Pourtant, le caractère français, lui, est resté identique. Rapidement, il a été réaffirmé, généralisé par Alan, mais replié sur un instinct terrien de la possession, d'avidité de discussion, mais préférant parfois le fait accompli, l'arbitraire, le fait de la France, mais peu informé du jugement extérieur, remetteur de toutes les idées, mais conservateur de tout ce qui l'entoure, spirituel, délicat, mais aimant la plaisanterie facile, la ripaille, la contestation. Affectant le cynisme, habileur, mais au total le peuple le plus sensible du monde. C'est pourquoi la démocratie conçue pour la France n'aurait pas pu être autre que celle que nous avons connue.

Le résultat de cette évolution est avant tout un immense progrès.

Progrès national : la France a cessé d'être dans le monde une curiosité archaïque et gastronomique, pour devenir un pays moderne et respecté.

Troisième puissance exportatrice du monde, à égalité avec le Japon, détenteur de 50 % de la production nationale d'énergie, marquant ainsi un avantage dans la plus longue compétition historique d'Europe, elle s'est dotée d'un outil de production efficace.

Progrès matériel et social : le pouvoir d'achat des travailleurs a pratiquement triplé en vingt-cinq ans. Si cette évolution nous paraît désolée, elle est, en fait, un succès. Combien sa possibilité était controversée il y a peu d'années. C'est dans les années 50 que Maurice Thorez soutenait encore la thèse de la

paupérisation absolue des travailleurs. La prise de conscience de cette évolution est contrainte par la dévalorisation de la monnaie, qui bouleverse la perception des ordres de grandeur. Le phénomène n'en est pas moins indiscutable. Il apparaît si l'on observe le prix « réel » des biens, c'est-à-dire le temps de travail nécessaire pour les acquérir : en vingt ans, de 1956 à 1976, les prix des produits alimentaires, rapportés au salaire horaire, sont passés de l'indice 100 à l'indice 53 ; et ceux des produits manufacturés, de 100 à 41,5. (...) Si éloquentes soient-ils, ces chiffres ne donnent qu'une idée insuffisante du rapprochement des modes de vie. Car lorsque l'on compare les revenus réels, vêtements, vacances, et même, quoique à un moindre degré, logement.

(...) Enfin, la diffusion massive de l'audio-visuel conduit la totalité de la population à recevoir chaque jour la même information, et à assister chaque soir au même spectacle, c'est-à-dire à partager les mêmes biens culturels. Bons ou moins bons, c'est une autre affaire, sur laquelle je reviendrai, mais en tout cas, pour la première fois depuis notre préhistoire, les mêmes.

Progrès individuel enfin : l'histoire de la société française est celle de l'effort millénaire de l'individu en vue d'acquiescer et d'affirmer son autonomie. A aucun moment, sinon peut-être dans les toutes premières années de la Révolution française, un chemin aussi important n'a été parcouru si rapidement.

L'émancipation matérielle et juridique de la femme, même si elle n'est pas encore achevée, a franchi depuis deux ans une étape qui nous place en tête de l'évolution mondiale dans ce domaine ; celle des jeunes a été récemment confirmée par la loi, jamais aucune des générations précédentes n'avait commencé à disposer de parcelles possibles de choix. La liberté individuelle cesse d'être un droit abstrait pour se matérialiser dans la vie quotidienne.

Ces progrès, ces résultats, dès lors qu'ils sont scientifiquement observés, prouvent la capacité de notre type de société à conduire et à absorber le changement. Ils devraient entraîner une confiance presque unanime en elle. Mais pendant que ces progrès s'accomplissent, un nouvel ensemble de problèmes, ceux de la croissance n'a pas résolu, venant encombrer le chemin comme pour nous rappeler que le progrès de l'espèce humaine n'est pas linéaire, qu'il ne s'accomplit pas vers un horizon fixe et dégagé, mais qu'il ressemble à la pensée biologique de la nature, qui pousse chaque année à déborder, à semer et à ordonner, comme si, en apparence, aucun effort n'était jamais achevé.

(...) Le fonctionnement quotidien de l'organisation sociale, qui règle les rapports entre les groupes qui la composent, n'est pas encore suffisamment conforme à l'aspiration de justice qui parcourt notre société. (...)

Les inégalités de l'âge antérieur, que l'évolution récente n'a pas encore permis de résorber, sont celles dont souffrent les femmes, notamment dans leur vie professionnelle ; celles qui affectent certaines zones de pauvreté de notre territoire, à vocation agricole ou industrielle ; celles qui observent dans les chances des enfants, d'autant plus injustes qu'elles sont souvent cumulées, les handicaps liés à l'indiv-

idualité des ressources, à la désorganisation du milieu familial, à la faiblesse de l'environnement culturel se superposent fréquemment sur un même être. Quant aux inégalités nouvelles, on les dirait favorisées par la croissance économique elle-même : l'un des deux bouts de la chaîne, celui qui n'est nommé les « exclus », c'est-à-dire ceux qui, ne pouvant participer par leur travail aux activités productives, ont été longtemps tenus à l'écart de la répartition des richesses. C'est le cas de beaucoup de personnes âgées, parfois privées, en outre, par la complexité des mécanismes administratifs, des concours sociaux qui leur sont destinés. A l'autre bout, voilà ceux qui, sans apporter de contribution réelle à l'effort collectif de développement, ont su se placer sur un lieu bien choisi, comme les jadis les brigands, au point d'en tirer une route sur le passage des marchands, leur permettant de prélever des rentes ou des avantages considérables sur le travail d'autrui.

(...) La croissance économique a permis une émancipation réelle de l'individu à l'égard des contraintes qui l'oppressaient, mais elle a aussi entraîné une dégradation de l'individu. La communauté étroite et quotidienne d'autrefois, où tout le monde connaissait tout le monde et dans laquelle l'individu se trouvait encastré par un réseau de cérémonies, d'affections, de solidarités, depuis le baptême jusqu'à la mort, a fait place à un ensemble de relations plus diffus.

L'affaiblissement des relations de voisinage, le cloisonnement des groupes sociaux, la spécialisation de l'espace et du temps dans la vie moderne conduisent à une certaine perte de sens, à la fois de la proximité humaine s'est défilée, où règnent la solitude et l'anonymat, et où chacun éprouve, dans son trop vaste anonymat, le vertige de la perte, la nostalgie d'une unité perdue.

Ces phénomènes profonds, impossibles à dissocier de l'évolution technique et économique de notre époque, sont à l'origine des maux et des malaises, les plus apparents de notre société, tels que les grands moyens de communication les captent et les diffusent et par là les amplifient.

Ces maux et ces malaises, les voici : malgré l'accélération rapide du niveau de vie général, l'insatisfaction des revendications catégorielles ; l'inflation, d'apparence paradoxale dans une société riche, née d'une compétition aiguë des groupes et des catégories pour le partage de la ressource commune, et aussi témoignage des difficultés qu'éprouve la collectivité à faire entrer les demandes qui dépassent la capacité existante de l'économie ; une nouvelle violence, qui ne se manifeste pas seulement dans des phénomènes de délinquance et d'adaptation, mais plus profondément dans l'excès du langage de chaque catégorie sociale, dans l'outrecuidance de chacun, dans le refus de certains de leurs responsabilités, dans la tentation du recours à la force ; finalement, plus grave encore, pris par l'absence de l'être, le désarroi moral de nombre de nos concitoyens.

Et, comme pour couronner le tout, une crise économique mondiale, la plus générale et la plus violente de deux siècles dont l'opinion, après une expérience de vingt-cinq ans, apprendrait qu'elle lui était définitivement acquise : le plein emploi et l'élevation continue du niveau de vie. (...) Brusquement, dans tous les pays industrialisés d'Europe, d'Amérique du Nord, ainsi qu'en Union soviétique, la courbe de la natalité s'est brisée à partir des années 60. La France a été la dernière à être atteinte par cette tendance, et jusqu'à un moindre degré. Mais elle n'y a pas échappé. Le taux de fécondité n'est désormais plus suffisant pour assurer le simple maintien de notre population actuelle.

La cause de ce phénomène, d'une singularité stupéfiante, reste encore scientifiquement inexplicable, malgré les recherches en cours.

Mais le problème, lui, nous est posé. L'intérêt collectif du pays, pour des motifs évidents, mais aussi l'intérêt individuel de chaque Français, nous veulent poursuivre le progrès et améliorer la solidarité des générations, supposent que notre population reprenne à nouveau une croissance régulière.

Tel est le progrès ; tels sont les problèmes.

Pour assumer l'un et résoudre les autres, l'opinion ressent le besoin d'une explication globale, souhaite qu'un schéma d'ensemble lui soit tracé. L'instinct, elle se tourne vers les idéologies classiques.

Mais elle découvre qu'elles sont en grande partie impuissantes à l'aider.

Le président écrit d'autre part dans sa conclusion :

(...) Est-ce un projet « capitaliste » ? Evidemment non, puisqu'il repose sur la notion de pluralisme et que, dans la mesure où des arbitrages sont nécessaires, il les confie non au capital, mais à l'expression démocratique de la souveraineté populaire.

S'oppose-t-il au socialisme ? On constatera que les mots « socialisme », « socialisme » ont été évités à dessein. Socialisme de l'Allemagne fédérale, socialisme de l'Europe de l'Est, socialisme des pays en développement ? Un mot qui désigne des réalités aussi différentes ne peut pas être utilisé sans ambiguïté.

Si le socialisme signifie le sens de la solidarité et la volonté que la société s'organise pour diriger son progrès, il n'y a rien à qui soit en contradiction avec ce que nous venons de dire. Mais s'il signifie la manipulation de la masse, l'indulgence et la responsabilité des dirigeants, l'économie déformée par des expériences irresponsables ou coupée du monde extérieur, alors, il est vrai, l'anti-socialisme est complet.

Notre projet est celui d'une société démocratique moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, ouverte à la solidarité et au développement humain.

Il exprime notre ambition pour la France.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Questions orales sans débat

Vendredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Ducloux (P.C.), au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont notamment été évoqués :

● LA POLLUTION DU RHONE. M. ANSQUER, ministre de la qualité de la vie, qui répondait à une question de M. HAMET (R.I., Rhône) sur la pollution du Rhône à la suite d'un accident en juillet dernier, à l'usine chimique Ugin-Kalman de Pierre-Bénite, a précisé que des prélèvements ont été effectués, des enquêtes menées, et que le tribunal sera saisi prochainement. L'ensemble de l'usine fait l'objet d'une étude approfondie du service des mines. M. Ansquer a indiqué également qu'un projet sur l'utilisation et le transport des produits chimiques serait soumis prochainement au Parlement.

● LES ALLOCATIONS FAMILIALES. Interrogé par M. GLON (spp. U.D.R., Côte-d'Or), M. BEULLAC, ministre du travail, a indiqué que depuis 1970, les allocations sont passées de l'indice 100 à l'indice 176, évoluant ainsi constamment au-dessus de l'inflation. Cette loi, dite loi de la famille, a permis de verser des aides spécifiques, les dépenses de prestations familiales atteindront en 1976 4 milliards 500 millions de francs. Sans compter les dépenses de l'assurance-maternité, le total des aides de la collectivité en faveur des familles s'élèvera cette année à plus de 127 milliards de francs.

● L'ANCIEN PRÉSIDENT DU FRONT DE LIBÉRATION DE LA CÔTE DES SOMALIS EST ASSIGNÉ À RÉSIDENCE. Djibouti (Reuter). — M. Salah Nour, ancien président du Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.), dont le siège est à Mogadiscio, est entré clandestinement dans le Territoire français des Afars et des Issas (T.F.A.I.), mercredi 6 octobre, venant d'Éthiopie. M. Nour a franchi la frontière à pied et a rejoint sa famille à Dikhil. Il s'est ensuite présenté aux autorités françaises, qui l'ont assigné à résidence dans un poste militaire, apprend-on à Djibouti.

M. Salah Nour s'était récemment réfugié à Aden (Yémen) (le Monde du 11 septembre). Il avait alors accusé la nouvelle direction du F.L.C.S. d'être l'instrument de « l'expansionnisme somalien ». L'ancien président du Front avait affirmé, en outre, que la Somalie préparait l'annexion du T.F.A.I. De source bien informée, on estime que, pour des raisons de sécurité, M. Salah Nour ne sera probablement pas autorisé à rester à Djibouti, mais pourrait se rendre en France.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre correspondant (le Monde du 9 octobre), il est question du « vote » renversé de majorité à l'Assemblée nationale. C'est évidemment, comme l'indiquait d'ailleurs le titre de l'Assemblée territoriale qu'il s'agissait.

l'assurance-maladie dont les dépenses doublent tous les quatre ans, les dépenses de vieillesse qui, depuis 1972, doublent tous les trois ans, je ne crois pas possible, s'il est observé, de faire dépendre dans le contexte économique actuel.

● ACCIDENTS DE LA ROUTE. M. CABANEL (R.I., Isère) ayant souligné que selon les statistiques, le nombre d'accidents de la route a augmenté de 20 % en 1975, il a demandé au ministre de la Santé, M. VEIL, de faire passer la loi de la route.

● LES MALFAÇONS DE CONSTRUCTION. A M. FIGUION (P.S., Pas-de-Calais), qui évoquait le problème des malfaçons de construction dans un ensemble de maisons individuelles à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais), M. BARROT, secrétaire d'État à l'logement, a indiqué que tous les efforts de son administration pour aboutir à une solution amiable avaient échoué et qu'il appartenait aux intéressés de saisir le tribunal. Puis il a ajouté : « Le gouvernement est très préoccupé par le problème de la garantie des entreprises de construction. Il a mis à l'étude une réforme de l'assurance en matière de construction et pense pouvoir déposer prochainement un projet de loi. Notre objectif est d'élargir le régime des sinistres, d'assurer un préfinancement des réparations, donc de permettre que celles-ci soient effectuées avant que les responsabilités ne soient déterminées, de redéfinir les garanties décennales et biennales et, finalement, de moraliser davantage tout ce secteur. »

Nancy. — MM. Jean Lecanuet et Jacques Barrot, respectivement président et secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, ont entrepris, vendredi 8 octobre, un « tour de France » qui devait les conduire, le premier jour à Lille, Reims et Nancy, le lendemain à Lyon, Marseille, Montpellier et Bordeaux, et dimanche à Fribourg, Reims et Rouen. Grâce à ce périple effectué en avion, les deux dirigeants centristes entendent présenter à la presse de province le C.D.S. né en mai dernier à Rennes de la fusion entre le Centre démocrate et le Centre démocratique et progressiste.

Malgré les cours des derniers mois, et en particulier de la constitution du gouvernement de M. Raymond Barre, dans lequel leur représentation a été amoindrie, les deux dirigeants sociaux, après quelques semaines de silence et de réflexion, estiment pouvoir affirmer qu'ils trouvent une compensation et une raison d'espérer dans la personne du nouveau premier ministre.

Les bonnes relations qu'ils entendent avoir avec le chef du gouvernement devraient se concrétiser prochainement par la participation de M. Barre à une commission de médiation sociale se traduiront par des rapports plus étroits avec les syndicats.

Au cours des conférences de presse qu'il a tenues successivement M. Jean Lecanuet a été invité à commenter les récentes initiatives de M. Chirac. A Lille et

à Reims, il a jugé « normal » que l'ancien premier ministre s'empresse de relancer l'action de son parti. Mais il a ajouté :

« Pas de vagues, pas de polémiques, pour le moment ; il faut que la majorité donne l'exemple de la cohésion, qu'elle enlève tout comportement qui traduirait un trouble. (...) Et le ministre d'ajouter à l'attention de l'ancien chef du gouvernement : la sagesse doit l'emporter sur toutes les impatiences. »

Interrogé sur les rapports de sa formation avec les républicains indépendants, le président du C.D.S. a expliqué :

« L'accord annoncé dans mon discours du 22 mai à Rennes n'était pas un point de départ, mais une riposte. Une riposte rendue nécessaire par une situation née de deux faits : l'un public, l'autre peu connu. Le fait public était la prise de position du secrétaire général de l'U.D.R., M. Yves Guéna, en faveur d'élections primaires au sein de la majorité, lors du premier tour des élections législatives. Le fait peu connu était l'analyse politique que faisait le premier ministre d'alors, analyse qui le portait à réclamer des élections anticipées. »

Une fois ce point d'histoire éclairci, M. Lecanuet a ajouté : « Je tiens à dire toutefois que cette situation n'est plus d'actualité. C'est une question qui n'est plus actuellement discutée par les ministres d'État. »

NOËL-JEAN BERGERCUX.

LA COMMISSION ADOPTE LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

La commission des finances de l'Assemblée nationale a réuni jeudi 7 octobre en fin de journée, à l'Assemblée nationale, pour achever l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1976.

L'article 10, relatif au blocage des prix des transports, M. PAPON (U.D.R.) a fait adopter un amendement qui tend à inclure les transporteurs routiers et les entreprises de batellerie dans la catégorie des transports internationaux qui est exclue du champ de l'article. La commission a également approuvé un amendement de M. de ROCCA-SEREA (U.D.R.) visant à aligner les transports maritimes vers les départements d'outre-mer, sur les transports intérieurs.

A l'issue de l'adoption d'un article additionnel proposé par le gouvernement qui prévoit la limitation en 1977 de la progression des rémunérations supérieures à 110 000 F et le blocage de celles supérieures à 280 000 F. Sur proposition de M. MARETTE (U.D.R.), la commission a exclu du champ d'application de cette disposition, les salaires versés à l'étranger par des entreprises françaises.

La commission a adopté l'ensemble du projet de loi y compris la seconde partie qui concerne notamment les ouvertures de crédit, par douze voix contre cinq.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui était indiqué dans le Monde du 9 septembre, la commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté les modifications que M. Papon (U.D.R.) se proposait d'apporter à l'article 3 du projet de loi de finances rectificative pour 1976, relatif à la contribution de solidarité demandée à certains exploitants agricoles. La première qui vise à permettre aux exploitants soumis à cette contribution de la déduire de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu a été repoussée. La seconde, qui permettait de s'en acquitter en souscrivant à un emprunt a été déclarée sans objet après le vote d'un amendement défendu par M. Montagne (réf.).

Un spectacle d'Armand Gatti à Saint-Nazaire

M. MARCHEAIS S'OPPOSE A TOUTE CENSURE ET DÉSAVOUE LA SECTION LOCALE DU P.C.

A la suite de l'organisation, par Armand Gatti, à la maison des jeunes pour l'éducation permanente de Saint-Nazaire, d'un spectacle consacré au cas du dissident soviétique Bukowski, la commission C.G.T. et la section locale P.C.F. ont protesté contre cette initiative. La section socialiste de la ville s'est, elle aussi, émue. Le thème retenu par Armand Gatti, jugé qu'il pouvait offrir un prétexte au développement de l'antisémitisme.

A l'occasion d'une conférence de presse, vendredi 8 octobre, à Reims, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., interrogé sur ces incidents, a déclaré : « Nous sommes contre toute censure, dans quelque domaine que ce soit. »

L'opération en marche

M. Valéry Giscard d'Estaing a dit et fait dire, à plusieurs reprises, avant la parution en librairie lundi 11 octobre de son livre *Démocratie française*, qu'il entendait être traité comme un auteur parmi d'autres, comme n'importe quel « écrivain » qui publie son premier essai, bref comme une personne privée, non comme le président de la République. D'où l'insistance qu'il a mise et continue de mettre sur le caractère de « contribution personnelle » que revêt son ouvrage, qui n'est, selon lui, « ni un document officiel ni un programme de parti ».

Soucieux de ne pas recourir aux moyens de l'État, M. Giscard d'Estaing en appelle donc à ceux de « marketing », par coquetterie peut-être. Par crainte d'être accusé d'utiliser à des fins personnelles ou partiales les deniers publics, affirme son porte-parole. Par désir d'efficacité, sans doute. Toujours est-il que le chef de l'État devait remettre, samedi matin, à quel-que soixante-quinze directeurs de journaux, d'agences ou de radios un exemplaire de son livre. Quatre cents journalistes ont, d'autre part, reçu une cas-

sette sur laquelle M. Giscard d'Estaing leur explique pourquoi il a cru bon de formuler le projet de société autour duquel les Français seront appelés à se rassembler. Dans la section qui s'ouvre, le président de la République fera lui-même la « promotion » de son ouvrage sur A 2, dimanche soir 10 octobre, sur TF 1 et France-inter jeudi 14, à Europe 1 dimanche 17.

Comme l'auteur, quel qu'il en dise, n'est tout de même pas n'importe quel, quelques précautions ont été prises. D'abord ses droits seront versés à « des œuvres d'intérêt collectif ». Ensuite un « embargo » strict a été imposé sur la diffusion : interdit de parler avant dimanche soir minuit. Mais ces dispositions n'ont pu être tout à fait respectées. A l'aéroport d'Orly, vendredi, des exemplaires ont été mis en vente prématurément avant d'être rapidement mis sous clé. La presse a commencé, dès samedi, à présenter des extraits de l'ouvrage.

Le cardinalisme mis au point par l'Elysée est donc d'une et déjà trahi, mais qu'importe : l'opération *Démocratie française* est en marche.







150

## JUSTICE

Après avoir simulé la cécité pendant quatorze ans

### Le faux aveugle remboursera ses pensions à la Sécurité sociale

De notre correspondant

Limoges. — Une expertise a permis d'établir qu'un homme, M. Germain Perrier, âgé de quarante-deux ans, victime en 1962 d'un accident, avait simulé pendant quatorze ans la cécité pour toucher une pension complète d'invalidité. Il vient d'être condamné à deux années de prison par le tribunal correctionnel de Brive.

M. Perrier avait été blessé au visage en 1962 lors d'une explosion de mine. Après plusieurs expertises, une pension d'invalidité à 100 % lui avait été accordée pour cécité totale, et il se promenait dans les rues de Brive avec une canne blanche. Il disposait en permanence d'une personne pour le garder et bénéficier de la gratuité du transport par chemin de

fer. Le comportement de cet aveugle ne manquait cependant pas de surprendre. Grand amateur de cueillette de champignons, M. Perrier ramassait soigneusement les douilles. Il conduisait également sans la moindre gêne sa voiture avec laquelle il parcourait annuellement plus de 15 000 kilomètres et qu'il approvisionnait en siphonnant la nuit les réservoirs des autres véhicules en stationnement. C'est ce qui lui valut d'ailleurs d'être arrêté à Malemort, près de Brive.

Outre deux ans de prison pour escroquerie, M. Perrier a été condamné à quinze jours de prison pour vol. Il devra rembourser à la caisse de Sécurité sociale de la Corrèze les pensions indûment versées.

### M. Poniatowski rend visite aux policiers de Grenoble chargés de l'enquête sur les « brigades rouges »

De notre correspondant

Grenoble. — En se rendant à Grenoble huit jours après la découverte des corps de Muriel Traubel et de Christian Leroy, et en passant plusieurs heures avec les responsables de l'enquête, le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, le directeur général de la police nationale, M. Robert Pandraud, et le directeur central de la police judiciaire, M. Maurice Bouvier, soulignaient le caractère exceptionnel de l'affaire dite des « brigades rouges ».

C'est l'une des plus difficiles affaires que la police ait connues depuis longtemps, devait déclarer le ministre de l'Intérieur. Je fais entièrement confiance aux policiers qui conduisent depuis le début l'enquête. Je mettrai à leur disposition tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires.

Après avoir été renforcé par une centaine de fonctionnaires de police « pour assurer la sécurité des habitants de la région », le corps des policiers urbains de Grenoble a reçu, quelques jours après la découverte des deux cadavres dans la forêt de Belle-donne, l'appui de douze nouveaux inspecteurs venus de la région Rhône-Alpes. Depuis le mercredi 6 octobre, ils constituent avec neuf de leurs collègues grenoblois le noyau d'un groupe permanent chargé uniquement de rechercher le ou les criminels qui se cachent derrière les « brigades rouges », un « individu déséquilibré, anormal, jeune et très intelligent, et par là-même dangereux », selon le ministre. Ces vingt et un policiers, placés sous les ordres du commissaire divisionnaire Gérard Raymond, ont été dotés de moyens matériels importants : six voitures et plusieurs bureaux à l'intérieur de l'hôtel de police. Ils assurent une permanence vingt-quatre heures sur

EXPOSITION DE LA  
**Galerie de Lorient**  
1, Avenue Gustave V de Suède - Ruhl-Nice  
vous invite dans le nouvel Hôtel Japonais de Paris pour vous présenter ses nouvelles collections d'objets d'art d'Orient et d'Extrême-Orient, pierres dures sculptées, lapis-lazulis, coraux, turquoise, malachites, etc., et sa magnifique collection  
**d'Ivoire Japonais**  
dans les salons de l'Hôtel Nikko  
du Jeudi 7 au Dimanche 17 Octobre 1976.  
Ouvert de 11 à 22 heures 61, quai de Grenelle - 75015 Paris.  
EXPERTISE GRATUITE

### A Rouen REMOUS AUTOUR D'UN DÉJEUNER ENTRE DE HAUTS MAGISTRATS ET LES DIRIGEANTS DE « PARIS-NORMANDIE »

Un certain malaise se fait jour dans les milieux de la magistrature et de la presse depuis la publication par Paris-Normandie de l'information suivante : MM. Leprettre, Georges et Wolf, respectivement P.D.G. et directeurs généraux de Paris-Normandie, ont reçu à déjeuner, le 4 octobre dernier au siège du quotidien, M. Lecannet, maire de Rouen, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. A cette réception, l'ancien garde des sceaux était accompagné de quatre hauts magistrats de la cour de Rouen : M. le premier président Supiot (1), procureur général, M. Avrilier, président du tribunal de grande instance, et M. Prouhet, procureur de la République.

Assistaient encore à ce déjeuner, M. Allard, adjoint au maire de Rouen, directeur délégué du groupe de presse Robert Hersant, et M. Colombier, secrétaire général de la ville de Rouen, ancien chef de cabinet de M. Lecannet. Paris-Normandie, qui a publié cette information dans ses éditions du 5 octobre, écrit que « cette rencontre a permis un large échange de vues sur les problèmes généraux du pays, et plus particulièrement sur ceux qu'ont évoqués les hauts magistrats présents ».

MM. Leprettre, Georges et Wolf sont cités devant les tribunaux, ainsi que M. Robert Hersant, pour lequel une demande de levée d'immunité parlementaire a été déposée par le comité d'entreprise de « Paris-Normandie » et les syndicats de journalistes. Ce dernier reprochant d'avoir entravé le fonctionnement du comité. Les hauts magistrats présents ne pouvaient davantage ignorer le contenu qui existe entre le Syndicat des journalistes et le groupe de presse Robert Hersant, à savoir la plainte contre X, que celui-ci dépose après la publication du Livre noir des journalistes de « Paris-Normandie » et d'autres plaintes déposées par les syndicats, au niveau national, portant sur l'application de l'ordonnance du 28 août 1964 relative au statut des entreprises de presse.

Dans la mesure où l'affaire du Livre noir notamment a vu le jour devant le tribunal de Rouen, il semblait que les avocats de MM. Baudu et Vidouvet, respectivement président de la Société des journalistes de « Paris-Normandie » et secrétaire général de la section normande du S.N.J., s'interrogeaient sur la procédure qu'ils vont suivre en vue de voir saisir une autre juridiction que le tribunal de Rouen.

(1) Par décret publié au Journal officiel du 6 octobre, M. Guipha a été nommé avocat général à la Cour de cassation. Il est remplacé à Rouen par M. Jean Massoyer.

### LES TABLEAUX DE PICASSO VOLÉS ET RETROUVÉS Les malfaiteurs arrêtés affirment n'être que des exécutants

(De notre correspondant)

Marseille. — Six des sept personnes qui viennent d'être arrêtées à Marseille en possession des cent dix-huit toiles de Picasso volées au Palais des papes à Avignon, en janvier dernier, ont été transférées, le 8 octobre, au palais de justice d'Avignon pour être entendues par M. Raoul Dragon, juge d'instruction.

Chacun des six hommes — le septième est mort d'une crise cardiaque peu après son arrestation (le Monde du 9 octobre) — affirme n'être qu'un exécutant dans cette affaire, et n'avoir pas participé au vol lui-même. Selon ses membres, le groupe n'aurait été chargé que de la transaction et du recel des toiles. Cependant, les enquêteurs s'étonnent que Gérard Raymond, condamné en 1968 à la réclusion criminelle à vie pour vols, qualifications et trafic de stupéfiants, n'ait eu qu'un rôle de simples « exécutants ».

D'autre part, une partie civile s'est déjà fait connaître. Il s'agit de Mme Maya Picasso, qui avait porté plainte contre X en février, après le vol. On prête la même intention à Mme Jacqueline Picasso, veuve du peintre, et à Mme Paloma Picasso, une de ses filles.

Les toiles ont quitté Marseille dans un fourgon blindé pour rejoindre le coffre d'une banque parisiennne et y être placées sous séquestre, avec celles qui constituent l'héritage du peintre.

### LE BARREAU DE VERSAILLES ET LE PLAN BARRE

Le barreau de Versailles s'est lui aussi, saisi de l'examen du plan de lutte contre l'inflation qu'avait présenté M. Raymond Barre lors du conseil des ministres du 22 septembre. Son conseil de l'ordre, réuni le 27 septembre, a constaté que, « depuis la publication du dernier barreau (économique), barreau qu'il rat des tout premiers à décider », il s'est produit (...) une importante augmentation des frais de gestion des cabinets justifiant une augmentation proportionnelle des tarifs du barreau ».

Mais, « considérant qu'il conviendrait que le barreau de Versailles s'associe à l'effort national ».

« Article premier : le barreau de Versailles s'associe à l'effort national de lutte contre l'inflation ».

« Article second : le barreau de Versailles s'associe à l'effort national de lutte contre l'inflation ».

« Article troisième : le barreau de Versailles s'associe à l'effort national de lutte contre l'inflation ».

### 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run.

## Volkswagen et Audi aux premières places pour la 2<sup>e</sup> année consécutive.

Sous le patronage de l'Agence pour les économies d'énergie, la nouvelle formule du Mobil Economie Run recrée de véritables conditions routières : 300 km sur route dans le Var, suivis d'un parcours urbain de 76 km à l'intérieur d'Als-en-Provence.

Le groupe Volkswagen-Audi s'est de nouveau taillé la part du lion dans ce rallye d'économie 1976. Après avoir l'an dernier classé sept voitures dans les dix premières, Volkswagen et Audi ont encore affirmé leur supériorité cette année.

Victoire de l'Audi 50, dans la catégorie des 6 CV et moins, avec une moyenne finale de 4,9 litres aux 100 km, complétée par les troisième et cinquième places des deux autres Audi 50 engagées.

Dans la catégorie de 9 à 11 CV, brillante seconde place pour la bombe de Volkswagen : la Golf GTI qui réussit ici son examen de sobriété. Une moyenne de 6,9 litres aux 100 km pour une voiture compacte qui développe 110 CH. DIN et roule à plus de 180 km/h ! La Scirocco GLI (6,71 litres) et la nouvelle Audi 100 (7,46 litres) confirment la supériorité du groupe en se classant respectivement au troisième et quatrième rang.

Pour couronner l'ensemble, l'Automobile Club Basco-Béarnais a établi un classement général toutes catégories des voitures de série, en ajoutant aux résultats économie-performance un coefficient de confort et d'habitabilité. Nouveau succès pour les Audi 50 qui se placent première, deuxième et quatrième.

Comme en 1975, les modèles Volkswagen et Audi ont prouvé une nouvelle fois qu'ils répondaient le plus parfaitement à la circulation actuelle et au souci d'économie de tous les automobilistes.



Consommation Audi 50 (normes UTACI) : 5,9 litres à 90 km/h, 7,9 litres à 120 km/h, 9,1 litres en ville - Consommation Golf GTI (normes UTACI) : 6,8 litres à 90 km/h, 8,7 litres à 120 km/h, 12,3 litres en ville - Consommation Scirocco GLI (normes UTACI) : 6,1 litres à 90 km/h, 8 litres à 120 km/h, 13,2 litres en ville - Consommation Audi 100 GLS (normes UTACI) : 8,3 litres à 90 km/h, 10,5 litres à 120 km/h, 14,9 litres en ville.



## DÉFENSE

### Paris et Bonn confirment le prochain retrait d'Allemagne de dix mille soldats français

De notre correspondant

Bonn. — M. Klaus Bölling, porte-parole du gouvernement fédéral allemand, a déclaré, le vendredi 8 octobre, que le retrait de dix mille soldats français d'Allemagne fédérale (le Monde du 23 juillet et 7-8 octobre) ne constitue pas un affaiblissement des forces armées françaises et que la France n'avait jamais laissé planer aucun doute sur sa volonté de maintenir son effort d'une défense. Pour les Allemands, très préoccupés par la réduction relative du budget militaire de certains pays européens, c'est l'essentiel.

On ajoute, à Bonn, que la réduction du contingent français n'est pas un événement spectaculaire et que le ministre fédéral de la défense, M. Georg Leber, a été informé, dès le début de cette année, par le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, de la restructuration des forces armées françaises.

Au moment où M. Giscard d'Estaing avait annoncé la modernisation et le renforcement des forces classiques françaises, le chancelier Schmidt s'était félicité

de cette intention et avait déclaré qu'il avait évoqué ce problème, depuis deux ans, avec le président de la République. Le quotidien Die Welt rappelle cependant que « Bonn est intéressé par l'intégration totale des forces armées françaises dans la défense avancée de l'OTAN, à la frontière orientale de la République fédérale ».

Dans les milieux proches du ministre de la défense, on estime toutefois que le retour des troupes françaises en Allemagne sera d'autant plus difficile que ces unités seront dotées de missiles nucléaires tactiques. Pinton. — D. V.

Le ministre français de la défense a confirmé, jeudi 7 octobre à Paris, devant les députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le prochain retrait d'Allemagne de certaines unités françaises, mais il n'a pas précisé les effectifs concernés. Il s'agit de dix mille hommes environ, représentant une douzaine de régiments. C'est le 17 mai dernier à Bonn que M. Bourges a informé M. Leber de ce projet.]

### M. Bourges reconnaît l'« étroitesse » du budget d'équipement militaire pour 1977

Devant les députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a reconnu, jeudi 7 octobre, que le projet de budget pour 1977 (le Monde du 23 septembre) était « étroit » pour l'équipement des forces armées, mais il a assuré qu'un programme majeur d'armement n'était compromis.

Rapporteur de la commission, M. Michel d'Allières, député républicain indépendant de la Garonne, a observé que les deux programmes d'avions Jaguar (appui tactique) et Alpha-Jet (entraînement) ont été ralentis et qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de commandes de blindés AMX-30 et AMX-10. Il a indiqué que les crédits prévus pour les munitions et l'entretien des matériels étaient en diminution. M. Bourges a affirmé que l'alimentation, dans les armées, était, pour 1977, en augmentation de 17,7 % ; l'activité des forces de 20 % et l'entretien de 32 %.

Comme leurs collègues de la commission des finances, les députés membres de la commission de la défense ont manifesté leur inquiétude devant l'ampleur du déficit de la trésorerie des armées pour 1976. Le ministre de la défense a indiqué que, pour faire face au déficit des crédits de paiement en 1976, 1 milliard de F étaient inscrits — en supplément — à la loi de finances rectificative (collectif budgétaire) et que 500 millions de F le seront dans le collectif d'ajustement présenté en fin d'année. M. Bourges a, d'autre part, informé la commission d'un projet d'annulation de 500 millions de F d'autorisation de programme (des commandes non engagées).

Le groupe des députés du P.S. et des radicaux de gauche a, de son côté, analysé le projet de budget de la défense pour 1977 et il considère qu'il n'est pas possible de maintenir les effectifs de l'armée à leur niveau actuel tout en engageant des dépenses en capital insuffisantes.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Ile-de-France

#### FIN DE SESSION AU CONSEIL DE LA CAPITALE

### Polémique autour de l'aménagement de La Villette

En adoptant par 39 voix (majorité présidentielle), contre 29 (groupes de gauche) un programme d'aménagement pour les terrains de La Villette, le Conseil de Paris a, le vendredi 8 octobre, clos sa session extraordinaire. Les édiles de la capitale proposent de réaliser sur les 55 hectares des anciens abattoirs, appartenant à l'Etat depuis le 25 août 1970, un parc dont la surface ne sera pas inférieure à 20 hectares (une superficie comparable à celle de Luxembourg), mais également trois mille logements, dont la moitié à caractère social. Deux opérations forment un tout. En outre, le projet d'installer un hôpital public est maintenu. En fait, dans cette affaire les conseillers de Paris ont adopté, sans les modifier, les résultats du concours d'idées lancé par l'association d'urbanisme.

Le conseil de Paris, et qui s'est réuni à l'ouverture de cette session par l'ajournement de l'ordre du jour, a adopté le plan d'occupation des sols de la capitale (le Monde du 10 octobre). En attendant le vote du conseil de Paris, le conseil de l'Etat a, dans les affaires de la Ville, agi d'une « main tendue ». Le conseil de l'Etat, présidé par M. Guichard, a, le 7 février 1976, l'Élysée affirmant : « Bien que les terrains de La Villette appartiennent à l'Etat, le président de la République considère que les choix d'urbanisme qui permettront de définir l'aménagement de ces quartiers doivent relever principalement de la Ville de Paris. » Conclusion de M. Guichard : « L'intervention du gouvernement est choquante. Il veut s'immiscer dans l'opération d'aménagement de la capitale. »

Le conseil de Paris a, d'autre part, l'opération de rénovation. Or La Villette est un tout. Ce tout ne peut être dissocié, et toute manœuvre visant à nous prouver le contraire ne peut être que démagogique, et nous n'y souscrivons pas. » M. Philippe Méthouard, parlant au nom des centristes et des républicains indépendants, a déclaré que « le commissaire à l'aménagement de La Villette est pris dans une situation délicate. C'est une opération d'aménagement qui ne correspond pas aux données du monde moderne. » M. Jean Diard (P.C.) déclare : « On cherche à créer l'illusion que des réformes se préparent pour masquer l'immobilisme réel. »

Le préfet de Paris s'est expliqué. « Il n'est pas très convenable, a-t-il dit, de la part du commissaire à l'aménagement de La Villette, d'avoir entrepris des opérations de terre végétale sans quitter la Ville (...). En 1976 l'Etat mettra à la disposition de la Ville 2 millions pour accélérer le démarrage des plantations prévues. Pour 1977, une somme beaucoup plus importante sera inscrite au budget de la Ville par les ministères de l'équipement et de la qualité de la vie. » En fait, le préfet a conclu : « Comment la Ville de Paris pourrait-elle refuser de telles sommes pour ces espaces verts ? » Enfin, M. Tauliellé a proposé que, dès la semaine prochaine, se réunisse sur le terrain des représentants de l'Etat et des élus pour déterminer l'emplacement des plantations. On précisait, ce samedi matin à l'Élysée, que le président de la République estimait que l'aménagement de La Villette doit être conduit, comme prévu, en concertation avec la Ville de Paris.

En fait, il apparaît bien à l'issue de ce débat que les travaux seront bien engagés dès la fin de cette année à l'emplacement des anciens abattoirs. L'ensemble de l'aménagement des 55 hectares sera finalement confié au futur maire de Paris après négociation avec l'Etat. Mais la mauvaise humeur de M. Guichard, ainsi que le résultat de la consultation qui s'est tenue au sein de la majorité présidentielle du conseil de Paris, ont été très remarqués.

### ENVIRONNEMENT

#### LES RIVERAINS DE LA LAÏTA DEMANDENT RÉPARATION

(De notre correspondant.)

Quimper. — Le comité de défense de Quimper et des riverains de la Laïta, au nombre desquels le général de Bollardière, ont demandé devant le tribunal civil de Quimper la réparation du préjudice que leur cause la pollution de la rivière par les papiers de Mauduit. Ils réclament une provision de 10 000 F et une expertise qui déterminerait le montant du préjudice et les moyens à mettre en œuvre pour remédier à la situation actuelle. L'avocat des papeteries, M. Kam du barreau de Paris, ne veut voir dans les demandes que des « intellectuels idéalistes éloignés des réalités ». Il estime que des dommages et intérêts ne peuvent leur être alloués. « Le dommage, dit-il, doit être personnel, et résulter directement de l'installation de la papeterie. » M. Kam fait état, enfin, de l'effort financier considérable des papeteries pour réduire la pollution : 30 millions pour la mise en place du matériel, sans compter les dépenses de fonctionnement et la redevance à l'Agence de bassin. Le tribunal de Quimper rendra son jugement le 7 novembre. — J. B.

### LES TELECOMMUNICATIONS AU VAUDREUIL

La direction générale des télécommunications a décidé d'installer un centre national des télécommunications et un centre régional d'enseignement dans le parc d'affaires de la ville nouvelle du Vaudreuil (Eure). Ce programme prévoit la construction de 7 200 mètres carrés de planchers et la création d'une cinquantaine d'emplois permanents.

### INVESTISSEURS, ATTENTION

achetez EN ESPAGNE à

### EL CAPISTRANO

Urbanisation en village typiquement andalou situé au bord de la mer à Nerja région Malaga

### VILLAS ET APPARTEMENTS

Toutes garanties du capital investi assurées par LLOYD LONDRES

Location toute l'année

Cocktail, Réunion d'information avec film

PARIS, le 14 octobre, Hôtel HILTON

18, Av. Suffren, 18, rue Jean-Ray 75015

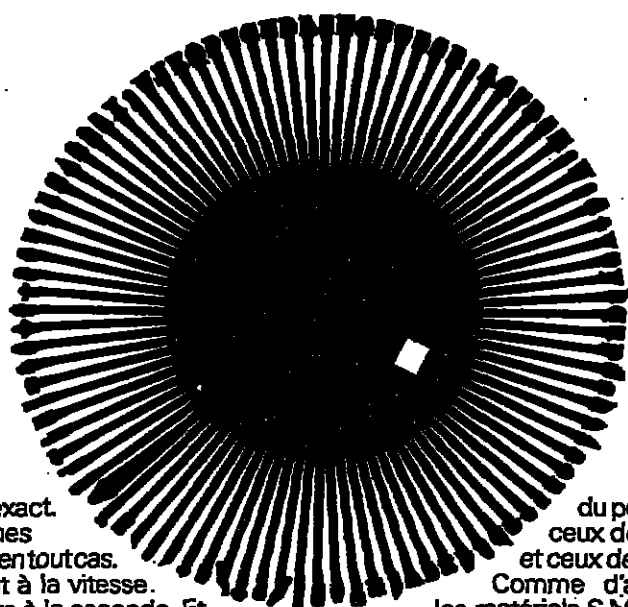
de 14 h. à 22 h. Selon EIFFEL — Tél. : 273-92-00

Renseignements : EL CAPISTRANO, 49, rue de Séze

69006 LYON — Tél. 52-50-90

## Des bruits courent sur S.M.O.:

### «Leurs machines à écrire frappent toutes seules.»



C'est exact. Pour certaines d'entre elles en tout cas. Qui écrivent à la vitesse de 85 signes à la seconde. Et corrigent instantanément les erreurs de frappe. Ou modifient les textes selon vos instructions. Presque simultanément. Et sans rien retaper d'autre que les modifications. En plus, ces machines ont de la mémoire. Autant de mémoires (enregistrées sur disques souples) que chacun de vos services en réclame pour conserver et classer leur propre information. Ces nouvelles machines (de rêve), ce sont les S.M.O./WP1. Elles servent tout autant les intérêts

du personnel, que ceux des dirigeants et ceux de l'entreprise. Comme d'ailleurs tous les matériels S.M.O. : les photocopieurs APECO, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les duplicateurs et sélectifs ORMIG, les ordinateurs de bureau S.M.O. 400, les optimiseurs pour l'ordonnancement, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Pour S.M.O. aujourd'hui, productivité est synonyme de qualité de la vie.

**S.M.O.**

Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe  
78140 Vélizy - Tél. : 948.98.33

Pour plus d'infos S.M.O. envoyez-bon votre coupon à :

Non : \_\_\_\_\_

Prochain : \_\_\_\_\_

Cocktail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

S.M.O. BP 53  
78140 Vélizy

M4

### CIRCULATION

#### UN MILLION DE CARTES ORANGE

Le millionième coupon de carte orange a été remis, le mardi 5 octobre, par M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, à une voyageuse.

M. Cavallé a souligné que « le million de coupons vendus dépassé en octobre faisait la preuve qu'offrir à l'usager un abonnement lui permettant un nombre illimité de voyages sur tous les modes de transports urbains, constituait une incitation très puissante à l'utilisation des transports en commun ».

C'est l'autobus qui a le plus bénéficié du succès de la carte orange mise en service le 1<sup>er</sup> juillet 1975, — puisque le trafic routier s'est accru de 25 % depuis le début de l'année. La R.A.T.P. a dû mettre en circulation cent quarante véhicules nouveaux en 1976, dont quarante au 1<sup>er</sup> octobre.

#### LE PONT DE SULLY-SUR-LOIRE FERMÉ POUR CINQ SEMAINES

Ce n'est pas pour une durée de cinq mois que le pont de Sully-sur-Loire est fermé, comme une goulotte nous l'a fait croire (le Monde du 9 octobre), mais pour une durée de cinq semaines.

#### LE TUNNEL D'ARAGNOUET ENTREOUVERT

Le tunnel d'Aragnouet-Bielsa, qui ouvre un nouvel axe routier entre la France et l'Espagne à travers les Pyrénées, sera mis en service à titre expérimental du 9 octobre à la fin de ce mois. Il permet de passer de l'un de ces pays à l'autre par la route de Saint-Lary-Soulan (R.N. 129), dans le département des Hautes-Pyrénées. Du côté espagnol, il aboutit à la ville de Bielsa.

Après une longue bataille administrative et dix années de travaux, les autorités espagnoles et françaises ont signé le document constatant que l'ouvrage est désormais conforme à toutes les exigences de sécurité et de la circulation.

### Pacer



STATION-WAGON

American Motors

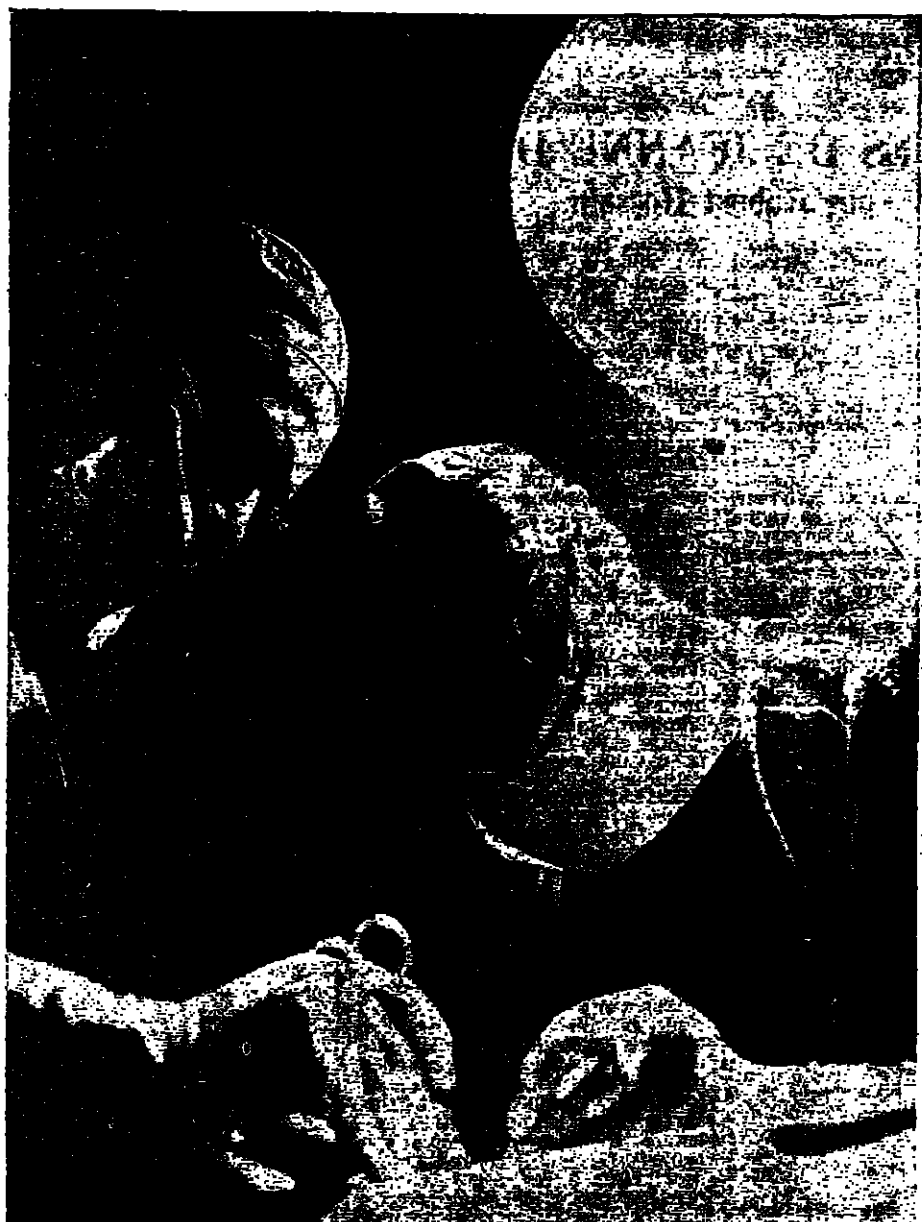
Jean-Charles

21 Boulevard de la République 92120 Nanterre

150



سكرا في 10-11



## Y A-T-IL UN SCANDALE DU CANCER ?

Depuis un siècle, la médecine est impuissante à vaincre le cancer.

En dépit des moyens énormes mobilisés, on n'a toujours pas compris l'essentiel : la nature et le mécanisme de la maladie.

Un chercheur français propose d'ouvrir des voies nouvelles.

Ses travaux ont suscité l'intérêt passionné des plus hautes autorités scientifiques.

Ils sont fondés sur une idée simple, mais irrévérencieuse.

Et pourtant, depuis des années, il se heurte à une véritable muraille d'ostracisme de la part des grandes féodalités médicales.

## La santé publique, c'est aussi un fait politique.

C'est pourquoi Politique-hebdo en parle.

Egalement au sommaire :

- La crise de la majorité : Chirac développe son offensive.
- Enquête : à quoi sert le gauchisme ?
- La CIA et les enquêtes d'opinion en France
- Cinéma italien : interviews exclusives de Bertolucci, Rosi et Petri
- Le retour de Bobby Lapointe.
- Télévision, livres, expositions



# politique

## hebdo

nouvelle formule

En vente dès aujourd'hui

cer



## CARNET

### Naissances

— Lisa et Alain Jacob sont très heureux d'annoncer la naissance de leur deuxième fille.  
Paris, 4 octobre.

### Décès

— Nous apprenons le décès du poète et romancier, Charles AUTRAND, survenu à Paris le 7 octobre. Iné à Cauter, dans la Vaucluse, le 13 avril 1918. Charles Autrand avait fondé, peu de temps avant la seconde guerre mondiale, à Alger, la revue « *Mythos* », devenue « *Fontaine* » avec Marcel Jouhanou. Depuis 1971, Charles Autrand avait écrit et édité « *Endroit* », revue de style très personnel, des positions originales dans le domaine de la poésie et des idées. Il était membre de l'Académie Mallarmé.

— Les éditions Jacques Laffont ont la grande tristesse de faire part du décès de leur secrétaire général, M. Jacques DESBATS, survenu le 8 octobre 1976 dans sa 80<sup>ème</sup> année.  
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, à Paris, le lundi 11 octobre, à 16 heures.  
12, rue de l'Aérodate, 75008 Paris.

— Nous apprenons le décès du docteur Joseph-René HELLUY, président honoraire de l'Université de Nancy-I.  
Iné le 15 avril 1911 à Linville, le docteur Joseph Helluy avait fait ses études aux facultés de sciences et de médecine de Nancy. Docteur en médecine, licencié en sciences, il avait été successivement chef de clinique des maladies infectieuses, chirurgien de parastomie (1946), professeur de toxicologie et de parasitologie à la faculté de Nancy. Il avait exercé les fonctions de président de l'université de Nancy de 1971 à février 1975. Le docteur Helluy était l'auteur de nombreuses publications sur le tétanos, la tuberculose, le typhus. On lui doit un précis de parasitologie.

— Mme Paul Mancini, sa belle-sœur, M. et Mme Samplero Mancini et leur fille.  
M. et Mme Roland Mancini et leur fille.  
M. Jean-Paul Bréham, ses neveux et nièces.

— Mme René Rouault, ses enfants et petits-enfants.  
Et toute la famille.  
ont la tristesse de faire part du décès de  
M. Jean-Gabriel MANCINI, avocat honoraire à la cour, officier de la Légion d'honneur, survenu le 24 septembre 1976 dans sa quatre-vingt-sixième année. L'inhumation a eu lieu à Taverne (Corse).

Une messe sera célébrée à sa mémoire le lundi 11 octobre, à 17 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, Paris-16<sup>e</sup>.

— Mlle Chantal Salmon-Legagneur, M. et Mme Gaston Borek, leurs enfants et petits-enfants.  
Le conseiller d'Etat et Mme André Piéard, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Laurent Penicaud et leur fille.  
M. et Mme Pierre Massin, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Bernard Courtyer et leurs enfants.  
M. et Mme Guy Salmon-Legagneur et leurs enfants.  
M. et Mme Antoine Salmon-Legagneur et leurs enfants.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri SALMON-LEGAGNEUR, née Marthe Borek, rappelee à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 8 octobre 1976, dans la 9<sup>ème</sup> rue de l'Espérance au Chailly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailly, le samedi 9 octobre 1976, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
37, rue de Longchamp, 75018 Paris.

— Mlle Chantal Salmon-Legagneur, M. et Mme Gaston Borek, leurs enfants et petits-enfants.  
Le conseiller d'Etat et Mme André Piéard, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Laurent Penicaud et leur fille.  
M. et Mme Pierre Massin, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Bernard Courtyer et leurs enfants.  
M. et Mme Guy Salmon-Legagneur et leurs enfants.  
M. et Mme Antoine Salmon-Legagneur et leurs enfants.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri SALMON-LEGAGNEUR, née Marthe Borek, rappelee à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 8 octobre 1976, dans la 9<sup>ème</sup> rue de l'Espérance au Chailly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailly, le samedi 9 octobre 1976, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
37, rue de Longchamp, 75018 Paris.

— Mlle Chantal Salmon-Legagneur, M. et Mme Gaston Borek, leurs enfants et petits-enfants.  
Le conseiller d'Etat et Mme André Piéard, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Laurent Penicaud et leur fille.  
M. et Mme Pierre Massin, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Bernard Courtyer et leurs enfants.  
M. et Mme Guy Salmon-Legagneur et leurs enfants.  
M. et Mme Antoine Salmon-Legagneur et leurs enfants.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri SALMON-LEGAGNEUR, née Marthe Borek, rappelee à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 8 octobre 1976, dans la 9<sup>ème</sup> rue de l'Espérance au Chailly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailly, le samedi 9 octobre 1976, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
37, rue de Longchamp, 75018 Paris.

— Mlle Chantal Salmon-Legagneur, M. et Mme Gaston Borek, leurs enfants et petits-enfants.  
Le conseiller d'Etat et Mme André Piéard, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Laurent Penicaud et leur fille.  
M. et Mme Pierre Massin, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Bernard Courtyer et leurs enfants.  
M. et Mme Guy Salmon-Legagneur et leurs enfants.  
M. et Mme Antoine Salmon-Legagneur et leurs enfants.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri SALMON-LEGAGNEUR, née Marthe Borek, rappelee à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 8 octobre 1976, dans la 9<sup>ème</sup> rue de l'Espérance au Chailly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailly, le samedi 9 octobre 1976, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
37, rue de Longchamp, 75018 Paris.

— Mlle Chantal Salmon-Legagneur, M. et Mme Gaston Borek, leurs enfants et petits-enfants.  
Le conseiller d'Etat et Mme André Piéard, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Laurent Penicaud et leur fille.  
M. et Mme Pierre Massin, leurs enfants et petits-enfants.  
M. et Mme Bernard Courtyer et leurs enfants.  
M. et Mme Guy Salmon-Legagneur et leurs enfants.  
M. et Mme Antoine Salmon-Legagneur et leurs enfants.

Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri SALMON-LEGAGNEUR, née Marthe Borek, rappelee à Dieu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 8 octobre 1976, dans la 9<sup>ème</sup> rue de l'Espérance au Chailly.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Chailly, le samedi 9 octobre 1976, à 14 heures. Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
37, rue de Longchamp, 75018 Paris.

— Le général Mouraux, les membres de l'Association nationale des sa, ont la douleur de faire part du décès du  
colonel de réserve  
GILBERT SARDIER, général de l'Association nationale des sa de l'aviation de 1914-1918, engagé volontaire à dix-sept ans, commandant à vingt et un ans, de l'escadron SPAD-41, croix de guerre 1914-1918, Military Medal distingué Service Order.  
Les vous prient d'assister aux obsèques de leur ami très regretté, qui auront lieu en l'église Saint-Léger de Paris le lundi 11 octobre, à 9 heures.  
Bénédiction et inhumation à Villiers-les-Bonnes (Ais).

— La Fédération nationale aéronautique et l'Union régionale n° 12 vous prient d'assister aux obsèques de leur regretté  
GILBERT SARDIER, grand maître de l'Ordre de l'Aéronautique.  
Iné le 5 mai 1907 à Riom (Puy-de-Dôme), M. Gilbert Sardier, engagé volontaire à dix-sept ans, a été commandant d'escadron à vingt et un ans pendant la première guerre mondiale, et a été titulaire de la médaille militaire et de la Légion d'honneur à vingt ans. Délégué général de l'Association des sa de la guerre 1914-1918, il a fondé l'Aéro-Club d'Auvergne et la Fédération nationale de l'Aéronautique, dont il était le président d'honneur.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Paul THIÉRY, officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 1<sup>er</sup> octobre 1976. De la part de Mme Thiéry et de ses enfants.  
5, avenue du Colonel-Bonnet, 75016 Paris.

Nous sommes, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « *Carnet du Monde* », sous le signe de la fraternité, les amis de ceux qui ont été dévoués à la cause de la justice.

— M. Roger David, préfet, commissaire à la conversion industrielle pour le Nord de la France, Mlle Christiane David, M. et Mme Roger Venturini et leurs enfants.

Le professeur et Mme Joseph Venturini et leurs enfants, Mlle Carline Venturini, M. Jean-François Venturini, Et toute leur famille, profondément touchés de très nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de  
Mme Roger DAVID, née Paulette Venturini de Rocca Serra, remercient avec émotion et reconnaissance toutes les personnes qui ont ainsi pris part à leur grande peine.

— Mme I. Girard, Christian Girard et sa fille, M. et Mme Pierre Girard et leurs enfants, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès du docteur Jean GIRAUD, expriment leur gratitude et adressent leurs sincères remerciements.

Combien avez-vous retourné de bouteilles de SCHWEPPES Bitter Lemon cette semaine ?

POUR 3 JOURS SEULEMENT  
SAMEDI 9, DIMANCHE 10 et LUNDI 11 OCTOBRE 1976  
UNE EXCEPTIONNELLE EXPOSITION D'ART de la CHINE et du JAPON  
vous sera présentée par la  
MALE D'ORIENT  
2, rue de la Harpe, à Paris, 75001 Paris. Tél. 269-33-30  
de 10 h. à 21 h. - Tél. 269-33-30  
MAGNIFIQUE COLLECTION d'IVOIRES et PIERRES DURES travaillées (jades, lapis, turquoise et corail de Pékin). Nocturne samedi jusqu'à 22 h. 30. Entrée libre.

VALAIS - SUISSE  
A THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

LA THYON 3000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisir et joie. En été comme en hiver : romanesques, tennis, piscine, etc. Ski sur quatre vallées. Vue panoramique 320°. Emplacement unique. Accès de Sion par le train T.E.R. Paris-Milan et avion.  
La seule station avec circulation d'autobus gratuits.  
Studios et appartements de 2, 3, 4, 5 et 6 pièces à partir de FS 68 000.  
Service de location à disposition de chaque propriétaire. Vente aux étrangers autorisée. Venez nous rendre visite ou écrivez-nous.  
THYON PROMOTION S.A., CH-1973 Thyon M (Suisse). Tél. 38-283 GURST CH.

## ARTS ET SPECTACLES

### Musique



### MÉTAMORPHOSE D'UN VIOLONISTE : Emmanuel Krivine

Emmanuel Krivine pourrait fort bien se contenter de jouer du violon ; unanimement reconnu comme l'un des meilleurs solistes de sa génération, avait-il besoin de troubler la conscience des hommes ? Signe des temps, diront ceux qui constatent avec amertume que beaucoup d'improvisent chef d'orchestre ; mais la diversité des révérences qu'il a su adopter, avec l'auteur de « *La Famille Fénouillard* », qu'on ne devrait jamais rien entreprendre avant d'avoir fait ses preuves ? Plein d'un juste mépris envers des opinions pourtant si respectables, Emmanuel Krivine n'en continue pas moins à faire travailler régulièrement la formation d'orchestre issue du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France ; le plus étonnant étant que les catastrophes annoncées ne se produisent pas, que le chef et ses musiciens progressent régulièrement, à tel point qu'on éprouve une certaine gêne à constater seulement ce dont le public a sans doute déjà en tout loisir de se rendre compte.

En à juger par les résultats obtenus au concert sans effets de manchettes, sans rataplanes en catastrophe, les études ont été poussées dans le détail, jusqu'à la répétition. L'ascendant de Krivine, comme en témoignent des gestes qui ne sont pas spécialement autoritaires (ils s'affirment peu à peu) sollicitant une nuance, un accent, l'attention dans un passage délicat, au lieu de chercher à imposer le caprice du moment, repose sur la vertu de l'exemple : on ne dira jamais assez ce qu'un virtuose de l'archet peut obtenir du quatuor lorsqu'il prend la baguette. L'effet n'est pas à court terme, et la confiance, accordée dès le départ et renouvelée depuis par les responsables de Radio-France, est le gage d'un résultat final durable dont on sent déjà les signes avant-coureurs : que la « *Cinquième Symphonie* » de Schubert ou le « *Concerto pour violon* » de Mozart aient pu être données dernièrement avec autant de complicité, de tendresse et d'homogénéité n'est pas le fait du hasard, ou d'un quelconque magnétisme de la dernière heure. Simplement trente musiciens qui commencent à se connaître et à s'écouter ont répété sans ménagements sous la conduite de quelqu'un qui a leur en redonner le goût. Ce d'ailleurs la règle, mais ce n'est en fait que l'exception à une autre plus largement suivie.

GERARD CONDE.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

### Théâtre

### < PROCÈS DE JEANNE D'ARC > par Robert Hossein

Pour réaliser son film sur Jeanne d'Arc, Robert Hossein avait extrait des registres du procès de condamnation un certain nombre de questions et de réponses, qu'il avait ensuite collées dans l'ordre. Il s'agit en somme d'un digest constitué d'éléments exacts.  
Robert Hossein reporte ce collage sur scène. Le choix opéré par Hossein est remarquable, et ne gâche pas le caractère entier, l'esprit. C'est une interprétation plutôt radiophonique.  
Henri Vieuxjeux interprète Jeanne d'Arc. Il s'emploie à montrer le caractère contradictoire de ce juge, qui même lorsqu'il condamne, ne peut s'empêcher de faire preuve de pitié, mais qui a des doutes et, parfois, une sympathie pour l'accusée. Mais cela est anecdotique, et si Hossein et Vieuxjeux ne donnent pas de dimension à cet homme politique de première grandeur, qui sut mener les milices catholiques à l'assaut de la Bastille avec le même talent politique qu'il eut pour conduire quantité d'entreprises diplomatiques ou de troupes combattantes.  
C'est une erreur d'Hossein que d'avoir attribué le rôle très important de Jean Beaupère, qui dirigea les débats plus souvent que Jeanne d'Arc, à un acteur au physique assez « *philosophe* » que Jean-Marie Proslier, qui d'ailleurs est sobre, mais qui ne peut exprimer les qualités de ce prélat.  
Faut-il que par l'événement historique, on dirait qu'Hossein a été tenté par l'attrait graphique de la chose : deux douzaines de belles robes rouges disposées sur un fond noir. Ce spectacle est trop simple. Rien ici ne donne à entendre ce dont ce procès est l'enjeu. Le public reste sur sa faim. Mais il n'y a pas, à proprement parler, de mauvais goût dans ce « *son et lumière* ». Jeanne d'Arc est souvent le prétexte des pires sottises. Ici elles font défaut. C'est déjà ça.  
MICHEL COURNOT.  
★ Théâtre de Paris, 21 heures.

### Cinéma

### < Le Marin qui abandonna la mer > de Lewis John Carlino

Curieuse entreprise : un réalisateur américain (Lewis John Carlino, quarante-quatre ans, ancien officier de marine) se livre à la solitude. Epris l'un de l'autre, ils ont décidé de se marier. Face au couple, un groupe d'enfants — presque des adolescents (ils ont entre treize et quatorze ans) — que domine un garçon du même âge. Ce chef-lieu à ses fidèles une morale orgueilleuse et hautaine, le mépris de la douleur physique, la haine de la lâcheté et du sentimentalisme, propres, selon lui, aux grandes personnes.  
Parmi ces enfants, Jonathan, le fils de la jeune veuve, est un des adeptes les plus fervents de la petite société secrète. Aussi est-ce de l'admiration qu'il ressent d'abord pour le beau capitaine, rencontré par hasard sur un bateau, et en qui il voit un aventurier de légende, un héros selon son cœur. Mais vient le jour où, par un trou pratiqué dans la cloison de sa chambre, Jonathan découvre la nature exacte des relations de l'officier et de sa mère. Cette révélation le bouleverse d'autant plus qu'elle détruit l'image qu'il s'était faite de son héros. Celui-ci, soudain, n'est plus à ses yeux qu'une sorte de déserteur, qui, par amour, a trahi son idéal. Alors, pour le « *punir* », pour l'obliger à retrouver sa véritable identité, Jonathan et ses camarades organisent un sinistre guet-apens.

Quand on a lu le livre de Mishima, il est difficile de ne pas reconnaître en ces écoliers anglais, intraitables et fanatiques, les jeunes Japonais défaits par le romancier. Il faut convenir que la transposition est parfaitement réussie et que, jamais le récit de Lewis John Carlino ne donne l'impression d'avoir été coulé dans un moule étranger. Étrange et cruel, certes, le film l'est, comme l'était le roman. Mais, derrière cette cruauté, c'est finalement l'histoire d'une déception qui nous est racontée : celle qu'éprouve tout enfant, au seuil de l'adolescence, quand il aborde le monde des adultes. En saisissant la vérité humaine, qui, chez Mishima, dépasse le particularisme des mœurs et des sentiments, Lewis John Carlino a échappé aux pièges d'une adaptation particulièrement délicate.

Habillément mis en scène, bien interprété par Sarah Miles, Kris Kristofferson et par les gosses qui les entourent. *Le Marin qui abandonna la mer* est un film déconcertant, parfois déplaçant, mais qui ne peut laisser indifférent.

JEAN DE BARONCELLI.  
★ Alphe, Paramount - Elysées (v.o.) ; Ariéquin, Paramount - Opéra ; Paracouste, Galaxie, Paramount - Méditerranée (v.o.).

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19 et 26 octobre, Martha Graham.

Le Centre américain de la rue du Dragon organise, tout au long des prochains mois, plusieurs cycles de conférences et de projections filmées, retraçant l'évolution de la modernité dans « *Les États-Unis* », présentée à 19 heures par Marcia Siegel, est consacrée aux pionniers Ezra Pound, Robert Frost, T.S. Eliot, 15 octobre, rétrospective dans l'antre de Anna Halprin ; les 19











Je m'en f... !

# Le Monde aujourd'hui

## L'ART

### Un rideau de 40 kilomètres

LES fermiers tranquilles des comtés de Sonoma et de Marin, sur la côte ouest des États-Unis, à 80 kilomètres au nord de San Francisco, ont vu s'élever, au début du mois de septembre, l'œuvre d'art « la plus longue du monde ». Il s'agit d'un ruban de nylon blanc, large de 5,40 mètres et long de 40 kilomètres, qui ondule gracieusement entre les prairies et les étangs avant de se jeter à Bodega-Bay dans l'océan Pacifique, à moins qu'il n'en jette ; tous les fantasmes sont permis.

Si l'on veut sacrifier au goût très américain de la description chiffrée, on apprendra avec profit que l'œuvre, baptisée « running fence » (« hale courante ») est soutenue par deux mille cinquante poteaux d'acier, et que le tout a coûté la bagatelle de 2 millions de dollars.

L'auteur, Christo Javacheff, dit « Christo », est un récidiviste. La passion lui était venue dans les années 60 d'envelopper tout ce qui lui tombait sous la main, chaises, voitures, motos, bicyclettes, même paysages. Il a ainsi « enveloppé » en 1969, avec du tissu synthétique, quelques hectares particulièrement accidentés de la côte australienne.

Les Californiens ont été surpris par l'ampleur de l'affaire. Le « running fence » longe sur une bonne distance l'autoroute 101 qui traverse l'État du Nord au Sud. On a craint des carambolages monstrueux provoqués par la curiosité et il a fallu poster quatre-vingt gardes pour empêcher les automobilistes de stationner. Du ciel aussi pouvait venir la catastrophe : les avions privés se sont attardés en grand nombre au-dessus du long trait blanc en zigzag, la « sculpture sur paysage » gagnait à être contemplée de haut. Enfin, des défenseurs de l'environnement se sont émus, Christo a dû engager une petite armée d'avocats, qui ont ardemment défendu la cause de l'art.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## LE DROIT

### Au nom de la loi

UN bienfait est souvent perdu. Une de mes amies trouve un bracelet. Elle le porte aux objets trouvés (elle vit sur de vieux schémas). Un an passe. On lui rend. Encore trois ans. On lui rend. Elle proteste. Elle a tort. Elle ne bénéficiait que du droit « possesseur » qui ne s'éteint qu'après trente ans. Elle n'était que dépositaire, non « propriétaire de bonne foi » (ordonnance de 1830, toujours en vigueur).

La réalité des lois se charge ainsi de dépasser en extravagance et même en naïveté nos plus arbitraires imaginations. Qui, photographiant la tombe de sa tante, se donnerait commettre un délit ? Curieuse lecture que le code. On y découvre des choses qu'on ignorait ne pas savoir. J'ai posé les questions qui suivent à toutes sortes de gens. Personne n'a répondu correctement à toutes. La loi serait-elle devenue une équation à trop d'inconnues ?

#### Au marché

C'est triste de n'avoir d'autre but que se défendre. Mais, depuis Nader, nous le savons : c'est encore plus triste de se « laisser faire ». Voyons jusqu'où l'on peut aller trop loin chez les commerçants.

« Une pomme !  
— Je ne vends qu'un kilo !  
— Alors, je vais chercher un agent... »  
Qui a raison ? Vous ! On ne peut vous refuser la vente d'un fruit unique.  
« Je vous signe un chèque de 600 F.  
— Je n'en veux pas... »  
Qui a le droit pour lui ? Le marchand ! Aucune loi ne l'oblige à accepter les chèques si la somme est inférieure à 1 500 F.  
« Pas de gros pain ? Donnez-moi, alors, 2 kilos de baguette. Au pris du gros, bien entendu... »  
Jamais de la vie !, crie le boulanger. Il se fourvoie. Il est obligé d'être approvisionné en gros pain ou de céder un autre pain au prix du gros (prix de la baguette : plus du double).  
— Vous me l'envoyez...  
— Quel encore ?  
Il aggrave son cas. Tous les produits de boulangerie doivent être vendus entourés de papier.  
« Vous, je ne veux plus vous servir ! »  
Il s'enferme. Sa patente l'oblige à servir tout client.  
« 100 grammes de cerises !  
— Vous plaisantes ! »  
Le primeuriste a tort, aussi. Il ne peut vous refuser 100 grammes de cerises, même en pleine saison.

#### En voyage

Souviens-toi de te méfier ! avait gravé Mermé dans sa baguette. Se déplacer implique toujours une vigilance extrême.

« Taxi ! La gare d'Austerlitz !  
— Je ne charge pas pour une course de 300 mètres... »  
Vous montez quand même. Dès lors qu'il est en station ou que son boîtier est lumineux, le chauffeur doit charger tous les clients pour n'importe quelle course dans les limites de la région parisienne ou de la Seine.  
« Chauffeur, cessez de fumer !  
— Cessez vous-même et laissez donc la glace tranquille ! »  
Tel le chauffeur a trois fois tort. Il doit fumer sa cigarette. Mais il peut vous empêcher de fumer. Et c'est à votre gré que les glaces doivent être levées ou baissées.  
La gare. Vous foncez. Sur le quai, car, vous glissez sur une feuille de latex, invisible au milieu de la foule. Responsable ? La S.N.C.F.

Calé dans votre compartiment, vous pensez avoir la paix. Un transistor déclenche son bombardement sonore.  
« Fermez donc ça ! »  
On obtempère. Le téléphone est dans son tort. Mais il ouvre aussitôt la fenêtre.  
« Fermez ça aussi ! »  
Qui doit céder ? L'autre, encore !

Midi. Vous déballez 4 litres de vin. Un contrebassier passe.  
« Monsieur, sans doute une autorisation », ironise votre voisin. Touché ! Le tort est de votre côté. L'article 458 du code général des impôts est clair : « Un voyageur ne peut emporter pour son usage personnel que 3 bouteilles de vin, hydromel ou poiré... »  
Royaume. Vous sautez sur la quai désert et vous vous étalez sur un trognon. Responsable ? Vous ! Il fallait regarder. Cette fois, vous le pouvez.

Mais le train a pris du retard. Vous avez raté une affaire. Vous réclamez dommages et intérêts. A juste titre ? Oui ! Le retard est imputable à l'administration.

Il serait bon que je prise un verre, pensez-vous en gagnant la terrasse. Mais le garçon est impatient.

« Et mon pourboire ! menace-t-il quand vous levez : 15 % ! C'est marqué... »  
— Pas de pourboire !  
Qui a raison ? Vous. Le pourboire n'est qu'un usage. En aucun cas, il n'est obligatoire, quelle que soit l'annotation du ticket de consommation.

Las des vibrations hostiles que vous sentez autour de vous, vous gagnez la plage. Elle est payante. Outre, vous passez... outre pour vous étendre au ras des flots. Vociférations du plagiste. Vous ne répondez pas. Pourquoi ? Parce que les 3 mètres qui bordent la plage (moyenne de la plus haute

marée) ne peuvent être propriété privée. N'importe qui peut s'y installer sans redevances.

Le soir vient. Une place au restaurant vous tente. On vous la refuse. Réservez ! Sans un mot, vous vous asseyez. La réservation n'est qu'une coutume. Vous avez légalement le droit de rester.

#### Justes et injustes noces

Le cœur a, paraît-il, ses raisons. Vous voulez épouser la fille de votre sœur. Le pouvez-vous ? Oui, si M. Giscard y consent. Lui seul, pour motif grave, précise l'article 164 du code civil, peut autoriser un mariage entre oncle et nièce, tante et neveu, union normalement interdite par l'article 163.

Vous surprenez votre femme en flagrant délit d'adultère et faites feu sur les partenaires, comme un acteur du Second Empire.

PIERRE LEULLIETTE.

(Lire la suite page 24.)

## HUMEUR

### L'HOMME AU CHIEN

L'y a si vivron un mois, j'ai acheté un petit chien que j'ai installé dans mon appartement à Paris. Je me sens beaucoup mieux depuis que j'ai ce compagnon, beaucoup moins nerveux, plus heureux en somme. Ce n'est pas un beau chien, mais cela n'a aucune espèce d'importance. J'aurais dû en acheter un plus tôt, beaucoup plus tôt, à l'époque où j'ai commencé à travailler. Mais enfin, mieux vaut tard que jamais.

Il y a quatorze ans que je travaille dans une société d'export-import. Mon rôle consiste... Peu importe. Il suffit de dire que je m'occupe pas un poste important, loin de là. Je reçois au contraire des ordres de tout le monde et plus particulièrement de M. Jean. A première vue, M. Jean a l'air jovial, sympathique. En fait, c'est un homme terrible. Il ne me laisse pas de répit. Avant même que j'aie fini le travail que je suis en train de faire, il m'en met un autre sur la dos, puis un autre, puis un autre.

Sur le coup de 10 heures, 10 heures et demie, j'aimerais bien faire un saut jusqu'au bistrot du coin, pour boire un dent, j'ai tellement soif vers les 10 heures qu'une fois j'ai dit à M. Jean, il y a des années de cela, je lui ai dit : « M. Jean, est-ce que vous me permettez de faire un saut jusqu'au café, rien que pour cinq minutes ? » Il m'a répondu qu'il fallait que je choisisse entre le travail et le bistrot et qu'il lui serait très facile de me remplacer étant donné que je ne fais pas un travail très qualifié, et même pas qualifié du tout, pour quoi le cachet ? Alors, j'obéis, je dis : « Oui, M. Jean », « Très bien, M. Jean », « Tout de suite, chef ». Même quand il m'a interdit de fumer au bureau, sous prétexte que j'allais mettre le feu aux dossiers de la société, je lui ai dit, et pourtant je suis un grand fumeur, je lui ai donc dit : « Comme vous voulez, M. Jean... »

Le soir, en rentrant à la maison, je suis vraiment content de retrouver mon chien. Je lui fais un grand sourire (M. Jean me fait toujours un grand sourire, le matin, quand j'arrive au bureau) et lui il vient docilement vers moi. Alors je lui donne un coup de pied dans la gueule, puis un autre. Il cherche à fuir, mais j'arrive à le rattraper (il ne court pas vite, à cause de sa jambe cassée) et je lui donne encore quelques coups de pied. Ensuite, je prépare son dîner : contrairement à ce qu'on peut imaginer, je lui prépare une assiette vraiment très bien garnie, très appétissante, mais aussitôt qu'il a mangé un peu, très peu, à peine deux bouchées, je lui retire l'assiette et jette son contenu dans le vide-ordures.

Ce va donc beaucoup mieux depuis que j'ai ce chien. Enfin, pas tout à fait bien tout de même. L'autre jour, le chien a essayé de me mordre. Il a même réussi à déchirer un peu mon pantalon. Je l'ai puni comme il le méritait, bien sûr. Mais ça m'a fait réfléchir...

Le lendemain j'ai fumé au bureau, devant M. Jean, qui m'a regardé méchamment, sans mot dire. J'ai soutenu son regard.

VASSILIS ALEXAKIS.

### Au fil de la semaine

C'EST peu dire que les histoires belges sont à la mode en ce moment en France. C'est un déluge, un raz de marée. Les écoliers et lycéens les rapportent par dizaines chaque jour à la maison. Elles font le lendemain les délices du bureau ou de l'atelier, où chacun s'efforce de les retaper pour les répéter le soir en famille. Impossible de se trouver dans un lieu public, dans les transports, dans un café ou un restaurant sans en entendre quelques-unes. La radio, la télévision même, se sont mises de la partie. Bien ou mal racontées, avec ou sans accent, enjolivées à plaisir, transformées à l'infini, elles se répandent comme une traînée de poudre.

Cela va si loin que la télévision belge, alertée, a envoyé un reporter chez nous pour recueillir les meilleures de ces histoires qui font tant rire les Français. L'émission n'a eu aucun succès et elle a même indigné bon nombre de téléspectateurs. Avant de chercher les raisons et le sens de cette étrange épidémie qui fait des ravages, voici, pour ceux qui n'auraient pas encore été atteints par la contagion, quelques échantillons.

Les erreurs stupides. Savez-vous qui a inventé l'engrenage ? Un Belge, naturellement. Et la tyrolienne ? La même, lorsqu'il est tombé dans son engrenage. Plus méchant : quand le gouvernement belge a annoncé qu'il déclarait la guerre à la pauvreté, des milliers de Bruxellois sont descendus dans la rue pour lapider les mendiants et les clochards.

Pire encore : savez-vous pourquoi tant de Belges ont, le lundi matin, des traces de griffes et des parsements sur le visage ? Parce qu'ils ont passé le week-end en France, qu'ils ont déjeuné au restaurant et qu'on leur a donné des fourchettes. Plaignons cette storiote qui n'a pas été engagée bien qu'elle ait sacrifié sa vertu à un producteur : c'était bien un producteur, mais de fruits et légumes.

Plaignons aussi cette mère de seize enfants dont le mari rentre à la maison en annonçant triomphalement qu'il sait tout : c'est elle et non plus lui qui doit prendre la pilule. La voiture, sujet inépuisable. Deux occidentaux arrivent à l'hôpital. Tous deux ont le visage tuméfié et ensanglanté, mais pas d'autre blessure apparente. Et leurs voitures sont intactes. « Que s'est-il passé ? » demande le médecin. « C'est une collision face à face, explique l'une des victimes. Il y avait beaucoup de brouillard. Alors, on conduisait tous les deux la tête en dehors, pour mieux voir... »

Et aussi : « Je ne comprends pas pourquoi on m'a dit que j'étais gonflé de rouler avec un pneu à plat alors qu'il était crevé... »

Et enfin : un camion qui a 4 mètres de haut arrive devant un tunnel routier signalé par des panneaux « hauteur maximale : 3,50 m ». L'aide du chauffeur descend, inspecte les environs et remonte en disant à son camarade : « Tu peux y aller, il n'y a pas de fils... »

La marine belge semble être une des cibles principales. Elle n'a plus de sous-marins depuis qu'elle a fait une tournée « portes ouvertes ». Variante : comment faire pour couler un sous-marin belge ? Vous envoyez un homme-grenouille frapper au hublot et on lui ouvre tout de suite.

A un garçon qui vient s'engager dans la marine, on demande s'il sait nager : « Pourquoi, interroge-t-il, il n'y a pas de bateaux ? » L'essence augmente ? « Aucune importance, dit cet automobiliste. De toute façon, pour moi, c'est toujours le même prix : j'en achète chaque fois pour 20 francs... »

Le franc belge flotte ? Cela explique qu'à Kookke-le-Zoute les baigneurs nagent tous la bouche ouverte.

On a retrouvé les auteurs du hold-up de Strasbourg : c'étaient des Belges, et ils avaient inscrit l'argent dérobé dans leur déclaration de revenus.

A Liège, on a dû changer le titre du film de Sergio Leone, et l'appeler « Il était dans l'Ouest, une fois ».

Si vous êtes candidat au bac en Belgique, vous devrez répondre à des questions comme celles-ci : « De quelle religion

## LES HISTOIRES BELGES

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

est le pape ? Juiva. Catholique. Hindoue. Protestante. Musulmane. (Rayez les mentions inutiles). « Quelle heure est-il quand la cloche oigille est sur le chiffre 12 et la petite sur le 1 ? (Temps limite pour répondre à cette question : une heure...) »  
« De nombreux rois d'Angleterre se sont appelés George. Le dernier portait le nom de George VI. Donnez les noms des George précédents. » « Quelle fête tombe le 1<sup>er</sup> janvier ? Pâques, Noël, la Pentecôte, le Jour de l'an. (Rayez les mentions inutiles). » Etc. Si vous n'êtes pas reçu, la session de rattrapage aura lieu dans six mois.

Quelques données spécifiques. S'il y a vingt-cinq cigarettes dans les paquets de certaines marques belges, c'est parce que les fumeurs en font tomber au moins cinq en ouvrant le paquet avec un tire-bouchon.

A quel reconnaît-on en mer du Nord les plates-formes de forage belges ? A ce que les occupants jettent du pain aux hélicoptères.

Un pilote qui s'est perdu, la tour de contrôle demande sa hauteur et sa position. Il répond : « 1,80 m, et je suis assis sur le siège avant... »  
Un Belge a refusé d'être Témoin de Jéhovah : il n'avait pas vu l'accident.

Un erratum publié par un journal : « Dans notre dernier numéro, les légendes relatives aux champignons vénéreux et aux champignons comestibles ont été inversées par suite d'une erreur malencontreuse. Nos lecteurs survivants auront rectifié d'eux-mêmes... »  
Pour finir, le dîner où un convive commence à raconter une histoire belge : « Attention, dit son voisin, je suis Belge. » — « Cela ne fait rien : je la raconterai deux fois... »

Arrêtons-là cette litanie et osons-le : ces histoires sont toutes plus bêtes les unes que les autres. Pourquoi, alors, prendre à nos poissables voisins et d'où vient cette vague inattendue ?  
— Que les Belges ne se vantent pas : ils ont assez d'humour pour rire d'eux-mêmes, comme le font souvent les Français. Qu'on se rappelle en France les modes des histoires marseillaises, corse, bretonnes, ch'timi... Mais Marius et Olive ont bien vieilli, et les sourcilieux défenseurs des cultures régionales n'admettent pas de nos jours qu'on les prenne pour cibles : Bécosine était, paraît-il, la victime-type de l'oppression. Nous avons eu aussi les histoires suisses... Quin-Quin eut son heure de célébrité, — les histoires écossaises, les histoires arabes, abandonnées depuis que leurs héros sont devenus si intelligents en augmentant le prix du pétrole, les histoires de nègres, qui seraient jugées indécentes aujourd'hui — ce qui montre que le racisme a maintenant mauvaise conscience, et c'est heureux, — les histoires juives, que seuls les juifs peuvent se permettre de raconter...  
D'ailleurs, les Belges, grands conteurs, n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes : bon nombre de ces histoires, ce sont eux qui les premiers les ont diffusées. Simplement, les Wallons les attribuent aux Flamands, les Flamands aux Wallons, puis les uns et les autres aux Néerlandais...

Le secret réside-t-il dans la publication avant l'été d'un petit livre auquel on a fait ici quelques emprunts ? Non : ses auteurs (il) avaient avoir rassemblé les histoires qu'ils avaient entendues colporter autour d'eux ; de sorte qu'on ne sait plus si celui qui vous les raconte les a lues ou si au contraire elles ont été collectées parce qu'on les racontait. Aux savants, sociologues et psychologues de nous dire avec leur sérieux habituel s'il s'agit d'un bouton de fièvre qui dissimule quelque maladie grave, voire honteuse, ou si tout simplement, dans la grisaille de la vie quotidienne, cela ne mérite qu'un rafraîchissant éclat de rire.

(1) Les 300 meilleures histoires belges, collection « Le Nouvel Œuvre à mode », diffusion par les N.M.F.F. (en vente dans les kiosques et chez les marchands de journaux). Cette brochure est signée « Fernand Lemaigre », et une biographie biographique de l'auteur intitulée « La vie extravagante de Fernand Lemaigre » est signée de Roger Ferratista, figure au dos du volume. Le canular est évident et le pseudonyme transparent.



## RADIO-TELEVISION

Libres opinions

ON VIENT  
D'ASSASSINER  
UN FILM

par JEAN-A. CHERASSE (\*)

Une controverse entre FR 3 et le réalisateur Jean-A. Cherasse s'est développée à l'occasion de la diffusion, dimanche 3 octobre, d'une émission sur l'affaire Dreyfus composée d'extraits du film « Dreyfus, l'intolérable vérité » (« le Monde » du 5 octobre). Selon la télévision, la transformation du film en documentaire original de cinquante-deux minutes est le résultat d'un contrat. Pour le réalisateur, il s'agit d'une censure. Cela pose en tout cas la question du droit moral d'un auteur sur son film.

LES bruits et les fureurs concernant la fausse programmation à la télévision de mon film « Dreyfus, l'intolérable vérité », venant juste de s'apaiser, l'auteur-réalisateur, brimé, vilipendé, contré l'accusé même de s'être fait hanté par le droit de faire entendre sa voix ?

Car, en fait, de quel s'agit-il ? Seulement du meurtre d'un film, c'est-à-dire d'un ruban d'images et de sons, d'une réflexion à haute voix, d'une sensibilité en mouvement...

Généralment, on s'en prend d'abord à l'idée initiale : quatre bouts de papier que l'on pèse, soupèse, que l'on retourne ou que l'on rejette. C'est le stade de la pré-censure ou celui de l'avance sur recettes (véritable censure à la création). Ensuite, on entre dans la jungle du commerce et du profit, c'est-à-dire dans le monde des épicuriens en gros et des censeurs économiques.

Si au bout du compte, la dégradation du propos original n'a pas atteint la cote d'alerte de 80 %, on peut entrer avec un pincement au cœur dans la dernière ligne droite où on risque de se faire canarder par les groupes de pression qui tiennent solidement en main les clefs de la diffusion culturelle ou de la communication humaine dans la société du spectacle, cette société qui se prétend « libérale et avancée ». Et là, les choses se gâtent presque toujours. Car le film se resserre, impropitoyablement. L'idéologie dominante veille au grain, avec ses experts et ses technocrates... Car, non seulement elle a mesuré chichement le temps de la censure, mais elle entend aussi le contrôler, le moduler, l'aliéner. La télévision aurait pu être un élément essentiel de la démocratisation des loisirs en favorisant la reconnaissance des notions vitales de liberté et de justice culturelles. Elle joue, en fait, un rôle normalisant, anesthésiant, étouffant, puisqu'elle ne tient aucun compte des singularités et des différences.

Sur le « passage » de « Dreyfus » à FR 3 dimanche soir loupé de la moitié dérangeante de son métrage, tout a été excellentement dit par Claude Sarrault dans sa chronique intitulée : « Dreyfus hors quota ».

Je ne veux ajouter que ceci. On peut assassiner un film, on peut assassiner l'homme qui est derrière ce film, mais il est impossible d'assassiner une idée.

Le discours de la vérité est aussi invincible que le temps.

(\*) Universitaire, auteur-réalisateur de films.

## Écouter, voir

● SÉRIE : LES OMBRES DISPARAISSENT A MIDI. — Dimanche 17 octobre, A 2, 21 h. 30.

Une femme (blonde, visage angélique) conduit la révolution paysanne à Val-Vert, en Sibérie, dans la première partie de la série soviétique que diffuse, six dimanches de suite, Antenne 2. Une autre femme (brune, l'œil satanique) mène dans l'ombre la contre-révolution, à l'épisode numéro 2. C'est dire qu'un symbolisme clair oriente ici et là le coup sûr la compréhension du téléspectateur le plus jeune et le moins instruit de l'histoire du bolchévisme. Entre les blancs et les rouges, entre les bons et les méchants, la frontière apparaît sans doute dépourvue de nuances. Mais un tel schématisme idéologique, ajouté à l'amplification « lyrique » des gestes, des sentiments et des situations, apparente finalement ces six téléfilms à six actes d'un grand opéra romantique. À voir, donc, pour un certain « exotisme ».

## Des icônes au jour le jour

## LES « TÉLÉ-TYPES » DE L'INFORMATION

Le journal télévisé, ce n'est pas seulement le compte rendu parlé, illustré, de faits d'actualité. Il s'y produit un rituel, une dramaturgie, dit-on à Antenne 2. Comme au théâtre, chaque porte-parole a son type. Jean-Maurice Monnoyer, donne son point de vue sur Roger Gicquel, Yves Mourousi, Patrick Poivre d'Arvor — et quelques autres — considérés comme des icônes.

LE projet « Antiope », qui permettrait de lire, à la commande, un journal écrit sur le petit écran (« le Monde » du 26-27 septembre), apporte aujourd'hui un démenti frappant à la tendance qui prévaut depuis toujours à la télévision. C'est, en effet, que notre « lecture » quotidienne de l'actualité pourrait brutalement changer. Car l'information — telle qu'on la parle devant nous — reste bien, sous tous ses aspects, l'objet d'une performance individuelle. Même si, surtout même si, une équipe invisible participe à sa rédaction : sur l'A 2, par exemple, la volonté de Georges Leroy, qui voulait, avant son départ récent, imposer un « style », n'a pas finalement modifié la prestation des présentateurs. Le « jeu », la « rhétorique », sont restés les mêmes, malgré une autre mise en page.

Ce fait mérite d'être noté : il se pourrait bien qu'il y ait une contrainte propre au petit écran, du moins dans son exploitation actuelle. Comme si le « message » avait besoin d'être visualisé grâce au « support » d'un visage. Car les présentateurs vedettes de l'information, ceux qui le disent, la commentent, la dramatisent, la font entrer dans l'imaginaire quotidien, et qui la rendent, malgré l'ingratitude du résumé, quand même « communicable », sont aussi ceux qui exercent, sur un mode moins impersonnel qu'il n'y paraît.

On en juge aisément : il y a d'abord une présence « plastique » du présentateur. Yves Mourousi, Roger Gicquel, Jean-Marie Cavada, Patrick Poivre d'Arvor : ce sont là des rôles bien définis. Qu'ils descendent sur l'écran, qu'ils y apparaissent cadrés en « bustes », « épaulettes », « cravates », incarnés vraiment, ou presque, ils impriment chacun, dans l'imaginaire du public, un caractère à leur dessin, un modèle psychologique, un « type ». Enfin, on sait même que ce « rôle », une fois investi par l'audience qu'il a reçue, peut survivre à sa disparition sur l'écran : ainsi pour Pierre Desgaulles, Maurice Seveno, ou même Georges Walter.

Pourtant cette explication, semble-t-il, ne suffit pas. Souvent, il est vrai, nous savons déjà ce qu'ils nous apprennent, par le journal imprimé ou la radio, mais nous voulons justement le reprendre par leurs voix. Nous voulons même le « lire » sur leurs personnes. Aussi l'image du journaliste, dédoublée par l'évidence du regard, le maintien d'une attitude, la correction du langage (bref par tout ce qui l'intègre dans un « gestuel » très particulier), est-elle déjà pour nous suffisamment parlante. Et, un peu

malgré eux, ces personnages familiers, ce sont des « icônes » (1), des effigies de télévision.

Sans doute, à y regarder de près, ces présentateurs de télévision se ressemblent tous : c'est aussi pourquoi, paradoxalement, ils ont renoncé à s'oublier. Il est sûr que la « rhétorique » du propos se supprime pas tout à fait leurs différences. Alors, qu'ils aient ou non à lire le « bande » qui défie devant eux, pour nous, téléspectateurs, c'est pareil : il faut, encore les dévisager, interpréter, ce qu'ils disent, comme on fait à l'école, en lisant sur leurs lèvres, ou comme dans un play-back.

## Visages codés

Témoins, le soir, à 20 heures, Roger Gicquel sur TF 1. Il introduit soudain un silence, glisse une phrase inachevée, un soupir, ou le ressort d'une mimique bien à lui. Mais c'est déjà un comportement qui traduit l'événement et corrige aussitôt la vision qu'il en donne. Jamais doctoral toujours « s'imposant », nimbé dans cet air déshabillé, rassurant et ténébreux qui appartient à son type, il s'offre à nous avec modestie, se fait moraliste, compréhensif, modelant les pils du front et les nuances du sourcil. Voilà bien une « présence iconique immédiate », qui autorise une identification, une projection sur sa personne et qui, de surcroît, exige une sorte de « réajustement psychologique », en mettant à la portée de tout un chacun l'idéal individuel du présentateur (2).

Les sondages sont là pour le prouver. Seulement, à la différence de beaucoup d'autres, Roger Gicquel est un spécialiste du raccourci, de la formule préparée par un récit préliminaire, une « rédaction parlée » — qui nous décrit la nouvelle dans l'écran de la légende. Ainsi le jour de la mort de Mao : « La mort d'un homme a toujours quelque chose de banal », ou le fameux : « La France a pu », après l'affaire de Troyes. Moins politique qu'il n'y paraît, le présentateur est malgré tout le porte-parole d'une sagesse souvent trop proverbiale, aux accents pathétiques qui demeurent ambigus.

Rien n'empêche, autrement dit, de « lire » d'un autre manière, la performance du présentateur. Et ces comportements étaient aussi des « messages » ? Et si, au fond, ces attitudes n'étaient qu'un « code » (un code de la physiologie : qu'on pense, par exemple, au physique baroudeur de Julien Besançon) dans lequel l'information est transmise ou, si l'on veut, « personnalisée ». Cette étrange contrainte imposée par le rôle paraîtrait plus significative encore. Admettons, en effet, que le langage de la

(1) Au sens sémiotique du mot, l'icône « est une image qui ne parle que d'elle-même », qui n'est que l'objet de son étude. Elle est, en effet, identique à son apparence sur l'écran.

(2) Les communications de deux expressions à Y. Nir (in *Television, contraintes et perspectives*, Mame éditeur, Préfaces de Jean Cassagne et d'Alain Baudry). L'auteur fut réalisateur à l'ex-O.R.T.F.

présence fait partie intégrante du personnage, c'est reconnaître que le côté « plastique », qui lui appartient en propre, n'a alors plus rien de naturel. Tel est bien, en définitive, le paradoxe « artiste », qui trouble l'idéal du journaliste.

Cela admis, parce qu'il nous apparaît moins vulnérable, irrédigible, dans son monopole verbal, Yves Mourousi brouille un peu les cartes. Le « Bonjour » du générique (tous les mdis sur TF 1, comme l'adit à la radio), c'est déjà lui, « présentifié », et l'on peut dire. En plus, son rôle est emprunté à la fonction d'animateur. D'où ce comportement plus élastique, qui relève de son code personnel : l'interview tous azimuts.

Fait-il figure alors, devant son invité, d'interlocuteur privilégié ? Non pas vraiment, le mot serait trop fort, pourait-il arriver qu'il sous-entende, tout haut, ce qu'il voudrait qu'il dise. Peu importe l'invité, un ministre, une actrice, un homme de lettres, nul ne pourrait le décevoir. Toujours en situation, et c'est là sa force, même en studio, personnel, semble-t-il, ne pourrait l'arrêter dans son voyage « iconique ». Ni Mario Soares, à Lisbonne, ni, mardi 5 octobre, Leonid Brejnev, à Moscou. C'est le « télé-type » majeur, complice de l'homme de régie, reporter providentiel, meneur de jeu d'une information livrée au monde, mais occupant quand même le devant de l'actualité, comme dans un spectacle pour tous les décors.

Une gestion efficace  
de la parole

Rien là que de très logique cependant. La « présence » du présentateur, auréolée dans l'effigie du gros plan, est consacrée par son rôle. Il l'emporte partout avec lui. Sur l'A 2, les choses sont bien différentes. On change de chaîne, et tout est plus intime. Le journal du soir met en scène des titres, analyse seulement un visage. C'est, d'une place de choix est réservée au « point de vue » : sorte d'éditorial où la subjectivité du journaliste est mise en valeur, parfois heureusement. Voici Guy Thomas, plus à l'aise, sans doute, dans ce rôle, ou Paul Lefèvre, qui se pique de prendre l'opinion à contre-pied (on se souvient que le premier protestait, il y a peu, et assez nettement, contre la vente du *Figaro*, ou que le second a pu s'attaquer, de façon humoristique, à la récente campagne anti-tabac), les échappent l'un et l'autre à la fascination du « télé-type ».

C'est hélas une compensation. Car la figure montante sur la chaîne, c'est à l'évidence Patrick Poivre d'Arvor, plus décontracté, plus accrocheur qu'aucun autre, assumant l'idéal du jeune cadre dynamique, et de l'analyste subtil, avec une voix si variée dans ses effets qu'elle les porte jusqu'à nous imperceptiblement. Parce qu'il n'a pas interiorisé son rôle (comme Roger Gicquel ou Yves Mourousi), Patrick Poivre d'Arvor est à même de mieux orienter le sens. Sans qu'il y apparaisse cependant,

sans jamais commettre d'erreurs, sans jamais manquer une allusion, sans oublier une citation. C'est bien lui la figure politique du présentateur, évoluant avec un réel plaisir dans le lieu de la « présence iconique immédiate », où la chose politique peut être expliquée parce qu'elle fait corps avec vous, et qu'elle vous va bien.

Tout indique en ce sens, depuis que Jean-Marie Cavada a pris ses nouvelles fonctions, la mise en place d'une nouvelle stratégie du journal et du magazine. Bref, un rapport nouveau s'établit entre les moyens et les fins, et on devine qu'une analyse rigoureuse des « effets » impose cette nouvelle gestion de la parole. Comme si sur l'A 2 on avait le sens aigu des « télé-types », plus péhénus, plus chatoyants qu'ailleurs, plus habiles en un mot : voir, dans un registre élargi, les manières de jeu des « Dossiers de l'écran ». Il est clair d'ailleurs, que le langage lui-même a une réalité « plastique ». Car il s'agit toujours de faire passer l'information par tel emploi d'un « ton », voulu, par tel « phrasé » typique, qui peut dès lors devenir l'apanage d'une physiologie, quand elle en exploite le relief. Ainsi, par exemple, Jean Lantzi module avec art les temps forts de la prononciation. En dernier recours, la parole est donc aussi créatrice de « caractères ».

Mais enfin se demande-t-on : pourquoi cette recherche du style ? Il ressort de la réponse à cette question que le jeu verbal fait apparaître comme par un fait exprès l'allure « extravertie » du présentateur. Ne devrait-il pas s'effacer derrière son rôle ? En regardant « C'est à dire », on découvre que non : s'il est à la recherche d'une expression qui soit, justement, moins « typée », le journaliste s'expose à devenir une sorte de psychologue patenté, ou mieux une sorte de champion du test en studio qui soumet le « grand témoin » à ses analyses. Or, là aussi, on exploite un autre « gestuel ». Et nous sentons de notre côté, à notre gêne, que Jean-Marie Cavada investit sur lui la décharge d'agressivité impartie à son rôle.

En réalité, la figure du présentateur (notamment « insolent », comme on dit si curieusement valorisée dans ce cas comme dans l'autre. Comment pourrait-il en être autrement ? Car l'information doit « à » personnel », reste bien, dans l'état actuel de la communication, indispensable au petit écran. Mais tandis que les visages plus anonymes donnent de cette attitude « artiste » — et même « extravertie », — propre au « télé-type », un correctif éloquent qu'on pense à Patrick Duhamel, à Michel Denisot sur TF 1, au visage disparu d'Hélène Vidal sur FR 3, il ne semble pas fatal que se vérifie, chez nous, la phrase de Walter Cronkite de C.B.S. : « Je suis une enseignante, le suis un isabel de télévision ». Ce serait confondre la promotion d'une image, et l'information : à visage humain.

JEAN-MAURICE MONNOYER.

## SUR UN GRAND ÉCRAN EN ARIÈGE

## « Ces Parisiens ont su le dire à leur façon »

D'un écran à l'autre, le petit, le grand, une émission de télévision ne change pas seulement de dimension : sa portée se modifie. Pendant un mois en Ariège, les habitants du Couserans ont vu (et mis en débat), des images, un documentaire, une création, qui parlaient d'un autre monde.

Gérard Guillaume et Jeanne Labruno ont réalisé pour l'Institut national de l'audio-visuel un documentaire qu'ils ont nommé *La Guerre des Demoiselles* et que TF 1 devrait diffuser. Il s'agit d'un fait historique dont ils ont eu la connaissance par la thèse de François Baby, 1848 : la monarchie censitaire, octroyant aux pressions des maîtres de forges, menaces de porter atteinte aux droits coutumiers. En effet, en Ariège, la montagne a toujours été utilisée par les paysans et les bergers : ils se servaient des forêts pour le bois (chauffage, constructions, objets usuels) et des pentes herbeuses appelées « esives » pour y faire paître les troupeaux, et cela, quel qu'en soit le propriétaire. La mise en place de gardes forestiers interdisant l'accès aux bois a fait surgir des révoltes paysannes successives, d'ailleurs fortement réprimées puisque des textes relatant l'intervention de mille cinq cents soldats. Partant de cet événement, les auteurs ont recherché certaines traditions orales conservant les hauts faits de cette époque. Décus par l'oubli qu'ils ont rencontré partout, c'est au présent, dans le comportement des Ariégeois, qu'ils ont le mieux retrouvé les attitudes des Demoiselles.

Ce documentaire une fois achevé, les auteurs ont tenu à aller le présenter eux-mêmes à ceux dont ils parlaient. C'est l'Association pour le développement de l'action culturelle par l'audio-visuel (ADACA), prenant la relais de l'I.N.A. (le Monde daté 22-23 août), qui a rendu réalisable la demande des maîtres du Couserans : voir le film, le présenter, avant son passage à la télévision. (A cause de ce financement précaire, les auteurs n'ont pu bénéficier de l'aide d'un assistant, ce qui leur a alourdi la tâche.)

Saint-Giron, 9 heures du soir. La salle du cinéma a ses quatre cent cinquante places occupées. Gérard Guillaume s'affaire autour du projecteur. Et puis, le film commence. Dès les premiers paysages, il y a des têtes qui se rapprochent, des murmures qui passent, on identifie les lieux, on commente les personnages, on rit devant les improvisations dramatiques ou devant les marionnettes du Magic Land Theatre. On applaudit quand est lue cette inscription tracée sur un mur : « Qui veut tuer un pays le vide de ses hommes », on s'indigne quand une ethologue dit que les gens ici ont gardé, dit-il, il n'y a pas un être parmi nous ce soir, ils n'ont que faire de discuter avec nous. En dehors du moment où on doit parler avec eux pour des intérêts particuliers, on ne les voit qu'en période électorale !

Jusqu'à 2 heures et demie  
du matin

À la fin des deux heures de projection, Gérard Guillaume vient se mettre face au public. Le débat s'engage. C'est d'abord la curiosité : pourquoi êtes-vous venus en Ariège, comment avez-vous écrit le scénario, pourquoi êtes-vous parti d'un fait historique, comment se finance un tel film ? Le réalisateur explique aussi complètement que possible l'univers qui est le sien, ses difficultés, son espoir d'arriver à capter une réalité qui lui est étrangère, son regard, sa peur de l'instrument qu'il manipule et qui manipule. Il ne schématise rien ; au contraire, il parle « complexe » avec un langage quelquefois difficile.

Mais il est compris, apprécié, car maintenant, minuit passé, un peu plus de la moitié de la salle est encore là. Insensiblement le terrain de la discussion devient autre, le public s'approprie la parole, le contenu du film est mis en question. L'Ariège est-il ce département qui se meurt dont parle une partie du récit ? Les mines qui ont fermé pour la plupart, les industries qui sont rares, l'énergie hydraulique qui s'en va ailleurs à grand renfort de lignes à haute tension, les jeunes qui s'expatrient, les terres trop morcelées pour faire vivre une famille.

L'Ariège est-il un lieu où la révolte

grande comme au temps de la guerre des Demoiselles ? Certes, il y en a dans le pays pour couvrir les murs d'inscriptions en patois, il y a des comités d'action contre telle ou telle emprise « du pouvoir central », contre les plantations de sapins de l'Office national des forêts qui empêchent les brebis d'aller paquer, contre la venue sauvage des touristes l'été. Mais on ne peut guère parler de révolte ici, constate un Ariégeois. « Écoutez, dit-il, il n'y a pas un être parmi nous ce soir, ils n'ont que faire de discuter avec nous. En dehors du moment où on doit parler avec eux pour des intérêts particuliers, on ne les voit qu'en période électorale ! »

On est venu à répondre à cette dernière question des auteurs : l'Ariège est-il un pays composé d'hommes capables de prendre leur destin en main ? Alors des discussions passionnées ont eu lieu pour ou contre le parc national, pour ou contre le tunnel transpyrénéen (conçu depuis 1969), sur la façon de réaliser le remembrement des terres pour attirer les jeunes ; comment tirer profit des richesses du sol et du sous-sol, comment promouvoir un tourisme qui serait vraiment à une échelle contrôlable par la population. Jusqu'à 2 heures et demie du matin, des positions, des arguments, se sont fait connaître, apprécier. Des individus qui se retrouvent, jamais rencontrés, de la ville, de la campagne, d'une génération à l'autre, d'une vallée à l'autre, se sont écoutés.

Et le lendemain, dans les cafés de la ville, les consommateurs parlent de ce qui a été vu, de ce qui a été dit. On a le sentiment, en écoutant les impressions des spectateurs, que ce film a créé un besoin d'être informé, d'être tenu au courant de tout ce qui les concerne, d'être pris pour des interlocuteurs valables, pour des adultes. « Beaucoup ne sont pas, par exemple, que le bois de nos arbres vient d'ailleurs, du Canada ou du Norvège, après tous les problèmes de rentabilité à long terme que cela pose », explique M. Pons, le facteur d'Aucassin. Sur le trajet de sa tournée, il montre la réalité du développement, les vieilles maisons de pierre

et d'ardoise qui s'écroulent, l'implantation des résidences secondaires qui cohabitent plus qu'elles ne rapportent à la commune. « Vous voyez, dit-il, ce film est comme un réveil qui sonne : les gens savent bien ici que cela ne va pas, mais ils se sentent impuissants. Ce parc national, nous le ressentons un peu tous comme un cataclysme sur une jambe de bois. Ces Parisiens ont su le dire à leur façon, et, croyez-moi, cela fait du bruit. »

Le jour suivant, le film était projeté à Castillon, où, là aussi, la salle des fêtes était trop petite pour contenir tous ceux qui étaient venus. On parlait gascoun entre familles et, durant le débat, on a évoqué la nécessité de conserver les droits coutumiers, en particulier celui de la chasse (les isards sont, paraît-il, plus nombreux que jamais cette année), la durée de la vie de montagne qui décourage les filiales à se marier au pays, des assurances sociales, qui sont meilleures en ville qu'à la montagne, des « espies » (hippies), ces nouveaux Pyrénéens dont il faut tenir compte en dépit des préjugés. A nouveau, tard dans la nuit, des paysans continuaient à discuter par petits groupes autour des auteurs.

Leur film a répondu à un besoin, celui de permettre à tous de s'exprimer, et plus particulièrement à ceux qui, parlant mieux le patois que le français, ne croient plus que leur avis a droit de cité. Malgré toutes les oppositions qu'ils ont rencontrées, les auteurs donnent par cette forme d'animation culturelle une dimension d'expression collective à leur travail. L'enrichissement auteurs-public est réel, et c'est peut-être une réponse au malaise de ceux qui participent aux Rencontres Internationales de télévision d'Aix-en-Provence : la télévision, dans sa mission de service public, peut être sortie de sa lucarne pour servir le révélateur, c'est-à-dire être à la fois miroir du produit télévisé et de la réalité saisie. L'expérience ariégeoise est de nature à faire rêver, à faire imaginer une « autre » télévision.

LAURE DEBREUIL.

سكنا في الحزن







# RADIO-TELEVISION

Vendredi 15 octobre

## CHAÎNE 1 : TF 1

12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 35, (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Émissions régionales ; 14 h. 5 (III), Émissions régionales ; 14 h. 25 (III), Court métrage ; 15 h. (III), Émission religieuse : La source de vie ; 17 h. 30 (III), Cuisine : La grande cocotte ; 18 h. 5 (III), A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ; 20 h. 30 (R), Conscience-Française : « Le Malade imaginaire », de Molière, mise en scène J.-L. Cochet, réal. J.-P. Carrère, avec J. Charron, J. Eysser, G. Descrières, F. Seigner, B. Dautun, J. Charron.

## CHAÎNE 2 : A 2

13 h. 35 (R), Magazine régional ; 13 h. 50,

Journal des sourds et des mal-entendants ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. (R), Série : Mannix ; 16 h. 30, Aujourd'hui magazine ; 16 h. 5, Fenêtre sur... ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Chacun chez soi ; 20 h. 30, Feuilleton : La pouspée saupiquante ; 21 h. 30, Émission littéraire : Anacrotrophe, prés. B. Pivot. (Et si nous parlions de quelques grands écrivains ?) Avec Mme Claire Goll (« La Pourcelle du vent »), Clara Malraux (« La Fin et le Commencement », tome 5), M. Christian de Borja (« Les aventures d'un jeune homme ») et Philippe Jaccottet (« Correspondances » de Rainer Maria Rilke).

22 h. 30, Ciné-club : « Metello », de M. Bolognini, avec M. Rinaldi, O. Piccolo, T. Aumont, L. Bosa. (V.O. sous-titrée). Dans les années 1880-1900, à Florence, la vie d'un fils d'ouvrier anarchiste qui devient musicien et se trouve mêlé aux luttes sociales et aux grèves.

trop érudites, un peu trop jolies, qui respirent les toutes des taches florentines.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Émissions pour la jeunesse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : La justice, Le comité des usagers ; 20 h. Les jour de 20 heures ; 20 h. 30, Magazine vendredi : Service public. (L'arme du blé) ; 21 h. 30 (R), Série : Méditerranée. (Troisième partie : L'aube.)

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Soudes d'une République » ; par R. Augier ; à 8 h. 32, « Devins, savants ou médecins », par X. Delcourt ; 8 h. 35, Écoute au hasard ; 9 h. 7, La matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Lecture d'un disque ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Trésor de Dieu », d'Alfred Assolant ; 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... « Paris les beaux jours » ; à 16 h. 10,

Musique ; à 16 h. 40, Lecture ; 18 h. 2, Un rôle, des voix ; 18 h. 30 (R), Feuilleton : « Les Fruits du Congo », d'A. Vielle ; 19 h. 30, Les grandes heures de la science moderne ; 20 h. Poésie ; 20 h. 45 (R), Récit : « Balzac », par H. Juin ; 21 h. 35, Musique de chambre : « Sonate no 2 » (A. Roussel), « Étampes » (C. Debussy), « Chant de Lino » (A. Jolivet), « Canzoneto » (G. Milhaud) ; 22 h. 35, Une fenêtre sur le monde ; 23 h. Weber : 150<sup>e</sup> anniversaire ; 23 h. 50, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 7, Les grandes voix humaines ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45, Sélection concert ; 13 h. 50, Jazz classique ; 13 h. 55, Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; à 18 h. 30, Carnet de bal ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30, Échanges internationaux de Radio-France ; Concert par l'Orchestre symphonique de Radio-Baden-Baden, direction E. Bour, avec H. Lukonka, soprano ; « Dances allemandes », orchestration Weber (Schubert), « Lieder opus 13 », « Choeurs pour orchestre opus 15 » (Weber), « Alban Berg » (Berg), « Symphonie no 8 en si mineur » (Schubert) ; 23 h. Cabaret du jazz ; 0 h. 5, Cabaret allemand ; 0 h. 50, Vieilles cires ; 0 h. 5, Porgy and Bess.

Samedi 16 octobre

## CHAÎNE 1 : TF 1

11 h. 30 (III), Émissions scolaires ; 12 h. (III), Le monde de l'accordéon ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 12 h. 45 (III), Jeunes pratiques ; 13 h. 50 (III), La France défigurée ; 14 h. 25 (III), Samedi est à vous ; 18 h. 10 (III), Animaux : Trente millions d'amis ; 18 h. 45, Magazine auto-moto ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ; 20 h. 30, Variétés : Numéro un (Nana Mouskouri) ; 21 h. 30, Série : Matt Helm ; 22 h. 30, Variétés : Les comiques associés.

## CHAÎNE 2 : A 2

12 h. 30, Sports : A vos marques ; 13 h. 45, Préhistoire : L'aube des hommes ; 14 h. 35, Les jeux du stade ; 17 h. 10, C'est pour rire, de M. Lancelot ; 18 h. La course autour du monde ;

18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Chacun chez soi ; 20 h. 30, Téléfilm policier : « Maigret chez les Flamands », d'après G. Simenon, réal. J.-P. Sassy, avec J. Richard.

Révoltes entre une riche famille flamande et deux foyers wallons, à la frontière franco-belge, autour du cadavre d'une jeune femme. 22 h. 5, Variétés : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 45 (R), Cabarets et cafés-théâtres : Drôle de baraque.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Un homme, un événement ; 20 h. Émissions d'outre-mer ; 20 h. 30, Regards sur les télévisions étrangères : La vengeance (Une émission du studio « Sender Fraies Berlin ») Réal. H. Schirf.

Un téléfilm policier original d'Allemagne de l'Ouest : un détenu atteint de maladie incurable bénéficie d'une remise de peine qu'il utilise pour se venger.

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Regards sur la science » ; à 8 h. 32, « 2001, l'espace et l'homme », par R. Augier ; 9 h. 7, La matinale des arts du spectacle ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole ; 12 h. 5, Le pont des arts ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Trésor de Dieu », d'Alfred Assolant ; 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... « Paris les beaux jours » ; à 16 h. 10,

22 h. 5, La fugue du samedi ou « m-fugue, m-raïsa », divertissement de B. Jérôme ; 23 h. 50, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Ptitresque et légères ; 8 h. Mélodies sans paroles ; 9 h. 7, Les grandes voix humaines ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45, Sélection concert ; 13 h. 50, Jazz classique ; 13 h. 55, Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; à 18 h. 30, Carnet de bal ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30, Échanges internationaux de Radio-France ; Concert par l'Orchestre symphonique de Radio-Baden-Baden, direction E. Bour, avec H. Lukonka, soprano ; « Dances allemandes », orchestration Weber (Schubert), « Lieder opus 13 », « Choeurs pour orchestre opus 15 » (Weber), « Alban Berg » (Berg), « Symphonie no 8 en si mineur » (Schubert) ; 23 h. Cabaret du jazz ; 0 h. 5, Cabaret allemand ; 0 h. 50, Vieilles cires ; 0 h. 5, Porgy and Bess.

Dimanche 17 octobre

## CHAÎNE 1 : TF 1

9 h. 15 (III), Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 5 (III), La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III), Magazine du dimanche ; 13 h. 20 (III), Vite le cirque ; 14 h. (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35 (III), Sports : Direct à la une ; 17 h. 25 (III), Téléfilm : « Le Retour de Mongo » ; 18 h. 45, Feuilleton : Les jours heureux ; 19 h. 15, Les animaux du monde ; 20 h. 30, Film : « L'affaire Dominici », de Cl. Bernard-Aubert (1972). Avec J. Gabin, V. Lanoux, G. Depardieu, C. Fontanel (N.). Une famille de touristes anglais est assassinée dans la nuit du 4 au 5 août 1952, en Haute-Provence à proximité de la ferme Dominici. L'enquête conduit à l'arrestation et à l'inculpation du fermier britannique. Reconstitution très honnête d'une affaire criminelle demeurée célèbre. Enquête et procès. Les questions restent vivaces.

22 h. 10 (R), La leçon de musique : L'Ensemble moyenâgeux Clementine Consort interprète les « vrais » Carmina Burana (treizième siècle).

## CHAÎNE 2 : A 2

11 h. 30, Concert : « les Éléments », de

J.-F. Rebel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. B. Bouli. 12 h. Magazine du spectacle : Ecran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30, Série : Kim ; 14 h. 10, Monsieur Cinéma ; 14 h. 50 (R), Film : « Les Fêtes galantes », de R. Clair (1936). Avec J.-C. Cassel, Ph. Avron, J. Richard, G. Casle, M. Dubois.

Un brigadier débrouillard et un paysan enroulé de forces combattent, entre deux camps ennemis, les méandres de la « guerre en dentelles ». Un divertissement satirique follement mené. 16 h. 20, Des animaux et des hommes ; 17 h. 10, Résultats sportifs ; 18 h. 50, Série : Super Jalmie ; 19 h. 10, Stade II ; 20 h. 30, Variétés : Récital ; 21 h. 30 (R), Série sportive : Les ombres disparaissent à midi (première partie : Maria la Rouge) ; 22 h. 5, Variétés : Prenez garde à la vie d'un petit village de Sibirie Et, d'abord, la lutte de Maria pour reprendre, de village en village, ses parents de la révolution.

## CHAÎNE III : FR 3

11 h. Émission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 11 h. 30, Immigrés parmi nous ; 17 h. 35, Pour les jeunes ; 17 h. 50 (R), Série : Méditerranée (rediffusion de l'émission du 15 octobre) ; 18 h. 45,

Spécial DOM-TOM : 19 h. Hexagonal ; 20 h. 5, Feuilleton : La tâche noire ; 20 h. 30 (R), Portrait : L'homme en question (l'écrivain Gérard de Vaulx). Prés. P.A. Boutang et G. Guegan.

21 h. 45, Aspect du court métrage : « La Jeune fille et la Mort », de G. Campana (musique de F. Schubert) ; « Requiem », de P. Beuchot (musique de G. Guegan) ; 22 h. 30 (R), Cinéma de minuit (cycle italien) : « Juliette des esprits », de F. Fellini (1965). Avec G. Masina, S. Milo, M. Pisu, V. Cortese.

Marceline, Juliette découvre qu'elle est trompée. Le monde, autour d'elle, se transforme en cauchemar, et à travers les souvenirs et les obsessions, la véritable personnalité de Juliette se révèle. « Juliette et moi » à l'usage de son épouse Juliette Masina. Un film schizophrène et baroque.

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Soudes d'une République » ; par R. Augier ; à 8 h. 32, « Et Moïse fut instruit de la sagesse des Égyptiens », de G. Rothblat ; 9 h. 7, (R), Les fonds de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Écoute musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Trésor de Dieu », d'Alfred Assolant ; 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... « Paris les beaux jours » ; à 16 h. 10,

A. Taurietto, G. Donizetti, N. Castiglioni, Brahms) ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Saul de Tars », de O. V. de L. Milos ; 16 h. 5, Concert par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Comas, avec R. Ysaac, H. L. Penner, H. L. Penner, H. L. Penner ; 17 h. 30, Rencontre avec Louis Weiss, par P. Gellou ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10 (R), La chaîne des cinéastes ; 20 h. Poésie ; 20 h. 5, Poésie interrompte ; 20 h. 40 (R), Atelier de création radiophonique : Prix Italia 1976 ; 23 h. Black and Blue ; 23 h. 50, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h. Cantate pour le 16<sup>e</sup> dimanche après la Trinité ; 9 h. 2, Musical griffu ; 11 h. Festival de Vienne 1976, avec l'Orchestre du Festival et le chorale C. Aray, direction F. Lallier (Beethoven, Strauss) ; 13 h. Opéra-buffa ; 14 h. La tribune des critiques de musique : « Schubert » (Verdi) ; 17 h. (R), Le concert égyptien de G. Halimi (Mozart, Schubert, Beethoven, Grieg, Berlioz, J. Genet, L. Nono) ; 19 h. La route des longitudes ; 19 h. 35, Jazz vivant ; 20 h. 30, Festival de Schwetzingen... Duo de piano : « Sonate pour deux pianos en ré majeur K. 468 » (Mozart), « Andante et variations pour deux pianos en si bémol majeur opus 46 » (Schumann), « Aria et toccata pour deux pianos » (1924) (B. Jol) ; « Sonate pour deux pianos en la mineur opus 34 » (Brahms), « Kyrie » (Grieg) ; « Passacaille et « Fugue en ré mineur » (J.-S. Bach) ; 22 h. 30, Scriabine ; « Troisième Symphonie » ; 23 h. Les tous de la musique ; 0 h. 5, Le cabaret allemand ; 0 h. 50, Salade.

Lundi 18 octobre

## CHAÎNE 1 : TF 1

10 h. 30 (III), Émissions scolaires (reprise à 14 heures) ; 12 h. 15 (III), Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III), Midi première ; 13 h. 35 (III), Émissions régionales ; 13 h. 50 (III), Rester donc avec nous ; 14 h. 45 (R), Série : Colditz ; 17 h. 35 (III), Le club du lundi ; 18 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 18 h. 45, Pour les petits ; 18 h. 40, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 45, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ; 20 h. 30, Téléfilm : Les missiles d'octobre, réal. A. Page.

Comment et pourquoi l'installation, en 1952 à Cuba, des missiles soviétiques ? Vers 23 h. Débat.

Sur le thème de la stratégie Est-Ouest sont invités : le général Pierre Gallois ; MM. Couste de Brucelle, ancien premier ministre ; Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S. ; Pierre Salinger et Louis Baillet, député de Paris (P.C.).

## CHAÎNE 2 : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Chantiers et musiciens de rue ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R), Série : Mannix ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 16 h. 5, Fenêtre sur... ; 18 h. 35, Le palmarès des enfants ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Chacun chez soi ; 20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Chronique : Les années Bonheur ; 22 h. 50, Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Émissions pour la jeunesse ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : M. Jacques Laurent ; 20 h. Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30 (R), Prestige du cinéma : « Le voleur », de L. Malle (1968). Avec J.-P. Belmondo, G. Bujold, M. Dubois, J. Guimard.

Dans les années 1890, un jeune douglois devient voleur pour se venger de son oncle. Mais il prend goût au vol et en fait son métier, et un délit.

Adaptation très soignée et politiquement satisfaisante d'un roman anarchiste de Georges Darien.

## FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... « Soudes d'une République » ; par R. Augier ; à 8 h. 32, « Et Moïse fut instruit de la sagesse des Égyptiens », de G. Rothblat ; 9 h. 7, (R), Les fonds de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Écoute musicale ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ; 13 h. 30, Musiques extra-européennes ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5, Un livre des voix : « Le Trésor de Dieu », d'Alfred Assolant ; 14 h. 45, Radio scolaire ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... « Paris les beaux jours » ; à 16 h. 10,

20 h. Poésie ; 20 h. 5 (R), « Le Cyclope », adapté d'Euripide, avec R. Bré, R. Vattier, V. Messica ; 21 h. 5, L'Europe salue « les Vivants et les Dieux » : « Le Coran », avec E. Virey et M. Lelong, réalisation B. Sauter ; 22 h. 55, Une fenêtre sur le monde ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Petites formes ; 9 h. 30, La règle du jeu ; vers 10 h. 30, Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45, Sélection concert ; 13 h. 50, Jazz classique ; 13 h. 55, Micro-facteur ; 14 h. Méthodes sans paroles ; 17 h. 30, Écoute, magazine musical ; à 18 h. 30, Carnet de bal ; 20 h. Présentation du concert ; 20 h. 30, Échanges internationaux de Radio-France ; Concert par l'Orchestre symphonique de Radio-Baden-Baden, direction E. Bour, avec H. Lukonka, soprano ; « Dances allemandes », orchestration Weber (Schubert), « Lieder opus 13 », « Choeurs pour orchestre opus 15 » (Weber), « Alban Berg » (Berg), « Symphonie no 8 en si mineur » (Schubert) ; 23 h. Cabaret du jazz ; 0 h. 5, Cabaret allemand ; 0 h. 50, Vieilles cires ; 0 h. 5, Porgy and Bess.

625 - 819 lignes

## INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Journal ; 20 h. Journal (le dimanche, 19 h. 45) ; vers 23 h. Dernière édition.

A 2 : 15 h. Flash ; 20 h. Journal ; vers 23 h. Dernière édition.

FR 3 : 19 h. 55, Journal ; vers 22 h. Dernière édition. REGIONALES : 19 h. 20, Ensemble du réseau.

## Petites ondes - Grandes ondes

### Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 5 h. La matinée à la pile ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. 5, Sur à malices (samedi) : Questions pour un samedi ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Rétro-nouveaux ; 13 h. Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 16 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Bonsoir ; 19 h. Journal ; 20 h. 10, Marche ou réve (samedi) La tribune de l'histoire ; dimanche : Le monde et la plume ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : (informations toutes les heures) ; 5 h. 40, Philippe Gilès ; 9 h. 15, Denise Fabre ; 11 h. File on face ; 12 h. Cash ; 13 h. Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30 (R), Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. (R), Une femme, un homme (le samedi : Histoire d'un jour) ; 16 h. 30, Tout peut arriver ; 18 h. Le journal de Pierre Lescure ; 19 h. Jean-Loup Létour ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 22 h. 35, Top à Wall-Street (le samedi : Ce va être un été) ; 24 h. G. Saint-Bris.

### Religieuses et philologiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15, Horizon ; 8 h. Oratorio et christianisme oriental ; 8 h. 30, Prêtres et mystiques ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, Le livre pensée française (le 10) ; La Grande Loge de France (le 17) ; 10 h. Messe.

### Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit Jacqueline Gauthier (lundi), Mme Claude de Gramat (mardi), Mme Dominique de Béthune (mercredi), Jean-Michel Ribes (jeudi), Edith Cresson (vendredi).

Entendu

## CADENCES ANTILLAISES

« Je, enraciné dans l'autre... René Jentet a pris racine, par le son, dans les Antilles (le Monde daté 26 - 27 septembre). Radiateur de radio, il a composé, en hommage à une terre qu'il a longtemps explorée et beaucoup interrogée, un « chant d'amour » à sa façon. Il l'intitule : « Tol. Page mélodique insérée dans le volume des Carnets de voyage aux Antilles (diffusé presque quotidiennement sur France-Culture depuis le 25 septembre). Tol. résonnera différemment aux oreilles de chacun. Poème, pour qui sait entendre la musique des sons. Musique, pour qui ne diabolise guère langage parlé et langage sonore. « Poème musical », comme on dit.

Mais, surtout, succession de tensions et de détente : ici des échos clairement identifiables (rires, brèves de discours, déclarations officielles, moi, criés, phrases en italiques) ; ailleurs, des traces presque effacées (voies ou oiseaux ?) ; approuvements ou ondes ? ; d'aut le perception se mêle et brouille en des matières sonores, neures, ni repérables ni désignées. Il y a chez René Jentet un sens du « légendaire » dans le montage et du « crépusculaire » dans le mélange que lui envieront bien des compositeurs de musique électroacoustique : Tol peut être entendu aussi comme une « censure » en soi. Mais, plutôt, comme une information sur les Antilles, une information par le sensible. — A. R.

## ABRÉVIATIONS

Dans le supplément radio-télévision, les signes (\*) renvoient à la rubrique Écouter, voir les articles de première page de l'entente ; (R) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (S) les émissions de France-Culture en stéréophonie ; (III) les programmes de TF 1 passant en couleurs sur FR 3, en province.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4287-22

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
58 F 175 F 232 F 338 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
188 F 255 F 323 F 450 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG  
125 F 175 F 232 F 338 F

II - TUNISIE  
163 F 215 F 282 F 390 F

Par voie aérienne  
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute virement) voudront bien joindre en chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de relayer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Je paye 1.50



# La II<sup>e</sup> Foire panafricaine d'Alger



## UN FORUM DE RÉFLEXION ET UN CENTRE DE DÉCISION

« C'EST une foire militante. - Inhabituelle pour qualifier ce genre de manifestation, l'expression correspond parfaitement à la conception que M. Mohamed Farrah, directeur général de l'ONAFEX (Office national algérien des foires et de l'exportation commerciale), se fait de la II<sup>e</sup> Foire panafricaine, qui se tient du 2 au 17 octobre. Bien qu'elle se déroule au même temps que la XIII<sup>e</sup> Foire internationale d'Alger, il a voulu que la « Panafricaine », comme on dit ici, ait la vedette et que tout gravite autour d'elle.

« L'Algérie est donc une fois de plus le carrefour de l'Afrique », nous dit-il. « Il ne s'agit pas là d'une simple manifestation. En effet, cette foire est plus nécessaire que jamais quand on sait que les échanges entre les pays africains sont inférieurs à 5 % du total de leurs échanges avec le monde extérieur. C'est décisif. » Passionné par son sujet, il poursuit : « Le paradoxe est que les Africains consomment des produits africains, qu'ils importent d'autres pays situés hors du continent. Et à quel prix ! »

Il explique qu'entre deux capitales qui, normalement, devraient commercer ensemble, il se trouve toujours quelque courtier pour empêcher la relation directe de se nouer. Il admet que l'élimination de ces intermédiaires pose mille et un problèmes : transports, télécommunications, secteur bancaire, assurances, etc.

« Mais l'important n'est-il pas d'abord d'affirmer la volonté politique, de « casser » les

relations verticales avec le reste du monde au profit de relations horizontales plus substantielles ? » Pour y parvenir, il faut commencer par le commencement : se rencontrer et apprendre à se connaître pour mieux coopérer. C'est pourquoi, dès le mois de mai, prenant son bâton de pèlerin, il avait entrepris la tournée des capitales africaines pour obtenir un maximum de participation.

Au cours des réunions préparatoires, M. Layachi Yaker, ministre algérien du commerce, avait exposé ses vues à ses collègues africains : « La Foire sera le lieu où se trouveront exposées et confrontées les réalisations et les productions de l'ensemble des pays africains. Ceux-ci pourront également présenter une image de leurs ressources minières, agricoles et industrielles, exposer leurs perspectives de développement, préciser leurs objectifs de production et d'exportation. » En somme, « la Foire doit permettre d'améliorer très substantiellement la connaissance qu'ont les États africains, leurs gouvernements et leurs agents économiques des potentialités d'échanges directs interafricains et de tous les problèmes liés à ces échanges ».

Finalement, sur soixante pays participants, on compte vingt-six pays africains (1). C'est peu quand on sait que l'O.C.A. rassemble une cinquantaine de membres et que le « sommet » de l'Organisation, réuni à Kampala, avait, dès juillet 1975, désigné l'Algérie comme pays d'accueil. C'est honorable si l'on pense qu'une douzaine d'États africains exposent habituel-

lement à la Foire d'Alger et aux autres foires du continent. Certains stands déçoivent, mais d'autres reflètent un réel effort. C'est le cas pour ceux du Ghana, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, de l'Ouganda et du Zaïre, sans parler de ceux qui disposent d'un pavillon permanent, comme l'Égypte, la Libye et la Tunisie.

### Trois objectifs

Commissaire de la deuxième Panafricaine, M. Farrah s'était fixé trois objectifs. Le premier consistait à transformer cette rencontre — comme cela a été le cas pour la Foire d'Alger sur le plan national — en une « leçon de choses » illustrant la réalité africaine. « Militante », la Foire a également une signification politique, et c'est pourquoi les mouvements de libération sont présents (2).

Le deuxième objectif était de faire de la Foire un forum de réflexion et même un centre de décisions. « Celles-ci, a précisé M. Yaker, seront prises en application des résultats de la quatrième conférence des ministres du commerce de l'O.C.A., tenue à Alger en novembre 1975. » Une série de rencontres à tous les niveaux a donc été programmée. (Voir ci-dessous.)

Le troisième objectif de M. Farrah était de faire de la Foire une fête de l'Afrique. N'oubliant pas qu'il s'agit d'un homme de théâtre, cet amateur d'art a voulu que le public — baigne dans un environnement cultu-

rel typiquement africain. Pour cela, il a conçu un programme au moins aussi ambitieux (lire page 21 l'article de Claudine Rulau) que celui mis au point pour l'économie.

De stand en pavillon, de colloque en conférence, on peut ainsi mesurer le chemin parcouru depuis Nairobi. A l'époque, explique M. Farrah, l'Afrique et le tiers-monde en étaient encore au stade de la prise de conscience. L'importance des phénomènes économiques dans la consolidation des indépendances avait été perçue, mais il restait à maîtriser les instruments susceptibles d'atteindre les objectifs fixés. Depuis, un certain nombre de rencontres et d'événements ont permis de déblayer le terrain — « sommet » des non-alignés, « sommet » de l'OPPE, réunion extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières, conférences du groupe des « 77 », etc. Tremplin pour de nouvelles actions pratiques, la Panafricaine apparaît donc comme l'aboutissement concret et vivant des grandes conférences qui abordent les mêmes problèmes sous un angle théorique.

PAUL BALTA.

(1) Bénin, Comores, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, République centrafricaine, Nigeria, Ouganda, R.A.D., Sénégal, Somalie, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie.

(2) A.N.G. (Zimbabwe), S.W.A.P.O. (Namibie), C.O.A. (Côte d'Ivoire), M.L.D. (Djibouti), A.N.C. (Afrique du Sud).

### Une série de colloques et de rencontres

Les organisateurs de la « Panafricaine » ont mis sur pied un ambitieux programme de colloques et de rencontres d'où sortent, ila l'espère, des actions concrètes.

« Le deuxième symposium sur la promotion du commerce interafricain, qui s'est tenu au Club des Pins du 4 au 7 octobre, a dressé un bilan des réalisations effectuées depuis la première Foire panafricaine de Nairobi, en 1972. Au cours de cette réunion organisée conjointement par l'O.C.A. et la C.E.A. (Commission économique pour l'Afrique), des ministres et des hauts fonctionnaires chargés des problèmes de coopération économique et commerciale ont recensé les difficultés qui entravent le développement des échanges interafricains et étudié les moyens de les favoriser.

« Un colloque afro-arabe sur la promotion de la coopération se tiendra les 13 et 14 octobre au palais des Nations avec la participation des opérateurs de commerce (chambres de commerce, compagnies d'assurances, agences de fret, etc.). Précedant le « sommet » arabo-africain prévu pour 1977, ce colloque aura un caractère pratique contrastant avec les conférences de ministres ou d'universitaires qui s'étaient situées sur les plans économique et théorique.

« La réunion constitutive de l'Association des foires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine aura lieu du 11 au 13 octobre. L'idée en avait été lancée lors du symposium sur le fonctionnement et l'organisation des foires réuni à Milan sous l'égide de l'ONUDI (Office des Nations unies pour le développement et l'industrie). Le directeur général de la Foire d'Alger avait alors été chargé de prendre les contacts nécessaires à l'aboutissement du projet. Il a été, depuis, décidé que l'Association qui devra promouvoir la coopération entre les organismes des foires du tiers-monde verra symbolique-

ment le jour à Alger à l'occasion de la Panafricaine.

« Un séminaire sur la coopération technique entre l'Union des foires internationales et les Foires internationales africaines se tiendra au palais des Expositions les 14 et 15 octobre. Il vise à assurer un certain transfert technologique, l'Union des foires internationales devant contribuer à former des cadres africains.

« Des journées techniques sur les télécommunications et les transports ont eu lieu les 9 et 10 octobre au palais des Expositions. Elles ont permis d'établir un programme des besoins à satisfaire en priorité dans ces domaines fondamentaux sans lesquels les échanges économiques, politiques et culturels ne peuvent progresser. Or ces deux secteurs sont notoirement insuffisants en Afrique au début des initiatives prises ici ou là, comme la Transaharienne ou la Transmaghrab.

« Une conférence-débat aura lieu le 18 octobre sur les conclusions du premier congrès des économistes du tiers-monde qui s'est tenu à Alger du 2 au 7 février. Les participants s'étaient plus particulièrement penchés sur trois points : les relations économiques internationales et le blocage du développement des pays du tiers-monde ; les impératifs concrets du nouvel ordre économique international ; les conditions internes de ce développement auto-centré et auto-suffisant. « Je souhaite, nous a dit M. Farrah, que cette fois les théoriciens confrontent leurs vues avec les hommes du commerce qui ont les pieds sur terre et voient les choses d'un façon pratique. »

« Le comité exécutif de la C.E.A., groupant les ministres africains du commerce, se réunira enfin du 12 au 15 octobre au palais des Nations pour tirer les enseignements de la foire et des différentes rencontres, formuler des recommandations et éventuellement prendre des décisions. » P. B.

## Le commerce entre pays africains échappe en grande partie au contrôle des États

AU vu des seules statistiques, l'Afrique est un continent où, dans chaque pays, on ignore soigneusement ses voisins : d'après la Banque mondiale, en 1974, 4,6 % seulement des exportations de l'ensemble de ces pays étaient destinées à d'autres pays africains, soit à peine 1,6 milliard de dollars sur les quelque 35 milliards de ventes à l'étranger. Si le panafricanisme s'est dit, dès juillet 1975, désigné l'Algérie comme pays d'accueil. C'est honorable si l'on pense qu'une douzaine d'États africains exposent habituel-

L'Afrique reste essentiellement un producteur de matières premières. Ses clients sont ceux qui disposent des équipements nécessaires pour les transformer. Ces équipements, d'Alger au Cap, il n'en existe guère en dehors de l'Afrique du Sud, d'Addis au Maghreb, d'Asmara en Érythrée, d'Aluminium au Cameroun et au Ghana, d'industries textiles d'Égypte et de Côte d'Ivoire, huileries (en particulier au Sénégal et au Nigeria), quelques raffineries de pétrole : on a vite fait l'inventaire. Un exemple caractéristique : gros producteur de phosphates (Maroc, Sénégal, Togo), l'ensemble du continent consomme peu d'engrais et n'en fabrique pas du tout.

Les quelques industries légères existantes sont en général de faible importance pour débiter de leur marché national. Quand elles le peuvent, elles se heurtent à la concurrence d'industries similaires. Aucune véritable concentration n'a encore été entreprise pour tenter d'harmoniser les développements dans le sens de la complémentarité, même au Maghreb. Comme il fallait créer des emplois tout en s'efforçant de diminuer les importations, on a fait partout la même chose : des petites entreprises adaptées au faible niveau technologique et à la rareté des capitaux.

Sur le plan des produits vivriers, la situation n'est pas meilleure. Certes, dans ce domaine, une forme de complémentarité

existe, ne serait-ce qu'entre la savane centrale avec son élevage et son mil, et les régions côtières avec, entre autres, le riz, les bananes, les fruits, le café. Mais l'obstacle ici est constitué par la faiblesse de la production. Tous les pays d'Afrique connaissent un déficit vivrier. Ils sont tous, en particulier, importateurs de céréales. Ce sont les cultures tournées vers l'exportation en direction de l'Europe ou de l'Amérique qui se développent, reflétant du soulèvement des Africains : vendre aux pays riches, les seuls capables de fournir les biens d'équipement ou de consommation dont on a besoin ou envie.

### Du bétail au sel : les routes traditionnelles

Pourtant, au-delà de cette médiocrité statistique, l'Afrique commerciale existe et connaît même une vie intense. Mais, pour la plupart, ses transactions continuent d'échapper au contrôle des États modernes. Voici d'abord les routes traditionnelles du bétail et de la cola. En octobre, à la fin de la saison des pluies, les commerçants forment sur les grands marchés du Sahel les troupeaux qu'ils vont conduire vers les zones côtières. Le développement des ranches d'embouche et de l'élevage industriel tend à faire régresser ce système, dont le principal inconvénient est de faire perdre aux bêtes, au cours des longues marches, une partie notable de leur poids. Il n'en demeure pas moins la base d'un très important trafic. Combien de têtes de bétail sont ainsi acheminées chaque année à travers les plaines de la savane ? Il est, bien sûr, impossible d'avancer un chiffre sérieux : aucune comptabilité de ces mouvements n'a jamais été tenue. Vu l'importance du troupeau sabélin (sans doute une dizaine de millions de bovins, même après les pertes des années de sécheresse) et le rythme d'exploitation traditionnelle (10 % par an), on peut l'estimer à deux ou trois cent mille.

La cola continue à constituer un des principaux frets de retour. Là, encore, rien ne permet de dire quelle est l'importance du trafic, en volume ou en valeur. Combien les Africains consomment-ils d'amandes de cola chaque année ? C'est inévaluable. Le consommateur lui-même se trouve bien en peine de fournir une indication pour ce qui le concerne, s'il arrive qu'on lui pose la question. Une seule certitude : la circulation de ce produit est intense. Il alimente largement le commerce africain avec une autre denrée, elle aussi omniprésente, le poisson séché.

Il s'agit le plus souvent de poisson d'eau douce, mieux apprécié que le poisson de mer. En Afrique occidentale, les grands centres de production sont le Sénégal, le Mali, le Niger et le Nigeria. On y tire des deux grands fleuves (Sénégal et Niger), du lac Tchad et de son affluent, le Komadougou. En Afrique centrale, le Congo et l'Oubangui fournissent le plus clair de la production. L'Afrique orientale trouve ses poissons dans la chaîne des grands lacs. La pêche est effectuée par des clans traditionnels, spécialisés dans cette activité, mais ce sont les commerçants, ces commerçants qui forment à travers tout le continent un réseau d'une extraordinaire densité, qui prennent en charge le poisson et en assurent la distribution, souvent à des centaines de kilomètres. Aucune frontière, aucune douane, aucun contrôle n'a jamais pu s'opposer à cette circulation ni même la canaliser.

Autre commerce traditionnel qui reste florissant au Sahara et au Sahel : celui du sel. Les efforts effectués par l'Algérie et le Mali pour tenter de fixer leurs nomades touaregs n'ont pas réussi jusqu'ici à en réduire l'importance. Achetés en pains ou en tablettes à Idjil ou à Trarza en Mauritanie, à Toudennia au Mali, à Segouine, Bisma ou Tiguilam N'Tessoum au Niger, ou dans le Hoggar algérien, le sel arrive sur des marchés comme Niara, Tombouctou, Zinder, Ma-

radi, puis de là glisse vers le sud, pénètre en Haute-Volta au nord du Togo, du Dahomey, du Nigeria, du Ghana. Dans ce domaine, on possède quelques chiffres : Idjil produirait 20 à 25 000 tonnes de 20 kilos (500 tonnes) par an, Trarza 5 à 6 000 tonnes (120 tonnes), Toudennia 3 à 4 000 tonnes, Tiguilam N'Tessoum 1 000 tonnes. Mais ces approximations sont-elles valables ? Une seule chose est certaine : le plus clair des revenus du sel sert à acheter du mil et, depuis peu, du riz, quand on en trouve.

### Le triangle du diamant

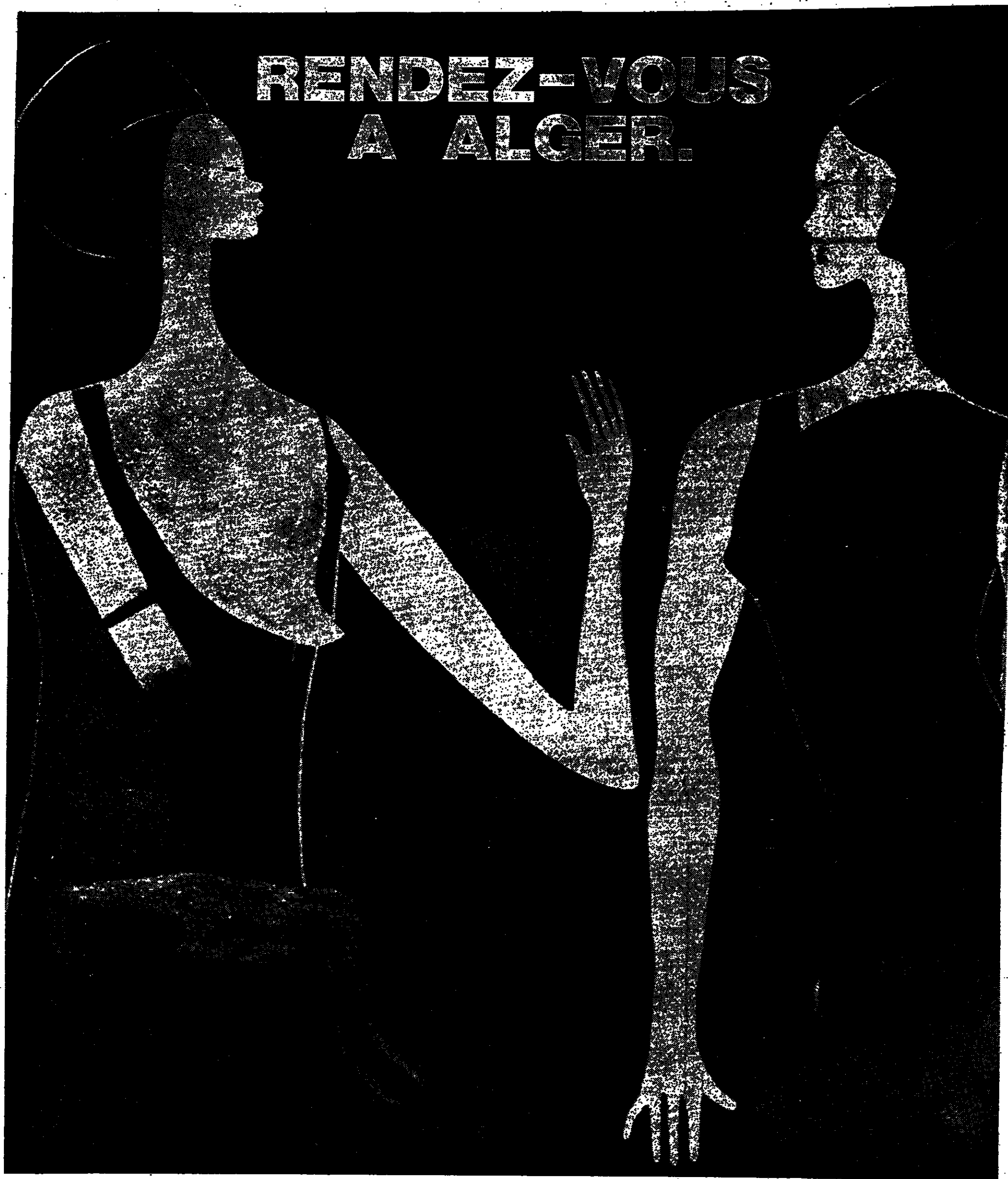
L'Afrique commerciale ne s'arrête pas là. Organisée depuis toujours dans un espace qu'aucune législation efficace ne venait cloisonner, elle a su très vite s'adapter à la situation nouvelle créée par l'apparition des États et mettre à profit les disparités économiques et financières qui pouvaient résulter de ce cloisonnement, si bien qu'il faut aujourd'hui aller chercher les véritables échanges entre pays africains au niveau du commerce illégal.

En tête dans ce domaine, les déplacements de marchandises provoqués par des différences dans les couts ou les régimes de taxation, des pénuries locales ou, plus simplement, des problèmes de voisinage, d'habitudes acquises ou de commodité de transport. Les frontaliers, partout dans le monde, sont plus ou moins à cheval sur leur frontière. En Afrique, c'est la réalité de la frontière elle-même qui, souvent, n'est pas perçue, sauf lorsqu'il peut en résulter un profit supplémentaire. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, une partie du jute tanzanien est absorbée par le Kenya ; le cacao produit au nord du Gabon est vendu en Guinée équatoriale. Suivant les cas, les Ewes du Togo livrent le leur aux Ewes du Ghana ou vice versa, et les arachides des Haoussa du Niger se mêlent à celles des Haoussa du Nigeria.

JACQUES VIGNE.

(Lire la suite page 18.)





# RENDEZ-VOUS A ALGER.

**IIème FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE XIIIème FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER**  
du 1er au 17 octobre 1976

## PROGRAMME ARTISTIQUE

**ENSEMBLES FOLKLORIQUES ALGERIENS**  
● BALLET NATIONAL ALGERIEN ● ENSEMBLE NEDJMA DE BLIDA  
● ENSEMBLE REGUIBET TINDOUF ● ENSEMBLE KARAKABOU DE BISKRA  
● ENSEMBLE DE BERRIANE ● ENSEMBLE BENDOUS D'ARRIS ● ENSEMBLE  
DE MSIRDA ● ENSEMBLE OULED EN HAR DE TLEMCEEN ● ENSEMBLE DE  
SOUK AHRAS ● ENSEMBLE EL ALLAQUI DE TEMOUCHENT ● ZORINA ET  
ENSEMBLE DE AIN EL HAMAM ● ZORINA ET ENSEMBLE DE BENI IZGUEN

**ENSEMBLES AFRICAINS**  
● MADAGASCAR ● MOZAMBIQUE ● NIGER ● OUGANDA ● GHANA ●  
● LIBERIA ● ILES MAURICE ● TUNISIE ● NIGERIA ● COTE D'IVOIRE ●  
● MALI ● CONGO ● EGYPT ● COMORES ● KENYA ● ZAIRE ● LYBIE

et d'autres spectacles dans les structures dont le célèbre ensemble  
KIRGHIZE d'U.R.S.S.

## PROGRAMME CULTUREL

- EXPOSITION SOUS LE THEME « L'AFRIQUE A TRAVERS LE LIVRE ».
- EXPOSITION DE PEINTURE ET SCULPTURES D'ARTISTES AFRICAINS.
- 1er SALON AFRICAIN DES ARTS PLASTIQUES
- EXPOSITION D'OEUVRES MUSEOGRAPHIQUES AFRICAINES
- EN PROVENANCE DE MUSEES AFRICAINS ET DE COLLECTIONNEURS  
CELEBRES SOUS LE THEME « PATRIMOINE CULTUREL ET ARTISTIQUE  
AFRICAIN ».
- QUINZAINES DU CINEMA AFRICAIN PROJECTION DE FILMS INEDITS
- FESTIVAL DES ENSEMBLES MUSICAUX ET FOLKLORIQUES AFRICAINS.
- CONCOURS LITTERAIRE POETIQUE SUR LE THEME « EPOPEE  
AFRICAINNE RETRACANT LES HAUTS FAITS DE GRANDS PATRIOTES
- CONCOURS LITTERAIRE SUR LE THEME « LA VIE, L'OEUVRE ET LA DOCTRINE  
DE FRANZ FANON ».
- CONCOURS POUR UNE OEUVRE TRAITÉE: ETUDE SUR LE THEME:  
LES VOIES AFRICAINES D'APPROCHE POUR UNE ECONOMIE LIBREE.
- CONCOURS POUR L'EDIFICATION D'UN MONUMENT A LA GLOIRE  
DE L'AFRIQUE
- CONCOURS DE DESSINS D'ENFANTS D'AFRIQUE.



سكنى الجزائر



## Alger milite pour la libération politique et économique du continent africain

« L'AFRIQUE est le continent le plus pillé et le plus exploité. C'est pourquoi le grand axe de la politique africaine de l'Algérie est la décolonisation », nous a dit le président Boumedienne. Cette décolonisation suppose une double lutte pour

la libération politique et pour la libération économique. « Deux volets complémentaires et inséparables », souligne le haut fonctionnaire. « Cela explique pourquoi notre interlocuteur, qui aide aux mouvements de libération — les vrais, évidemment, — le soutien aux

guerres d'indépendance, la construction de la route transsaharienne, l'établissement de liaisons aériennes, routières, maritimes, ferroviaires et téléphoniques entre pays du continent, la décolonisation des sociétés multinationales, sont pour nous les facettes d'un même combat. »

Que l'Algérie ait organisé hier le premier Festival culturel panafricain et qu'elle accueille aujourd'hui la deuxième Foire panafricaine relève de la même stratégie. Celle-ci reflète elle-même la démarche suivie sur le plan intérieur par le pays qui, une fois indépendant, a mis en route la triple révolution industrielle, agricole et culturelle, en partant chaque fois du principe qu'il faut « d'abord compter sur soi ». En se fondant sur l'expérience acquise, la diplomatie algérienne a élaboré une réflexion théorique. Ainsi estime-t-elle que les luttes de libération et la consolidation des indépendances sont liées à l'environnement géopolitique. Un pays qui se bat contre une puissance coloniale réussira à s'affranchir d'autant mieux et d'autant plus vite qu'il sera aidé par ses voisins sur le plan régional et soutenu par les alliés du tiers-monde sur le plan international.

### Soutenir les luttes de libération

« Nous savons tout cela d'instinct », disent les Algériens, « que nous étions vraiment seuls quand nous avons déclenché le soulèvement du 1<sup>er</sup> novembre 1954. De même étions-nous seuls en 1971 lors de la nationalisation des hydrocarbures. Depuis, bien d'autres nous ont imités. L'Algérie a donc naturellement cherché à favoriser tout ce qui peut renforcer l'union des Etats africains et l'unité du continent en apportant son concours à toutes les entreprises de décolonisation. Elle part du principe que plus il y a de colonies qui s'affranchissent, plus les pays déjà indépendants se sentent confortés ou consolidés. »

L'Algérie accueille donc les représentants de tous les mouvements de libération jugés « authentiques ». Elle accorde une aide matérielle à ces organisations et contribue à former leurs guérilleros et leurs dirigeants. Ainsi le président du Mozambique, M. Samora Machel, et nombre de responsables — et

non des moindres — de l'Angola, de la Guinée-Bissau, des îles du Cap-Vert, etc., sont passés par « l'école révolutionnaire algérienne ». Aussi les dirigeants algériens estiment-ils qu'ils sont logiques avec eux-mêmes et fidèles à leur stratégie en soutenant le Front Polisario et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

### Une meilleure maîtrise

« Chaque fois qu'un peuple africain contrôle un peu plus et un peu mieux ses richesses économiques et culturelles, il acquiert une meilleure maîtrise de son destin national », disent encore les Algériens. Dans ces domaines, l'action étant inséparable de la prise de conscience et de la réflexion, l'Algérie a multiplié au cours des dernières années l'organisation de conférences, de séminaires, de colloques sur des thèmes économiques, scientifiques, techniques et évidemment politiques. Tour à tour, chefs d'Etat, ministres, économistes, sociologues, spécialistes du pétrole, de l'énergie solaire, de la normalisation, etc., se sont retrouvés à Alger.

Les Africains, et d'une façon générale les pays du tiers-monde, ont besoin de ces forums, disent les Algériens, car ils servent à sensibiliser les peuples et permettent aux dirigeants de se rencontrer et aux techniciens de travailler et de réfléchir en commun. Dans le même esprit, et bien qu'elle soit « demandeur » dans le domaine de la formation, l'Algérie réserve des places aux Africains dans les instituts de technologie dont elle se dote.

### Un chemin semé d'obstacles

Alger n'ignore pas cependant que le chemin de l'indépendance africaine est semé d'obstacles, les principaux étant « les structures léguées par la colonisa-

tion ». « Les colonialistes, disent les Algériens, n'ont pas renoncé du jour au lendemain à leurs intérêts et ils comptent pour les défendre sur leurs cillés de l'est, de l'ouest, à partager avec eux. En effet, expliquent-ils, quand une décolonisation s'est faite par étapes, pacifiquement, « en douceur », le vieux cadre colonial qui n'a pas été trop ébranlé a tendance à se maintenir et c'est à l'intérieur de ce cadre que les dirigeants formés dans et par l'ancienne métropole prennent la relève. « Le plus souvent, les régimes constitués dans ces conditions sont le « cheval de Troie » du néo-colonialisme et même de l'impérialisme. »

Les Algériens donnent deux exemples pour illustrer leurs propos. « Nous avons, disent-ils, déployé de grands efforts en faveur de la coopération arabo-africaine. Pendant une décennie nous n'avons guère trouvé d'écho à cause des liens qui unissent nombre de capitalistes africains à l'Occident. Or, quand elle ne les avait pas nous elle-même, une puissance coloniale avait laissé sur place, avant de se retirer, tous les éléments nécessaires à son établissement. » Ils font également remarquer que les gouvernements qui se montrent favorables à un dialogue avec la République Sud-Africaine, pour tenter de parvenir à une solution pacifique, sont généralement ceux-là mêmes qui étaient hostiles au M.P.L.A. et soutenaient le F.N.L.A. et l'UNITA en Angola. C'est que, disent-ils, les dirigeants modérés craignent que l'accession au pouvoir de mouvements révolutionnaires ou radicaux ne devienne un jour une menace pour eux et pour les puissances étrangères qui ont intérêt aux des relations privilégiées.

Ce jugement se fonde là encore sur une expérience vécue. Les guerres de libération, estiment les Algériens, créent les conditions nécessaires à une marche authentique vers l'indépendance économique. La lutte pour la vente à Dakar, Abidjan et Monrovia.

Tout cela n'est que brouille à côté du trafic des diamants. Né du souci des prospecteurs plus ou moins clandestins de monnayer leurs trouvailles et de celui des grandes firmes diamantifères de récupérer les gemmes au meilleur compte, il sévit partout où se trouvent des placers, mais dans le triangle Liberia-Guinée-Sierr Leone il a atteint les dimensions d'une véritable institution.

### L'oasis du Liberia

Une cause à cette situation : l'existence d'un « bureau d'achat » de Monrovia, filiale de la firme de Bess. Pourquoi ce bureau ? Simplement parce que la politique du « laissez faire, laissez passer » est appliquée au Liberia avec une telle rigueur qu'il est possible d'exporter de ce pays à peu près d'exporter quoi sans payer la moindre taxe ou en n'en acquittant que de symboliques. D'où l'intérêt de faire converger sur ce point toute la production frauduleuse de l'Afrique de l'Ouest. Résultat : le Liberia, où rien ne prouve qu'il y ait la moindre production de diamants, exporte entre 600 000 et 1 million de carats de diamants par an. Ces pierres viennent d'abord de la Sierra-Leone, qui exporte officiellement environ 1,5 million de carats par an (2 millions en 1969, 1,4 million en 1973) mais en livre clandestinement au Liberia dans le même temps entre 250 000 et 800 000. Choc en retour : alors que les importations de la Sierra-Leone au gouvernement du Liberia s'élevaient officiellement à 100 000 dollars U.S. par an, elles atteindraient en réalité, d'après une enquête de la commission européenne pour l'Afrique, 1,5 million de dollars.

Autre source d'approvisionnement : la Guinée, bien que le gouvernement de M. Sekou Touré, pour tenter de mettre un terme à la contrebande, ait interdit depuis 1973 toute exploitation. Mais

forger la conscience nationale, à réduire le tribalisme et le régionalisme, à aggraver les dirigeants. Il est évident que les hommes qui se sont vu octroyer l'indépendance sans avoir eu l'ont arrachée en payant le prix du sang n'ont pas la même vision du monde. En outre, la guerre contribue à « déstructurer » la société, et cette destruction fait craquer les cadres traditionnels hérités du passé et ceux légués par la colonisation. L'édification d'une économie indépendante et diversifiée en est facilitée.

### Deux impératifs

La politique africaine de l'Algérie — tout comme celle qui concerne le tiers-monde — repose sur deux impératifs : la radicalisation du mouvement d'indépendance qui doit faciliter le développement à l'intérieur de chaque pays ; l'unité du continent pour faire face aux pays industriels et obtenir l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ces impératifs coexistent tant bien que mal dans les périodes calmes. Comment toutefois les concilier dans les moments de crise, quand s'affrontent deux thèses opposées et se trouvent en jeu des intérêts antagonistes ? Que faire quand les capitalistes africains, qui, théoriquement, devraient être unis pour résoudre leurs problèmes tant ils sont nombreux, se trouvent divisés, hier sur l'Angola, aujourd'hui sur le Sahara occidental et sur l'avenir de l'Afrique australe ?

La réponse de l'Algérie est à la fois théorique et pragmatique : commencer par rappeler un certain nombre de principes et engager la bataille sur ce terrain : rassembler les pays progressistes pour qu'ils présentent un front commun ; porter le débat sur la place publique pour que les peuples fassent pression sur les gouvernements modérés jusqu'au moment où le rapport de forces finit par pencher en faveur de la solution la moins aliénante. — P. B.

## UNE DÉCOLONISATION TARDIVE ET INACHEVÉE

Le continent africain offre une somme assez impressionnante de records : du sous-peuplement, des richesses naturelles, de la jeunesse, des réfugiés politiques, de l'aridité, du sous-développement social, de la dépendance économique. Ces données expliquent les convulsions dont il est l'objet et les guerres, ouvertes ou larvées, dont il est le théâtre à l'heure d'une décolonisation inachevée. Les changements n'y sont jamais acquis, ainsi que la situation en Afrique australe semble en administrer la preuve depuis le « tournant » de la décolonisation portugaise.

Logiquement, à compter de 1974, le démantèlement de l'empire portugais a produit, dans cette partie méridionale du continent, des Etats faibles. En Angola, l'intervention militaire cubaine et les combats entre le M.P.L.A. et le gouvernement du Sud ont retardé le processus de la décolonisation. Elle n'a cependant pas encore permis au parti du Dr Agostinho Neto, près d'un an plus tard, d'asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire. Le régime de Luanda doit réprimer une guérilla, celle menée par l'UNITA de M. Jonas Savimbi, dont les appuis intérieurs et extérieurs sont mal connus.

On sait également que la République Sud-Africaine a les moyens d'étrangler économiquement le Mozambique et qu'il faudrait sans doute moins d'une semaine aux troupes de M. Ian Smith, le premier ministre rhodésien, pour occuper les ports de Beira et de Maputo (ex-Lourenço-Marques). Au Zimbabwe (Rhodésie), la guérilla africaine lancée avec succès au début de l'année semble, depuis l'été, marquer le pas et pâlir, en particulier, des divisions de ses dirigeants.

### Un long conflit

En République Sud-Africaine, les trois premiers mois de lutte ouverte contre l'apartheid laissent prévoir un conflit de longue haleine. Ce qui s'agitait a déjà affaibli les positions de Pretoria et prouve que le système n'est pas invulnérable. Mais rien ne dit encore que sa capacité de résistance est épuisée et, dans les pays occidentaux où le régime de M. Vorster bénéficie de solides appuis, le pathétique protestation des Noirs et « gens de couleur » d'Afrique du Sud a surtout révélé jusqu'à présent des sentiments ambigus.

D'un caractère différent, la plupart des autres exemples de tension sur le continent sont néanmoins liés à des situations post-coloniales. Les circonstances d'une décolonisation espagnole tardive, au Sahara occidental, produisant peut-être une guerre entre l'Algérie et le Maroc. La cass échéant, un retrait français de Djibouti pourrait se traduire par un nouveau conflit armé entre l'Éthiopie et la Somalie. En Afrique orientale, douze ans après l'indépendance, la communauté laissée par les Anglais dans leur sillage (Ouganda, Kenya et Tanzanie) est en bonne voie de démantèlement. En 1972, la Tanzanie et l'Ouganda en sont venus aux mains après la confiscation du pouvoir, à Kampala, par le président Amin. Le Kenya et l'Ouganda n'ont pas été loin d'en faire autant l'été dernier, après le succès du général israélien sur l'aéroport d'Entebbe.

Orientés vers la Méditerranée et le Proche-Orient, les pays arabes d'Afrique n'ont pas encore de stratégie continentale. La coopération arabo-africaine n'en est qu'à ses débuts. A la limite, l'amalgame « étonnamment » fait par l'Organisation de l'unité africaine tient davantage du donnant-donnant entre Noirs et Arabes que de la volonté de coordonner la lutte contre deux « ennemis » qui, eux, coopèrent entre eux, ainsi que l'a souligné, cette année, la visite de M. Vorster en Israël.

Une décolonisation récente, la pauvreté et l'absence de tradition étatique ont, en Afrique noire, favorisé l'émergence de pouvoirs militaires car l'armée — ou un embryon d'armée — y constitue souvent la seule police organisée à l'échelle des frontières. La balkanisation, éprouvée par la colonisation occidentale lue dans le même sens. La notion d'Etat est trop neuve, ou trop étrangère, pour que les tensions ethniques ne remontent pas à la surface en temps de crise.

### « Militants » et « modérés »

L'O.U.A. offre totalement un relief assez fidèle de ces données. Treize ans après sa fondation, avec ses quarante-huit Etats membres, l'orga-

nisation panafricaine est devenue une sorte de tribune feutrée avec ses tabous. Le moindre de ces derniers n'est pas le respect des frontières héritées de la phase coloniale, ce qui explique la gêne de nombreux membres face à la partition, entre le Maroc et la Mauritanie, de l'ex-Sahara espagnol, ainsi que les craintes soulevées par le différend entre la Somalie et l'Éthiopie sur l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas.

Quand il a fallu, en janvier 1975, à l'occasion d'une conférence extraordinaire, se prononcer sur l'Angola, l'O.U.A. s'est scindée en deux groupes d'égale importance, entre partisans et adversaires du M.P.L.A., ou, plus exactement, entre partisans et adversaires de l'intervention cubaine et soviétique face au corps expéditionnaire sud-africain. Depuis, les troupes sud-africaines se sont retirées et la République populaire d'Angola proclamée par le M.P.L.A. a été admise au sein de l'O.U.A. par acclamation. Mais la cassure demeure.

En réveillant l'attention des Etats-Unis, le conflit angolais a relancé la course aux armements. M. Kissinger a profité de sa première tournée sur le continent, en avril et mai 1975, pour offrir une escadrille de chasseurs-bombardiers au Kenya et réarmer le Zaïre, affaibli par l'échec de son intervention militaire en Angola aux côtés de la coalition UNITA-F.N.L.A. De leur côté, les Soviétiques ont équipé l'armée angolaise et renforcé leur aide militaire à la guérilla africaine de Rhodésie.

Le menace d'une conflagration en Afrique australe n'a fait que renforcer cette division entre une Afrique noire dite « militante » — et qui s'appuie principalement sur l'Union soviétique — et l'autre Afrique, dite « modérée », qui est l'alliée des Etats-Unis. L'unité africaine peu contestable contre le régime de l'apartheid s'accommoderait mal de divergences sérieuses sur les moyens de le combattre.

### Un enjeu plus qu'une force

La vulnérabilité de l'Afrique indépendante transpire dans les organisations internationales. Au sein du tiers-monde, l'Afrique noire demeure assez isolée de l'Amérique latine, du monde arabe et de l'Asie. Si l'Algérie a joué un rôle moteur dans la promotion du mouvement des non-alignés, les pays d'Afrique noire y conservent un rôle assez effacé, comme dans le dialogue Nord-Sud ou même aux Nations unies. Leur nombre leur donne un pouvoir juridique réel mais ils constituent plus un enjeu qu'une force organisée. A certaines occasions près — la plus notable est celle du Nigeria, le plus riche et le plus peuplé d'entre eux, ils se retrouvent en quelque sorte à la deuxième périphérie du monde industrialisé.

A Nairobi, en mai dernier, lors de la quatrième session de la OUA, le groupe africain n'est fait un peu tirer l'oreille avant d'entamer un accord à l'élaboration duquel il n'a guère participé. Il a fallu l'autorité de M. Yaker, ministre algérien du commerce et porte-parole du groupe des « 77 » (le tiers-monde), pour lui faire accepter ce compromis sur lequel, de toute façon, quatre pays occidentaux (les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni et le Japon) devaient émettre des réserves.

L'expression du panafricanisme donne ainsi parfois l'impression d'osciller entre des attitudes négatives et des positions de principe sans lendemain. Il traduit une aspiration à la dignité et ne définit pas une ligne d'action. C'est une idée-force pour l'avenir dont le ciment actuel demeure, avant tout, la lutte contre l'apartheid, que ce « développement séparé » soit ouvertement prôné, comme c'est le cas à Pretoria, ou qu'il soit plus discrètement appliqué, comme c'est peut-être le cas à une échelle planétaire, sur des bases nationales ou sociales.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## UN COMMERCE QUI ÉCHAPPE AU CONTRÔLE DES ÉTATS

(Suite de la page 17.)

La Gambie, enclavée dans le Sénégal, tire une partie de ses ressources du commerce à peine clandestin qu'elle pratique avec son voisin. Chaque année, au moins 20 000 tonnes d'arsénobolides sénégalaises (et c'est peut-être beaucoup plus) entrent en fraude en Gambie à cause de la différence dans le régime des taxes des deux pays et de la surveillance du franc C.F.A. par rapport au dalasi, la monnaie gambienne. Le produit de cette vente revient au Sénégal sous forme de tabac, de tissus, de chaussures, de transistors, le tout acheté en Gambie à des prix souvent inférieurs de 50 % à ceux pratiqués de l'autre côté de la frontière. On compte mieux dès lors pourquoi les Gambiens sont tellement opposés au projet de fédération avec le Sénégal connu sous le nom de Sésangambie.

### Les circuits parallèles

Le Sénégal y trouve évidemment moins bien son compte, mais enfin, si les arachides sortent, il entre quelque chose en contrepartie. Ce n'est pas toujours le cas. Depuis dix-sept ans, la faiblesse de la monnaie natio-

nale guinéenne a provoqué l'apparition d'un trafic intense entre la Guinée et ses voisins. Chaque année, une partie de la production agricole guinéenne, en particulier le riz et la quasi-totalité de la récolte de café, passe par les chemins tortueux du commerce parallèle qui la conduisent sur les marchés à monnaie forte, en particulier Côte-d'Ivoire et Liberia. Les dollars et les francs C.F.A. ainsi acquis servent pour partie à racheter du sily guinéen à 40 ou 50 % de sa valeur en vue des transactions à venir, pour partie à se procurer des marchandises qui seront livrées au paysan. Le solde est théorisé à l'extérieur. Sur quelles quantités porte ce trafic ? Sans doute chaque année sur 50 000 à 60 000 tonnes de riz (à peu près le montant des importations guinéennes) et sur 30 000 à 40 000 tonnes de café.

L'activité des commerçants guinéens va d'ailleurs parfois encore plus loin. Comme en Gambie, ils organisent de véritables expéditions. On raconte l'histoire — authentique — de ces machines à souder chinoises, copie fidèle d'une machine américaine Singer, livrées à la Guinée à très bas prix. Quelques jours plus tard, elles se retrouvaient toutes en

vente à Dakar, Abidjan et Monrovia.

Tout cela n'est que brouille à côté du trafic des diamants. Né du souci des prospecteurs plus ou moins clandestins de monnayer leurs trouvailles et de celui des grandes firmes diamantifères de récupérer les gemmes au meilleur compte, il sévit partout où se trouvent des placers, mais dans le triangle Liberia-Guinée-Sierr Leone il a atteint les dimensions d'une véritable institution.

### L'oasis du Liberia

Une cause à cette situation : l'existence d'un « bureau d'achat » de Monrovia, filiale de la firme de Bess. Pourquoi ce bureau ? Simplement parce que la politique du « laissez faire, laissez passer » est appliquée au Liberia avec une telle rigueur qu'il est possible d'exporter de ce pays à peu près d'exporter quoi sans payer la moindre taxe ou en n'en acquittant que de symboliques. D'où l'intérêt de faire converger sur ce point toute la production frauduleuse de l'Afrique de l'Ouest. Résultat : le Liberia, où rien ne prouve qu'il y ait la moindre production de diamants, exporte entre 600 000 et 1 million de carats de diamants par an. Ces pierres viennent d'abord de la Sierra-Leone, qui exporte officiellement environ 1,5 million de carats par an (2 millions en 1969, 1,4 million en 1973) mais en livre clandestinement au Liberia dans le même temps entre 250 000 et 800 000. Choc en retour : alors que les importations de la Sierra-Leone au gouvernement du Liberia s'élevaient officiellement à 100 000 dollars U.S. par an, elles atteindraient en réalité, d'après une enquête de la commission européenne pour l'Afrique, 1,5 million de dollars.

Autre source d'approvisionnement : la Guinée, bien que le gouvernement de M. Sekou Touré, pour tenter de mettre un terme à la contrebande, ait interdit depuis 1973 toute exploitation. Mais

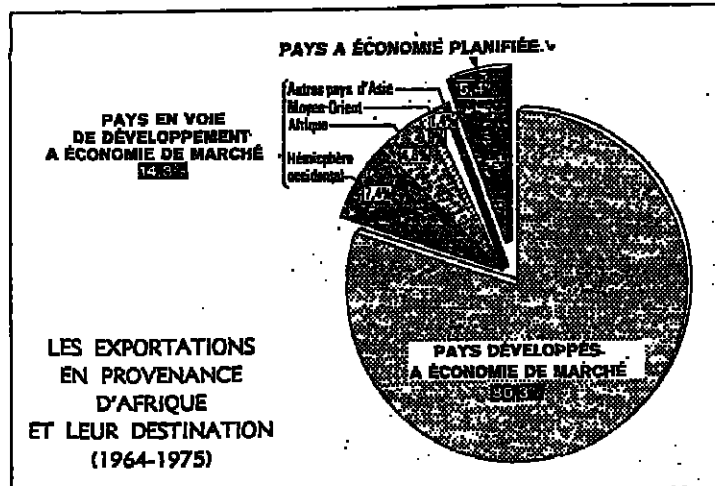
elles empêchent les prospecteurs clandestins, qui, depuis des décennies, écumant les places de la région de Macenta, de continuer à se livrer à leurs activités.

Ce commerce souterrain, des bœufs aux diamants, constitue au total une activité économique non négligeable, qui tranche curieusement avec l'apparente immobilité des hommes et des biens. Est-elle dommageable ? Oui, sans doute, par certains aspects, dans la mesure par exemple où elle provoque des transferts de richesses incontrôlés et où, échappant à tout prélèvement fiscal, elle ne participe pas au développement des hommes et des biens collectifs. De plus, sa vocation spéculative est évidente. On l'a vu une fois de plus lorsque le Sahel fut frappé par la sécheresse.

### En attendant

dans les jours meilleurs Mais l'Afrique, encore aujourd'hui, pourrait-elle vivre si on interrompait brusquement — en admettant qu'on en ait les moyens — cette circulation secondaire qui l'alimente ? Allons plus loin : les activités les plus marginales, pour ne pas dire délictueuses, comme le trafic des diamants, ne comportent pas que des aspects négatifs. Le capital que représentent les quelque 800 000 carats qui, dans la seule Afrique occidentale, passent chaque année par les filières du commerce parallèle, se serait-il trouvé aussi totalement africainisé si la découverte et la commercialisation des gemmes avaient été réalisées par une grande société minière ? Un jour sans doute l'Afrique officielle intégrera l'Afrique commerciale, mais ce ne sera pas avant que cette Afrique officielle ait réussi à intégrer la grande masse des Africains qui, aussitôt passés les frontières urbaines, continuent de vivre selon leurs propres lois.

JACQUES VIGNE.



**Le Monde**  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

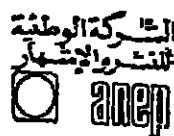


# 17 jours d'Afrique 17 jours du Monde

ALGER du 1<sup>er</sup> au 17 Octobre



Symposium sur la promotion du commerce intra-africain  
Congrès constitutif de l'association des foires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine  
Colloque afro-arabe sur la coopération au niveau des opérateurs du commerce  
Séminaire sur la coopération entre l'union des foires internationales et les manifestations  
et foires à caractère économique en Afrique  
Journées techniques des transports et télécommunications africains  
Conférence-débat sur les conclusions du 1<sup>er</sup> congrès des économistes du Tiers-Monde



1501



## TRANSPORTS

## La transsaharienne symbole d'une commune solidarité

Sous un soleil de plomb, quelque part du côté de Tamarassat, des « appelés » algériens tracent la route de l'unité africaine. Le vieux rêve d'une liaison transsaharienne prend corps, qui offrira à des pays sans façade maritime comme le Mali et le Niger, un débouché sur la Méditerranée.

Cette œuvre grandiose et historique, comme l'a qualifiée le président Bourguiba, traduit sur le terrain plutôt que dans des discours, la prise de conscience d'une commune solidarité africaine. Pour l'heure, si l'on en juge par l'état des infrastructures de transports et l'évolution des contrats de trafic, cette solidarité est encore confuse et mal assurée.

En la Mauritanie au Zaïre, l'insuffisance des moyens de transports terrestres et maritimes est notoire. Ni le rail, ni la route, ni la mer ne sont en mesure, pour le moment, de concurrencer valablement l'avion qui, de ce fait, connaît un développement relativement rapide. Les dix-huit aéroports les plus importants de l'Afrique noire francophone ont traité 2 109 250 passagers locaux en 1974 contre 689 284 en 1961. Dakar, Abidjan, Douala et Libreville contrôlaient 57 % de ce trafic.

La mer est souvent la voie d'accès naturelle, pour les divers matériels lourds que nécessite le développement de ces pays. Mais, devant l'engorgement des ports — à Lagos, le délai d'attente varie de quelques semaines à plusieurs mois — il a fallu trouver des solutions de rechange, qui obligent parfois à préférer au bateau, l'avion et le camion.

C'est ainsi que la compagnie U.T.A. a inauguré, il y a plus d'un an, un « pont aérien » entre Lyon et Kano pour approvisionner en pièces détachées une usine d'assemblage de Peugeot. C'est ainsi également qu'une entreprise de transport routier française — la société Chapuis — a réalisé, l'hiver dernier, une première liaison commerciale France-Nigeria à travers le Sahara. La majeure partie du trafic est, on le voit, orientée dans le sens nord-sud. « Ainsi, les lignes aériennes convergent vers les anciennes métropoles : Paris pour les pays francophones, et Londres pour les pays anglophones », constate M. Aoussou Koffi, président-directeur général d'Air Afrique. « Malgré une volonté manifeste de diversification des partenaires, cette situa-

tion persiste, fondée qu'elle est sur l'histoire et l'économie. » A cet égard le Cameroun, d'une part, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, d'autre part, ont récemment conclu à la nécessité d'établir des liaisons aériennes directes entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est sans passer par l'Europe.

Malgré une amélioration progressive, les liaisons inter-africaines demeurent insuffisantes, notamment entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire, entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Centre. Il est impossible de se rendre par la route de Dakar à Lagos via Abidjan, trois métropoles qui auraient pourtant affaire ensemble pour mieux coordonner leur croissance.

La structure des réseaux, aériens et maritimes aussi bien que le tracé des réseaux routiers et ferrés sont pratiquement les mêmes qu'à l'époque coloniale. A quelques exceptions près, les infrastructures de transport sont encore trop souvent bâties sur le respect de frontières artificielles.

## Des certitudes

Le pouvoir d'achat de la très grande majorité de la population reste faible et ne favorise pas sa pleine participation aux échanges. A l'exception de quelques pôles économiquement actifs comme la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Nigeria et le Zaïre, l'Afrique noire au sud du Sahara est encore en retard. D'où la réserve d'éventuels bailleurs de fonds — pays riches ou organismes internationaux — à financer des infrastructures de transports dont la rentabilité ne paraît ni immédiate ni évidente.

Le temps n'est plus où l'on acceptait de bâtir des routes et des voies ferrées dans des régions perdues avec l'espoir de les sortir, un jour, de leur isolement et de contribuer à leur « décollage » économique. Ainsi, au début du siècle, le chemin de fer qui reliait Mombasa sur l'océan Indien au lac Victoria offrit aux Européens, la possibilité d'établir comme fermiers dans les hautes terres fertiles du Kenya au peuplement dispersé.

Aujourd'hui, les experts financiers veulent se nourrir de certitudes, avant de financer un investissement dont le coût paraît souvent prohibitif, étant donné les distances à parcourir, les obstacles naturels à surmonter, sans compter les frais d'entretien des infrastructures routières et ferrées placées dans un « environnement » parfois hostile.

Le coût du premier tronçon — Owendo-Boussu — du Transgabonais, long de 332 km, n'est pas loin d'atteindre cinquante milliards de francs CFA. Mais la richesse du gisement

de fer de Balinga, et du gisement de manganeses de Moanda, que le chemin de fer devra traverser vers la mer, explique la bonne volonté des pays comme la France, le Canada et le Japon, et d'organismes comme le Fonds européen de développement (FED), parties prenantes à cette vaste opération de mise en valeur.

En revanche, lorsque l'idée fut lancée de construire un ligne de chemin de fer entre la Tanzanie et la Zambie, qui permette notamment d'évacuer le cuivre zambien vers l'océan Indien, la Banque mondiale et plusieurs puissances industrielles, sollicitées d'intervenir, opposèrent des fins de non-recevoir. Finalement, les Chinois acceptèrent de relever le défi. Pékin consentit pour la construction de cette voie ferrée longue de 1 850 km — inaugurée il y a un an — un prêt de deux milliards de francs sans intérêt, remboursable à partir de 1983. Une aide qui n'est sans doute pas exempte de tout calcul politique.

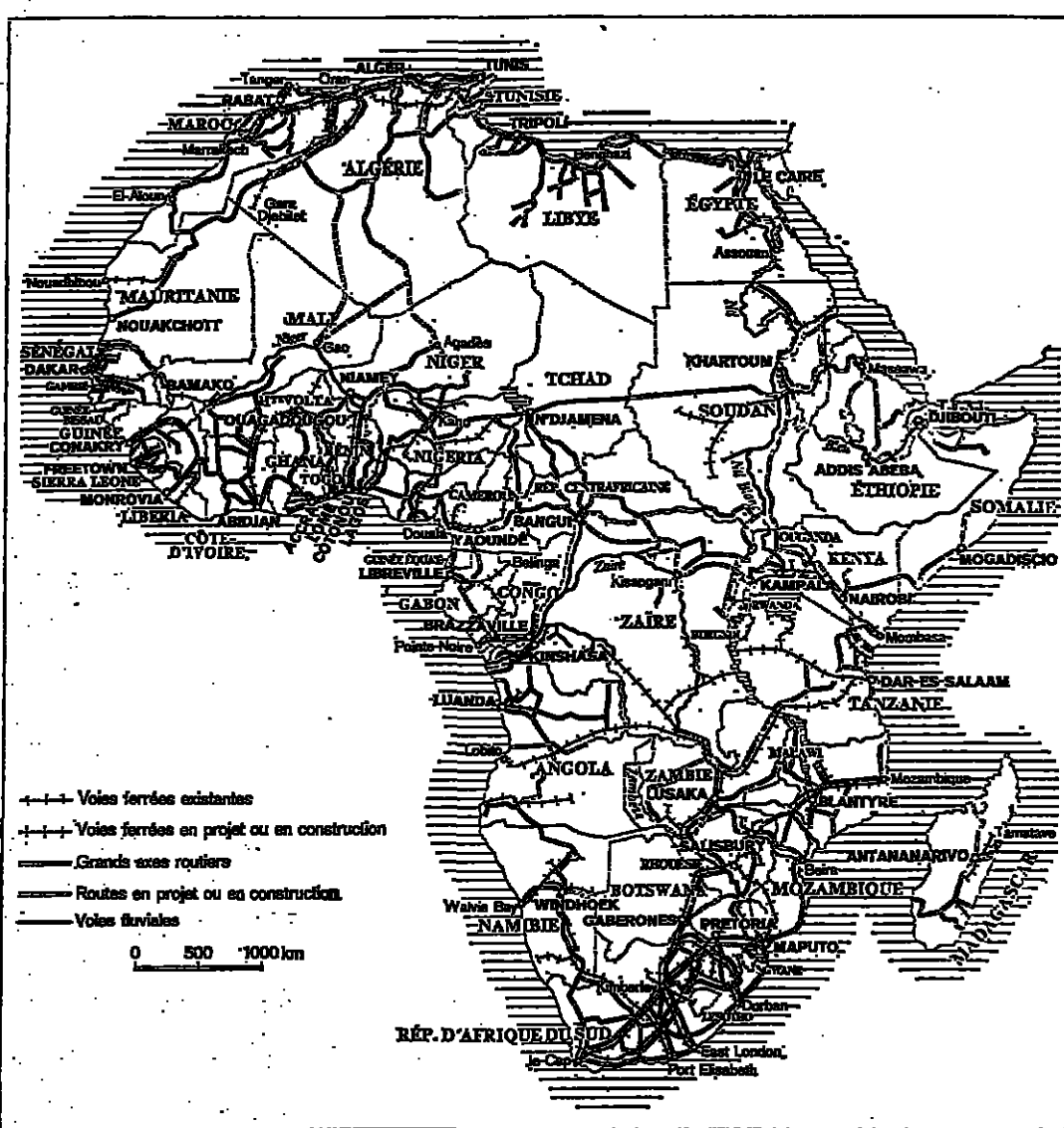
## Des multinationales

Les dissensions nées de l'indépendance ont rendu les frontières impénétrables. Les grandes puissances ont habilement entretenu ces divisions. Néanmoins, l'Afrique n'a jamais complètement perdu de vue l'objectif d'une solidarité bien comprise.

Témoin, la création, en 1961, de la compagnie Air Afrique, qui porte les couleurs de onze Etats francophones. Certes, de temps à autre, des tiraillements agitent cette société multinationale : le Cameroun s'en est retiré en 1971, et le Gabon — ce nouveau riche du pétrole — est tenté, aujourd'hui, de voler de ses propres ailes. Mais les résultats sont là : malgré une conjoncture souvent difficile, Air Afrique n'a jamais connu de bilan déficitaire.

Autres lieux, autres associations : l'East African Airways Corporation (E.A.A.C.). Avec la Régie du chemin de fer Abidjan-Niger (R.A.N.) et la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, il est le seul organisme ferroviaire en Afrique à desservir plusieurs Etats. Son réseau de 5 597 kilomètres est commun à trois républiques, autres fois placées sous administration britannique : le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, qui ont, d'autre part, créé entre elles une compagnie aérienne : East African Airways Ltd. E.A.A. exploite, en outre, plusieurs services de navigation sur les lacs Victoria et Tanganyika et assure des liaisons routières sur près de 5 000 kilomètres.

La froideur, voire l'hostilité, que se manifestent périodiquement ces trois sociétés compliquent singulièrement la tâche des responsables de ces sociétés multinationales. Elles



mettent en péril l'existence même de ces dites sociétés.

Dans l'aventure de la Transsaharienne, l'Algérie s'est lancée seule ou presque. Maintenant que cette route devient une réalité, certaines Etats riches comme la Libye et le Nigeria, qui étaient restés sur leur quant-à-soi au départ, commencent à apprécier l'utilité économique de cette opération. Ils découvrent l'intérêt de rapprocher deux Afriques qui s'ignorait, séparées qu'elles étaient par un immense désert de sable et de cailloux.

Si, dans les domaines aérien, ferroviaire et routier, des réalisations communautaires sont à porter au compte de l'Afrique, il reste que, dans le domaine maritime, les choses

ne sont guère avancées. Malgré de multiples déclarations d'intention, la création d'une flotte multinationale demeure à l'état de projet. Ce sont les compagnies des anciens colons qui contrôlent encore l'essentiel du trafic. Ainsi, pour ce qui concerne la France, les Chargeurs Réunis et Delmas-Vieljeux exercent un quasi-monopole sur la côte ouest de l'Afrique, tandis que les navires des Messageries Maritimes et ceux de la Compagnie havraise péninsulaire fréquentent les ports de l'Est africain.

Les pays africains ont, aujourd'hui, un sens plus aigu de leur interdépendance. Pour autant, sont-ils prêts à mettre en chantier une politique commune des transports ? Il suffit

de voir le mal que se donnent les experts de Bruxelles pour imposer des directives en la matière aux neuf membres de la Communauté européenne, pour juger cet objectif hors de portée à l'échelle d'un continent.

De bons schémas régionaux de transport feraient aussi bien l'affaire. Dans son programme d'action pour la coopération, le récent « sommet » des pays non alignés a reconnu la valeur d'accords de ce genre. Encore faudrait-il que les plans de développement économique se répondent d'un Etat à l'autre. Sans ce minimum de cohérence, le train, le camion, l'avion et le bateau risquent de s'égarer sur de fausses pistes.

JACQUES DE BARRIN.

## MATIÈRES PREMIÈRES

## La maîtrise des cours reste un vrai casse-tête

TRADITIONNELLEMENT exportateur de matières premières minières et agricoles, le continent africain a vu ses positions se renforcer depuis quelques années. Tout d'abord, la très forte expansion mondiale qui a culminé en 1974 a exacerbé la demande sur les grands produits de base, dont l'Afrique est assez bien dotée. Ensuite, la contagion qu'a exercé le phénomène du qu-

druplement du prix du pétrole au début de la même année a eu pour effet de revaloriser certains produits autrefois dépréciés : le meilleur exemple en est le phosphate. Enfin, dans le domaine des produits agricoles, les incidents climatiques survenus dans certains pays d'Amérique latine ont favorisé la hausse de denrées comme le café. Seul point noir dans ce panorama somme-

tout optimiste : la conjoncture reste précaire pour les métaux non ferreux, notamment le cuivre, dont le continent africain est grand producteur, et dont les prix sont fixés en dehors de lui. Cette absence de maîtrise sur la formation des cours constitue, en fait, le véritable problème posé aux Africains comme aux autres pays du tiers-monde.

La hausse des cours inquiète les torréfacteurs, qui craignent un transfert de la demande vers d'autres produits, notamment le thé. Aussi est-il possible, et souhaitable, qu'une baisse des cours intervienne. Mais, de l'aveu même des torréfacteurs, nous ne connaissons plus les prix des d'aujourd'hui ; pendant des années (entre 1982 et 1974) les cours à la production sont restés inchangés. Il est normal que les producteurs se rattrapent quand ils en ont l'occasion : c'est un peu comme le pétrole. Cette incitation est précieuse pour les pays africains, qui exportent de plus en plus leur variété « robuste », dont la prospérité est croissante grâce à son utilisation dans les mélanges avec l'« arabica » d'Amérique centrale et méridionale. L'Angola est devenu le quatrième producteur de café du monde, derrière la Côte-d'Ivoire, qui ne le cède désormais qu'au Brésil et à la Colombie.

## ...à celle des phosphates

Un autre exemple de cette progression des cours, qui, après une hausse excessive, permet un réajustement à un niveau très supérieur à l'ancien, est celui des phosphates, dont l'Afrique est le troisième producteur mondial (19 millions de tonnes), après les Etats-Unis et l'U.R.S.S., suivi de loin par la Tunisie (3,7 millions de tonnes), le Togo (2,4 millions de tonnes), et le Sénégal (1,7 million de tonnes). Au début de 1974, profitant de la hausse du pétrole et de l'affaiblissement temporaire des Etats-Unis sur le marché d'exportation, le Maroc quintupla en quelques mois ses tarifs, restés fixés à 14 dollars la tonne depuis 1962, et qui étaient de 68 dollars au printemps de 1975. C'était sous-estimer la réaction des consommateurs,

essentiellement agriculteurs, qui réduisirent sensiblement leurs achats (- 25 %). Le retour des Américains sur le marché vint encore amplifier cette réaction, de sorte que les prix actuels sont revenus de 68 dollars la tonne à 30 ou 35 dollars, ce qui est tout de même largement supérieur aux 14 dollars du début de 1974.

Tout autre est la situation dans le domaine des métaux non ferreux, l'apanage de la Zambie et du Zaïre. Une flambée des cours en 1974, à 1 400 livres la tonne, fut suivie en 1975 d'une profonde chute aux environs de 500 livres, puis d'une remontée en 1976 aux alentours de 800 à 900 livres, niveau jugé tout juste suffisant pour une exploitation rationnelle. Toute revalorisation des cours se heurte à une concurrence féroce entre producteurs, et à l'existence de stocks très abondants, représentant près de 20 % de la consommation annuelle. D'où les efforts du CIPEC (Comité Intergouvernemental de producteurs de cuivre regroupant le Chili, le Pérou, le Zaïre et la Zambie) et de la CNUCED pour arriver à une solution dont la clé serait un stock régulateur.

Citons enfin le minerai de fer, dont l'Afrique est largement pourvue (Mauritanie, Guinée, Côte-d'Ivoire, Afrique du Sud), mais qui nécessite d'énormes capitaux pour son exploitation. Là encore, le problème des prix de vente n'est pas résolu, ni surtout celui des achats des utilisateurs en cas de crise, comme celle qui affecte actuellement l'Europe. Il reste donc à l'Afrique à progresser dans la voie de la régulation des marchés des matières premières : elle a déjà obtenu quelques succès dans le domaine du café, mais la plus grande part des autres produits lui échappent encore.

FRANÇOIS RENARD.

## Une fête populaire

SPECTACLES, fêtes et foires ont toujours fait bon ménage : en se réunissant pour commercer, les hommes ont pris l'habitude d'échanger non seulement des biens et des monnaies mais encore des idées, des goûts, des modes, des poèmes, des chansons. Ils ont toujours aimé que la foire soit aussi une fête : la deuxième Foire panafricaine comme la treizième Foire internationale d'Alger qui se déroulent simultanément ne manquent pas, en ce domaine, à la tradition.

Pour les Algériens, et surtout pour les Algérois, « aller à la foire », de préférence en famille ou en groupes d'amis, c'est la partie de plaisir traditionnelle de l'automne. On va voir ce qu'on invente de nouveaux les nations concurrentes ou amies, on gèle des idées, on surveille la progression des firmes nationales, on fait son marché au stand du très beau pavillon du ministère de l'Agriculture, on amène les enfants jouer au parc d'attraction, on applaudit les récents et on ballade. Enfin, on s'informe, on compare, on juge, on s'amuse. C'est la leçon de choses vivante, la géographie, l'économie, la technique et la culture évaluées à grandes goulées avides.

## A l'écoute du continent

Carrefour des échanges économiques africains, les deux tores sont également le forum des rencontres entre civilisations. Cette année, l'occasion a été donnée aux Africains de pouvoir s'exprimer à leur guise et d'être à l'écoute du reste du continent. Tous centrés sur l'Afrique, sa

personnalité et son avenir, cinq concours — dont un de dessin réservé aux enfants — ont été lancés. Aux sculpteurs il a été donné de concevoir un monument à la gloire de l'Afrique et le lauréat verra sa maquette réalisée dans l'enceinte du Palais des expositions ; les poètes ont été invités à retracer le geste des grands capitaines et des grands patriotes africains. Un appel a été lancé aux écrivains pour qu'ils rédigent une étude sur Franz Fanon et aux économistes pour qu'ils réfléchissent sur la libération et l'avenir économique de l'Afrique.

Les concours permettent aux vocations de se révéler, aux participants de se surpasser et au public d'admirer le résultat final. Mais le public a aussi le droit de s'exprimer : la foire est un lieu de rencontre et de dialogue. L'exposition d'art africain comporte une centaine de belles pièces tournées, pour l'essentiel, par le Musée de l'homme et des collectionneurs privés français, les pays africains n'ayant guère répondu aux sollicitations des organisateurs qui souhaitent en faire une manifestation sans précédent.

En revanche, le public pourra prendre contact au jour le jour avec le cinéma africain. Toute une production souvent ignorée des circuits occidentaux est projetée sur les écrans de la foire tandis que des groupes folkloriques, venus de seize pays africains, animent les après-midi et les soirées du Palais des expositions. C'est la fête culturelle non-stop. Et quand les portes se fermeront le 17 octobre, les Algérois soupçonneront de regret en attendant l'automne prochain.

CLAUDINE RULLEAU.

## Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75001 PARIS cedex 09



(Publicité)

## SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION ET D'APPLICATIONS TECHNIQUES (SONACAT)



CINQUIÈME ANNIVERSAIRE

### ROLE

- Monopole de l'importation, de la distribution et de l'exportation des appareils électroménagers, électriques, de radio et de télévision, de conditionnement d'air et de réfrigération.

### STRUCTURES

- 3 Directions Régionales implantées au niveau des principaux ports (Alger, Oran, Annaba).
- 20 Directions de Wilaya opérationnelles sur l'ensemble du territoire.

### ACTIVITÉS

- Chiffre d'affaires 1975 : 477 millions de dinars.

### OBJECTIFS

- Approvisionnement du marché national en produits du monopole.
- Maintenance de ces produits.

سوناكات  
SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION  
ET D'APPLICATIONS TECHNIQUES

87, bd Mohammed-V, ALGER - Tél. : 64-35-45 - 65-03-94 - 64-32-90  
CCP 3904.42 Alger. R.C. 99 B 71. Adr. télég. SONACAT ALGER

## الشركة الوطنية للنقل البري

### SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS

(Depuis juin 1976 un service régulier S.N.T.R. relie  
ALGER à KANO (Nigeria))

LE PLUS COURT CHEMIN DE LA MÉDITERRANÉE  
A L'AFRIQUE CENTRALE

L'AFRIQUE a des pays sans littoral : le MALI, le NIGER, la HAUTE-VOLTA, et des pays comme le NIGERIA, où le trafic maritime ne suffit plus à assurer la totalité des échanges. Or l'avion ne peut pas tout emporter.

Le développement accéléré du continent africain exige cependant des transports lourds, sûrs et rapides.

C'est pour répondre à ces besoins que la Société des transports routiers algériens a adapté aux techniques modernes l'antique principe des caravanes transsahariennes.

Véhicules lourds, remorques, semi-remorques, bennes, porte-engins, camions iso, frigo, fardiers, citernes à eau, à carburant, à vin, à acide, à bitume ont remplacé le chameau et raccourci les distances :

ALGER-GAO .... 2 700 km en 6 jours  
ALGER-NIAMEY .. 3 150 km en 8 jours  
ALGER-KANO .. 3 500 km en 9 jours

Au total 1 000 véhicules spécialement conçus et aménagés pour les transports sahariens passent par la hamada pierreuse, sur la piste en tôle ondulée, dans les zones de « reg » et de « fech-fech » aux crevasses traîtresses.

Mais qu'est le véhicule sans l'homme ? A ces mastodontes qui traversent des régions redoutables, il faut des chauffeurs résistants, à l'œil exercé, au sens de l'orientation infallible. C'est pourquoi tous les chauffeurs de la S.N.T.R. qui conduisent ces convois sont originaires du Sud-Algérien. Comme les conducteurs de caravanes autrefois, ils connaissent la topographie des lieux, les points d'eau, les pistes, les étoiles et en plus... la mécanique. Car chaque convoi part avec ses pièces de rechange, ses tôles de désensablement, ses réserves d'eau et de carburant.

De Hambourg, de Bordeaux ou de Marseille, via Alger ou Oran, la S.N.T.R. peut emporter en Afrique tout ce que l'Europe lui fournit.

La S.N.T.R. peut aussi remonter d'Afrique sur tous les ports algériens ou européens les marchandises et les matières premières dont l'Europe a besoin.

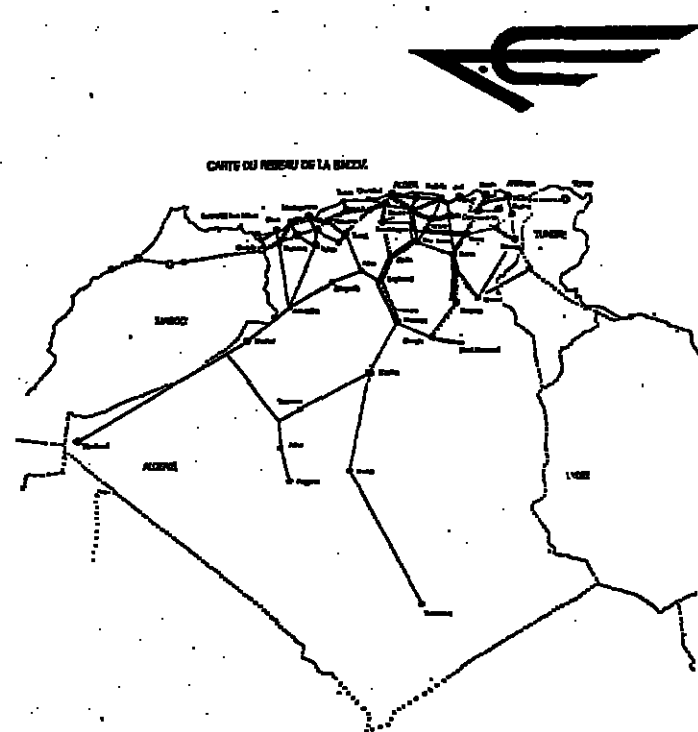
Pour tous renseignements,  
adressez-vous à

LA SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES TRANSPORTS  
ROUTIERS ALGÉRIENS

27, r. des Trois-Frères-Bouadou  
Birmandreï, ALGER (Algérie)

TEL 60-24-77 à 79  
et 60-43-92 à 94  
TELEX 52.962

La S.N.T.V. au service du développement économique



### LES RÉALISATIONS :

Grâce à une gestion rationnelle, la S.N.T.V. s'est surtout attachée à réaliser :

- L'extension du réseau routier,
- Le renouvellement et l'accroissement du parc.

Ce choix s'est concrétisé par :

— En ce qui concerne le réseau routier, une extension progressive aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, atteignant aujourd'hui plus de 82 000 km.

— 800 lignes ont été créées à travers l'ensemble du territoire national, dont une partie non négligeable vers le grand sud. Ce dernier point atteste de l'intérêt tout particulier manifesté par la S.N.T.V. pour le développement des échanges dans ces régions si longtemps tenues à l'écart du courant de la civilisation moderne.

— 4 lignes internationales fonctionnent en direction de Tripoli, Gafsa, El-Oued et Tunis, et une ligne restant à exploiter : Alger-Casablanca.

سوناكات

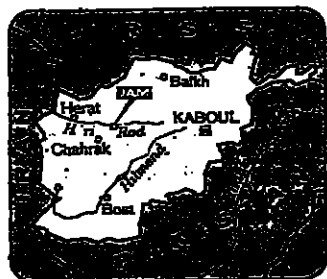


Journal de l'ISO

ETRANGER

Lettre de Jam

Le minaret oublié



GRAND axe routier est également un euphémisme. En six jours, d'Herat aux lacs de Band-i-Amir (une des grandes merveilles naturelles du monde), nous n'avons dû voir qu'une trentaine de camions, soit petits, rouges et bleus comme le nôtre, soit grands, hauts, rutilants de schémas peints, et quatre minibus de touristes. Cette année, d'ailleurs, les étrangers sont fort rares dans le centre de l'Afghanistan : en début de saison, un accident a coûté la vie à deux Français, et la plupart des voyages prévus sur la piste du centre ont été annulés.

Quelques caravanes passent : tout le monde est à pied. Seuls les très jeunes, enfants, assésés par des sangliers d'étoffe, ont droit à être bringués par les hommes des ballons et des ustensiles remplis sur les chameaux (en fait des dromadaires) et les ânes. Les poutres, d'ordinaire retenues par un fil à la patte, courent parfois un chargement, obligées de maintenir un équilibre sans cesse compromis par des réajustements incessants. Dans peu de temps, avant que le soleil ne devienne trop chaud, les caravanes s'arrêteront. Les femmes monteront les grandes tentes noires, et les hommes s'occuperont des bêtes.

UN carrefour que rien ne signale. Pas un poteau, pas un nom. Le chauffeur, qui n'est jamais allé à Jam, a dû se renseigner à Chahar. Sans hésiter, il prend la piste de gauche et nous fait remonter une jolie vallée. Peu à peu nous montons. Il faut franchir des lignes de crêtes désolées avant de rejoindre la vallée de l'Herat Rod, ce fleuve relativement important qui draine une partie des eaux du Koh-i-Baba (la montagne du grand-père), le prolongement occidental de l'Hindou Kouch, et les sommets se perdent dans le désert du Turkménistan soviétique. La pente du col partiellement dénudé, les 20 % d'altitude-châtaignier sont, le plus souvent, synonymes de cahots. Tout un réseau d'irrigation vient en effet apporter à chaque lopin l'eau indispensable ; mais les rigoles coupent la piste sans aucune vergogne : un très sérieux minuscule ponton prévient, le camion tanguant fortement, négociant l'obstacle, puis reprend sa vitesse de croisière... jusqu'à la prochaine rigole. Vitesse de croisière est un bien grand mot. Sur cette piste du centre, pourtant le grand axe routier qui traverse les montagnes d'ouest en est, d'Herat à Kaboul, on atteint très rarement les 35 ou 40 kilomètres à l'heure. Sagement, les distances ne se mesurent d'ailleurs pas en kilomètres mais en heures, et cinq heures de route signifient au mieux un trajet d'une centaine de kilomètres.

Le deuxième carrefour, nous l'avons manqué. Cela nous a valu de découvrir, en débouchant trop en aval sur l'Herat Rod, après une gorge rouge et rose, une oasis couverte d'arbres fruitiers luxuriants. Vision étonnante après des hauteurs.

à Bost (ou Lashkargah) il est facile de voir qu'il y eut une capitale : les ruines, qui composent un décor digne de Hitchcock se dressent sur plusieurs kilomètres carrés d'une plaine immense. A Jam, il est impossible d'imaginer une ville d'une importance suffisante pour justifier la construction de ce superbe minaret.

A Jam pourtant se serait élevée Firozkoh, une des capitales de l'empire ghorida. Certaines des inscriptions célèbrent d'ailleurs les mérites du roi Ghlyth Al-Dunya Wal-Din Abul Fath Muhammad, fils de Sam (1153-1203), le constructeur du minaret, qui étendit son empire jusqu'à Herat, jusqu'à Balkh (l'ancienne Bactre où Alexandre épousa la belle Roxane), jusqu'à Bost et jusqu'en Inde. Dès 1222 Gengis Khan détruisit Firozkoh. Et le minaret fut oublié, sauf bien sûr de quelques traditions orales. Ce n'est qu'en 1957 qu'un des membres de la délégation archéologique française en Afghanistan retrouva le minaret de Jam après plus de sept siècles d'oubli.

YVONNE REBEYROL.

L'AFGHANISTAN ET SES POPULATIONS

Pashtoun, Tajik, Ouzbek, Hazara, Tukmène, Nouristan, Kirghize, Almar... on n'en finit plus d'énumérer les ethnies qui composent la mosaïque afghane. Chacune a son histoire et ses particularismes au milieu desquels l'étranger se perd.

Qu'on soit sur le point d'aller en Afghanistan ou qu'on en revienne, on lira avec beaucoup de profit le petit livre de Jean-Charles Blanc consacré à l'Afghanistan et ses populations. On y trouve, en effet, d'innombrables informations sur l'histoire ou sur le langage des tribus, sur l'organisation sociale, sur la vie quotidienne ou sur l'actualité politique. Bref, de quoi savoir comment on est afghan.

★ 128 pages, illustrations en noir et blanc, 35 F. Editions Complexe, collection « Pays et Populations », distribution par les Presses universitaires de France.

REFLETS DU MONDE ENTIER

Un permis de conduire obtenu en douze secondes en Egypte

Les permis de conduire britanniques ou internationaux ne sont pas acceptés par les Egyptiens. Tous les étrangers doivent subir un examen. Ce fut pour moi, au département de la circulation de Giza, une affaire pour le moins expéditive, raconte le correspondant du Times au Caire :

« J'ai payé 2 livres sterling pour le permis, plus 2 livres apparemment pour les formalités administratives. On m'a ensuite dirigé vers le bureau de l'examineur, où un employé amical et souriant, portant une fine moustache, m'a demandé de déplacer ma voiture de 5 mètres dans le parking, puis de la faire reculer à la même place.

« Il m'a alors annoncé que j'avais réussi mon examen. Celui-ci avait duré douze secondes en tout, dont l'examineur employa une partie à créer des injures à une petite fille qui traversait le parking sans se rendre compte qu'un examen y avait lieu... »

Le curé volant de Berra

L'hebdomadaire italien L'ESPRESSO raconte l'étrange histoire qui est survenue dans la petite ville de Berra, près de Ferrare :

« Les premiers autocars arrivent, sur la place, de tous les environs et plus de cinq cents personnes s'entassent chaque dimanche dans l'église pour la grand-messe. Il s'agit de voir le curé de l'endroit, Don Carlini, qui, assurent certains fidèles témoins du prodige, se soulèverait du sol pendant la sainte messe... Toutefois, dimanche dernier, le prêtre n'était pas là et, selon certains de ses paroissiens, son absence était due à un ordre exprès de l'évêque de Ferrare. »

Voilà-t-il ou ne voilà-t-il pas ? L'ESPRESSO se garde bien de trancher ce point délicat, mais rapporte l'opinion d'une religieuse : « Quand la messe commence, Don Carlini est tout petit puis, lentement, il se déplace et devient de plus en plus grand. » Se soulève-t-il ou non de terre ? Certains des témoins le jureraient. Là encore une religieuse : « Pendant le cérémonial, il est devenu dur comme de l'acier et j'ai compris qu'il était saisi par la surcharge, puis il a commencé à s'agiter comme s'il était bâtonné par les soldats romains. »

« Le problème reste sans solution, mais jette un jour cru, constate L'ESPRESSO, sur le degré d'évolution de certains paroissiens italiens. »

Un étrange coup d'Etat

L'hebdomadaire TIME publie un curieux essai de politique-fiction :

« Le premier coup d'Etat de l'histoire des Etats-Unis n'était pas complètement inattendu. Il y avait eu des signes prémoniteurs. La disgrâce d'un officiel soviétique se manifeste par son absence sur une photographie au Kremlin. De la même façon, on ne voyait plus le portrait du président à la Maison Blanche. Sa signature sur les actes officiels paraissait mal assurée. On parlait à voix basse d'un dernier 100 mètres dans la piscine de la Maison Blanche.

« La vérité a enfin éclaté. La première famille du pays a pris le pouvoir. Ses membres, après avoir tant fait campagne, ont jugé qu'ils avaient aussi le droit de servir le pays. La première dame s'est installée dans le bureau ovale. Biff, le fils du président, a pris en main le Pentagone : il avait tant fait de déclarations sur la politique de défense pendant la campagne. Sa fille, Brenda, qui avait obtenu tant de voix avec ses réunions autour d'une tasse de thé est devenue secrétaire d'Etat. Avec son sens de l'équilibre, Bobo a pris l'intérieur, l'agence pour la protection de l'environnement et, pour faire bonne mesure, l'agriculture... Billingsgate, qui avait toujours son mot à dire sur tout, devint très naturellement porte-parole, malgré ses sept ans.

« Pendant le coup d'Etat, la première famille du pays, souriante et photographique, joua son rôle à la perfection, comme à l'accoutumée. »

Week-end à l'âge de pierre

Une nouvelle distraction a fait son apparition en République fédérale, au nom de l'écologie, révèle l'hebdomadaire Stern. Il s'agit du week-end de retour intégral à la nature : « Dans de véritables musées de plein air, l'homme de la grande ville tente de retrouver la vie de ses lointains aïeux. Des familles entières se réfugient dans le rêve de leur lointain ancêtre, les conquêtes pernicieuses de la civilisation, en cherchant asile aux dix-huitième siècle, comme l'explique le directeur du musée de Cloppenburg, en Basse-Saxe : « Nous essayons de leur montrer que l'époque n'était pas aussi souriante qu'ils le croient. Dans les maisons, en hiver, le feu ne parvenait même pas à dissiper le froid glacial. Il faut parvenir à corriger la vision idyllique qu'on a des contemporains de la vie saine et heureuse de nos aïeux. » C'est pourquoi, parmi les fermes et demeures reconstruites du « bon vieux temps », le directeur du musée a disposé des panneaux rappelant que les habitants étaient généralement endettés jusqu'à leur dernier jour. D'autres contemporains nostalgiques ont tenté de retourner à l'âge de pierre, laissant des huttes et affûtant des silex, pendant trois semaines, près d'Amsterdam. « Hélas ! constate Stern, la vie était affreusement dure et ils ont vite compris qu'ils ne survivraient pas longtemps dans ces conditions. »

Chine : auspices, présages ou coïncidences

BIEN sûr, les superstitions ne sont plus de mise dans la Chine marxiste matérialiste. Cette année 1976 a déjà été chargée de tant d'événements extraordinaires que pas un Chinois ne peut s'empêcher d'établir de troublants rapprochements. Auspices, présages ou coïncidences ? Toujours est-il qu'il ne faut pas s'étonner si, lorsque vous faites innocemment remarquer que le temps est un peu traître pour la saison, votre interlocuteur vous répond avec un geste accablé : « Cette année, rien n'est normal. »

De fait, les « signes extraordinaires » ont été un peu trop nombreux pour que les esprits les plus blasés, les mieux prévenus contre les croyances populaires de temps révolus, n'en soient pas frappés. La première surprise était littéralement tombée du ciel sous la forme d'une pluie de météorites sans précédent, qui avait atteint, le 8 mars, la province du Kéin, dans le nord-est de la Chine. Le plus gros des fragments, qui bat, paraît-il, tous les records, pesait près de 1 800 kilos et s'était enfoncé à travers le sol gelé à plus de 8 mètres de profondeur. Depuis, trois tremblements de terre de force majeure ont eu lieu dans le Yunnan (le 29 mai) ; dans la région de Tang-Chan - Tien-Tsin - Pékin (le 28 juillet) ; dans le So-Tchouan (le 16 août). Ce n'est pas tout, et l'on apprend maintenant que le fleuve Jaune se fâche à son tour et que de graves inondations affectent la province du Chan-Toung.

C'est évidemment beaucoup, même dans un pays comme la Chine, pour une période de sept ou huit mois. Or, sur ce fond de tableau déjà préoccupant, surviennent une série de deuils et d'événements politiques qui, de manière répétée, secouent le régime. Chou En-lai, en janvier,

Chu Teh — moins célèbre peut-être à l'étranger, mais personnage très populaire en Chine — en juillet, le président Mao Tse-toung, en 8 septembre, disparaissant tour à tour. Entre-temps, le 5 avril, la place Tien-An-Men, lieu sacré de la République populaire, était le théâtre de violentes bagarres, comme on n'en avait jamais vu... depuis que la place existait.

De là à penser que les bouleversements de la Terre et du Ciel d'une part, ceux de la société des hommes d'autre part, ne sont pas tout à fait indépendants les uns des autres, il n'y a qu'un pas, aisément franchi dans un pays où les traditions, ancrées dans une histoire presque quatre fois millénaire, gardent la jeunesse du peuple qui les conserve. Sans en donner l'exemple, le Quotidien du peuple, organe du parti communiste chinois, porte chaque jour deux dates : la première est celle du calendrier international contemporain, la seconde celle du calendrier « rural traditionnel », qui veut par exemple que le 24 septembre soit « le premier jour du deuxième mois d'août de l'année Ping Chen ». Nous y reviendrons.

La colère du ciel

Une très ancienne tradition, donc, veut que le Ciel manifeste par des signes divers qu'il s'apprête à « retirer son mandat » au pouvoir régnant. Qu'on y ait pensé à la suite des séismes de l'été est d'autant plus certain qu'un des quotidiens de Pékin, Queningming (Clarté), fit directement allusion, le 26 août, à cette légende. Queningming rappelle notamment le cas d'un premier ministre des empereurs Song, Wang An-shi, connu pour ses réformes sociales, économiques et militaires dont il avait été l'initiateur, qui fut écarté

du pouvoir en 1085 sous prétexte que le Ciel avait manifesté sa colère à son égard en accablant la Chine de toutes sortes de calamités : sécheresse, tremblements de terre, etc. Wang An-shi fut bien entendu remplacé par un conservateur bon teint, et Queningming dénonçait l'attitude typiquement confucianiste qui voudrait que l'homme soit « soumis à la volonté du Ciel » au lieu de « se dresser dans la lutte » pour « triompher de la nature ».

Il reste qu'entre ces traditions fatalistes, les coïncidences du calendrier offrent également matière à réflexion. Dans le calendrier lunaire chinois, l'année en cours — qui a commencé fin janvier — est placée sous le signe du Dragon. Elle appartient à un cycle de douze années dénommées d'autre part du Serpent, du Cheval, de la Chèvre, du Singe, du Coq, du Chien, du Cochon, du Rat, du Boeuf, du Tigre et du Lièvre. Ce cycle de douze années s'inscrit lui-même dans un cycle de soixante ans par l'affectation annuelle d'un des cinq « éléments » suivants : le bois, le feu, la terre, le métal et l'eau. Tous les soixante ans donc, le même signe correspond au même élément. L'année 1976 est celle du Dragon associé au feu. Dans l'importance quel folklore, il y aurait déjà de quoi s'attendre à une certaine agitation Nativ d'une année du Dragon (1904) M. Teng Hsiao-ping, par exemple, n'aura peut-être été qu'à moitié surpris par le coup du destin qui l'a atteint au printemps. Et les rivaux du fleuve Jaune ont le droit d'être un peu songeurs quand la radio locale leur affirme que les inondations « terribles » sont les plus fortes qu'on ait vues depuis... 1864, dernière année du Dragon.

Les choses se compliquent encore du fait que le calendrier traditionnel

est à la fois lunaire et solaire. Un mois lunaire doit donc être doublé environ deux fois tous les cinq ans pour maintenir la corrélation entre les deux cycles. Les astrologues de l'empereur procédaient autrefois à des calculs compliqués pour déterminer le mois qui devait être « doublé ». Qui s'en charge aujourd'hui ? C'est un fait en tout cas que nul n'ignore que 1976 est l'année d'un double mois d'août, c'est-à-dire du « double huit » suivant la dénomination des mois par de simples chiffres dans la langue chinoise courante. Or le « double huit » n'a pas très bonne réputation dans la tradition. On le considère comme plutôt prédisposé aux troubles, ne serait-ce que parce que l'allongement de l'année à cette saison correspond à des récoltes tardives, donc à une soudure plus difficile qu'à l'accoutumée, et que, dans une situation de pénurie, les bandes de voleurs avaient tendance à proliférer. On dit à Pékin — mais nous devons avouer notre incapacité à le vérifier — que 1900, l'année de la révolte des Boxers, était aussi une année de « double huit ».

Quoi qu'il en soit, le président Mao Tse-toung est donc mort le seizième jour du (premier) mois d'août de l'année Ping-Chen. Rien de particulier dans cette date, diriez-vous. Il se trouve tout de même que cette nuit du 8 au 9 septembre — le décès a été enregistré à 0 heure 10 — était celle de la pleine lune, la première de l'automne, traditionnellement fêtée dans le monde chinois depuis l'insurrection dont elle donna le signal au quatorzième siècle contre la domination mongole. A Hongkong, la Journée était chômée. Mais à Pékin même, comme tous les ans à la même occasion, des petits gâteaux d'une forme particulière étaient vendus dans les pâtisseries.

ALAIN JACOB.



## IDEEES

## LA GÉOGRAPHIE

par Maurice Le Lannou

## UN MIROIR DE L'EUROPE

Où apprend beaucoup, sur la mer, sur la Belgique, sur l'Europe, sur l'économie générale du globe, en lisant le bel ouvrage de Paul Mingret sur la croissance industrielle du port d'Anvers (1). Modeste ou immodeste des titres ! Celui-ci est à coup sûr un modeste. Sans doute l'auteur porte-t-il son attention universelle — il s'agit d'une thèse — sur la grande port belge. Mais presque tout y est, de la géographie économique de notre temps et de ses mutations. Cela pourrait signifier que le cas d'Anvers est exemplaire et que l'Escaut anversois rassemble bien des préoccupations.

La présence d'Anvers au cœur de l'Europe et quasiment au centre de gravité de son économie ne date pas d'aujourd'hui : cette métropole maritime, après avoir supplanté Bruges dès la fin du quinzième siècle, devint alors la première place de commerce de notre continent. Et à l'époque de l'Europe dominante, quand la densité et la fréquence des lignes régulières de navigation marquaient les suprématies portuaires, Anvers, port de marchandises générales, riche de traditions d'équipements, bien servi par le chemin de fer, faisait aisément équilibre à un Rotterdam mieux situé à l'égard du Rhin et de la Ruhr, mais plus fruste, plus banal et plus livré au vrac. Cette remarquable disponibilité d'un organisme connu pour l'excellence de ses services allait jusqu'à faire oublier quelque peu, au profit de l'outillage, l'infrastructure de base, c'est-à-dire le dessin, les dimensions et les accès d'un port qu'une dénivellation de marée de 4 à 5 mètres condamnait à l'échec et au bassin à flot. C'est à l'issue de la dernière guerre, quand on vit s'accroître brusquement les dimensions de l'économie mondiale et de ses outils, et renaitre de ses cendres le concurrent Rotterdam, qu'apparut pressante la nécessité d'agrandir l'échelle anversoise, et ce fut l'objet, à partir de 1956, d'un plan décennal d'extension du port. Si l'éclat d'Anvers remonte à cinq siècles, la physionomie gigantesque qu'il présente actuellement date de cet effort : l'écluse de Zandvliet, à l'extrémité d'un bassin-canal qui parvient tout près de la frontière hollandaise, à quelque 20 kilomètres du centre de la ville, a été inaugurée en 1967.

Paul Mingret assure que les Anver-

sois avaient seulement en vue, par l'extension de ces considérables travaux, la modernisation d'un port classique que son succès avait fait un peu négier. Le résultat ne fut pas exactement conforme à ces espérances : Anvers, qui avait connu tout port quelque industrie au rôle secondaire, mais qui brillait surtout par le transit, est devenu d'un coup un très grand port industriel : chimie et pétrochimie se sont installées le long du bassin-canal, cependant que certaines activités d'origine plus ancienne — la raffinerie, le montage d'automobiles — s'exprimaient par des usines nouvelles qu'implantaient de puissants groupes internationaux. Et dans une zone portuaire considérablement élargie, près de vingt-cinq mille emplois industriels — dont la moitié créés depuis 1960 — étaient recensés en 1970.

Le Marché commun européen était à la base de cette réussite inattendue. Et avec lui son corollaire naturel qui est l'afflux des investissements étrangers. Mais le milieu était particulièrement réceptif, bien que les transports maritimes n'aient pas été inclus dans le traité de Rome et que les responsables de ce secteur aient toujours été allergiques à la politique communautaire. La Communauté, en dépit de ces défiances, valorisait la position centrale occupée par la Belgique dans l'Europe du Nord-Ouest : le chômage et le sous-emploi flamands — résultats d'une démographie dynamique et d'une transformation simplifiée de l'agriculture — laissent une main-d'œuvre disponible ; le climat politique de l'Etat et ses réglementations sans rigueur encourageaient l'implantation. Tout cela, bien sûr, est valable pour une grande partie des régions du vaste delta rhénan. Mais il reste que la vigoureuse croissance du complexe industriel anversois doit beaucoup à l'extension et à l'équipement d'installations portuaires sur cette rive droite de l'Escaut où s'étaient, vides jusqu'alors, les terrains alluviaux, bas et sans accidents, qui sont aujourd'hui, un peu partout dans le monde, le cadre le plus approprié des usines de la grande industrie.

Cette transformation essentielle corrige sérieusement l'image classique d'un port qui triomphait par la puissance de sa fonction commerciale. Mais ce n'est point seulement une révélation des proportions : la fonction commerciale est diminuée en elle-même ; elle subit des reculs et reste menacée par plusieurs fronts. La mise en œuvre du Marché commun restreint le transit anversois des céréales en provenance des Etats-Unis. La demande européenne de minerais de fer limitant, extraits en Australie et en Afrique, a entraîné l'utilisation de navires-marchandises de fort tonnage excédant de plus du double les possibilités d'accès au port, bornées à 70 000 tonnes de port en lourd. La mise en activité, en 1971, de l'écluse Biersdam-Anvers a considérablement réduit les importations de pétrole brut. Pour les marchandises générales elles-mêmes, on peut se demander si Anvers pourra rester un centre majeur de regroupement et d'éclatement ; pourtant, c'est Anvers qui a organisé récemment, à l'adde d'unités de petit tonnage qui vont chercher ou redistribuer des «diverses» dans les ports secondaires de l'Europe du Nord-Ouest, un service de desserte d'une souplesse extrême, mais ce système, qui permet aux grands navires de ne toucher que quelques ports et d'avoir ainsi des rotations plus rapides, pourrait bien faire qu'un jour Anvers se trouve « dans une position difficile, n'étant en définitive ni un petit port ni un très grand en raison de son accès limité ».

Fâcheuse contradiction : l'innovation nécessaire à l'organisme anversois ne va point toujours dans le sens de ses intérêts. On sait la difficulté où il est d'exploiter la technique de la « conteneurisation » du trafic maritime, qui réduit la durée des escales, mais impose les forts tonnages. Paul Mingret a des pages passionnantes sur la « nouveauté inquiétante » que le port-barges, ce navire gigogne lancé par l'Amérique, qui permet d'effectuer une transport de bout en bout, sans rupture de charge — par l'intermédiaire des fleuves et l'aléas fluviaux préalablement chargés — du cœur du continent américain au

centre de l'Europe : cette technique révolutionnaire, qui va jusqu'à remettre en cause la fonction portuaire elle-même, ne saurait tourner qu'au désavantage d'Anvers, dont la position est assez inconfortable à des navires trop longs pour franchir aisément les courbes de l'Escaut, trop pressés pour s'accommoder d'écluses et de bassins à flot.

Les ébranlements de l'économie portuaire anversoise par le développement de la Communauté européenne d'une part, les impératifs techniques de la jointaine Amérique d'autre part, obligent à rechercher des compensations. Anvers appelle aujourd'hui au secours l'industrie : après une phrase d'«industrie complémente», c'est l'«industrie sautée» qui s'impose, et surtout depuis 1970. C'est donc le fin de l'industrialisation « au coup par coup », qui coïncide avec la période du plan décennal d'extension du port. Une politique systématique est nécessaire, par l'appel à des investissements massifs et la constitution d'une zone industrielle nouvelle. Celle-ci ne peut se trouver que sur la rive gauche de l'Escaut, tous les emplacements de rive droite étant retenus. L'industrialisation de cette rive gauche devient l'objectif prioritaire. C'est une véritable fuite en avant, bien extraordinaire à l'égard de la tradition portuaire de l'Europe, mais fort caractéristique des croissances contemporaines, et chargée de lourdes hypothèques.

Le canal de Basalhoek, ce répondant de rive gauche du bassin-canal de rive droite, qui doit relier la nouvelle zone industrielle à l'Escaut en aval des passes difficiles, traversera sur la moitié de sa longueur le territoire néerlandais, et c'est l'objet d'un large marchandage entre les deux principaux partenaires de Benelux.

Mais ces difficultés internationales ne sont pas les plus graves. La résistance des agriculteurs de ces terres basses — dont les champs bombés avaient porté les premières cultures fourragères pratiquées en Europe — n'est elle-même appréciable que par l'appui des défenses fluviales préalablement chargées, le problème de la disparition des terres

agricoles est depuis quelques années, en Belgique, à l'ordre du jour. Elle a un support de clocher : la zone industrielle à construire relève d'une autre province, celle de Flandre-Orientale, charbonneuse et les communes intéressées ne veulent pas être écartées de l'exploitation nouvelle. Il faut lire les pages si denses, si informées, j'allais dire si réelles tant elles sont alertes, de Paul Mingret sur cette aventure qui ramasse les mots d'ordre d'une économie planétaire et les coosses des politiques municipales. « Etant donné par conséquent d'énormes investissements réalisés par de grandes sociétés multinationales, voit maintenant son extension bloquée par une simple limite communale ! »

Entre le monde et la banlieue, il y a la Belgique elle-même, dont les déséquilibres régionaux sont de plus en plus préjudiciables aux ambitions d'Anvers. Quelle différence entre ce pôle industriel littoral, neuf, presque propre, respirant la puissance de la modernité et du confort donné par le capital étranger, et les vieilles régions sidérurgiques de Liège et du Hainaut, fumeuses, archaïquement belges ! Il est très naturel que cette Wallonie attende des compensations ou voie d'un mauvais œil l'essor d'un nouveau bord en avant de la région anversoise. Mais aux références wallonnes ne se borne pas l'« hostilité de l'arrière-pays » à un avenir exagéré d'Anvers. La Flandre elle-même en est, l'occidentale — qui a Zeebrugge — comme l'orientale : elle se défie d'une ville quelque peu cosmopolite et volontiers « transquillonne ».

Cette confrontation à une opinion nationale est en voie d'exaspération. On est le temps où les grands ports de la rive gauche de l'Europe du Nord-Ouest exercent librement leurs hardiesses et confondent leur succès avec l'intérêt du pays tout entier ? Il n'en est plus ainsi, pas plus à Anvers qu'à Rotterdam. Les ports connaissent aujourd'hui un processus de continentalisation d'ampleur paradoxale proportionnelle à celle de cette littoralisation des industries qui venait assurer leur destin. Marins et maritimes d'Europe rentrent dans le rang.

(1) Paul Mingret, La Croissance industrielle du port d'Anvers, Société royale belge d'Etudes économiques (87, avenue Adolphe-Buxi, 1050 Bruxelles), in-8°, 766 pages, 1200 francs belges.

## La vie du langage

## LE FRANÇAIS TEL QU'IL VA

UN lecteur a découvert dans une petite annonce du journal le mot *confidentialité*, qu'il ignorait, et pour cause.

Nous ne devrions pas être gênés par ce nouveau venu. Il est formé correctement, comme *potentiellement*, ou *notamment*, ou *notamment*. On peut admettre qu'il dit quelque chose de plus (?) que discrétion (garantie aux candidats par les offreurs d'emploi). Celle-ci serait d'ordre mondain, personnel, peu contraignant, alors que la confidentialité pourrait être une obligation professionnelle très stricte.

Nous hésitons cependant à donner un visa d'entrée à ce néologisme. Discrétion suffit absolument, dans le contexte d'une offre d'emploi, à dire ce dont il s'agit. Et, par ailleurs, le caractère mécanique de ces suffixations en *-ité* est à la langue irritant.

Nous sommes trop habitués à ces néologismes de formation savante des mots pour discerner encore la très simple : (se) fier à... sous le complexe : *confidentialité*.

Plus généralement, nous percevons à peine (et c'est normal, car on ne peut en même temps utiliser une langue et en penser les structures) que la plus grande partie, les neuf dixièmes, du vocabulaire du français repose sur un nombre relativement réduit, trois mille au plus, de radicaux simples : deux ou trois phonèmes représentés par trois ou quatre lettres.

Les charges successives de préfixes et de suffixes avaient déjà conduit à un allongement général des mots latins. Le mouvement s'est poursuivi en français. Aujourd'hui on peut dire très sommairement que notre vocabulaire usuel est fait, quant à la longueur graphique, de sept tranches de même ordre de grandeur en nombre : la première comprenant tous les mots de une à six lettres, la seconde les mots de sept lettres, les cinq suivantes les mots de huit, neuf..., la dernière les mots de douze lettres et plus.

Ces considérations n'ont qu'une valeur linguistique très mince. Il en reste cependant une sensation

confuse de lourdeur qui nous fait reculer devant un néologisme de quinze lettres.

Autre annonce dans un grand quotidien, et autre symptôme d'allongement maladif. « L'augmentation exceptionnelle du chiffre d'affaires de la société X... » nécessite le besoin de structurer ses bases et de s'assurer la continuité de son matériel en demandant à la société N... de participer à l'augmentation de capital de 22,22 %.

Cette fois, c'est toute la phrase qui prend l'aspect d'un spaghetti. Cette augmentation qui nécessite un besoin ! On ne peut même pas accuser ici, comme dans nombre de textes universitaires, un certain goût de l'obscurité, ou plutôt un certain refus de la clarté. Non, ce galimatias est, hélas ! le symptôme d'une véritable impuissance à construire une phrase cohérente.

## Le territoire et la carte

Une faute de construction syntaxique, de moins en moins rare, qu'on peut aussi considérer comme un symptôme de la maladie du complexe. « Le Caire ou Damas ? Lequel des deux capitales qui se disputent depuis toujours l'hégémonie du monde arabe arbitre-t-elle la solution finale du problème libanais ? »

Notre confrère (un grand hebdomadaire, d'excellente tenue) a cédé au faux besoin de répéter un signe interrogatif (*?-elle*) alors que laquelle en début de phrase marque déjà l'interrogation.

Relève pour la première fois, dans un grand quotidien, une faute qu'on est presque tenté de trouver simplement amusante, au point où nous en sommes. « L'autorité du premier ministre » s'exerce à l'encontre d'un des R.I. les plus remuants et les plus mal vus par l'U.D.R. »

Il n'y a ici qu'une lettre de trop. Mais tout de même...

Député Saussure nous savons qu'en matière de discours infor-

matif (cas particulier d'un rapport général entre l'homme et le réel), la carte n'est pas le territoire. Si cet axiome demandait démonstration, en voici une toute fraîche.

Dans la montagne de Corte (Corse), deux vieux bergers sont assassinés par un déserteur allemand de la légion étrangère, troupe cantonnée dans l'île, et dont la « francité » interne n'est pas, par définition, le caractère déterminant.

Ce double meurtre sans justification s'ajoute à une série non négligeable d'exactions mineures commises en Corse, depuis deux ans, par des hommes de la troupe en question.

La population et les autorités locales demandent son départ. Le mécontentement des habitants de Corte se manifeste par quelques boucassades sans gravité et la destruction de la voiture du sous-préfet.

Tel était, au soir du 28 septembre, non pas le territoire (puisque celui-ci, en vertu de l'axiome saussurien, reste indécidable dans son intégralité-intégrité), mais l'esquisse d'une « carte » plausible.

Et voici, proposée par un grand quotidien du matin, la conclusion d'une autre « carte » pour le même territoire : « Après l'Alérie et les heurts contre les « pieds-noirs », c'est désormais à l'armée française que s'en prennent les Corsees. » Sic, hélas !

## Langue et politique

Quatre colloques ou rencontres traitent ces temps-ci du sujet. Le premier (Maison du lac Delage, Québec, du 3 au 6 octobre), organisé par la Régie de la langue française du Québec et l'Association française de terminologie (A.F.T.E.R.M., 32, rue de Babylone, Paris), a été consacré aux incidences que peuvent avoir sur le vocabulaire les textes législatifs ou administratifs imposant ou interdisant l'emploi de tel ou tel terme.

En fait, c'est tout le problème de l'efficacité (incertaine) de ce genre d'interdits qui était posé. Sujet relativement nouveau, actuel, brûlant, sur lequel l'expérience du Québec a apporté des informations majeures.

Du 21 au 25 octobre, à Bruxelles, l'Institut supérieur de l'Etat (belge) de traducteurs et interprètes organise une large discussion internationale sur le thème « Langues et Nation ». Il s'agit cette fois de géo-linguistique : quels sont les rapports entre le concept de nation, celui d'Etat, et celui de langue ? L'Etat peut-il agir sur la langue pour créer ou concevoir une nation ? Comment peuvent fonctionner des collectivités plurilingues, etc. ?

(Renseignements et inscriptions à : Colloque « Langues et Nation », I.S.T.I., 34, rue Joseph-Hazard, 1180, Bruxelles.)

Troisième colloque, plus engagé : « Motivations et buts de la politique linguistique », à Karlsruhe (Niederschlesien, Allemagne fédérale, du 25 au 30 octobre). Objet : l'importance croissante de la langue comme instrument du pouvoir politique et économique, ou comme base de résistance à ce pouvoir.

Le débat sera limité, si l'on peut dire, à la situation linguistique en Europe de l'Ouest. Les organisateurs sont sept organisations de jeunesse d'Allemagne fédérale et l'Organisation mondiale de la jeunesse espérantiste (T.E.O.), Langues de travail : allemand, espéranto, Traduction simultanée probable.

Un peu plus tard (30 octobre-5 novembre), toujours sous les auspices du T.E.O., avec l'appui du Fonds européen pour la jeunesse, se tiendra à Rome un séminaire sur le thème : « Langue et Démocratie ».

Pour ces deux derniers colloques, renseignements et inscriptions à : Tumonda Esperantista Junulara Organizo (T.E.O.), Floustraat 172, Den Haag 201, Pays-Bas.

JACQUES CELLARD.

## AU NOM DE LA LOI

(Suite de la page 13.)

Risque-t-on la peine capitale ? Point ! Vous bénéficiez, au contraire, d'un extraordinaire texte de loi : « Le meurtre commis par l'époux sur son épouse ainsi que sur le complice, à l'instar de la loi sur le meurtre en flagrant délit d'adultère dans la maison conjugale est... excusable », stipule l'art. 334 du code pénal. A noter qu'une amende seulement est prévue à l'encontre du mari qui « a entretenu une concubine dans la maison conjugale ». Avis au M.L.F. !

## A l'hôpital

Brisé par ces émotions, vous vous retrouvez à l'hôpital, aux mains des fonctionnaires de l'Assistance publique.

« Mettez la chemise de l'hôpital, vous ordonne-t-on.

« Jamais ! »

Bonne réponse. Vous avez parfaitement le droit de conserver vos effets.

« On va vous opérer.

« Non »

Vous avez encore raison. Aucun médecin ne le peut contre votre gré.

« Je veux voir mon médecin de famille, clamez-vous.

C'est interdit.

Faux. Vous pouvez même faire venir un spécialiste.

« J'exige un bain au moins chaque semaine, vous insurgez-vous.

« Non ! » vous répond l'Infirmière-major. Le règlement ne prévoit qu'un bain mensuel. Le bain de pieds seul est hebdomadaire.

C'est elle, cette fois, qui a raison !

Mais, après tout, la liberté ne se demande pas. Elle se prend.

Vous décidez de vous en aller. Peut-on vous en empêcher ? Non. Il suffit de signer un décharge.

## Chez soi

Vous regagnez votre pavillon.

On a forcé votre porte. Ulcéré, vous plantez un écriteau : « Attention ! Piège à feu ! » Légal ?

De la planter, oui ! D'installer le piège, non. Vous seriez responsable des blessures qu'il causerait, même à un visiteur indésirable.

Je vais acheter un revolver, décidez-vous. Vous le porterez-t-on ? Oui, si votre coterie judiciaire est vierge. Mais vous n'aurez qu'une « autorisation de détention d'arme », non un « port d'arme », l'objet devant rester chez vous.

Vous allez vous promener. Des

hailiers voisins, surgit un garde-chasse.

« Carte d'identité ! »

Vous lui tournez tranquillement le dos.

« Je suis assermenté, aboie-t-il.

— Et après ? Assermenté ou pas, vous n'êtes pas officier de police. Vous n'avez nullement le droit de me demander une pièce d'identité. Si vous mettez la main sur mon épaulé, c'est vous-même qui vous mettez ipso facto en infraction ! »

## Police !

On frappe le lendemain, chez vous. Des coups violents. Appe-

nant à conduire, avec votre véhicule, à votre neveu qui veut se présenter en candidat libre (ce qui est parfaitement autorisé) et

un mois plus tôt, vous avez eu des mots avec un agent. Vous lui avez demandé son numéro. C'était votre droit. Il vous a demandé votre identité. C'était le sien. Mais vous avez répondu ne pas avoir de carte d'identité, ce qui encore était votre droit. Seul est obligé de justifier de son identité. Seriez-vous persécuté ?

« Police ! Ouvrez !

« Mais le soleil n'est pas levé » répondez-vous, sans vous affoler. Aucune arrestation ne peut avoir lieu entre le coucher et le lever du soleil, c'est-ce pas ?

Les coups redoublent.

« Tout beau ! Tout beau ! Faites-moi donc passer d'abord le mandat sous la porte. »

Vous le lisez. Attentivement. Il peut être faux, antidaté, surchargé.

Alors seulement, vous ouvrez. Décidé à ne plus jouer dans un monde où tout le monde triche, où tout est dérogé d'avance, vous ne donnez que vos nom, adresse, profession, état civil.

« Vous ne voulez rien dire de plus ?

— La loi ne m'oblige pas à répondre à autre chose.

— Pas très coopérante », remarque-t-on, comme vous refusez aussi bien de signer toute déclaration, de vous faire photographier et de donner vos empreintes, sachant qu'on ne peut vous y obliger durant la garde à vue.

Relâché, vous regagnez votre domicile. Vous avez découvert l'absurdité de l'absurdité.

Animé du mauvais esprit des lois, vous êtes plus que jamais décidé à vous faire de ces lois un rempart pour mieux vous défendre.

PIERRE LEULLIETTE.

10-11-76



JOURNÉE

الشرق الأوسط

# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## La fin d'un baron du rail

### L'ORIENT-EXPRESS RENTRE AU GARAGE

L'ORIENT-EXPRESS, le train des derniers « barons » européens, qui reliait Paris à Istanbul depuis près d'un siècle, va rentrer au dépôt après un ultime et bref voyage. L'année prochaine, immobile, silencieux à jamais, il sera sans doute dans sa version originale réduite le pôle d'attraction d'un hall d'exposition pour le bonheur nostalgique des amoureux de la traction ferroviaire, une confrérie beaucoup plus nombreuse qu'on ne pourrait le croire. Ainsi en a décidé la conférence internationale des chemins de fer qui vient de se réunir à Budva, petit port yougoslave de l'Adriatique jamais desservi par le moindre train, pour la simple raison qu'il ne possède même pas de gare.

d'une manière fortuite — c'est-à-dire qu'il soit rentable — il aurait fallu que cette manifestation de la clientèle rare ne fût pas sans lendemain. Or, de nos jours, les mirages du Proche-Orient, lequel n'a jamais mérité son nom, sont ravalés d'un coup d'aile, le luxe céleste des temps modernes. Le premier Orient-Express qui prit le départ de la gare de l'Est le 5 juin 1883, mit trois jours et demi — très exactement quatre-vingt-une heures quarante et une minutes — pour atteindre Constantinople. Le train, long de 75 mètres, était tiré par une locomotive à chaudière système Flamm, rutilante de cuivres ; il comprenait cinq voitures à bogies : deux wagons-lits (de vingt-quatre couchettes chacun), un

wagon-restaurant et deux fourgons à bagages (pour malles-armoires). L'intérieur des wagons s'ornait de boiseries en acajou laqué, d'appliques volées d'habits-mauves, de tapis et de fauteuils moelleux qui en faisaient le décor d'un palais roulant. Des serveurs en livrée officielle au restaurant, tandis que des conducteurs en dolman chocolat et petite casquette à visière curée de l'épave, le même uniforme qu'aujourd'hui, assuraient les fonctions de maîtres d'hôtel, voire de chanceliers. Car cet Orient-Express de la Belle Époque comptait parmi sa clientèle les rois et les reines, des empereurs centraux, sans oublier leur suite, le chef de la police jouant le rôle vigilant du passe-muraille.

d'Europe. Ce fut aussi le grand mythe littéraire du siècle, dont Paul Morand, chantant son sujet en un raccourci étonnant, fut le premier romancier. « L'Orient-Express traînait dans la nuit son public tri-hédoniste. Au réveil, une bise de zinc faucha les maïs de la plaine croate. Dans une brèche de la muraille byzantine, la mer de Marmara s'élevait. » Seul Valéry Larbaud, autre voyageur cosmopolite, sut poétiser, comme Morand, l'Orient-Express et son « glissement nocturne à travers l'Europe illuminée ». Jusqu'à ce que la littérature policière s'empare de ses wagons mystérieux pour en faire le cadre d'énigmes, voire de crimes, dans des romans soudain bloqués par la neige des Balkans. Ainsi, Agatha Christie, puis Graham Greene, décrivant des boyards interlopes et des madones des sleepings engoncés dans des tonnes de fourrure, qui deviendront après la deuxième guerre les vedettes de super-productions cinématographiques dont *Bons baisers de Russie* et, tout récemment, *Crime dans l'Orient-Ex-*

press eurent les illustrations les plus spectaculaires. L'Orient-Express commença à perdre sa légende quand il passa à la traction électrique. Il la perdit complètement quand il dut franchir les frontières du rideau de fer comme un train plombé et se soumettre à d'innombrables contrôles militaires dépourvus d'urbanité de jadis. En 1962, ce fut le coup de grâce : il prit le nom prosaïque de Direct-Orient et se transforma en foire ambulante d'Europe centrale ou, plus encore, en marché persan. Une seule voiture-lit désormais était accrochée au long convoi qu'envenimaient trois fois par semaine à minuit, gare de Lyon, une théorie de travailleurs turcs et de femmes en fichu, qui bientôt remontaient dans les couloirs un millier d'un décroches-mol-ca de ballots et de valises en carton précieusement ficelées.

Le wagon-restaurant aux idylles romantiques autour d'assiettes de caviar n'était plus qu'une chimère du passé et n'aurait à la clientèle prolétaire que de chiches plateaux-repas. Tout au long de l'interminable parcours, on s'ar-

reçait néanmoins ces reliefs d'une voiture à l'autre, car les quais de gares sinistres des républiques démocratiques étaient dépourvus du moindre rafraîchissement.

Le long express enchanté qui fleurait bon le tabac d'Orient et la rose bulgare entrant maintenant sur la voie de garage, que n'a-t-il resté de la grande aventure du rail ? Le Transsibérien aussi l'ont depuis longtemps déserté.

OLIVIER MERLIN.

(Lire page 28 l'article de J. de Barrin : « Le Paris-Calcutta au quai n° 3 ».)

Deux sociétés de transporteurs routiers, les Courriers de l'Inde-France, 178, avenue du Président-Wilson, 93120 La Plaine-Saint-Denis, tel. : 203-23-31 et la Société Scofort Tourism (Taksim Mété, CAD n° 14, Lézard) ont mis en service depuis le 14 juin d'un train l'exploitation d'une nouvelle ligne régulière Paris-Istanbul par autocars Mercedes 1903 climatisés, avec réfrigérateur, W.C. et le pilotage assisté de trois chauffeurs.

L'Industrie passe par l'Italie (tunnel du Mont-Blanc), la Yougoslavie et la Bulgarie. Au total, 3 000 km dont 2 000 km d'autoroutes et le reste par des routes en bon état.

#### Boyards interlopes

Après la première guerre mondiale, l'Orient-Express, qui avait jusque-là emprunté le trajet Munich-Vienne-Budapest-Belgrade-Varna, inféodait sa trajectoire vers le sud via Milan, Venise et Trieste, d'où le nom qu'il prit de Simplon-Orient-Express. Le voyage

seur parti de Paris, gare du P.L.M., un lundi à 19 h. 25 arrivait à Belgrade le mardi à 23 h. 19, à Sofia le mercredi à 19 h. 08 et parvenait le jeudi matin à la gare terminale d'Istanbul sur le Bosphore. C'était « le tourbillon le plus prestigieux

#### La leçon d'une mauvaise saison

La Corse a connu une saison touristique médiocre. Les événements ne sont pas étrangers au mauvais remplissage des hôtels. M. Emilio Arrighi de Casanova, président du Comité régional de tourisme de la Corse, analyse ci-dessous les résultats de l'été dernier et propose une politique de tourisme qui fait encore défaut.

L'A Corse attend chaque année la saison touristique avec un mélange d'espoir et d'inquiétude. Espoir de retombées économiques s'améliorant d'une saison à l'autre, inquiétude quant aux risques de violence et à leurs répercussions.

Les chiffres actuellement connus ne sont pas encourageants : 906 763 entrées de janvier à août 1976 contre 901 064 pour la période correspondante de 1975. C'est la première fois depuis quinze ans que l'avant et la pleine saison se soldent par une quasi-stagnation. Sans doute le trafic maritime a-t-il augmenté de 8 %, mais c'est une conséquence de la baisse des tarifs, de l'ordre de 50 %, consécutive à l'application du principe de la continuité territoriale, c'est-à-dire l'alignement du prix des billets sur ceux de la S.N.C.F. Si l'on y avait pas eu cette mesure, les chiffres auraient été encore plus préoccupants.

C'est que, en regard, le trafic aérien a chuté de 12 % et, conséquence de la modification du flux touristique, la clientèle des hôtels a reculé de 30 %. Peut-être faut-il aux « événements » ce renversement de tendance ? La réponse est oui, mais seulement pour partie. Sans doute, la récente flambée de colères, consécutive au meurtre de deux paisibles bergers, pourrait-elle faire penser, venant après la destruction du Boeing et celle d'une ferme de rapatriés, que le feu couve partout et qu'il pent, à tout moment, se raviver.

Sur place, cependant, et en dehors des points précis où les incidents se produisent, la vie suit le cours tranquille des jours ordinaires. Mais il est bien évident que l'habitude prise par les moyens d'information de relier les manifestations et attentats, quelles qu'en soient l'importance et la gravité, les conduit à une sorte d'accompagnement des relations. L'exploitation qui en est faite à des fins non absentes de dénigrement commercial, forge une image d'insécurité que les marchands de voyages ne prennent pas le risque de dissiper.

La Corse subit, pour sa part, de plein fouet, la concurrence des régions méditerranéennes de latitude comparable. Elle a, en revanche, le rare privilège d'être une montagne dans la mer, de disposer d'une extraordinaire variété de sites et d'une égale variété de centres d'intérêt. Il suffit, en effet, de s'éloigner des plages pour trouver matière à randonnées équestres et pédestres, à découvertes historiques et archéologiques, à tourisme nautique, ou, pour ceux qui préfèrent se familiariser avec des modes de vie authentiques, à partager la vie rurale au rythme simple des artisans, des paysans et des bergers pour qui l'hospitalité est une vertu sacrée.

Les événements, s'ils ont eu une influence dissuasive indéniable, ne sauraient donc servir d'alibi pour dispenser de regarder en face cette autre vérité : l'ère du tourisme facile est passée. Il y aura, certes, toujours place pour une clientèle grégaire, mais ceux pour qui les vacances sont un temps d'effort physique, d'enrichissement personnel, de contacts avec d'autres modes de vie

que le leur, seront de moins en moins l'exception.

La Corse peut saisir cette évolution comme une chance, et reconstruire ceux qui voient dans le tourisme une occasion privilégiée de développement, et ceux qui redoutent le danger d'invasion, de dénaturation des sites et, pour employer un néologisme qui fait image, de « balnéarisation ».

#### Les moyens existent

Il n'est pas, en effet, trop tard, alors que la Corse n'a été que très ponctuellement enlaidie et que le déferlement massif des touristes est plus une crainte pour demain qu'une réalité d'aujourd'hui, de concevoir une politique touristique volontariste. Elle viendrait le tissu local au lieu de l'ignorer. Elle favoriserait l'équilibre entre l'intérieur et la côte. Elle substituerait les petites unités d'accueil, géographiquement réparties, aux projets de concentrations balnéaires. Elle favoriserait l'étalement de la saison et viserait à créer des emplois permanents. De larges couchers de la

population résidente s'y trouveraient alors associées, et les Corsees finiraient par considérer le tourisme comme leur affaire.

Est-ce utopique ? Je ne le pense pas. Il suffit que l'Etat, la région, les collectivités locales et les professions partagent la même conviction et s'appuient mutuellement. Les moyens financiers et réglementaires existent. La volonté d'une promotion commerciale, réalisée sur la base d'un produit touristique conçu sur place et non plus imposé par des organismes extérieurs, existe également. Seul le catalyseur manque. Les assemblées régionales pourraient en faire office avec, comme instrument spécialisé d'action, le comité régional de tourisme. Voilà un domaine où nul ne contesterait leur compétence et où une forme pragmatique de politique décentralisée prendrait naissance.

Les tensions suscitées par un tourisme qui n'a, jusqu'ici, bénéficié d'aucune politique d'ensemble, ne rendent certes pas compte à elles seules de tout le problème corse, mais une solution originale, valorisant les initiatives insulaires et offrant des débouchés et des responsabilités, notamment aux jeunes, désorientés parce qu'ils sont désemparés, serait une contribution non négligeable à la solution de ce problème.

E. ARRIGHI DE CASANOVA.

### La Corse perd une bataille, mais pas la guerre

#### « Une montagne dans la mer »

Il serait cependant inexact de s'en tenir à une explication du recul touristique de la Corse, la seule dramatisation de la réalité. La Côte d'Azur a connu elle aussi, cette année, une saison médiocre. Chacun s'accorde à reconnaître que la situation mondiale internationale et la concurrence, parfois sauvage, des pays méditerranéens à moyenne faible n'ont pas été sans influence sur une relative désaffection de la clientèle habituelle. Mais d'autres causes tiennent à la saturation des plages, à l'allergie croissante des citadins pour la foule qu'ils voudraient bien oublier, l'espace d'un congé, à la recherche, enfin, de genres de détente moins passives que celles du « far niente » symbolisé par le sable, la mer et le soleil.

#### HOTELS : LA DEMANDE DES RÉGIONS

Enquêter sur les besoins de leur région en matière d'équipement hôtelier, donner un avis sur tout projet de création ou d'extension d'hôtels de tourisme, tel est le minimum trente chambres, soumettre au secrétariat d'Etat au tourisme des propositions quant à l'orientation des aides financières publiques allouées à l'hôtellerie, telle est la triple mission incombant aux commissions régionales d'équipement hôtelier qui seront créées auprès de chaque comité régional au tourisme.

Présidées par le préfet de région, ces commissions réuniront un temps d'experts régionaux des ministères intéressés, des élus locaux, des représentants de l'industrie hôtelière, des offices de tourisme et des organismes financiers. En annonçant cette décision, M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, a précisé que la mise sur pied de tels organismes répondait à son souci « d'être mieux informé sur le

marché hôtelier français grâce à une concertation régionale entre professionnels et administrations ».

#### P.L.M. : CAP AU SUD

Bordeaux, Marseille : deux nouvelles adresses sur la liste des hôtels P.L.M. Construit en 1971 et jusqu'à présent Sofitel, l'Aquitania — 310 chambres en catégorie 4 étoiles luxe, 2 restaurants, 3 bars, piscine, 12 salles de conférences — qui est situé dans le nouveau quartier de Bordeaux-Le Lac a choisi de se rallier à la bannière de M. Elie de Rothschild. L'hôtel Bordeaux (75 chambres en 4 étoiles luxe) tourne, lui, ses balais vers le Vieux-Port de Marseille. Il vient renforcer le « dispositif » de la chaîne dans les Bouches-du-Rhône, où elle comptait déjà trois enseignes, le P.L.M. Terminus à Marseille, le P.L.M. Le Pignolet à Aix-en-Provence et le P.L.M. Ile-Rousse à Bandol.

EN AUTOMNE

**L'idée c'est**

**jersey**

*l'île merveilleuse*

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Hélène, un shopping détaxé à faire rêver. Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour recevoir une documentation en couleurs, avec la gentillesse de retourner ce coupon, en joignant à 1,40 F, à l'Office National du Tourisme, Service France LF2, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**BIA**

Service France LF2

Avec B.I.A., Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly Sud

Réservation : 068.80.80

Plusieurs vols par semaine.

J'aime Jersey

**l'hôtel l'Horizon**

Charles Henry Conseil

L'étonnante et joyeuse petite île Jersey possède un merveilleux hôtel : l'hôtel l'Horizon, quatre étoiles, très certainement l'un des hôtels d'Europe ayant le plus de charme et de classe.

Une situation exceptionnelle : 140 mètres de façade, plein sud, le long de la magnifique baie de Saint-Brelade.

Le sable fin et les vagues en direct...

Un confort maximum (télé, radio...) dans les quelques 100 chambres... Trois salons-bars dont l'un donnant sur la très belle piscine intérieure chauffée (24x16 m)...

Un restaurant et un bar-grill réputés... Un excellent orchestre qui anime des dîners dansants d'une grande élégance... Et toujours une ambiance particulière pour des amis-clients exigeants et raffinés...

Monsieur John Willeman, le jeune manager, de région, soucieux, sur cet ensemble incomparable, sera heureux de vous adresser personnellement une documentation en couleurs.

Ecrivez-lui directement en vous recommandant du journal.

Vous pouvez également le joindre par téléphone en appelant, par l'automatique, le 19 (4) 334-0101.

Téléc. 40281.

Hôtel l'Horizon, Baie de Saint-Brelade, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

**COURCHEVEL 1950**

**le New Solarium**

Hôtel ★★NN

offre un séjour GRAND LUXE d'une semaine en pension complète à partir de 1490 F.

avec piscine - sauna - gymnase - cinéma privé - site exceptionnel - accès direct aux pistes

Rens. : TEL. 225 31 31 / 359 40 25

78, Champs Élysées, Paris 8°

**L'ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR**

Vol spécial A.R.

Départs chaque semaine :

**BANGKOK : 2.250 F**

**BOMBAY : 2.350 F**

**HAITI : 2.550 F**

**TOKYO : 3.750 F**

**TOUR DU MONDE : 7.300 F**

valable un an

**bon**

pour recevoir gratuitement notre brochure 78

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_



## Tourisme

## LA DORDOGNE SUR LE PAS D'UN GITE

« **M**ON dessin est de passer doucement et non laborieusement ce qui me reste de vie », écrivait Michel Eyquem à la veille d'aller, non loin de Bergerac, se retirer dans sa tour, au domaine dont il fit son nom : Montaigne. A une soixantaine de kilomètres de là vivait aussi en ce doux pays de Dordogne, son ami La Boétie, né à Sarlat.

Aujourd'hui, le Sarladais ou le Périgord noir a fait revivre les riches heures du système siècle. Le commerce et l'immobilier se

sont taillé une part royale dans les travaux de restauration en ville. Dans les campagnes, on aménage des gîtes ruraux et des campings à la ferme — manne bien malgre pour les villages qui ne veulent pas mourir saignés de leur jeunesse. Leurs atouts ? L'isolement, la sérénité de leurs paysages : douceur des vallées ourlées de buissons, fraîcheur des clairières au cœur des forêts de chênes verts et de châtaignes.

Sur les bords de la Beune, à mi-chemin de la Vézère et la Dordo-

gne, survit l'un de ces petits villages inchangés depuis l'époque médiévale : Tannin. Pour y parvenir, une route vicinale gravit un coteau abrupt planté de pins et de bruyères. La petite commune domine le vallon, ses villages à truites et son ancien moulin à aubes. Un clocher roman, au toit de lauzes, et, plus avant, le faîte d'une bâtisse se détachent sur le ciel.

## Les couronnes du boulanger

Cette maison solidement campée contre l'église, c'est le presbytère désaffecté et transformé en gîte rural. Un perron de pierre contourne la demeure, mène sous l'ombre d'une vigne vierge, vers le portail d'où le regard plonge sur la vallée. L'intérieur affiche une propreté toute rustique : murs clairs, fraîchement repeints, et l'essentiel du mobilier dans chacune des pièces. Une salle d'eau, une cuisine, deux chambres : tout y est. Conséquence, la batterie de cuisine invite à essayer les menus du pays : grillons de canard, confits d'oie, omelettes aux truffes ou aux cépes. A l'automne, à la veille de Noël, les chemins sont tout prêts dans la cheminée pour brûler les châtaignes.

A quelque distance du gîte, le cœur du hameau bat de son rythme régulier. Chaque matin, la voiture du four à boulanger vient offrir ses couronnes de pain paysan sur le terre-plein de « la Bordière », la seule auberge à 5 kilomètres à la ronde. A côté, au petit bazar, chacun vient s'approvisionner très tôt : les pastilles contre la toux y côtoient les légumes, des paires de chaussons, des piles électriques. Devant les fermiers venus des frontières du pays, l'épicière — la femme du garagiste — fait à sa manière le récit des nouvelles du jour. Tout y devient événement. Elle fait partie de ces privilégiés qui connaissent les moindres échos. Plus officielle, la secrétaire de mairie parle peu, mais même à elle seule les affaires de la commune. Revenue tard au pays après un trop long séjour dans une banlieue parisienne, elle a réalisé son rêve en redonnant vie à la mairie et en imposant un gîte rural communal.

## Une pléiade de châteaux et de manoirs

Autre façon de goûter les charmes du pays : une promenade au petit matin, le long des prés encore mouillés de rosée. Les alentours boisés d'où pointent des tourelles d'ardoise, cachent, sous le halo de brume qui monte des douves, une pléiade de châteaux

et de manoirs : terroir de Comarques, de Laussac.

Survivance de l'époque féodale, ces sites jouissent des hauts lieux de la préhistoire, tels des signes de cette pérennité qui faisait dire à Henry Miller que « la Dordogne survit comme les rêves dont se nourrit l'âme humaine ». Jusqu'ici l'expérience des gîtes ruraux ne le contredit pas.

CLAUDE GELIN.

★ Office du tourisme de la Dordogne, Bâtiment des gîtes ruraux, 18, rue William, 24000 Périgueux ; tél. (05) 53-44-33.

★ Maison du Périgord, 30, rue Louis-le-Grand, Paris-2<sup>e</sup> ; tél. 742-08-25.

## CORRESPONDANCE

## DE L'OMBRE POUR CINQ FRANCS

Un lecteur italien, M. Sergio Lucarelli, de Rome, nous a adressé la lettre suivante :

Désirant avec des amis romains connaître les sites préhistoriques de votre pays si si riche, nous avons décidé de commencer notre voyage de quinze jours par le Périgord. Qui dit Périgord dit Lascaux, que nous savions fermée mais nous voulions voir le site et peut-être la copie dont la réimpression a été annoncée. Arrivés sur place nous fûmes attirés par des panneaux nombreux annonçant « Grotte du Regourdou, 200 mètres », au sommet de la colline, devant un panorama magnifique se trouvait un cabanon et un écriteau : « Premier site préhistorique mondial de l'homme et de l'ours ». Après avoir acquitté 5 francs d'entrée, nous eûmes droit à cheminer autour d'un trou de 15 mètres de diamètre et de 8 de profondeur enrobé d'une grue et de wagonnets roulés. Aux questions que nous lui posions, l'homme de la caisse nous dit qu'on avait trouvé en 1936 des ossements d'ours et qu'on espérait trouver l'entrée de Lascaux, car on avait déjà trouvé des pigments. En fait, de la grotte annoncée à grand fracas, nous ne vîmes qu'un trou, qui, après vérification, ne portait aucun cas correspondre avec Lascaux. D'autres touristes, hollandais et anglais, se plaignaient comme nous-mêmes. On nous répondait peu aimablement qu'il s'agissait d'un lieu « pour spécialistes ».

Pour beaucoup de touristes étrangers, Lascaux est le premier site visité. Du fait de la publicité intempestive sur le site de Lascaux, le touriste se rabat sur cette fausse grotte du Regourdou. La déception est telle qu'il peut bien s'imaginer que toute la préhistoire est comme cela et s'arrêter là. Pour notre part, nous avons poursuivi notre voyage, et tous les sites et grottes visités (Font-de-Gaume, Combarelles, Pechmerle, Rouffignac, Laugerie, Niaux, etc.) furent des découvertes merveilleuses.

## LES RESTES DE LA FORÊT GAULOISE

S'ÉTAIT-IL chauvin à rebours, le titre de cet ouvrage ? Dès les premières pages on apprend en fait que bien au-delà de nos frontières, « partout dans le monde la forêt recule ». Notre hexagone importante forestière se réduit considérablement à chacune des informations données : dans l'immense Chine « le taux de boisement n'est plus que de 10 % » (Grande-Bretagne et Pays-Bas 7 %, Belgique 19 %, France 26 %), en Afrique « 250 000 hectares disparaissent chaque année au sud Nigéria », en Amérique du Nord « la surface forestière est tombée de 365 à 260 millions d'hectares en un demi-siècle » et le sanctuaire amazonien lui-même, ébranlé par l'autoroute, est la proie des exploitants-exploiteurs venus des pays pauvres en bois ou « natio-nalistement » écologiques depuis peu (Japon, États-Unis, Pays-Bas, etc.).

Pendant ce temps, dit le préface signifié par le professeur Monod, un seul numéro dominical du New York Times dévore plusieurs hectares de forêt. Et sur la planète le nombre des humains consommateurs de bois « passe de 2,5 milliards en 1950 à 3,5 milliards en 1975 alors que le dix-septième siècle franchissait à peine le demi-millier ». Terre, la forêt tout le camp ! Mais si au plan national la maîtrise de ce problème « global » nous échappe il reste que nous vivons en France et que, sans pour autant nous désintéresser de l'Amazonie, il importe de balayer devant notre porte. C'est le propos des auteurs. Chez nous l'O.N.F. « triomphante » en arguant de ce que la surface de la forêt française est passée de 11 millions d'hectares en 1920 à 14 millions aujourd'hui. Mais ces chiffres ne répondent pas à des questions majeures : qu'appelle-t-on « forêt », et vers quel va-t-elle ? Est-ce le début d'une distorsion de plus contre l'O.N.F. telles qu'en l'absence périodiquement des « écologistes » néophytes, défenseurs soudains de l'écologie boisée où ils viennent d'introduire par attraction leur résidence secondaire ?

Les premières pages font entendre une sorte de concert de critiques — parfois contradictoires — égrenées au cours des dernières années. Mais au fil de la lecture apparaît un dossier véritable établi par des

forestiers et des écologistes continuateurs de l'œuvre de Lucien Demesse. Pour l'essentiel, le débat demeure le même : la forêt doit-elle être traitée en bien public ou en usine à bois chargée de fournir « 25 millions de mètres cubes en 1974 et 40 millions en l'an 2000 » ? Au lieu de slogans déjà rabâchés, nous sont ici présentés documents, études, faits, références, etc., mais ce dans une langue claire, des réalisateurs, de l'exploitation par matériel lourd, de la structure même de l'O.N.F. restant leurs moyens d'action aux forestiers, des routes abusives, des pollutions, des lotissements, etc., mais ce dans une langue d'initiation pour la thèse et l'enthousiasme en sachant s'élever des affirmations péremptives (Ainsi : « l'épécia n'est pas toujours l'ennemi »).

On apprend à lire la réalité des besoins en bois... et la nécessité urgente de les réduire. La forêt française n'est pas plus que les autres taillable et corvéable à merci. Sa dégradation a commencé non pas hier mais dès le Moyen Âge (qui avait « la haine de l'arbre ») pour s'accroître, après la pose bénéfique du siècle de Louis XIV, avec l'avènement de la dévotion à l'industrie. En 1887, c'est le plus bas déclin. De la forêt gauloise il ne restait qu'à peine 9 millions d'hectares.

Aujourd'hui, « les besoins en bois rond de l'Europe » sont passés de 160 millions de mètres cubes en 1951 à 330 millions en 1975. D'où l'usine à bois — dans le meilleur des cas — qui chasse la vraie forêt. Changer en France les méthodes et les structures de l'O.N.F. est capital, mais il s'agit bien d'un problème de civilisation — où se trouve incluse aussi la démographie. La conclusion ? Elle tient dans les cinq dernières lignes de l'ouvrage : « Qu'elle soit capitaliste ou socialiste, tant que notre société sera fondée uniquement sur le productivisme et voudra ignorer les limites des possibilités du milieu naturel, notre avenir très proche ne peut être que l'écocatastrophe ou l'écocatastrophe, ou les deux ».

JEAN RAMBAUD.

★ France, la forêt tout le camp, par Jean Cauwet, Nicole Demesse, Roger Fischer, Alain Ferry. Éditions Stock, prix : 30 F.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

## Côte d'Azur

## CAGNES-SUR-MER

Mueblé COMTOIS - La Grange-Régnade (06800). Tél. : (03) 20-54-17. Studios 15 et 2-3 pers., piscine, terrasse ensoleillée, vue unique, ouvert toute l'année. Jardin. Parking couvert.

## VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mueblé WELCOM. Bord de mer. Tél. 47281 - Tél. : (03) 20-70-28.

## Provence

## BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX - 1<sup>er</sup> App. calmes 49 à 78 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 2 place de la Comédie - BORDEAUX. Parking assuré - Tél. : 52-94-03 à 06.

## Allemagne

## FRANKFURT

PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, près gare centrale « Wiesenhüttenplatz 28 ». Tél. 1949/611/230571 TX 04-12808.

## Angleterre

## KENSINGTON LONDON


Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington. 7<sup>th</sup> floor, 140, rue de Kensington. HOTEL Cromwell Place. London SW7 2LA. Dir. S. Toom - 01-589-8288.

## Suisse

## AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 520 F. Piscine couverte. Tél. 74232.

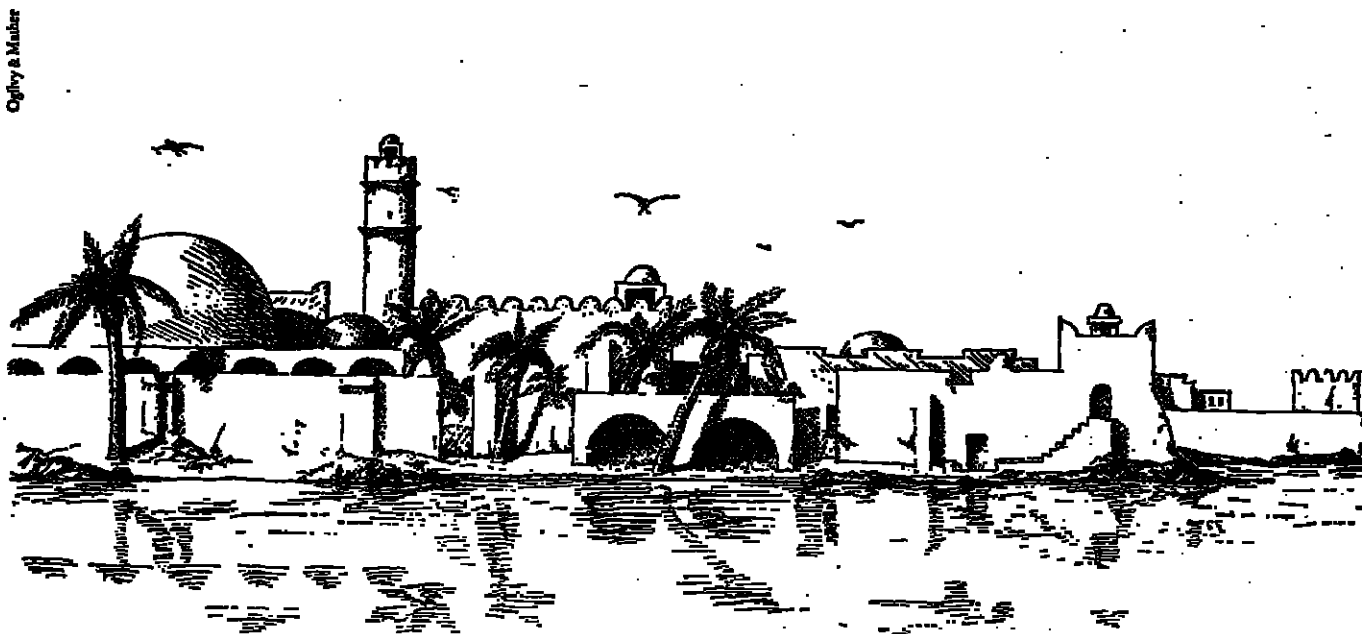
**NOEL AU LARGE D'ALEXANDRIE**  
LE JOUR DE L'AN EN VUE D'ISTANBUL...  
A BORD DU PRESTIGIEUX ACHILLE LAURO  
DEPART DE GENES LE 23-12-76 - RETOUR A GENES LE 06-01-77  
**8 ESCALES** : NAPLES, ALEXANDRIE, PORT-SAÏD, HAÏFA, IZMIR  
les prix : à partir de 3140 F par pers. en cabine à 4 lits.  
à partir de 3800 F en cabine à 2 lits.



Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à E.T.T.S., bd des Capucines 75002 PARIS - Tél. 073.40.85  
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure "Croisières de fin d'année, Achille Lauro".

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ LM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

## Le soleil est parti avec les hirondelles. En Tunisie.



Même les hirondelles le savent. La Tunisie, c'est vaste et accueillant : 1200 km de plages, et des centaines d'hôtels ultra-modernes et confortables.

Vous y retrouverez sans peine le sens de l'espace. La Tunisie, ce n'est pas loin. Et même si vous partez au dernier moment, vous aurez toujours votre place au soleil.

Contactez votre agent de voyage ou l'Office du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.  
**La Tunisie. Une terre. Des hommes.**

Je m'en vais



السياحة في جبال الورد

DU TOURISME

PROVINCE

Le Verdon n'a pas d'eau à perdre

EN septembre, les eaux du Verdon sont à l'étiage. Il en est ainsi depuis cinq millions d'années. Depuis que cette rivière tétue, descendue des Alpes, a décidé de rejoindre la Durance en empruntant une colossale faille naturelle, créant du même coup le Grand-Canyon, qui, de Castellane à Moustiers-Sainte-Marie, constitue l'un des sites naturels les plus grandioses de France. A-pis, gouffres, falaises, gorges, défilés, s'y succèdent, au fond desquels bondissent les eaux couleur d'émeraude qui ont patiemment grignoté la roche et ont valu au Verdon son nom.

Pour améliorer le rendement, il faudrait envisager d'adopter à l'usine une station de pompage qui, de nuit, hisserait les eaux jusqu'au plateau du Plan-de-la-Tour, où une nouvelle retenue de 5 millions de mètres cubes, située à une cote suffisante (mais n'ayant des terres agricoles) permettrait (de jour) un « turbinage » plus important. Même pour qui ne connaît pas la région, il est clair que pareil projet revient à « schunter » purement et simplement le Grand-Canyon du Verdon, réduisant de vingt fois le débit actuel de l'eau. Le cahier des charges impose, en effet, à E.D.F. un « débit réservé » qui ne doit pas être inférieur à 500 litres par seconde.

Un homme a pris la tête de la croisade contre le projet, et son bâton de pèlerin pour multiplier réunions, appels, cris d'alarme et mises en garde. M. Roger Verden, un homme à fond, en 1970, l'Association des guides du Verdon. Ce professeur d'éducation physique a fait découvrir à des milliers de visiteurs enthousiasmés le Verdon, ce par le fond, parcourant pour cela, dans le lit de la rivière, près de 9 000 kilomètres : à la nage, en radeau, à pied, en kayak. Il en connaît chaque rocher, chaque méandre, chaque tourbillon, qu'il a minutieusement décrits dans un guide (2).

ment. Ne laisser que 1 m<sup>3</sup>/seconde, c'est ôter aux gorges les miroirs d'eau qui colorent et illuminent les rochers, les cascades, les falaises moussues. C'est les défigurer ! C'est détruire cette gigantesque serre qu'est le canyon, de l'Estérel à Mayraze.

ler général de Rians, maire de Saint-Julien-le-Montagné et surtout président du Syndicat mixte d'aménagement du Verdon, qui s'est prononcé violemment contre ce projet dans une fracassante « lettre ouverte ». Le conseil général du Var a invité E.D.F. à reprendre le projet et à consulter longuement les communes riveraines. Mais l'humanité n'est pas faite, même au sein du syndicat.

Pourquoi le renoncement de 1973 et la résurrection de 1976 ? Entre temps, vous explique-t-on, la « crise » a changé les données. Ce qui n'était pas rentable peut le devenir. Les besoins croissants en énergie, la raréfaction des sites où peut s'édifier un barrage hydro-électrique (1), font que le lit du Verdon est l'un des derniers exploitables avec quelque chance de rentabilité. Enfin, les démarches entreprises auprès du ministère de l'Industrie par le conseil général des Alpes de Haute-Provence et l'espérance d'un retour à un jour bénéfique sous forme de patentes ne sont pas étrangères à l'extension du projet, affirmant ses adversaires.

« En aucun cas », assure M. Georges Labaye, directeur régional de la région d'équipement Alpes-Méditerranée d'E.D.F., « ce débit résiduel ne serait inférieur à 1 000 litres/seconde. Nous ne désirons pas assécher le site. Une étude écologique est en cours qui déterminera quel seuil minimum ne pas transgresser afin de ne pas nuire à l'équilibre hydrobiologique du canyon. »

« Un débit de 1 mètre cube/seconde », explique M. Verden, « c'est d'abord la condamnation des activités de kayak auxquelles il faut un minimum de 10 mètres cubes. Et de toutes les activités dérivées du tourisme et de la randonnée « sauvage ». Ce n'est pas le plus grave. »

Les comités de défense se multiplient à Rougon, à La Palud, à Aiguines, à Châteauneuf, à Moustiers et au-delà. Artisans autour de l'association de défense et de valorisation Hommes, Nature, Loix au canyon du Verdon (3), ils rassemblent les hésitants, informent les populations et en première ligne « et s'efforcent d'obtenir des élus et notables locaux une prise de position claire. Nombre de maires et conseillers généraux ont pris fait et cause pour les défenseurs du site. A leur tête, M. Maurice Janetti, conseil-

le rapport de la commission Pariat, il ne reste plus que deux sites en Provence : Embrun et les gorges du Verdon. (2) Guide des gorges du Verdon. Plein-Air Promotion, La Botinière, 13410 Lambesc. (3) VALD Le Palud-sur-Verdon.

De quoi s'agit-il ? De réaliser une chute hydro-électrique sur la commune de Moustiers-Sainte-Marie, à la sortie du Grand-Canyon, près du lieu-dit la Galetas. Pour alimenter la chute, E.D.F. projette de dévier les eaux du Verdon à l'aide d'un barrage sur son cours, situé en aval de Castellane, avant l'entrée du canyon, à proximité du village de Châteauneuf, au lieu-dit Pont-de-Soleils. Les eaux du lac ainsi créé, en arrière d'un barrage de 30 m de haut, seraient alors conduites, par galerie creusée sous le territoire de la commune de Rougon, vers celui de Châteauneuf-le-Moustier, où une scierie de résineux serait édifiée en travers du cours du Baon, torrent affluent du Verdon, dont elle capterait, en outre, les eaux en totalité. De là, ces eaux seraient, toujours par galerie, acheminées jusqu'au Galetas où se trouveraient l'usine hydro-électrique (souterraine). Bien qu'on en soit au stade des seules études préliminaires, les responsables d'E.D.F. estiment qu'un aménagement uniquement gravitaire ne serait pas rentable.

La FONTAINE aurait pu écrire quelques-unes de ses fables dans ce site paisible où l'eau mûrit glisse lentement dans un labyrinthe de canaux étroits, entre les rochers et les prairies, dans l'ombre des saules, des peupliers de cent années espérés. Les marais automnaux, à proximité de Saint-Omer, n'abrite-t-il pas la plus grande héronnière de France, où quelques centaines de hérons cendrés peuvent, sans crainte, s'ébrouer et prendre leur envol ? Sur 3 400 hectares, l'eau est omniprésente, s'infiltrant partout au gré des débits plus ou moins famélistiques de ce fleuve côtier qu'on appelle l'Aa, et qui va se jeter dans la mer du Nord, à 40 kilomètres de là.

Marécage depuis les temps les plus reculés, cette zone n'a connu ses premières transformations que grâce aux moines cisterciens, qui, au onzième siècle, fondèrent une abbaye à Clairmarais, abbaye rasée en 1808, et dont il ne reste aujourd'hui que quelques pans de mur. Les marais automnaux, tel qu'il est aujourd'hui, est donc la résultante d'un aménagement empirique et vieux de quelques siècles. L'eau, difficilement canalisée et plus difficilement encore maintenue à niveau, coule aujourd'hui dans les « watergangs », mot venu du flamand : ainsi nomme-t-on les canaux étroits. Ici, on est encore en Flandre, même si l'Artois est tout proche. Ces « watergangs » envasent continuellement et donnent lieu au dépôt de boue, d'écumes, de groupements de propriétaires chargés de l'entretien. La lutte contre la vase est devenue si coûteuse que la situation ne cesse de se détériorer. Les marais automnaux, vu du ciel, se présentent comme une mosaïque de jolies de terre cultivées, de prairies, d'espaces verdoyants découverts par les lignes brillantes et aléatoires des cours d'eau. Une ligne plus forte et plus étroite : le canal à grand gabarit qui relie Valenciennes à Dunkerque.

Durant l'été dernier, sous le soleil méridional, certains jours, plus de douze mille touristes s'éparpillaient dans le marais pour une promenade en barque, une partie de pêche, quelques pique-niques, 80 % d'entre eux venant de l'étranger, c'est-à-dire, pour la plupart, des grandes villes du Nord. On peut laisser un marais subir toutes les pressions du tourisme sauvage. Mais, dans quelques années, il faudra réparer les dégâts et tenter de régler des problèmes qui se posent singulièrement compliqués.

La réalisation de ces projets n'ira pas sans difficultés, ne serait-ce que parce que quatorze communes sont concernées (quatre dans le Nord, dix dans le Pas-de-Calais). Il conviendrait, selon l'étude déjà citée, de mettre en place un conseil de gestion qui pourrait comprendre des représentants de l'Université, des sociétés protectrices de la nature, du ministère de l'environnement, de l'Office national des forêts, des collectivités locales. Dans un secteur où la puissance publique ne possède qu'à peine 20 % des terrains et où il faudrait sans doute mettre en œuvre l'arsenal prévu par la loi foncière, il semble bien qu'une telle gestion collective s'impose. Il restera à la suite des premiers pas déjà engagés à définir un calendrier et surtout à dégager des crédits.

un choix immense de résidences en location mer et montagne pour vos vacances Location Loisirs 75000 Chambéry 179 33 09 45

« watergangs », mot venu du flamand : ainsi nomme-t-on les canaux étroits. Ici, on est encore en Flandre, même si l'Artois est tout proche. Ces « watergangs » envasent continuellement et donnent lieu au dépôt de boue, d'écumes, de groupements de propriétaires chargés de l'entretien. La lutte contre la vase est devenue si coûteuse que la situation ne cesse de se détériorer. Les marais automnaux, vu du ciel, se présentent comme une mosaïque de jolies de terre cultivées, de prairies, d'espaces verdoyants découverts par les lignes brillantes et aléatoires des cours d'eau. Une ligne plus forte et plus étroite : le canal à grand gabarit qui relie Valenciennes à Dunkerque.

« watergangs », mot venu du flamand : ainsi nomme-t-on les canaux étroits. Ici, on est encore en Flandre, même si l'Artois est tout proche. Ces « watergangs » envasent continuellement et donnent lieu au dépôt de boue, d'écumes, de groupements de propriétaires chargés de l'entretien. La lutte contre la vase est devenue si coûteuse que la situation ne cesse de se détériorer. Les marais automnaux, vu du ciel, se présentent comme une mosaïque de jolies de terre cultivées, de prairies, d'espaces verdoyants découverts par les lignes brillantes et aléatoires des cours d'eau. Une ligne plus forte et plus étroite : le canal à grand gabarit qui relie Valenciennes à Dunkerque.

« watergangs », mot venu du flamand : ainsi nomme-t-on les canaux étroits. Ici, on est encore en Flandre, même si l'Artois est tout proche. Ces « watergangs » envasent continuellement et donnent lieu au dépôt de boue, d'écumes, de groupements de propriétaires chargés de l'entretien. La lutte contre la vase est devenue si coûteuse que la situation ne cesse de se détériorer. Les marais automnaux, vu du ciel, se présentent comme une mosaïque de jolies de terre cultivées, de prairies, d'espaces verdoyants découverts par les lignes brillantes et aléatoires des cours d'eau. Une ligne plus forte et plus étroite : le canal à grand gabarit qui relie Valenciennes à Dunkerque.

« watergangs », mot venu du flamand : ainsi nomme-t-on les canaux étroits. Ici, on est encore en Flandre, même si l'Artois est tout proche. Ces « watergangs » envasent continuellement et donnent lieu au dépôt de boue, d'écumes, de groupements de propriétaires chargés de l'entretien. La lutte contre la vase est devenue si coûteuse que la situation ne cesse de se détériorer. Les marais automnaux, vu du ciel, se présentent comme une mosaïque de jolies de terre cultivées, de prairies, d'espaces verdoyants découverts par les lignes brillantes et aléatoires des cours d'eau. Une ligne plus forte et plus étroite : le canal à grand gabarit qui relie Valenciennes à Dunkerque.

Montez, tirez, frappez, plongez, smashez, marchez. Pompadour Club Méditerranée.

Où plier, reposez-vous. Si vous en avez le temps du moins. Car tout paraît si simple que vous avez envie de tout essayer. C'est d'ailleurs le moment ou jamais. Homologation, combien de fois vous êtes-vous promis pendant l'année de reprendre le tennis ou faire deux heures de piscine par semaine ? Au Club, à Pompadour, ou moins, c'est facile. Il suffit de s'en remettre aux moniteurs et à leurs conseils éclairés. Vous découvrirez, peut-être, que le tir à l'arc n'est pas si difficile et qu'il n'est pas besoin de commencer l'équitation à cinq ans pour faire un bon cavalier. 90 Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> - Place de la Bourse 75003 Paris Cedex 02 - Téléphones : 266.52.52 ou Agence Voyages de votre ville.

Tourisme

NOS PRIX-CHARTERS : JUSQU'À 70 % DE REDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION. le point 85. 85 bd saint michel paris 5 329.60.50. U.S.A. NEW YORK 1650F SAN FRANCISCO 2950F INDE BOMBAY 2300F MEXIQUE MEXICO 2625F PEROU LIMA 2950F ILE MAURICE 2980F. GRATUIT. Sur votre demande, nous vous adressons notre brochure charters (et sports d'hiver) 76/77.

le balcon de villard. 1. Une chambre meublée à côté d'un vrai village alpin, au cœur du Massif du Sud de France. 2. Afflué à la station 1200 m, au sommet des massifs du Sud de France. 3. 22 appartements individuels, 4597 m de dénivelé, 100 km de pistes toutes balisées. Un complexe d'été double en 1976. 4. Un vrai hôtel-club. Une équipe permanente d'entretien. Des accompagnateurs pour des randonnées hors des sentiers. 5. Un hôtel tout équipé, calme et confortable. 6. 500 études d'agrandissement, bien meublées et équipées. Tous au pied des pistes. Des piscines chauffées avec tous les commerces. 7. Des courtyards tout confort. Côté et chauffage gratuits en toute saison. Et aussi attention au ski de fond. 8. Des tarifs de séjour, deux, trois, quatre, 10 pages de conditions, à votre agent de voyage ou au Club Marcus. 63 Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL. 522 61 76



Tourisme

DIX MILLE KILOMÈTRES D'UN SEUL TRAIT

# Le Paris-Calcutta quai n° 3

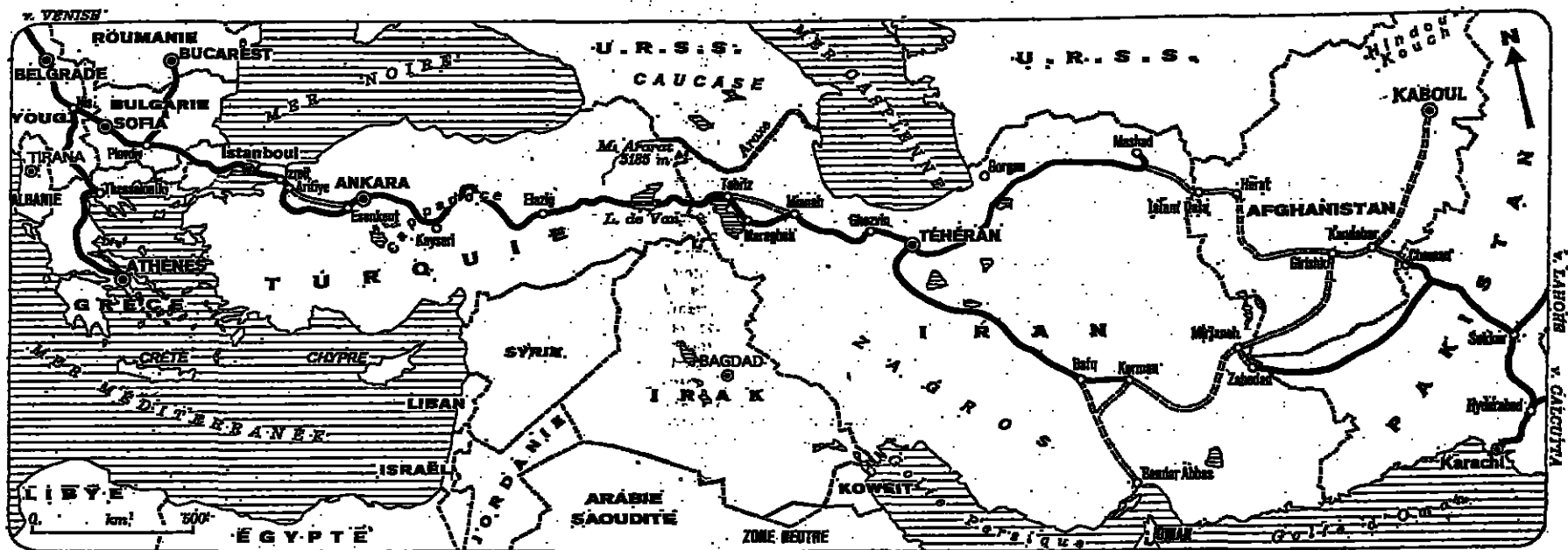
« N'ALLEZ pas imaginer que la disparition du Direct-Orient est un signe des temps, disent les amoureux du rail. Un trait peut en cacher un autre ! » Le fait est que très au-delà d'Istanbul on continue, sans désemparer, de poser des voies ferrées et qu'autour des années 80 rien n'interdit de voyager de Paris à Calcutta sans changer de compartiment.

Le « Direct-Orient » — l'Orient-Express de Paul Marzani — n'était plus que l'ombre de lui-même. Il reliait Paris à Istanbul en deux jours et trois nuits. « Il offrait un mauvais service : une voiture-bi-hébergement seulement, pas de restauration à bord ou-delà de Venise », indiquent les responsables ferroviaires. Vraiment, un train pour travailleurs immigrés turcs et saisonniers yougoslaves !

De Paris à Nis, en Yougoslavie, les trains circulent sur une ligne à double voie électrifiée ; pour gagner Istanbul, ils empruntent ensuite, à travers la Bulgarie, une ligne à voie unique en cours d'électrification. Le trafic de marchandises entre l'Europe et le Proche-Orient a connu, ces dernières années, un développement si brutal que le rail a eu beaucoup de mal à y faire face. D'où la tentation de donner la priorité aux convois de marchandises sur des rames de voyageurs qui paraissent dater d'un autre âge.

Venant d'Europe, le premier goulot d'étranglement vraiment sérieux est le franchissement du Bosphore à Istanbul. Des trains-ferries, d'une capacité moyenne de quinze wagons, assurent, en vingt minutes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, cette traversée de 2 kilomètres.

Comment lever l'obstacle ? On parle de la construction d'un viaduc ferroviaire, mais, au dire des experts, l'évolution du trafic entre l'Europe et le Proche-Orient



ne justifie pas l'engagement d'une telle dépense. La solution d'un tunnel sous-marin à ses partisans, mais la profondeur des eaux et le risque de secousses telluriques donnent à réfléchir.

Entre la Turquie et l'Iran, la continuité ferroviaire date de 1972. D'Istanbul à Téhéran, via Ankara, le voyage dure trois jours et trois nuits. Une fois par semaine, dans chaque sens, des voitures directes relient entre elles les deux villes. Un second point noir d'importance : le passage du lac de Van. Trois trains-ferries assurent, en quatre heures, cette traversée de 90 kilomètres : la distance Dunkerque-Douvres. Les responsables turcs étudient le contournement de ce lac situé à quelque 1 800 mètres d'altitude, au pied du petit mont Ararat.

Aux abords des grandes agglomérations — Istanbul, Ankara et Téhéran — la ligne à double

voie est électrifiée. Partout ailleurs, il s'agit d'une voie unique sur laquelle circulent des machines Diesel et, parfois, des locomotives à vapeur. Des travaux considérables doivent être prochainement engagés pour augmenter le débit de cet axe. Il est notamment question de raccourcir son tracé grâce à la construction de deux lignes directes : l'une, de 270 kilomètres, entre Adana et Esenkent, en Turquie ; l'autre, de 238 kilomètres, entre Tahriz et Mianeh, en Iran.

## L'aiguillage de Kaboul

Au mois de mars 1975, entre Téhéran et Mashad, les autorités iraniennes ont mis en service des turbotrains français qui parcourent en dix heures et demie le millier de kilomètres séparant les deux villes. A Mashad se raccorde le réseau que l'Afgha-

nistan — un des rares pays asiatiques à être totalement démunis de voies ferrées — entreprend de bâtir dans le cadre de son VII<sup>e</sup> plan quinquennal.

La Société française d'études et de réalisations ferroviaires (Sofrerail) s'est vu confier l'étude de ce réseau de 1 815 kilomètres. Il est notamment prévu la construction d'une ligne à écartement normal entre Kaboul et Islam-Gala, à la frontière irano-afghane, via Kandahar et Herat. Ce vaste projet est largement financé par l'Iran, intéressé par l'exploitation du minerai de fer d'Haikak dans l'Hindou-Kouch, et soucieux de contrebalancer dans cette région la présence, trop envahissante à ses yeux, de l'Union soviétique.

Peut-être la liaison Paris-Calcutta sera-t-elle réalisée avant que ne soit établie la liaison Paris-

Kaboul ? Il ne reste plus, en effet, qu'environ 400 kilomètres de voies à construire en Iran, entre Kerman et Zahedan. Fulsque le Pakistan et l'Inde ont renoué, l'été dernier, leurs relations ferroviaires, bientôt rien ne s'opposera plus — sauf l'existence de nou-

velles dissensions entre les deux pays — à l'établissement de la continuité des ballasts entre l'Europe et le sous-continent indien. Dix mille kilomètres d'un seul rail. Mais y aura-t-il alors des trains long-courriers et de vrais voyageurs pour tenter l'aventure ?

JACQUES DE BARRIN.

## LES SURVIVANTS

Les grands trains d'avant guerre — ceux qui évoquent le vrai voyage — n'ont pas tous disparu. Leurs noms figurent encore quotidiennement au tableau d'affichage — ou tableau d'honneur — de certaines gares parisiennes.

Le Train bleu : Paris-Nice-Vintimille (1 123 km).  
Le Nord-Express : Paris-Hambourg-Copenhague (2 500 km).  
L'Orient-Express : Paris-Budapest-Bucarest (2 500 km).  
L'Artberg-Express : Paris-Zurich-Vienne (1 470 km).  
Le Simplon-Express : Paris-Venise-Belgrade (1 983 km).  
Le Rome-Express : Paris-Milan-Rome (1 468 km).  
Le Sud-Express : Paris-Madrid-Lisbonne (2 058 km).

**WINDA INDIAN TRADING POST**

PIERRE & SYLVIA BOVIN

100 rue de la Chapelle, 75010 PARIS

Tel. 01 46 00 00 00

**ROUNDUP**

**LE N° 5 EST PARU**

PREMIER JOURNAL D'INFORMATION - WESTERN

le seul à vous informer sur l'équitation américaine et les Amérindiens

sera présent au 5<sup>e</sup> Salon du Cheval, Porte de Versailles à Paris

**1 AN - 4 Numéros**

France 25 F - Etrang. 35 F

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en chèque bancaire ou postal à l'ordre de ROUNDUP

17, r. de l'Osse-Jouy-le-Moutier 95000 CERRO FRANCE.

**A Tignes, la différence.**

**Différent !**

**Vous a-t-on déjà offert, pour le même prix\*, une "Semaine-vacances à vie" avec saunas, piscine intérieure, salon-cheminée, mobilier sophistiqué, réception souriante, etc., etc. ?**

**C'est pourtant ça Inter-Résidences Tignes.**

\* 15.000 F 2<sup>e</sup> Semaine de février, pour 2/3 pers.  
8.500 F 3<sup>e</sup> Semaine de janvier, pour 4 pers.  
(Crédit après acceptation du dossier)

**Inter-Résidences Tignes**

**C'est toute la différence !**

RÉALISATION ET GESTION : INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENÈVE (SUISSE)

**LA CROISIÈRE**

**LA PLUS PRESTIGIEUSE DE L'HIVER :**

**"65 jours vers l'Extrême-Orient"**

**à bord du somptueux Achille Lauro**

Départ de GENÈVE le 20 janvier 1977

- 17 escales prestigieuses au départ de Gènes : Naples, Port-Saïd, Suez, Bandou, Benaga, Manila, Hong-Kong, Bangkok, Singapour, Penang, Colombo, Bombay, Djibouti, Haïfa, Naples.
- Les excursions les plus insolites que vous puissiez imaginer.
- enfin, l'incomparable Achille Lauro "le grand navire bleu" de 24 000 t spécialement équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestres, gastronomie, animation, services médicaux, etc.
- Retour à Gènes le 25 mars 1977
- Prix : de 17.930 à 38.200 F.

**ACHILLE LAURO**

11 111 tonnes

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à - C.I.T. 5, bd des Capucines, 75002 PARIS - Tél. 073.40.85

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure "Croisière autour de l'Afrique et en Extrême-Orient, Achille Lauro".

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

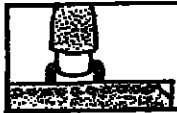
Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_

JAN 1977



Journal de l'ISO



Tourisme

## Le caravanning : toujours un parent pauvre

RECORD de ventes de caravanes en 1976 : 80 000 unités ; mais aussi record de grogne dans les camps : 6 millions de campeurs-caravanners en deux mois pour 1 600 000 places. Le déséquilibre s'accroît d'une année à l'autre et les terrains offrent des conditions d'accueil de plus en plus précaires à des caravanners de plus en plus nombreux.

En inaugurant, le 4 octobre, le onzième Salon de la caravane et de la maison mobile, M. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, a pour autant rencontré des fabricants satisfaits. « 1976 fut une bonne année caravanière », affirment les 170 exposants, qui ont enregistré une augmentation de 11 % de leurs ventes. Sur 50 000 m<sup>2</sup>, ils présentent environ 1 000 caravanes, dont 350 neuves. Chaque visiteur peut ainsi comparer les matériels employés, les astuces d'aménagement et les prix. « Après des vacances plus ou moins réussies, les caravanners viennent au Bourget choisir un nouveau modèle, au prix de lancement, et livrable au début de l'été suivant, expliquent les responsables de la chambre syndicale des constructeurs de caravanes. « Nous avons totalisé 88 000 nouvelles immatriculations lors de la dernière saison caravanière (de sep-

tembre 1975 à août 1976), soit 3 400 caravanes de plus que l'an dernier. Ce qui porte à 680 000 unités le parc de caravanes immatriculées, auxquelles il faut ajouter les 140 000 véhicules de moins de 500 kilos qui ne nécessitent pas d'immatriculation propre ».

Si les constructeurs se réjouissent à juste titre du développement croissant de ce mode d'hébergement, derrière leur optimisme pointent les problèmes de leurs clients, qui se posent sur deux marchés bien différents. D'une part, ceux qui choisissent une « 3,50 m » pour passer des vacances dans un camp surchargé, incommode, mais les pieds dans l'eau ; d'autre part, ceux qui préfèrent une « 8,50 m » pour remplacer, moyennant un prix relativement modéré, le maison de campagne de leurs rêves.

Les premiers ont encore vécu un été de cauchemar. La sécheresse les a incités à délaisser la côte méditerranéenne — qui n'a pas connu l'affluence de l'été 75 — pour les côtes atlantiques, bretonnes et normandes. Les terrains aménagés ont été envahis dans la plus grande anarchie. Dans la presqu'île de Crozon, certains caravanners ont payé 10 F par jour et par famille le droit de s'installer, sans aucun aménagement

sanitaires, chez un agriculteur peu scrupuleux. Près de la pointe du Raz, où le camping libre était autorisé, d'autres ont goûté des promiscuités qui égalaient les entassements des terrains traditionnels. Mais plus grave encore est le problème des caravanners propriétaires de maison mobile, victimes d'une législation inadaptée. Par sa conception et son prix, la grande caravane de week-end pourrait être assimilable à la caravane de tourisme itinérant. Mais elle est soumise au permis de construire simplifié depuis 1972. Or, cette implantation, rarement accordée, est parfois purement et simplement interdite par décret préfectoral. Les fabricants français évitent donc de se lancer dans un marché qui est pourtant le prolongement naturel de leur première activité. Et les vendeurs de matériels étrangers se trouvent dans une situation délicate face à des utilisateurs mécontents... et pour cause !

### Des mesures insuffisantes

Au Salon du Bourget, M. Médéric a déclaré qu'il animait des réunions interministérielles (équipement, santé, tourisme) visant à modifier la loi de 1972. Mais l'attente est longue pour les caravanners sans autorisation.

D'autre part, il a confirmé son désir de mener des actions favorables au développement du caravanning. Pour être véritablement efficaces, elles devront aller plus loin que les mesures prises en juin dernier. Les nouvelles expériences d'aires naturelles de camping — installations sommaires, mais suffisantes pour vingt-cinq familles à l'hectare — entreprises au cours de l'été ont été concluantes. Mais on peut se demander comment, à court terme, sera respectée la règle de 400 mètres carrés par emplacement à l'intérieur des terres, alors que l'on n'a jamais su imposer jusqu'ici les 100 mètres carrés jugés nécessaires au bord de l'eau.

Et les douze parcs-résidentiels-testa, nouvelles normes (c'est-à-dire d'une qualité extraordinaire), n'offriront que 18 000 places supplémentaires. Ces tentatives, certes intéressantes, ne suffiront pas à combler les faiblesses du VII<sup>e</sup> Plan.

Mais ceci n'est qu'une affaire de crédits : le camping-caravanning est le parent pauvre du tourisme, à qui on alloue un budget de 14 millions de francs alors que l'hôtellerie, elle, bénéficie de 50 millions. Aussi, devant le malaise actuel, la Fédération française de camping-caravanning propose-t-elle, dans un « plan camping », des solutions pour résoudre

les problèmes financiers et fonciers, mais aussi qualitatifs.

Les nouvelles réglementations semblent peu à peu s'orienter vers des critères de qualité jusqu'à présent ignorés. Les créateurs de camping-caravanning vont-ils abandonner les terrains concentrationnaires aux équipements collectifs sinistres pour s'inspirer de ceux des pays scandi-

naves ? En Finlande, par exemple, ils trouveront des terrains séduisants, aux aménagements personnalisés, où la qualité de la vie n'est pas un vain mot.

M. G.

\* XI<sup>e</sup> Salon de la caravane et de la maison mobile, aéroport du Bourget, jusqu'au 10 octobre. De 9 heures à 20 heures ; entrée : 3 F.

**PARTICIPEZ GRATUITEMENT**  
les 16, 17 et 18 octobre  
à l'Hôtel Royal Monceau  
**AUX JOURNÉES DU VOYAGE**  
de l'agence  
**LE TOURISME FRANÇAIS**

Les JOURNÉES DU VOYAGE, c'est la grande fête des vacances. Pendant trois jours : des conférences, une animation folklorique, des débats, un festival non-stop du film touristique.

Plus de vingt cinq offices de tourisme et compagnies aériennes seront là avec les responsables du TOURISME FRANÇAIS pour vous renseigner, vous documenter sur vos prochaines vacances.

Venez découvrir les nouveaux programmes du TOURISME FRANÇAIS pour l'année 1977. Venez aussi, si vous êtes ancien client, retrouver vos compagnons de voyage et évoquer avec vos guides et animateurs de bons souvenirs.

Si vous voulez participer gratuitement aux trois jours du TOURISME FRANÇAIS, téléphonez-nous ou écrivez-nous pour que nous vous fassions parvenir une carte d'invitation. Vos amis aussi sont les bienvenus.

Coblence de France

**le tourisme français**  
96, RUE DE LA VICTOIRE - 75008 PARIS - TÉL. 280.67.80

## Les Parisiens n'oublieront plus les Lippizzans de Vienne

DEVANT les écuries impeccables, les usages de l'école militaire, l'air du commandant du Peuty où les regards reviennent de beaucoup d'illusions peuvent lire cette belle et naïve sentence : « La civilisation d'un peuple se révèle tout naturellement dans sa culture équestre ». Les écuriers de Vienne, en pleine confiance, dans un climat militairement assagissant, s'attendent autour de leurs montures ; une petite heure seulement les sépare de leur dernière présentation au Champ-de-Mars.

Point de gestes inutiles au box ; un farret patpé ici, un pied sollicité là, pour voir s'il est correctement paré et en vérifier les aplombs après quatre nocturnes malgré tout épuisantes. Point de questions superflues au chef pâtissier, Herrmann Lichtenauer, vingt-cinq ans d'école, sans parler d'une fugue due, de son propre aveu, à « un coup de bourdon », avec retour précipité au bercail, son cœur s'étant pris à vie pour ce merveilleux destrier en robe de soie blanche sachant si bien quémander du bout de ses lèvres roses un petit sucré savoureux.

L'inspection terminée, ces messieurs, à la ville très sportive de tenue et d'allure, et fort

coquets à en jurer par la coupe de leur veston, se séparent pour aller revêtir le sombre habit marron décontracté connu d'un large public. D'un ciel bizzarment fle de vin croûte une averse torrentielle qui, heureusement, sera la seule de la soirée.

A 21 heures précises, les huit écuriers montés sur leurs étalons lippizzans, somnolent, l'air courtois, arachés un petit quart d'heure plus tôt, apparaissent, pour l'adieu final, tendus comme des arcs et d'une beauté à couper le souffle dans la lumière intense des projecteurs balisant le rectangle parfait de sable doré.

### La paresse ? Qualité et non défaut...

A la tête de la reprise avance, le sourire un peu crispé, dodelinant du chef mais figé dans une position rigoureusement académique, l'écurier Igaz Laucha, entré à l'Ecole à l'âge de quinze ans et totalisant aujourd'hui plus de quarante ans de service. L'aspirant Johan Riegler, vingt et un ans, sympathique blondinet aux pommettes roses, termine la marche en selle sur Maestro Sessana, étalon de dix ans réputé paresseux en sa

prime jeunesse — qualité et non défaut, le cheval bouillonnant d'instinct, parait-il, par excès d'instinct nerveux, du fil à retordre à son dressage. En basse école, et plus tard en haute école, une excessive inertie chez l'animal cache souvent un grand sérieux, tandis qu'une excessive générosité peut dénoter un esprit brouillon.

En troisième position, profil de médaille, chevaux moussant en frisons calmes sur les tempes, voici la perfection à cheval, le jeune écurier Arthur Kottas, vingt-sept ans, coqueluche des dames autrichiennes et en qui tout Vienne voit, sans risques excessifs, le futur grand d'eu de l'Institut. Son cheval à toutes les allures (lui au pas) semble magnifié. Personnellement, le gardien longtemps colé à la réline ces incompréhensibles transitions au piaffer.

Et la soirée finira comme elle a commencé, dans une sorte de communion joyeuse, soutenue avec une progression sans faiblesse entre l'homme et sa monture. Une fois de plus nous aurons constaté combien les lippizzans ont le geste rond, qu'il est si rare de plus aptes aux allures relevées qu'aux allures étendues. Beaucoup de travail au pas, au trot, peu de galop,

mais où ce petit cheval de 1,25 mètre en moyenne au garrot ne brille pas avec tout l'éclat du pur-sang. Il n'en demeure pas moins un danseur inspiré et doué d'une intelligence hors du commun.

L'éclairage, du Champ-de-Mars a-t-il troublé son action ? Inquiet à la vue de son ombre, de ce corps étranger accompagnant et copiant sa merveilleuse chorégraphie, il a dû recourir à toute son honnêteté pour dominer sa nature impressionnable. Un dernier mot à propos du rôle joué par la musique, moyen incomparable d'éducation du cheval. D'une conversation à bâtons rompus avec les écuriers de Vienne, il ressort que le choix du programme pour accompagner et soutenir les efforts du noble animal ne saurait être laissé au hasard. On a remarqué par exemple que « le jazz rend les chevaux malades, avec écarts d'angoisse et de colère » (professeur Jean de Glodtlem).

Et dans le fameux « pas de deux » exécuté par les écuriers Teuchtauer et Kottas, il y a une synchronisation si parfaite entre la quarantaine symphonie de Mozart et la reprise avec le dernier accord s'éteint la dernière figure.

ROLAND MERLIN.

## Soyez l'ami du meilleur ami de l'homme.



Quel que soit l'état de vos précédentes relations avec ce noble animal, vous pouvez choisir entre un entraînement raisonnable ou intensif : option village ou option centre équestre.

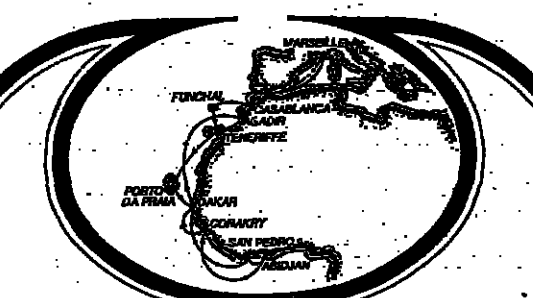
Vous disposez d'un ensemble complet, une piste couverte de 4 kilomètres, 4 exercices de 20 olympiques, 90 chevaux. Des moniteurs, appuyés par un champion olympique, sont chargés des stages pour

le dressage et le concours hippique.

Et, après tout, si vous ne voulez pas devenir un cavalier émérite, devenez culturiste, pongiste, yogi, joueur de golf ou tireur à l'arc. Vous n'avez que l'embaras du choix.

90 Chemin Gyalès Paris 8<sup>e</sup> - Place de la Bourse 75003 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Voyages de votre ville.

**Pompadour.**  
Club Méditerranée.



## CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"

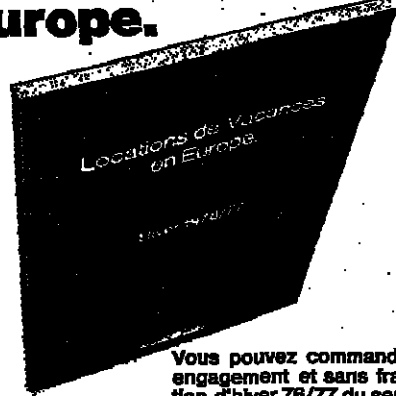
à bord de Massalia  
le paquebot-soleil où il fait bon vivre  
MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT  
SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE  
Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.  
25 jours. A partir de 4 900 F.  
Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves : le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien, Madère l'île jardin, les Canaries et les îles du Cap Vert, ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique : Dakar l'apocryphante, Abidjan la magnifique, la flore et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...



**CROISIÈRES PROQUET**  
MASSALIA  
Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Proquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 266.57.58  
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.51.21  
NICE : 2, rue Halmey 06000. Tél. 82.14.88



## Longtemps attendu : un guide de locations de vacances à travers l'Europe.

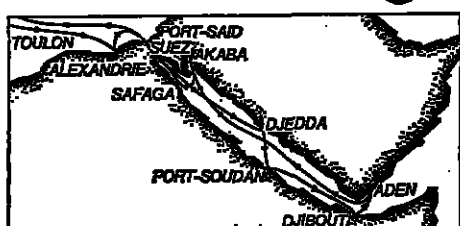


Vous pouvez commander sans engagement et sans frais l'édition d'hiver 76/77 du seul guide de locations de vacances de la région alpine auprès de :  
Swiss Chalets-Inter Home S.A. r.l.  
88, bd de Latour-Maubourg  
75007 Paris, tél. 555 70 45

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

Swiss Chalets-Inter Home

## Découvrez les secrets de l'Égypte et de la Mer Rouge!



**Croisière-découverte à bord d'Azur**  
ÉGYPTE/ARABIE SAOUDITE/SOUDAN/DJIBOUTI  
ADEN/YÉMEN/JORDANIE  
Départ de Toulon. Du 15 Janvier au 4 Février 1977.  
21 jours. A partir de 6800 F.

Vivez une fascinante aventure au cœur de l'Égypte mystérieuse. Remontez 4000 ans dans le passé. Les splendeurs des Pharaons... le canal de Suez... la ville sainte de la Mecque... le Yémen tel qu'au Moyen-Âge, les côtes de la Mer Rouge. Et par-dessus tout cela, le grand, le sublime soleil... qui vous bronze le corps et vous réjouit le cœur ! Effacez l'hiver, embarquez-vous à bord d'Azur, le plus décontracté des navires-croisières !

**PRENEZ LE LARGE AVEC PAQUET!**



Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 295.57.59  
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 51.51.21  
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 81.51.50

## KLM. GUATEMALA.

A partir de 4.800F, nous vous offrons les pyramides de Tikal, le lac Atitlan et le marché de Chichicastenango.

Fermez les yeux. Vous êtes tout en haut de la pyramide du soleil, à Tikal. A vos pieds, les constructions prodigieuses mystérieusement abandonnées par les Mayas au X<sup>e</sup> siècle. Autour de vous, la forêt impénétrable du Peten où règnent les toucans, les jaguars et les singes-araignées. Gardez les yeux fermés. Vous êtes à Panajachel, sur les rives du lac Atitlan. Face à vous, les deux volcans jumeaux bleuisent dans le couchant. Maintenant, vous êtes à Chichicastenango. C'est jeudi, jour de marché. Vous parcourez les ruelles, ivre de bruits et de couleurs, choisissant ici une couverture à motifs bleus, là une chemise au velours délicatement bariolé.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, KLM, vous offrons tous les trésors du Guatemala à partir de 4800 F pour 12 jours. Et pour vous y amener, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Écrivez ou téléphonez à KLM, 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 742.57.20 ou aller voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

## Tourisme

### LOCATIONS DE VACANCES

## ÉTALER LE TEMPS... ET L'ARGENT

Nous avons reçu la lettre suivante :

Pour avoir participé à l'action très efficace et exemplaire du syndicat d'initiative d'une modeste mais charmante station balnéaire de la côte bretonne, je me suis vu une bonne connaissance du problème de l'hébergement saisonnier. Je ne crains pas de dire que le fait de baptiser « étalage des vacances » le glissement de l'arrêt de l'industrie automobile du mois d'août à la période 14 juillet-15 août est — employant une litote — un sophisme.

En prenant le cas concret de l'année 1977, on constate qu'en fait les vacances de cette industrie se situent du mercredi 15 au soir (en raison du « pont » du 14 juillet, jusqu'au lundi 15 août au soir).

Les loueurs en nombre ne pourront louer leurs maisons ou leurs appartements que très difficilement du 1<sup>er</sup> au 13 juillet, et ne trouveront aucune clientèle pour la période du 14 au 31 août. A cela on objecte que ces loueurs n'ont qu'à pratiquer la location à la semaine. Il y a des années que l'on loue les maisons à pratiquer cette formule, mais elle a un succès à peu près nul, tout au moins dans notre région, en

raison du travail supplémentaire qu'elle procure et des dépenses qu'elle entraîne (frais de blanchissage du linge de maison, difficultés de trouver du personnel pour le nettoyage des locaux pendant les quelques heures séparant deux locations successives, etc.). Pour les agences, le travail de bureau et d'accueil sera également très compliqué, et les frais également accrus. La conclusion ? Les prix de location augmenteront dans de fortes proportions.

Pour nous, l'étalage des vacances consisterait à les faire prendre, de Pâques, à octobre. L'industrie automobile et ses sous-traitants sont les seuls à faire complètement pendant un mois. Pas une usine « à feu continu », ni aucun service ne suit ce déclinable exemple. C'est une métaphore, mais elle est vraie. Y. GUEGAN, Boulogne-sur-Seine.

## Carnet de vendanges

On ose à peine y croire : enfin voici un millésime, le 1976, qui n'arrondira pas la fortune des producteurs de betteraves, enfin voici de... vins tirant 12 ou 13 degrés d'alcool sans avoir été enrichis par un apport illicite et pernicieux de sucre. Même les beaujolais. Sait-on seulement depuis combien d'années se petit miracle ne s'était plus produit ?

Les vendanges de la grande sécheresse ont donné presque partout des vins exceptionnellement riches, colorés et sains. « L'année du siècle », se sont déjà empressés d'assurer beaucoup de vigneron. C'est vite dit. Une bonne année ? Oui, assurément. Une très bonne année, peut-être, même, mais il faudra attendre que l'hiver ait dépouillé les vins pour en juger avec sérieux. Une année exceptionnelle ? Non, sauf pour certains blancs. Un vin de fort degré n'est pas obligatoirement un grand vin. Pour l'instant, les professionnels les plus avertis emploient une expression amusante : « Ce sera jaloux », disent-ils. Ce qui signifie : il faudra trier les bons vins et les autres. Parce que la sécheresse a mieux réussi aux blancs qu'aux rouges. Parce que des régions ont connu des orages opportuns. Car, par exemple, au contraire, ailleurs, il a brusquement plu et trop plu au moment des vendanges.

● Bordeaux, après les toutes petites années de 1972, 1975 et 1974, avait récolté en 1976 un millésime de très grande qualité. Jusqu'à la fin août, on s'attendait que le 1976 lui soit encore supérieur. Les fortes pluies de septembre ont renversé la pronostic. 1976 devrait être en rouge un grand vin, cependant, moins plein et de moins longue garde que le 1975. Plaisant et souple, il sera vite prêt à boire. Attention toutefois aux

différences de qualité. Différences entre les vignobles, les saint-émilion et les pomerols seraient en général un peu inférieures aux médoc. Différences entre les producteurs : des vigneron n'ont pas craint de vendanger sous la pluie. Ceux-là auront de ce fait des vins très intégraux. Il faudra goûter avant d'acheter.

● Les bordeaux blancs secs marqueront d'acidité, donc de fraîcheur. A Saint-émilion, où la récolte est en cours, les premières cuvées sont d'une tenue exceptionnelle puisque elles tirent jusqu'à 20 degrés. Mais gare, s'il continue à pleuvoir, à la pourriture qui attaquerait alors la vigne et gâcherait tout.

● En Bourgogne, admet un négociant, « les vins rouges ne sont pas aussi exceptionnels qu'on voudrait le faire croire ». La sécheresse semble avoir compromis la venue à maturité des raisins. Bons sans plus. Les rouges seront, à l'inverse des bordeaux, « costauds et longs à se faire ». Cela devrait poser des problèmes aux marchands du lieu. Ce vendront-ils à leur clientèle en attendant que les 1976 s'épanouissent ? Les 1976 sont tout à fait ratés, les 1974 et les 1975 valent à peine davantage. En Bourgogne rouge, il faut encore rechercher les excellents 1971 et 1972, mais ils commencent à se faire rares, donc chers.

● Pour les bourgognes blancs, la situation est différente. 1975 était déjà une bonne année. 1976 pourrait être une année exceptionnelle. De même pour les pouilly-fuissé, macons, saint-véran et autres chablis. C'est le moment où j'en ai de passer commande. Un négociant de Beaune a consulté les caristes de son arrière-grand-père pour voir comment celui-ci avait noté les bourgognes de 1893, un autre millésime de grande sécheresse. Amusant : l'aïeul parlait aussi de très grands vins blancs et de bons vins rouges.

### La joyeuse valse des étiquettes

A quelques exceptions près, en fin de compte, ce jugement pourrait être appliqué cette année à tous les vignobles de France. La sécheresse, la chaleur, l'insolation ont contribué à la récolte de raisins blancs d'une qualité sanitaire (pas de pourriture) et d'une richesse (pas de petits degrés alcooliques) qu'on n'avait pas vus depuis belle lurette.

Champagne, alsace, muscadet, feront donc date. Quant au beaujolais, au châteauneuf, au bourgogne, au chiron, au bergogne, s'il permettront heureusement d'oublier les pâles confitures de trop d'années précédentes, en parler comme d'un millésime éblouissant serait exagéré. Beaucoup de vigneron soutiendront sans doute le contraire. Il s'annonce en effet dans les vignobles un mouvement de hausse des prix qu'on tentera sans doute de justifier par la qualité du millésime. La réalité est autre. Le branle a été donné par les vigneron du Beaujolais, qui, en septembre, avant la nouvelle vendange, n'avaient plus une bouteille en cave. Le beaujolais nouveau se négocie déjà à des prix prohibitifs. Comme, au même moment, le champagne, avec une progression des ventes de 36 % par rapport à 1975, a repris son irrésistible ascension, voilà qui nous promet une joyeuse valse des étiquettes. M. Barre, qu'on dit porté sur les choses de la table, devrait s'intéresser de plus près au beaujolais.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

## L'auberge

QUEL meilleur titre pour cette chronique à bâtons rompus ? Le lecteur y trouvera-t-il son plaisir, à la fortune du pot, et du hasard ?

Je m'étais fait l'écho d'un lecteur demandant si la soupe aux clams américaine (clams chowder) ne descendait point, étymologiquement parlant, de la chaudière tournaise. M. Henry Marcy en une lettre d'un grand intérêt signala, d'après notamment le dictionnaire Webster, que chowder vient de chaudière, mot français désignant le contenu d'un chaudron. C'est la même origine que chaudière, bien sûr ! La filiation chaudière-chowder, comme M. Marcy, est attribuable à une métathèse du même type que celle de poudre-powder.

attachés aux millésimes). Bien après les autres marques. Krug lance donc un 1989. Je l'ai goûté, en avant-première, chez Lasserre (sur du saumon cru mariné à l'aneth) et des noisettes d'agneau). C'est d'abord, et comme tout les Krug, un vin, solide, charpenté, équilibré. C'est, comme les vins de cette récolte 1989, un grand vin, ample de bouquet, élégant de tenue. On admet alors le sens du millésime.

Pour les amateurs de chiffres, ajoutons que cette année exceptionnelle, 1989, la cueillette a commencé le 1<sup>er</sup> octobre, qu'elle a rapporté 216 pièces dont 460 ont été sélectionnées pour le millésime, soit 98 875 bouteilles et 7 493 magnans dégorchés au bout de cinq ans et quatre mois seulement.

J'ai eu l'occasion de l'écrire, je n'ai pas, en matière de vins, la superstition des millésimes. En matière de champagnes moins encore, puisqu'ils sont, même millésimés, un peu des « blendés », des mélanges. Certaines grandes marques, aussi bien, préfèrent présenter, régulièrement, des cuvées dont le caractère apprécie la qualité. C'est le cas de Krug avec sa « Private cuvée ». Cela n'empêche point Krug de millésimer, de temps en temps, un champagne. Ne serait-ce que pour la clientèle étrangère (Anglais, Américains, sont plus que les connaisseurs français

J'avais très peur ! Lorsque M. Roger Mazarguil m'a annoncé qu'il moderniserait sa salle (chez Georges, 273, bd Pereire, 17<sup>e</sup>, téléphone 399-31-00), je voyais déjà des tarabiscotages démolissants. Eh bien non ! Cette gentille maison rapporte 216 pièces dont 460 ont été sélectionnées pour le millésime, soit 98 875 bouteilles et 7 493 magnans dégorchés au bout de cinq ans et quatre mois seulement.

## Le Relais prend le relais

Avant, ça s'appelait le Relais Alma. J'aimais mieux, car cela situait le milieu. Dans ce « Relais », son nom ne l'indiquait plus, est sis 12, avenue George-V (téléphone 325-33-58), près de la place de l'Alma, et jouxtant le « Crazy House Salomon » (ce qui permet de temps en temps de voir à l'extérieur des effractions « en civil », et qui ont l'air comme tout le monde !). C'est une très bonne maison mal connue. Je veux dire que si elle refuse le monde, elle déjoue, grâce à ses habitués, les connaissances, le soir ou l'après-midi. A peine trop loin des Champs-Élysées (le stationnement est bien plus facile), elle est ignorée de Michelin comme du Guide-Milieu (qui font un sort au « Relais » voisin, désastreusement mangé par le temps, et qui, signalé le départ de la charmante hôtesse Jacqueline Félix, qui va, dit-on, ouvrir son restaurant à Neuilly !). Il n'importe. Il y a, au « Relais », quelques motifs de satisfaction. A commencer par l'absence de Christiane, la directrice, qui donne le ton au service. A finir par un toujours très remarquable plateau de fromages (générallement d'Auvergne), un des plus « vrais » de Paris, suivi par des desserts et pâtisseries d'un chef alsacien qui font l'enchantement des dames. Entre, et avec quelques plats du jour très classiques, il faut noter le chariot des hors-d'œuvre, de

beaux poissons (peut-être un tantinet trop cuits), un chou farci qui rappelle les origines de Christiane, et cette escalope Holstein qui m'enchantait toujours. D'abord par sa formule (elle est accompagnée d'un veau au plat et de frites d'anchoïes), ensuite par son mystère. Elle est certes connue mais ne figure dans aucun livre. Elle dérive quelque peu de la Wiener-schmalz que délectaient les chefs français mariés avec une cuisinière viennoise. Mais son origine m'est inconnue. Vient-elle de l'ancien État allemand ? Qui, avec le Schmalz, est devenu un plat de la République fédérale ? Vient-elle du diplomate allemand Friedrich von Holstein ou de l'édvige Holstein, le poète danois ? En tout cas, elle vient d'ailleurs, et elle est bonne. C'est peut-être parce que le « Relais », comme les peuples heureux, n'a pas d'histoire, que les visiteurs du soir, les soirs, le méconnaissent, qui vont à côté, chez Francis, se régaler de nouilles anonymes ? Paris, évidemment, est une ville bien curieuse. Mais Christiane n'est pas parisienne. Elle est de Saint-Chély-d'Apcher et sait raison garder. Elle pratique l'art du bonnet, comme une japonaise, celui de reservoir comme une Française du temps où l'on en avait le temps.

Ce n'est pas si commun. L. R.

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de champs de céréales et de forêts (pêche à la truite dans la propriété)  
**Hubert, du Bistrot d'Hubert**  
vous annonce l'ouverture de son Restaurant...  
**L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON**  
Sur la Route Nationale 84 Lyon-Grenoble et des Savoies  
SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-11, le 440

Voyage en BOEING de la Compagnie PAN-AM  
Départ : 10 novembre 76  
Retour : 14 novembre 76  
**Long week-end à New-York**  
(Accompagnateur français)  
Hôtel PRINCE GEORGE  
Prix : 1.800 francs  
Le prix comprend : voyage aller-retour, transfert, aller et retour aéroport petits-déjeuners, visite de la ville, supplément en chambre individuelle : 100 F  
Renseignements et inscriptions :  
**MONCEAU VOYAGES**  
83 bis, rue de Courcelles. — 75017 PARIS  
Tél. : 924-92-14 - 924-92-73  
Licence A 538

Shp 11-06 150







## Sports

## ILS ONT MOINS DE VINGT-CINQ ANS ET ROULENT EN GROUPE UN GUIDON ENTRE LES DENTS

UN Bol d'Or qui, il y a trois semaines, attirait au Mans quelque cent mille fans-tiques, un marché en progression de 23 % par rapport aux sept premiers mois de l'année précédente et un Salon qui, jusqu'en 17 octobre, ne présentera pas moins de trente nouveaux modèles : la moto est décidément une industrie de pointe, dont les premiers bénéficiaires ne sont pas obligatoirement les usagers.

Parce que des usagers, des motards, il y en a des milliers : environ quatre cent mille pour les cylindres supérieurs à 125 cm<sup>3</sup>, presque tous différents les uns des autres, cependant, selon l'utilisation qu'ils font de leur monture. On peut toujours comparer leur machine à je ne sais quel rêve, il y a un fossé immense entre le monsieur qui paiera cash la dernière 1 000 cm<sup>3</sup> — qui ne vaut pas moins de 27 000 F — et le jeune employé qui se jettera sur les routes tous les week-ends pour rejoindre sur sa petite 125, à plusieurs centaines de kilomètres, les copains réunis dans une concentration. Et le fossé n'est certainement pas une affaire d'argent : du moins, pas toujours — car, le crédit aidant, il y a gros à parier que les premiers acheteurs de la nouvelle B.M.W. ne seront pas tous des cadres supérieurs. Ces premières 1 000, on pourra les voir aussi bien à Rungis un vendredi soir de novembre. A Rungis, parce que, au moins, on est entre connaissances, entre gens qui savent apprécier celui qui sait faire toucher les pots dans une gerbe d'émotions.

M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a eu beau promettre, comme ses prédécesseurs, que des circuits permanents et des centres motos allaient être ouverts dans toute la France, il n'a convaincu personne, et surtout pas les motards, qui seront lents à prendre le chemin des loisirs-motos si officiellement « encadrés ». On est tellement mieux à Rungis, entre les camions et les pavillons du MIN. Cela se paye (dix-sept morts et plusieurs blessés en trois ans) mais tout le monde n'est pas fait pour le tourisme !

Et pourtant, quel plaisir que de découvrir tranquillement un pays quand on roule à moto ! Ne parlons pas des raids où il est question de moyenne, d'exploits et d'itinéraires fixés à l'avance par les organisateurs. Non, décidément, la moto s'accommode mal de ce genre de contraintes. Mais partir pour un pays inconnu, sortir des routes fréquentées grâce à une mobilité exceptionnelle, quelle aventure ! Le tourisme à moto c'est une autre façon de découvrir un pays. On est plus près de tout, de la terre, des odeurs, des gens. Plus question de remonter la vitre de sa voiture pour se calfeutrer dans un chez soi bien étroit. Bien sûr, cela comporte certains risques, mais les vraies découvertes ont toujours leur part de risques. Et, sans s'écarter de la conclusion dramatique du film, qui ne se souvient de cette traversée des Etats-Unis à moto dans *Easy Rider* ? Une vision tellement vraie de l'Amérique. Ce terme d'« Easy Rider » intraduisible en français est en tout cas complètement méprisé par nos motards de l'Hexagone.

Comment concevoir un seul instant de rouler de cette façon

décontractée, à vitesse limitée, en prenant le temps de découvrir la vie autour de soi ? Ce serait trop simple de réduire le problème à une question d'équipement : rouler et de prétendre que les « choppers » ne peuvent bien se conduire qu'en ligne droite et sur autoroute. Même sur autoroute en France, les motards se calent bien derrière leur bulle et sont capables pendant des centaines de kilomètres de ne pas voir plus loin que leurs compteurs. En France, d'est bien connu, l'agressivité des conducteurs s'exprime au volant de leurs voitures. Les motards n'échappent pas à cette règle, même si dans la lutte avec les « bagnoles » ils ont plus souvent le dessous.

### Au goût américain

Et pourquoi s'affronter ? Simplement par bravade et par vengeance. Le jeune employé brimé par un chef de service pointilleux sera trop content, le dimanche venu, de faire la nique au « bourgeois dans sa caisse ». Ici, pris dans l'engrenage de sa vie professionnelle, le jeune motard aura d'autant plus de plaisir à retrouver ses copains pour se balader avec eux. 92 % des jeunes motards roulent en groupe et confortent ainsi l'idée d'appartenir à une « communauté ». Communauté de jeunes, puisque 73 % des motards ont moins de vingt-cinq ans, mais aussi communauté d'esprit puisque 58 % sont des ouvriers et des employés.

« A ce fait de société, a récemment déclaré Jean-Pierre Solson, il appartient au gouvernement d'apporter une réponse qui tienne compte des intérêts en présence : tranquillité de la population, respect de la nature, possibilité donnée aux jeunes de s'exprimer dans un sport magnétique. » Programme ambitieux, s'il en est, et qu'il est intéressant de voir rappelé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, les relations des motards avec le pouvoir étant plutôt jusqu'ici l'affaire du ministre de l'Intérieur. D'où un sentiment, justifié chez les motards, d'un certain « racisme » à leur égard. Non pas qu'ils aient tous les droits. Mais il est déplorable de voir, sous prétexte de « tranquillité de la population », des agents verbaliser pour bruits excessifs des jeunes dont la moto achetée la veille est encore absolument conforme aux normes exigées par les services des mines. Ce jeune motard, même si sa moto est un peu bruyante, chevêche en toute bonne foi un engin « similaire » à celui présenté par l'importateur au service des mines. Si l'importateur a mis sur le marché des engins qui ne sont plus les mêmes, qui doit être mis en cause ? Le motard, le service des mines, l'importateur ou la dure loi de la concurrence ?

Face à cet état de fait, le gouvernement américain a imposé de très sévères normes antipollution applicables dès l'an prochain. Pour satisfaire à ces normes, les constructeurs ont dû réviser totalement leur conception de la moto. Ainsi, pratiquement à plus ou moins brève échéance, on peut dire que la moto à cycle deux temps (mélange huile-essence) est définitivement condamnée pour un usage public, bien qu'elle

remporte actuellement toutes les compétitions de vitesse. D'où un abandon du secteur compétition par une marque comme Yamaha, qui a dû en très peu de temps se convertir au « moteur quatre temps » et sortir une gamme complète pour concurrencer son grand rival Honda, qui a su avant tout le monde s'imposer avec des moteurs de cette catégorie.

C'est dans cet état d'esprit que les motards français découvriront à la porte de Versailles (\*) des machines absolument pas adaptées à leurs besoins. Des motos dont les programmes de fabrication ont été lancés après une étude de marché faite uniquement aux U.S.A., client numéro un des constructeurs japonais. D'autre part, est-ce le gigantisme du marché américain qui permet de servir les prix ? Toujours est-il que, pratiquement, toutes les motos japonaises importées en France y valent la double des prix pratiqués aux Etats-Unis. Il est vrai qu'ils ne connaissent pas là-bas la taxation de la moto comme « objet de luxe ». Mais, tout de même, la différence est d'importance en France où les importateurs de machines japonaises se taillent la part du lion sur le marché, faute, il est vrai, d'opposition très sérieuse.

Sur 68 687 vélomoteurs et motos-cycles importés durant les sept premiers mois de 1976, les motos japonaises sont au nombre de 56 888 unités, c'est leur importance dans la pénétration du marché français. Les Européens sont loin derrière puisque les deux « Allemands » exportent en France moins de 4 000 machines. Et, sur ce quota, B.M.W. fait seul figure de concurrent sérieux avec 2 434 machines. Et la dernière production de la marque de Munich illustre bien le réveil des constructeurs européens. Dans les grosses cylindrées, les 1000 européennes sont nombreuses : outre la B.M.W., existent une Leveche, une Guzzi et la dernière folie de l'ingénieur Hollands Van Veen qui propose sa 1 000 O.G.R. au prix de 21 800 DM (soit 44 000 F en Allemagne et en Hollande). Folie, diriez-vous, mais il ne faut pas oublier les Zundapp 350, la nouvelle Hercules 50, les Moto-Guzzi 50 et 250 Benelli Quattro.

Bien sûr, les Japonais restent les innovateurs de ce Salon, mais la percée des constructeurs européens est intéressante. Quant à la France, où les industries motos étaient fort nombreuses il y a encore quelques années, les constructeurs d'aujourd'hui ne se préoccupent plus que du cyclomoteur et d'un petit vélomoteur 125 peu performant. C'est dommage car il y a eu dans le passé des réalisations très intéressantes.

Loins de ces considérations économiques, le motard veut, lui, vivre vite et vivre passionnément. Ses passions ancrées sur les stands de la porte de Versailles, les attentes de la vitrine sur la route, de jour comme de nuit et par tous les temps, pas sous les spots parmi les plantes vertes. C'est à sa raie du bitume qu'on rencontre le vrai motard.

### PATRICE VANONL

\* Porte de Versailles, du 7 au 17 octobre. Les motos à deux et quatre temps, de 10 h à 20 heures ; le mercredi et vendredi, de 10 h à 22 heures ; le samedi de 9 h à 22 heures. Prix d'entrée : 5 F, sauf le vendredi (10 F).

## LEÇONS DE GOLF

IL n'y a vraiment qu'un commandant de cargo surpris dans le brouillard par la rancœur avec un iceberg pour être aussi peu clair dans l'explication : « Trou 12 : long par 3 de 210 mètres. Je jouais un bois 3. Nicklaus joua un ter 2, splendide, qui pitcha à 150 mètres du trou ; je fis 3. Lui 2 (...), déjà il récupérait un point sur ce trou, par un incroyable birdie (?) ». Et il insiste, le champion golfier, il fait frémir encore : « Le 14 est un par 3. Nous y fimes la par, après deux putts. » Out ! Mais attention au 16, « encore un par 5, très long, où personne jusqu'alors n'était parvenu à atteindre le green en deux coups ».

Même raconté avec doigté, avec le souci de ne pas déplaire — de convaincre — c'est du chinois le golf. Ce principe simple, assez simplement dit, par exemple : « La tendance naturelle du débutant est de former avec ses bras et le club un « Y ». La position correcte est autre. Il doit former un « K » renversé. En effet, le bras

gauche, normalement tendu, et le club doivent former une seule ligne. Il en sera de même à l'impact. Une prédiction : Avec les bois et longs fers, mettez les mains un peu vers l'intérieur. Avec les plus courts : les mains davantage vers le genou gauche. » In, Golf : la technique, la tactique, l'entraînement, par Jean Garabalde et André-Jean Lalaurie, chez Robert Laffont.

Mais alors comment ont-ils réussi à taper dans des balles ces joueurs sauvages du golf municipal de Chalon-sur-Saône qui, il y a quelques semaines encore, ne savaient pas à quoi ressemblait un professeur de golf ? Eh bien ! tout à la lecture, coups tardus en prime ; les études studieuses, les mélanges forcés : il fallait que ça swingue ou que ça dise pourquoi. Ils réussissent. Ils ont même inventé de nouvelles astuces pour tenir les cannes auxquelles les manuels les plus avancés n'avaient pas pensé.

Soyons sérieux. On peut faire l'économie de bien des souffran-

ces et savoir rapidement si on est fait ou pas, pour ce drôle de jeu-là en allant consulter des « pros » qui savent vite vous dire ce que vous pouvez essayer. Il le marche à pied des clubs à la main.

Hubert Courtessol, qui s'était déjà distingué en sortant des sentiers commerciaux goliques traditionnels, vient d'ouvrir, rue Raffet, dans le seizième arrondissement, une petite école de golf qui devrait vite connaître le succès, tant par la personnalité de son promoteur — Hubert Courtessol est un Anglais de France avec un sens aigu des vraies valeurs de ce noble sport — que par l'installation elle-même et les tarifs qui y sont pratiqués. Pour les débutants, mais pour les joueurs confirmés aussi, qui savent qu'un mouvement mille fois répété n'est jamais tout à fait acquis.

### J.-P. Q.

\* Club British Golf, 33, rue Raffet, 15<sup>e</sup>. Membre à l'année : 300 F ; entrée à la journée : 10 F ; leçon individuelle : 35 F.

## VITRINES NEUVES

L'AUTOMNE est toujours propice aux ouvertures de boutiques : 1976 n'a pas failli à la tradition. Un point est commun à ces nouveaux magasins de mobilier et objets : on y découvre des idées de décoration, des harmonies de matières et de couleurs.

Le coiffeur romain Valentino a orienté ses créations pour la maison sur la coordination des coloris et des dessins. Dès l'entrée de son vaste magasin de l'avenue Montaigne, la gaieté fuse de toute

part : tables très colorées, plantes exubérantes, panneaux de tissu (au mur ou en paravent) imprimés d'un mandarinier ou d'une asalee (150 x 180 cm, 520 F). Les tissus, vendus au mètre, ont des motifs plus ou moins grands, dans plusieurs tons ; on les retrouve en nappes, en coussins et sur le canapé et les fauteuils de rotin tressé dont les accoudoirs ronds sont fermés par des cabochons de céramique assortis aux tissus. La falence joue, elle aussi, avec les décors. Dans une gamme de bleu, vert ou rose, les assiettes d'un même service ont des dessins différents, coordonnés aux manches des couverts et aux verres.

Chez Yvonne Mercier, qui vient de quitter la rue de Tournon pour s'installer à deux pas de l'Elysée, tout est soigneusement élagué. Les murs revêtus de métal irisé et la moquette grise mettent en valeur les objets (comme des colombes en verre de Murano aux délicats pastels) et les meubles originaux. Les tables de repas sont en peau de chèvre — marron, noire ou ivore — matière moirée moins fragile que la laque. Autre innovation : des tables basses reconstruites d'alcantara imitant le daim (3 700 F). Carrelés de laiton, doré ou argent, elles se font en divers coloris et se nettoient d'un coup d'éponge.

Boulevard Saint-Germain, près de la rue du Bac, Marguerite Corréa vient d'ouvrir Tipots. Les idées de décor de sa boutique sont ingénieuses : sur un panneau de papier à grands ramages, elle a fixé des éventails chinois ; la rampe de l'escalier qui descend au sous-sol est en gros bambou blanc.

La vannerie qu'elle vend est laquée en blanc, noir ou ton pêche ; paniers à poser sur un meuble (garnis de bouquets secs) ou à suspendre, remplis de plantes en plastique, au-dessus d'une

table ; des matras de toutes tailles deviennent un bout de canapé ou une table basse. Pour un mini-appartement, des tréteaux en Alouilles et un plateau de verre s'utilisent en table haute ou basse (355 F). Une chaise, légère et chinoise, est en bambou clair et rotin et vaut 400 F.

Près de la rue Mouffetard, la boutique Habiter est vouée au « naturel ». Devant le succès d'un premier magasin, devenu trop exigü, un second vient de s'ouvrir presque en face. L'unité de style, très décontractée, est donnée par les matières (bois blanc, rotin) et par les coloris à dominante de brun et de rouille. Les éléments de bois Monta (échelles et tablettes) sont présentés sous forme concrète : un bureau et ses rangements, un coin de toilette. Des petits meubles à multiples tiroirs ont été conçus pour s'insérer dans les Monts. Les jets de lit, en gros tissage réalisé au Maroc, sont de prix abordables : en laine, 580 F pour un grand lit.

Pour clore ce chapitre des « ouvertures », il faut signaler un nouveau magasin consacré au papier. Laurent Tiney y a réuni un choix extraordinaire de papiers pour écrire, dessiner, répertoir. Les coloris se déploient du violet au vert saupé et du turquoise au rouge. Des livres « blancs », à couverture cartonnée (de 22 F à 30 F) viennent avec des albums de photos, des cartons à souffles, et les plus jolies attaches de feuilles qui soient : ces spirales, coeurs et motifs géométriques changent du banal « trombone » de bureau.

### JANY AUJAME

\* Valentino, 17, avenue Montaigne, 75008 Paris.  
\* Yvonne Mercier, 49, boulevard Saint-Hippolyte, 75008 Paris.  
\* Tipots, 221, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.  
\* Habiter, 26, rue Berthollet, 75005 Paris.  
\* Papier Plus, 2, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Paris.

(PUBLICITE)  
PARIS-LA VILLETTE - Porte de Pantin - Tous les jours de 9 h. à 19 h. 30

**FOIRE à la FERRAILLE et aux JAMBONS**  
du 1<sup>er</sup> au 10 OCTOBRE - 1.200 stands sur 40.000 m<sup>2</sup> - Entrée 4 F

Organisation SOMECT - Sous le patronage de l'ANAF - Métro Porte de Pantin - Parking Illimité

## Cuisine 1

A cette adresse, 3 magasins de cuisines installées opérant d'une manière totalement nouvelle en France.

## Pour le prix d'une auto...

Même si une cuisine installée « Cuisine 1 » coûte moins cher que partout ailleurs elle constitue une dépense équivalente à celle faite pour l'acquisition d'une automobile. De 4 ou 15 CV... suivant le modèle choisi, la place d'équipements intérieurs et d'appareils intégrés. Mais l'analogue s'arrête là. En effet une bonne cuisine ne coûte pratiquement rien, à l'en-

tretien et fonctionne avec très peu d'énergie. Par contre, on n'en change pas... Comme de voiture. Il n'est donc pas possible de se tromper. Ni de fournir, ni de fournir.

Pour ce faire, il est important de voir tous les genres de cuisines, d'équipements intérieurs et d'appareils, écouter les conseils de professionnels et considérer les recommandations des spécialistes. Et de ne pas se « bloquer » sur un budget rigide car il suffit d'un

peu de crédit complémentaire pour être satisfait toute une vie. Les magasins « Cuisine 1 » sont les seuls endroits de Paris où tous les genres existants sont visibles en permanence ; où des conseillers (ou, des femmes sachant de quoi elles parlent) définissent parfaitement chaque cuisine particulière. Avant l'intervention du Bureau d'Etudes Central « Cuisine 1 » qui procède à une création « sur mesures » et dirige les travaux parallèles.

37 rue de Rivoli. 75004

Entre l'Hôtel de Ville et le Châtelet.

Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 20 h sans interruption, le mercredi jusqu'à 22 h.

48 avenue du Général Leclerc. 75014

Près de la sortie métro Mouton Duvernet.

Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 20 h sans interruption, le vendredi jusqu'à 22 h.

Centre Commercial de Rosny 2. 93110

Lundi: 11h à 20h. Mardi à vendredi: 11h à 22h. Samedi: 10h à 20h. Sans interruption.

J.P. Q. 150



سكنا في الشهر



Maison

TRUCS

Clin d'œil

DE L'ÉNERGIE A REPRENDRE

● L'édition 1976 du « Guide de l'acheteur » vient d'être publiée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Tous les appareils domestiques estampillés NF y sont passés en revue : cuisson, lavage, réfrigération, eau chaude, chauffage. Outre la description technique (et la prix) de chaque appareil, des conseils d'installation et d'utilisation sont donnés pour les diverses énergies.

(« Guide de l'acheteur NF équipement ménager », 7,50 F, en kiosque. AFNOR, Tour Europe, Cedex 7, 92030 Paris-La Défense.)

● Un nouveau produit antistatique, antiseptique et antiodorant s'applique sur des tapis, moquettes et tissus d'ameublement neufs ou non, mais propres. Ce fluide protecteur enrobe de molécules les fibres des divers textiles et les met ainsi à l'abri des taches. Un liquide renversé, par exemple, sur un tapis s'éponge sans laisser de traces. Le produit n'est pas vendu seul ; son application doit être faite par un spécialiste.

(« Texyl », 16 F hors taxes le mètre carré appliqué. Société Ingénier, 70, rue Orfila, 75020 Paris.)

● Pour le décor des murs, un nouveau revêtement en liège se présente en dalles carrées de 50 cm de côté ; une épaisseur de 6 mm leur confère de bonnes qualités d'isolation phonique et thermique. La surface de ce liège, combinant différents grains et tons naturels, provient de la face interne tranchée d'un liège de reproduction et donne un aspect naturel. (Guépard « gamme-Pratiliège », de 150 à 190 F le mètre carré. Société H.P.K., 4 et 6, rue Claude-Decaen, 75012 Paris, indique ses distributeurs.)

● Stéphane Singlard, vingt-trois ans et des idées pleines la tête, du talent au bout du plateau, crée des meubles peints, installés en Provence, elle confère aux vieux meubles le charme du mobilier slave d'antan. Ses personnages longilignes peuvent orner bahuts, bonnetiers, malles ou même portes qu'on veut bien lui apporter.

(Mes Roumleux, 8, avenue Joseph-Abad, 13210 Saint-Rémy-de-Provence.)

● Les « Quatre Saisons » viennent d'ouvrir une galerie d'exposition en annexe de leur boutique des Halles. Sur le thème de l'été au jardin, on y trouve du tissu de coton imprimé d'herbes aromatiques (55 F le mètre en 120 cm) pour faire des rideaux ou des stores automatiques. Des coussins de toile blanche sont décorés de choux, pêches, miras, ou cornichons délicatement peints à la main, 140 F.

(Quatre Saisons, 4, rue du Jour, 75001 Paris.)

A l'approche de l'hiver, en période d'austérité, il n'est peut-être pas inutile de rappeler à tous les foyers qu'il existe en dehors des modes de chauffage traditionnelles des moyens quasi naturels de pourvoir au confort de sa maison. L'un d'eux consiste à prendre les calories qu'elle se cache, c'est-à-dire dans la terre.

On pourrait évidemment imaginer la captation de la chaleur prodigieuse émise par les volcans en activité, laquelle est perdue pour tout le monde. Alphonsse Allais, qui n'est pas manqué de s'intéresser aux techniques évanouies, aurait pu trouver le moyen de chauffer Naples avec la Vésuve et l'Islande avec l'Hélgafell, mais en France les volcans sont depuis longtemps endormis sous leurs couvertures de lave et la Soufrière est trop éloignée pour rendre service aux Parisiens.

Fort heureusement, sans avoir recours à ces chaudières explosives, on peut trouver partout dans le sol une fraîcheur transformable en chaleur, par le truchement d'un appareil simple et méconnu : la pompe de chaleur.

Il ne s'agit que d'un réfrigérateur fonctionnant à l'envers et qui recueillant du froid le transforme par le magie du tréon (gaz qui entre en ébullition à moins 40 degrés) en chaleur domestique. Il faut aussi disposer d'un terrain, jardin ou pelouse sous lequel on peut faire serpenter, à 1,50 m de profondeur, un tuyau de plastique branché sur la pompe, laquelle est elle-même raccordée à l'installation de chauffage normal de la maison. Le tuyau enterré contient un mélange d'eau et d'alcool — le whisky peut être réservé pour d'autres usages — qui, expédié froid dans la pompe, se trouve, par la grâce du tréon liquide et la vertu d'un compresseur, capable d'envoyer dans les radiateurs de l'eau à 55 degrés tout à fait bonne pour le bain et susceptible de maintenir dans les pièces une température de 20 degrés.

Un ingénieur de l'Isle-Adam et un artisan astucieux ont réussi ainsi, depuis 1975, à chauffer une maison de onze pièces, dotée d'un grand hall exposé au nord, dans des conditions identiques à celles qui, autrefois, nécessitaient 11 000 litres de fuel par hiver. Le coût du chauffage — car la pompe à chaleur consomme tout de même de l'électricité — a été ainsi réduit de moitié et la consommation de fuel ramenée à néant. C'est là un geste civique exemplaire propre à inquiéter les émiss du Kowalski et autres détenteurs de pétrole.

Le pétrole au prix du beajouais ?

Lord Kelvin, qui inventa il y a un demi-siècle ce procédé, se heurta, par-là, à l'incorruptibilité de ses concitoyens et à tous ceux qui vivaient du pétrole.

L'appareillage pour un tel système de chauffage coûte environ deux fois plus cher qu'une chaudière à mazout traditionnelle, mais l'amortissement en est bien plus rapide, et certains avantages non négligeables s'ajoutent à ceux déjà évoqués : pas de poussière, pas de ramonages, aucune pollution par fumées, pas d'émission, suppression des risques d'incendie et, comme nous l'a fait remarquer l'ingénieur — plus de livraison de fuel liée aux humeurs d'un Oriental trompé.

Les Suisses, dont on connaît l'attention qu'ils portent aux économies, chauffent ainsi depuis 1933 l'école polytechnique de Zurich, et les Américains ne dédaignent pas d'utiliser ce système pour chauffer certaines entreprises. Les Belges, les Hollandais, les Allemands s'y intéressent, mais les Français, comme souvent mal informés, ne semblent pas y croire. Il faut dire que l'E.D.F. redoute une demande accrue de courant, que les chauffagistes traditionnels sont muets sur le procédé, que l'Etat, qui ne tient pas compte de ce moyen d'économiser le fuel domestique, refuse d'admettre que les frais d'installation d'une pompe à chaleur sont déductibles des impôts ; que les pétroliers s'efforcent d'encourager cette concurrence et que les banques n'acceptent pas d'ouvrir de crédits à ceux qui voudraient doter leur maison d'une telle installation.

La propagande officielle pour les économies d'énergie nous rappelle chaque jour à la télévison qu'« en France nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées... ». Encore faut-il que ces idées ne soient pas de nature à léser les intérêts d'intermédiaires qui n'en ont qu'une : tirer profit des circonstances, lesquelles mettront, peut-être un jour prochain, le prix du pétrole au niveau de celui du beajouais !

MAURICE DENIZIERE.



Mode

POUPÉES DE RUSSIE

DEUX thèmes s'affrontent et se rejoignent à travers les collections de prêt-à-porter d'hiver : une silhouette de femme-sandwich et celle de la poupée russe, mise en musique par Yves Saint-Laurent. Si vous aimez l'ampleur des longues jupes à fronces, les cafetans, les tuniques rayées retenues à la taille par une ceinture en passementerie à glands, les capes et les houppelandes, vous serez comblées. Les grands châles imprimés de fleurs, les toques de fourrures ou les bonnets « enfantins » sur un foulard assorti à votre blouse font partie de ce folklore dansant : les bords de la Neva revus par le Châtelet. En résumé, un ballet de bonne humeur dont vous pouvez varier les éléments selon la votre.

Burberry, en quarante variantes de tartans (du 38 au 50). Et les accessoires ? Il y a plus de passementeries dans les collections d'hiver des couturiers que dans un grand salon d'époque Napoléon III. Les cordonnets se nouent en collier au ras du cou, les galons et les soutaches de laine accentuent les détails de coupe, les gros cordons d'embrases de rideaux s'enroulent autour de la taille en ceinture à glands. Elles égareront et habilleront vos tuniques, vos robes paysannes ou vos jupes du soir.

Parmi les spécialistes de four-nitures pour l'ameublement, Jean-Jacques Agi (14, rue Monsigny, 2<sup>e</sup>) se signale par un choix étonnant de matières plus ou moins brillantes, de torsades simples ou travaillées, de kilomètres de galons chamarrés étonnants de couleurs à harmoniser, tout cela merveilleusement chatoyant. Ses nouveautés pour l'hiver comprennent des cordellères à glands positionnées de 10 à 15 centimètres, qui existent dans toutes les teintes, y compris l'or et l'argent. Les prix varient de 4,95 F à 9,95 F pour les glands et les cordellères valent 2 F le mètre. A moins que vous ne leur préfériez le style des embrases tout à fait Napoléon III déjà confectionnées à 52,50 F en noir. Utilisées astucieusement, ces accessoires vous mettront au goût du jour, sans grever pour autant votre budget.

NATHALIE MONT-SERVAN.



SAINT-LAURENT vive gauche : Redingote ample en drap bleu, gansée et ourlée de soutache noire. Elle est portée tel avec une toque de fourrure et des bottes de daim à talons moyens (1 500 francs). 21, rue de Tournon (6<sup>e</sup>) ; 28, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>) et dans les autres boutiques de la marque à travers la France.

(Croquis de MARCQ.)

Depuis les Vaux

Si vous préférez une silhouette plus longiligne, le prêt-à-porter vous transformera en femme-sandwich d'un coup de chandail étiré ex. robe, animée de chasuble ou de jupe plissée portefeuille s'apparentant au kilt. Il ne s'agit plus ici des trois mètres de tweed du berger des terres hautes en dessous de tartans, proclamant avec le rouge Stewart de chasse votre allégeance à Sa Majesté britannique, ou en black-watch (bleu, vert et noir) celle à son gouvernement.

L'alliance franco-écossaise dure depuis les Vaux et tous les des-sins de tissus se sont acclimatés à la mode parisienne sans perdre leur charme. Des kilts, vous n'en trouverez à 195 francs, chez Franck et fils et à 285 francs chez

De festival en salon. — C'est à Cannes qu'ont commencé, le 7 octobre, les présentations de prêt-à-porter de l'été 1977 avec la participation de nombreux couturiers. Ce Festival des modes d'été, qui s'achèvera le 14 octobre, est présidé cette année par le couturier Louis Feraud. Puis ce sera le tour de Paris : pendant trois semaines, avec pour terminer, le Salon international de la mode de Versailles, du 23 au 27 octobre. On estime que le nombre des participants au Salon, réparti sur près de 8 hectares et sur trois niveaux, dépassera, pour la première fois cette année, le millier.

En même temps, les couturiers et créateurs de mode adhérents à la Fédération française de la couture présenteront leurs dernières créations au Palais des congrès de la porte Maillot où se retrouveront aussi les membres de la Fédération de la soierie lyonnaise.

**A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE**

**ready-made electric**

38, rue Jacob - 75006 Paris - 260-29-01

**ATELIERS**

**"La Mouche qui rêve"**

Paris VI<sup>e</sup> (Quartier Luxembourg)

- Ateliers peints, histoires jouées (pour enfants de 3 à 6 ans)
- Histoires écrites (à partir de 6 ans)
- Peinture (pour enfants à partir de 3 ans et demi, sans limite d'âge).

Séances le mercredi

Animation : Marie et Maguy Boissat

Renseignements : 548-70-50

Après 19 h. : 578-02-31

**DES MERCREDIS**

**STUDIOUX**

Le dernier numéro du *Monde de l'éducation* publie une large enquête sur le thème « Des loisirs pour vos enfants », dans laquelle figurent un grand nombre d'adresses d'écoles et conservatoires de danse et de musique, de centres dramatiques, ainsi que de musées et ateliers proposant des activités réservées aux jeunes.

\* Le *Monde de l'éducation*, octobre 1976, n° 21. En vente partout, prix : 5 F.

**véritable loden autrichien**

coloris mode

**FORSHO**

LA MAISON DU LODEN

126 rue de Rivoli - Paris 1<sup>er</sup>

tél. 260 13 51 métro Louvre

**EMPIRE FOURRURES**

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F

VISON, LOUP, RAGONDIN.

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)

Place de l'Etoile 75008 Paris

tél. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur E. Goldenberg, coupeur de bon goût français.

**ACTUELLEMENT AU**

**CCC**

la nouvelle boutique

**Kenneth Durward**

MADE IN ENGLAND

**C.C.C. : de l'imperméable et bien d'autres choses**

39/41, bd Haussmann

**Prix record et 4 mensualités sans frais pour la portative**

**"Toute électrique" la plus vendue aux U.S.A....**

La machine à écrire que nous vous offrons sur cette annonce est la célèbre **Electra II** de Smith, Corona, Marchand. Aux États-Unis, où presque tout le monde tape à la machine elle a converti à la frappe électrique des millions d'utilisateurs : (professionnels libéraux, étudiants, commerçants, agriculteurs etc...).

C'est en effet, une machine personnelle, idéale, extra-plat, élégante dans sa carrosserie bleue, portative (7 kg). Elle réunit pourtant la plupart des perfectionnements d'une grosse machine professionnelle :

- Touches à répétition - Retour électrique du chariot - Frappe électrique réglable - Tabulateur - Ruban bicolore plus position steno
- Intertige réglable - Cylindre gradué, guide papier
- Trousse de manutention de fonctionnement.

Toutes ces qualités lui confèrent un immense marché notamment à travers les faibles marges de la vente par correspondance.

S'inspirant de cette expérience, le Club Familial offre aujourd'hui, aux lecteurs du *Monde l'Electra II* à des conditions encore jamais vues en France.

Un prix incroyablement bas : 276,00 F T.T.C. Franco métropole (soit 780,00 F H.T.) à peine le prix d'une petite machine mécanique. Et vous le désirez un règlement en 4 mensualités sans frais de 219,00 F.

Une garantie pièces et main d'œuvre d'un an.

En cadeau : le très élégant et robuste sac de transport type sac avion. Clavier standard 48 touches, 7 kg, 220 V. Livrée avec notice d'emploi.

Cet achat si intéressant est de plus un achat sans risque car nous acceptons sans discussion les retours pour échange ou remboursement en cas d'insatisfaction à la réception. Profitez tout de suite de cette offre exceptionnelle du "Club Familial", pour vous offrir la "Toute électrique".

Des conditions aussi avantageuses ne pourront être maintenues longtemps.

Découpez et complétez aujourd'hui le bon de commande ci-dessous et adressez-le au Club Familial B.P. 44 - 98170 CROIX.

**le club familial**

**BON DE COMMANDE**

SERVICE MÉPAM 98

à découper ou recopier et à adresser avec enveloppe affranchie au CLUB FAMILIAL CROIX B.P. 44 - 98170 CROIX

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville ou bureau distributeur : \_\_\_\_\_

Je vous prie de m'adresser la machine à écrire portative "Toute électrique" ELECTRA II 220 V. à la livraison.

☐ Je désire aussi (sans frais de crédit) dans ce cas, le modèle 219 F à la commande et d'urgence à verser le solde en trois mensualités égales de 219 F, les trois mois suivant la réception de ma commande.

Signature : \_\_\_\_\_

à découper et à adresser avec enveloppe affranchie au CLUB FAMILIAL CROIX B.P. 44 - 98170 CROIX.



## Animaux

### Excès de rage

APRÈS les renards, c'est au tour des chiens et des chats d'être les victimes de la psychose de la rage. Un décret du ministère de l'Agriculture (Journal officiel du 14 septembre 1976) ramène à deux jours le temps de garde des chiens trouvés errants. Quant aux chats, ils pourront être abattus séance tenante.

Ces mesures ont suscité de vives émotions dans les rangs des protecteurs des animaux. Au micro d'un poste périscopique, Brigitte Barot, les a qualifiées de « scandaleuses » et d'« abominables » : elles ont été l'une des raisons pour lesquelles la vedette, découragée, a préféré dissoudre sa fondation.

Les réactions de la D.P.A. (Défense et protection des animaux) et de la S.P.A. (Société protectrice des animaux) sont également vives. Le décret en cause est d'ailleurs en contradiction avec la loi du 13 juillet 1976, pour laquelle le temps de garde des animaux trouvés est de quatre jours.

La mort à Bordeaux d'un ressortissant marocain atteint de la rage a été exploitée par la presse à sensation ; il n'est pourtant pas prouvé qu'il ait contracté la maladie en France. La psychose de la rage gagne même des pays où elle n'existe pas : en Grande-Bretagne, un responsable d'un laboratoire pharmaceutique réclame déjà une réduction du nombre des chiens errants.

Pour sa part, l'association des Amis des renards et autres puants (ARAP) milite depuis un an contre le massacre des renards, qui n'a en rien arrêté la progression de la rage. Le renard apparaît comme un bon émissaire bien commode, alors que sa culpabilité exacte est loin d'être fixée. L'ARAP a engagé le dialogue avec le Centre d'études de la rage

de Nancy, dirigé par le docteur vétérinaire L. Andral : celui-ci admet que la lutte contre la rage doit évoluer et que les chasseurs doivent en perdre le contrôle. Mais, pour l'instant, l'hécatombe continue, et la rage avance.

#### Contradictions

La lutte contre la rage comporte d'ailleurs une curieuse contradiction. Alors que l'on menace de tuer les chiens errants, quelque trois millions de chiens — ceux des chasseurs — peuvent vagabonder librement dans la nature. Sans parler de ceux qui pourchassent les renards dans leurs terriers, au cours du jeu malsain du « déterrage ».

Or les trois quarts de ces chiens ne sont pas vaccinés ou n'ont eu qu'une vaccination de complaisance. Aucun contrôle d'antécédents n'est effectué pour vérifier la vaccination.

En conséquence, le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) demande que les régions contaminées soient mises en quarantaine et que toute chasse y soit interdite : elles seraient entourées d'une barrière sanitaire. La vaccination de tous les chiens de chasse deviendrait obligatoire. Le ROC attire également l'attention sur le fait que les chasseurs se déplacent facilement, avec leurs chiens, à travers la France, ce qui accroît les risques de propagation de la rage.

La consommation de gibier elle-même peut être dangereuse, car les lièvres ou les chevreuils sont parfois atteints de la maladie, et il suffit alors d'une écorchure dans la bouche. Quant à la vaccination du cheptel, le ROC propose qu'elle soit, comme celle contre la fièvre aphteuse, remboursée par l'Etat et le conseil général.

En somme, il faut être logique jusqu'au bout. Si la rage est le fléau que l'on dit, pourquoi s'acharner à détruire la faune sauvage et tolérer des pratiques cynégétiques qui démontrent les risques de contamination ?

Les mesures proposées par les associations de protection de la nature valent mieux, en tout cas, que la strychnine ou le cyanure utilisés, contre les renards accusés de propager la rage : rappellons

que cet emploi a déjà fait, en France, au moins deux morts, deux victimes de la rage anti-rage.

JEAN-JACQUES BARLOY.

★ Défense et protection des animaux (D.P.A.), 25, rue Bergère, 75008 Paris.  
Société protectrice des animaux (S.P.A.), 30, boulevard Berthier, 75011 Paris.  
Amis des renards et autres puants (ARAP), 30, rue Molitor, 75016 Paris.  
Rassemblement des opposants à la chasse (ROC), 21, rue d'Abouvi, 75003 Paris.

## Chasse

### TIRÉS EN POLOGNE

LA Pologne a toujours été réputée pour la richesse de son gibier. Cette qualité est due surtout à une politique cynégétique bien comprise au niveau national et surtout bien appliquée sur le plan local par des chasseurs formés à ces questions et qui se devaient toute l'année pour entretenir et améliorer le cheptel. La densité du gibier ne pouvait qu'attirer les étrangers, et chaque année plus nombreux sont ceux qui prennent avion ou voiture pour aller chasser sur ces territoires.

Ainsi, pour le perdreau, qui se chasse devant soi, la Pologne se classe parmi les plus riches. Il semble que cette année les prévisions des organisateurs de chasse aient dépassé toutes les espérances. Les gardes locaux expliquent cette année par un hiver doux, un printemps et un été secs qui ont facilité les couvées. Sur les deux cent quarante territoires ouverts aux étrangers, quatre seulement semblent ne pas avoir tenu leurs promesses. Sur les autres, la

moyenne a été de quarante pièces par chasseur. Face à ce succès, le gouvernement polonais a décidé d'ouvrir une vingtaine de territoires vierges à la fin de ce mois (29 octobre au 1<sup>er</sup> novembre).

Le faisan, qui se chasse en battue ou devant soi, se développe de plus en plus, et sa densité et sa qualité s'améliorent. Les manifestations traditionnelles : terminés ces repas de choucroute et de saucisses pris autour d'immeubles aux allures dans les clairières de la forêt polonaise.

M. F.

★ Chasseurs, 123, rue de Meaux, 75019 Paris. Tél. 200-71-01.

## Jeux

### ÉCHECS

N° 678

#### SUR-DÉVELOPPEMENT

(Championnat par équipes de Tchecoslovaquie, 1976)  
Blancs : ALSTER  
Noirs : KUBITCHER  
Défense hollandaise.

1. d4
2. f5
3. d5
4. c3
5. f2
6. f4
7. f5
8. f6
9. f7
10. f8
11. f9
12. f10
13. f11
14. f12
15. f13
16. f14
17. f15
18. f16
19. f17
20. f18
21. f19
22. f20
23. f21
24. f22
25. f23
26. f24
27. f25
28. f26
29. f27
30. f28
31. f29
32. f30
33. f31
34. f32
35. f33
36. f34
37. f35
38. f36
39. f37
40. f38
41. f39
42. f40
43. f41
44. f42
45. f43
46. f44
47. f45
48. f46
49. f47
50. f48
51. f49
52. f50
53. f51
54. f52
55. f53
56. f54
57. f55
58. f56
59. f57
60. f58
61. f59
62. f60
63. f61
64. f62
65. f63
66. f64
67. f65
68. f66
69. f67
70. f68
71. f69
72. f70
73. f71
74. f72
75. f73
76. f74
77. f75
78. f76
79. f77
80. f78
81. f79
82. f80
83. f81
84. f82
85. f83
86. f84
87. f85
88. f86
89. f87
90. f88
91. f89
92. f90
93. f91
94. f92
95. f93
96. f94
97. f95
98. f96
99. f97
100. f98
101. f99
102. f100
103. f101
104. f102
105. f103
106. f104
107. f105
108. f106
109. f107
110. f108
111. f109
112. f110
113. f111
114. f112
115. f113
116. f114
117. f115
118. f116
119. f117
120. f118
121. f119
122. f120
123. f121
124. f122
125. f123
126. f124
127. f125
128. f126
129. f127
130. f128
131. f129
132. f130
133. f131
134. f132
135. f133
136. f134
137. f135
138. f136
139. f137
140. f138
141. f139
142. f140
143. f141
144. f142
145. f143
146. f144
147. f145
148. f146
149. f147
150. f148
151. f149
152. f150
153. f151
154. f152
155. f153
156. f154
157. f155
158. f156
159. f157
160. f158
161. f159
162. f160
163. f161
164. f162
165. f163
166. f164
167. f165
168. f166
169. f167
170. f168
171. f169
172. f170
173. f171
174. f172
175. f173
176. f174
177. f175
178. f176
179. f177
180. f178
181. f179
182. f180
183. f181
184. f182
185. f183
186. f184
187. f185
188. f186
189. f187
190. f188
191. f189
192. f190
193. f191
194. f192
195. f193
196. f194
197. f195
198. f196
199. f197
200. f198
201. f199
202. f200
203. f201
204. f202
205. f203
206. f204
207. f205
208. f206
209. f207
210. f208
211. f209
212. f210
213. f211
214. f212
215. f213
216. f214
217. f215
218. f216
219. f217
220. f218
221. f219
222. f220
223. f221
224. f222
225. f223
226. f224
227. f225
228. f226
229. f227
230. f228
231. f229
232. f230
233. f231
234. f232
235. f233
236. f234
237. f235
238. f236
239. f237
240. f238
241. f239
242. f240
243. f241
244. f242
245. f243
246. f244
247. f245
248. f246
249. f247
250. f248
251. f249
252. f250
253. f251
254. f252
255. f253
256. f254
257. f255
258. f256
259. f257
260. f258
261. f259
262. f260
263. f261
264. f262
265. f263
266. f264
267. f265
268. f266
269. f267
270. f268
271. f269
272. f270
273. f271
274. f272
275. f273
276. f274
277. f275
278. f276
279. f277
280. f278
281. f279
282. f280
283. f281
284. f282
285. f283
286. f284
287. f285
288. f286
289. f287
290. f288
291. f289
292. f290
293. f291
294. f292
295. f293
296. f294
297. f295
298. f296
299. f297
300. f298
301. f299
302. f300
303. f301
304. f302
305. f303
306. f304
307. f305
308. f306
309. f307
310. f308
311. f309
312. f310
313. f311
314. f312
315. f313
316. f314
317. f315
318. f316
319. f317
320. f318
321. f319
322. f320
323. f321
324. f322
325. f323
326. f324
327. f325
328. f326
329. f327
330. f328
331. f329
332. f330
333. f331
334. f332
335. f333
336. f334
337. f335
338. f336
339. f337
340. f338
341. f339
342. f340
343. f341
344. f342
345. f343
346. f344
347. f345
348. f346
349. f347
350. f348
351. f349
352. f350
353. f351
354. f352
355. f353
356. f354
357. f355
358. f356
359. f357
360. f358
361. f359
362. f360
363. f361
364. f362
365. f363
366. f364
367. f365
368. f366
369. f367
370. f368
371. f369
372. f370
373. f371
374. f372
375. f373
376. f374
377. f375
378. f376
379. f377
380. f378
381. f379
382. f380
383. f381
384. f382
385. f383
386. f384
387. f385
388. f386
389. f387
390. f388
391. f389
392. f390
393. f391
394. f392
395. f393
396. f394
397. f395
398. f396
399. f397
400. f398
401. f399
402. f400
403. f401
404. f402
405. f403
406. f404
407. f405
408. f406
409. f407
410. f408
411. f409
412. f410
413. f411
414. f412
415. f413
416. f414
417. f415
418. f416
419. f417
420. f418
421. f419
422. f420
423. f421
424. f422
425. f423
426. f424
427. f425
428. f426
429. f427
430. f428
431. f429
432. f430
433. f431
434. f432
435. f433
436. f434
437. f435
438. f436
439. f437
440. f438
441. f439
442. f440
443. f441
444. f442
445. f443
446. f444
447. f445
448. f446
449. f447
450. f448
451. f449
452. f450
453. f451
454. f452
455. f453
456. f454
457. f455
458. f456
459. f457
460. f458
461. f459
462. f460
463. f461
464. f462
465. f463
466. f464
467. f465
468. f466
469. f467
470. f468
471. f469
472. f470
473. f471
474. f472
475. f473
476. f474
477. f475
478. f476
479. f477
480. f478
481. f479
482. f480
483. f481
484. f482
485. f483
486. f484
487. f485
488. f486
489. f487
490. f488
491. f489
492. f490
493. f491
494. f492
495. f493
496. f494
497. f495
498. f496
499. f497
500. f498
501. f499
502. f500
503. f501
504. f502
505. f503
506. f504
507. f505
508. f506
509. f507
510. f508
511. f509
512. f510
513. f511
514. f512
515. f513
516. f514
517. f515
518. f516
519. f517
520. f518
521. f519
522. f520
523. f521
524. f522
525. f523
526. f524
527. f525
528. f526
529. f527
530. f528
531. f529
532. f530
533. f531
534. f532
535. f533
536. f534
537. f535
538. f536
539. f537
540. f538
541. f539
542. f540
543. f541
544. f542
545. f543
546. f544
547. f545
548. f546
549. f547
550. f548
551. f549
552. f550
553. f551
554. f552
555. f553
556. f554
557. f555
558. f556
559. f557
560. f558
561. f559
562. f560
563. f561
564. f562
565. f563
566. f564
567. f565
568. f566
569. f567
570. f568
571. f569
572. f570
573. f571
574. f572
575. f573
576. f574
577. f575
578. f576
579. f577
580. f578
581. f579
582. f580
583. f581
584. f582
585. f583
586. f584
587. f585
588. f586
589. f587
590. f588
591. f589
592. f590
593. f591
594. f592
595. f593
596. f594
597. f595
598. f596
599. f597
600. f598
601. f599
602. f600
603. f601
604. f602
605. f603
606. f604
607. f605
608. f606
609. f607
610. f608
611. f609
612. f610
613. f611
614. f612
615. f613
616. f614
617. f615
618. f616
619. f617
620. f618
621. f619
622. f620
623. f621
624. f622
625. f623
626. f624
627. f625
628. f626
629. f627
630. f628
631. f629
632. f630
633. f631
634. f632
635. f633
636. f634
637. f635
638. f636
639. f637
640. f638
641. f639
642. f640
643. f641
644. f642
645. f643
646. f644
647. f645
648. f646
649. f647
650. f648
651. f649
652. f650
653. f651
654. f652
655. f653
656. f654
657. f655
658. f656
659. f657
660. f658
661. f659
662. f660
663. f661
664. f662
665. f663
666. f664
667. f665
668. f666
669. f667
670. f668
671. f669
672. f670
673. f671
674. f672
675. f673
676. f674
677. f675
678. f676
679. f677
680. f678
681. f679
682. f680
683. f681
684. f682
685. f683
686. f684
687. f685
688. f686
689. f687
690. f688
691. f689
692. f690
693. f691
694. f692
695. f693
696. f694
697. f695
698. f696
699. f697
700. f698
701. f699
- 702



150

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES EXPERTS-COMPTABLES EN CONGRÈS A STRASBOURG

A l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire des experts-comptables et comptables agréés, qui se tiendront à Strasbourg jusqu'au 10 octobre, sur le thème « Inflation et Entreprises » (le Monde du 7 octobre), le rapporteur général, M. Piroli, expose les conditions d'une réévaluation des bilans telle qu'elle lui apparaît indispensable dans la conjoncture actuelle.

## Libres opinions

### Les conditions d'une réévaluation des bilans

par ROBERT PIROLI (\*)

On en a débattu pendant dix ans : fallait-il réévaluer les bilans ? Aujourd'hui, la question ne se pose plus. L'accélération et la généralisation de l'inflation au cours des années 1973-1974 dans toutes les économies occidentales et la pression des agents économiques pour disposer d'une information financière significative font rejeter un système fondé sur le coût historique des actifs et le dogme de l'invocabilité de la monnaie.

En France, le pouvoir législatif a chargé le gouvernement, par l'article 65 de la loi de finances pour 1976 de « proposer au Parlement, avant le 31 décembre 1976, les modifications à apporter au droit des sociétés, ainsi qu'aux règles comptables et fiscales pour remédier aux distorsions introduites dans les comptes des entreprises et les structures de financement de ces dernières par l'évolution de la valeur de la monnaie ». Ce texte, qui constate enfin explicitement « l'évolution de la valeur de la monnaie », est riche de promesses au plan du droit fiscal, bien sûr ; au plan du droit des sociétés aussi, où s'impose une nouvelle définition du concept de bénéfice.

Un courant d'opinion semblable s'est fait jour simultanément dans tous les pays industrialisés. Au Royaume-Uni, le rapport Sandilands, publié en septembre 1975, aux Etats-Unis, une recommandation de l'Accounting Principles Board, en témoignent, comme aussi le quatrième directive en cours du Conseil de la Communauté économique européenne et le projet de recommandation de l'International Accounting Standards Committee sur « le traitement comptable des variations de prix ».

Aujourd'hui, donc, la question n'est plus de savoir s'il faut réévaluer les bilans ; elle est de savoir comment la réévaluer. Sur ce thème, les savants débats doctrinaux sont voués à la stérilité. Réévaluer c'est, en effet, constater le changement de valeur de la monnaie en raisonnant « toutes choses égales par ailleurs ». Or chacun sait que la monnaie n'est pas seule à changer et que la hausse du niveau général des prix, qui entraîne la dépréciation de la valeur interne de la monnaie, est précédée d'un processus de réajustement de l'ensemble de l'économie.

Mais, au-delà des querelles d'écoles, il faut faire œuvre utile et ne pas oublier que la comptabilité ne trouve sa justification que dans l'usage qui en est fait. Un consensus s'est formé sur l'idée que les états financiers sont des vecteurs d'information à l'usage de tous les agents économiques. Il faut répondre à cette attente et faire, en sorte, que les bilans et les comptes des entreprises donnent une image correcte de leur situation patrimoniale et expriment leur enrichissement ou leur appauvrissement réel au cours de l'exercice. Cela est, en outre, indispensable à la juste fixation des droits des tiers — Etat, actionnaires, travailleurs — sur ces résultats.

Au niveau du bilan, il importe essentiellement de corriger la sous-évaluation de la valeur réelle des moyens de production. La déformation peut être corrigée soit par introduction de la valeur de remplacement, soit par la réévaluation monétaire des coûts historiques à partir d'un indice unique qui exprime la dépréciation de la monnaie. La première méthode présente des inconvénients : subjectivité et complexité — qui contrecarrent l'avantage de tenir compte de l'évolution des prix relatifs. Le mérite de la seconde est sa simplicité.

Au niveau des résultats sont principalement à corriger : les effets d'une sous-évaluation de la base de calcul des amortissements, et ceux de la surévaluation de l'accroissement réel des stocks.

En ce qui concerne le calcul des amortissements — source essentielle de l'autofinancement — il convient de mettre fin à la pratique qui consiste à compenser — voire dépasser — l'insuffisance de la base à amortir par l'usage de durées de vie et de lots de dépréciation, que ne justifient ni l'usage physique ni l'obsolescence économique. Un retour à des durées conformes à la réalité et le choix d'une loi raisonnable devraient accompagner l'abandon du nominalisme monétaire.

Il est nécessaire, enfin, d'éliminer des bénéfices l'appréciation purement nominale des stocks. Cela peut être obtenu, bien entendu, par la méthode du « current purchasing power » (C.C.P.) recommandée, et pratiquée aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, mais c'est déjà partiellement en France par les systèmes de provisions pour hausses des prix et pour fluctuations des cours. Il suffirait d'en généraliser l'emploi en le simplifiant et en tenant compte — ce qui n'est pas le cas actuellement — de la vitesse de rotation des stocks.

Une réévaluation ainsi conçue devrait s'accompagner — à défaut elle ne serait d'ailleurs pas réalisable — de l'exonération de la plus-value de réévaluation, ce qui autoriserait, en contrepartie, une plus grande neutralité fiscale à l'égard des investissements.

Est-il besoin de dire qu'elle devrait être annuelle et pratiquée par l'ensemble des entreprises, ce qui n'exclut pas que des transitions soient ménagées.

L'accord de ces principes de base avec les travaux et solutions déjà prises ou envisagées à l'échelon international aurait pour effet, non négligeable, de faciliter la communication avec la communauté financière et de permettre des comparaisons internationales systématiques.

Une telle réévaluation, outre son intérêt comme opération — vérité des comptes —, est la mesure la mieux adaptée dans les conditions actuelles pour favoriser les investissements productifs.

Les mesures décidées, le mercredi 22 septembre au conseil des ministres, ne semblent malheureusement pas aller exactement dans le sens souhaité. La réévaluation serait limitée aux biens non amortissables (terrains, titres de participation...), tandis que les équipements livrés l'an prochain pourraient, sous certaines conditions, donner lieu à un amortissement accéléré. Certes, un premier pas est ainsi fait et il n'est pas négligeable, compte tenu des contraintes budgétaires du moment. Mais il est indispensable d'aller plus loin. Lorsque sera enfin accordé le problème de la réévaluation des actifs amortissables, il importera de le dissocier de celui de la dégressivité des amortissements, les effets de l'inflation et ceux de l'obsolescence ne relevant pas d'une solution unique.

(\*) Membre du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et professeur à l'université de Paris-X.

## CONJONCTURE

### Les organisations paysannes s'efforcent d'obtenir des parlementaires des modifications du plan Barre

Les organisations paysannes s'efforcent d'obtenir des parlementaires une inflexion des mesures du plan Barre concernant les agriculteurs.

Une délégation de la Fédération nationale des exploitants agricoles (F.N.E.A.), a rencontré, le 7 octobre, le groupe communiste de l'Assemblée nationale. Le communiqué publié à l'issue de cette réunion par le P.C.F. a indiqué que « les deux parties ont constaté leur similitude de vues sur un certain nombre de questions, notamment pour ce qui concerne le revenu réel des agriculteurs basés en 1976 étant donné l'insuffisance des aides allouées, sur l'arbitraire des critères utilisés pour la répartition de ces aides, pour dire que le procédé retenu pour financer les conséquences de la déchéance n'est pas satisfaisant. »

De son côté, M. Marcel Denoux, président de la Fédération des exploitants de la Somme, ainsi que trésorier de la F.N.E.A., a adressé une lettre ouverte aux parlementaires de son département, dans laquelle il souligne que l'association de la notion de solidarité nationale à celle d'impôt exceptionnel spécial « a amené le déchaînement d'une polémique lamentable (...) dont le monde agricole subira inévitablement le poids pendant encore longtemps ».

### Il n'y a aucun risque de pénurie de sucre assure le ministre de l'économie et des finances

Les ménagères ont de plus en plus de difficultés à s'approvisionner en sucre. « Cette situation est due à un brusque et fort accroissement de la demande, de l'ordre de 50 %, auquel les sucreries n'ont pu répondre qu'en partie, du fait des limites de leur capacité industrielle de conditionnement du sucre », assure un communiqué du ministère de l'économie et des finances, destiné à enrayer une « psychose collective » de pénurie.

« Il n'y a pourtant aucun risque, indique la rue de Rivoli. Au contraire, la production est excédentaire et les prix sont au plus bas, en France comme dans la C.E.E. et le monde entier. » La production française pour 1976-1977 devrait en effet atteindre 2 600 000 tonnes, alors que la consommation est globalement de l'ordre de 2 millions de tonnes.

« La raréfaction du sucre dans les magasins s'explique uniquement par le comportement des consommateurs, assure le communiqué. Ceux-ci ont souvent profité de l'exceptionnelle récolte de fruits de cet été pour confectionner des confitures, des bonbons, etc. »

## SIDÉRURGIE

### La Commission de la C.E.E. poursuit la mise au point d'un dispositif anticrise

La Commission européenne poursuit pas à pas la mise au point d'une nouvelle politique sidérurgique anticrise, conçue de façon à lui permettre, en cas de fléchissement conjoncturel, d'agir plus rapidement que dans le passé sur le niveau de la production et sur les prix.

Elle a adopté, le 6 octobre, un nouveau document, fondamental, rédigé à la lumière des consultations entreprises durant l'été par son vice-président, M. Simonet, sur la base des premières communications rendues publiques fin juillet (le Monde du 22 juillet). M. Simonet est immédiatement parti présenter ce nouveau texte aux industriels des Hauts-Rhins, le mercredi et jeudi à Londres au sein du comité consultatif de la C.E.C.A.

Après une nouvelle série de consultations avec les gouvernements et la profession, la Commission a l'intention d'approuver des propositions définitives début novembre. Ces procédures, on s'en rend compte, sont longues ; on veut espérer que le nouveau dispositif sera prêt à fonctionner avant que les baisses de commandes, qui depuis quelques semaines affectent une partie du marché des produits sidérurgiques, prennent un tour aigu.

A Londres, M. Jacques Ferry, président de la sidérurgie française, a tiré à son tour le signal d'alarme, après M. Spethmann, président de la sidérurgie allemande (le Monde du 3-4 octobre 1976). Constatant qu'après une faible reprise de courte durée, la crise était revenue avec « une intensité qui n'autorise plus aucun optimisme », il a laissé entendre que le nouveau chocage conjoncturel annoncé la semaine dernière risquait de « s'étendre bien au-delà des limites dans lesquelles il avait pu être contenu en 1975 ».

M. Ferry a réclamé une limitation effective des pénétrations étrangères sur le marché commun (essentiellement le Japon).

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### BILLET

#### D'un syndicalisme à l'autre

A chacun sa forme de grève. N'est-ce pas intéressant de comparer ce qui se passe d'un bord à l'autre de l'Atlantique, au moment où une grève générale vient d'immobiliser en partie la France alors que l'arrêt de travail des ouvriers des usines Ford prenait fin aux Etats-Unis ?

L'United Auto Workers (Syndicat des travailleurs de l'automobile) a choisi sa cible, défini ses objectifs et sa stratégie, et obtenu les résultats qu'il voulait. Pour voir renouveler les conventions de l'industrie automobile dans les conditions qu'elle souhaitait, elle a mis Ford dans son colimateur, de même qu'en 1970 elle avait imposé à la General Motors un contrat de soixante-sept jours. Les cent soixante-dix mille ouvriers des soixante-deux usines de montage et d'assemblage de Ford, réparties dans vingt-deux Etats américains, ont joué le rôle d'un seul : tout le monde a eu les yeux tournés vers eux en attendant la solution du conflit.

Finalement, la grève s'est traduite pour la société par un manque à gagner de 605 millions de dollars en chiffre d'affaires (soit quatre-vingt-dix mille automobiles et vingt-cinq mille camions) et de 55 millions de dollars en bénéfices. Les milieux économiques et financiers sont malade, dès le départ de la grève, qu'elle n'aurait une incidence sérieuse sur l'ensemble de l'économie américaine que si elle se prolongeait au-delà de quatre semaines. En revanche, les bénéfices record de Ford au premier trimestre de 1976 (770 millions de dollars) laissent penser au Syndicat qu'un effort supplémentaire pourrait être fait en faveur du personnel, notamment dans le sens d'une réduction du temps de travail. Il a arrêté le conflit au bout de trois semaines : un tir bien ajusté.

Les dirigeants de l'United Auto Workers expriment aujourd'hui leur satisfaction de voir établie une nouvelle convention selon leurs vœux (le coût de la main-d'œuvre augmentera de 10 %). Et l'accord signé servira de modèle pour les autres conventions avec General Motors (quatre cent mille ouvriers), Chrysler Corp. et American Motors (trois cent mille ouvriers), dont les dirigeants pouvaient soupçonner. Ainsi, le calme revient-il pour trois ans dans l'industrie automobile américaine, à la satisfaction générale.

Signalons encore que le syndicat U.A.W. dispose de 175 millions de dollars de réserve, de quoi tenir seize ou dix-sept semaines sans broncher. C'est toute la différence entre le syndicalisme corporatiste et le syndicalisme politique. L'un a de l'argent et l'autre coûte cher. La manifestation du 7 octobre, dont le type est parfaitement inconnu aux Etats-Unis, s'inscrit, bien sûr, au débit des comptes de la nation française, sans qu'on en voie le résultat immédiat. Peut-être, chez nous, l'utilisation de cette sorte de manifestations (sans doute appelées à se multiplier) pourrait-elle se limiter non pas au renouvellement des conventions collectives, mais aux périodes immédiatement pré-déclatées ? Ainsi les choses seraient-elles, sans doute, plus claires et les dégâts limités.

JACQUELINE GRAPIN.

## APRÈS LE « TREMPLIN » DU 7 OCTOBRE

### M. Edmond Maire annonce le développement de l'action syndicale dans les secteurs professionnels

Sacée de la journée du jeudi 7 octobre, poursuite de l'action unitaire au niveau des fédérations parce que « la politique ne suffit pas » et qu'il faut « éviter le risque de l'atomisme pré-électoral », tels sont les thèmes développés vendredi devant la presse par M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., à l'issue de la réunion du bureau national de cette organisation.

Estimant que la grève avait mobilisé « un peu moins de 50 % des salariés dans le secteur privé et un peu plus de 60 % dans les secteurs public et nationalisés », M. Maire a souligné que l'accord réalisé à cette occasion avait « largement dépassé le nombre des syndiqués ». Selon lui, « ce n'est pas un « ras-le-bol » qui est derrière le mouvement, mais un profond besoin de l'action collective et susceptible d'apporter le changement pour les travailleurs et, à plus long terme, le changement politique ».

Cependant, même si la journée du 7 octobre a été le « tremplin » de futures campagnes syndicales, « le risque n'est pas tout à fait exclu que le mouvement ne se limite à une prise de conscience latente dans certains secteurs la forme d'un attentisme pré-électoral », a déclaré le leader de la C.F.D.T. qui a ajouté : « Nous nous attendons à un développement des changements politiques, mais nous croyons que l'action directe est une nécessité immédiate ».

Contre le risque d'une attitude trop « politique », a rappelé M. Maire, l'accord interconfédéral du 23 septembre a prévu la mise au point d'une « stratégie d'actions » : « D'ici les deux mois à venir, a-t-il précisé, nous verrons se débiter des initiatives importantes au niveau des fédérations, coordonnées par les confédérations. Soyez sûrs qu'il y aura des grèves, mais aussi des périodes de pression. On peut grévifier des conjonctures ? Ainsi les choses seraient-elles, sans doute, plus claires et les dégâts limités. »

### A Mulhouse

#### M. Poniatowski a demandé la mise sous séquestre de la collection des frères Schlumpf

De notre correspondant

Mulhouse. — A l'hôtel de ville, où il était reçu vendredi 8 octobre avant d'assister à la séance solennelle du cent cinquantième anniversaire de la Société industrielle de Mulhouse, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a révélé qu'il avait demandé au préfet du Haut-Rhin d'engager la procédure de mise sous séquestre de la collection de voitures anciennes des frères Fritz et Hans Schlumpf, « réfugiés » à Bâle après avoir été assiégés pendant trois unités et deux jours dans leur propriété voisine de la filature de laine peignée de Malmerspach (le Monde du 3-4 octobre).

Répondant aux préoccupations de M. Emile Muller, député réformateur et maire de la ville, M. Poniatowski confirme le rôle essentiel que doivent jouer Mulhouse et l'Alsace face aux

puissances économiques et financières de la République fédérale allemande et de la Confédération helvétique. « L'effort que nous devons accomplir aujourd'hui pour fuir l'inflation ne remette en cause aucun des engagements » (implantations industrielles et d'entreprises tertiaires, liaison Rhin-Rhône, autoroutes A-35 et A-30), engagements pris par le président de la République lors de son passage en Alsace au printemps dernier.

A quoi s'ajoute aujourd'hui la volonté affirmée par le ministre d'Etat de faire de l'université du Haut-Rhin une université forte, rassurant ainsi M. Emile Muller, qui rappelle que, seize mois après la décision d'ériger l'ancien Centre universitaire du Haut-Rhin en université de plein droit, on en était à rechercher les moyens indispensables à sa survie.

(Publié)  
Le Président GIANNESINI ayant demandé à être déchargé des fonctions qu'il assumait, depuis 1959, à la tête de la C.A. RALE DE CONSERVATION, M. Henri BERNARD, par ailleurs Président de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 1976.  
Un Conseil d'Administration du même jour a porté à la Présidence de ce Groupe, M. J.-C. ROSS, et a confirmé dans ses fonctions de Directeur Général, qu'il assumait depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1976.  
Sur proposition de M. Henri BERNARD, M. Léon GIANNESINI a été nommé Président d'Honneur.

(Publié)  
Le Groupe Interministériel « Véhicules Electriques » lance un concours international portant sur l'établissement de cahiers des charges pour différents types de véhicules utilitaires électriques à accumulateurs.  
L'objectif de ce concours est :  
- d'arrêter au vu des résultats du concours et compte tenu des besoins exprimés par les organismes publics et collectifs représentés au sein du Groupe des Utilitaires Publics de Véhicules Electriques, des cahiers des charges détaillés sur la base desquels sera lancé un appel d'offres restreint portant, pour chaque type, sur la réalisation d'une véhicule tête de série, de ses essais et d'une première série ;  
- de sélectionner parmi les concurrents du concours ceux qui seront autorisés à répondre à l'appel d'offres restreint mentionné ci-dessus.  
Le cahier des charges, objet de ce concours, définit les caractéristiques techniques, les dimensions et les performances de véhicule. Celles-ci devront répondre aux prescriptions minimales définies dans le programme du concours.  
Les types de séries des véhicules sélectionnés devront être disponibles dans les délais prévus par le règlement du concours.  
Il n'est pas fait appel préalable à candidature. Les intéressés pourront, à partir du 15 octobre 1976, obtenir, sur simple demande, un exemplaire du dossier de concours en s'adressant au :  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU HAUT COMITÉ DE L'ENVIRONNEMENT  
14, boulevard du Général-Leclerc - 93319 NOUILLY-SUR-SEINE.  
Ce dossier comprend un avis de concours, le règlement particulier et le programme.  
Les offres devront être remises avant le 15 avril 1977 à l'adresse ci-dessus.







10-11-1976

# LA REVUE DES VALEURS

## Valeurs à revenu fixe

### ou indexées

L'Emprunt 4 1/2 % 1973 a poursuivi son mouvement de hausse, pour atteindre un nouveau cours record à 597,40 F, le 5 octobre. Quelques dégonflements, en dernier lieu, ont ramené ce titre à un niveau très légèrement inférieur. Rappelons qu'il ne reste actuellement que vingt-deux séances à courir avant le 15 novembre. Ce jour-là prendra fin le régime des cent bourses pendant lesquelles les cours du napoleon sont pris en considération pour le calcul du prochain prix de rachat de ce fonds d'Etat. Par l'intermédiaire, en résumé, des droits de mutation. Vendredi soir, ce prix se situait à 623,00 F.

C'est lundi prochain que sera

	8 oct.	diff.
4 1/2 % 1973	597,40	+ 1,30
7 % 1973	594,50	+ 0,70
10 % 1973	592,50	+ 0,50
4 1/2 % 1973	590,50	+ 0,70
7 % 1973	588,50	+ 0,50
10 % 1973	586,50	+ 0,50
C.N.E. 3 %	115	- 2

officiellement ouverte dans le public la souscription à l'Emprunt national 10,50 % pour la petite et moyenne industrie et l'artisanat, dont le montant a été fixé à 3,5 milliards de francs.

## Banques, assurances, sociétés

### d'investissement

Le bénéfice consolidé avant impôts, réalisé au cours du premier semestre 1976 par la C.C.F., représentait 97,00 millions de francs (contre 89,70 millions) pour la société elle-même, le bénéfice net ressortait à 36,6 millions de francs (contre 31,4 millions). Les dirigeants du C.C.F. estiment

	8 oct.	diff.
Cetelem	160	+ 7
Comp. bancaire	225,50	+ 2,50
Comptoir d'Entrep.	181	+ 3,50
C.F.F.	181	+ 4,50
Crédit foncier	352	+ 3,50
Financ. de Paris	121	+ 3
Général	184,50	+ 1,50
Leclercq	275,50	+ 4,10
U.C.R.	184,50	+ 1,50
La Hénin	310,50	+ 2,50
Sinco	116,50	+ 1,50
S.N.L.	170	+ 1
Chargers réunis	170	+ 1
Préal	197	+ 3,70
Schneider	153,50	+ 1,10
Suez	285	+ 1,50
A.G.P.	285	+ 2,50

être en mesure de maintenir au moins le dividende réglé l'an passé, bien que le capital ait été majoré de 25 %.

La situation prévisionnelle au 30 juin des Banques de Saint-Louis laisse apparaître un bénéfice de 8,30 millions de francs (contre 7,84 millions).

La situation prévisionnelle au 30 juin des Banques de Saint-Louis laisse apparaître un bénéfice de 8,30 millions de francs (contre 7,84 millions).

## Alimentation

La situation prévisionnelle au 30 juin des Banques de Saint-Louis laisse apparaître un bénéfice de 8,30 millions de francs (contre 7,84 millions).

La situation prévisionnelle au 30 juin des Banques de Saint-Louis laisse apparaître un bénéfice de 8,30 millions de francs (contre 7,84 millions).

## LONDRES

### Moins 8 %

Le resserrement des crédits a entraîné en fin de semaine une lourde chute des cours, et le marché est retombé à son plus bas niveau depuis treize mois. La séance de vendredi a été particulièrement noire, le mouvement de baisse prenant ce jour-là une ampleur inconnue depuis juin 1975. Les fonds d'Etat furent à l'abri de la chute, mais les actions ont subi une dévaluation de 8 %.

Quatre compartiments seulement ont échappé au mouvement de repli : les automobiles, les compagnies aériennes, les mines d'or et les textiles.

L'activité a porté sur 80,27 millions de titres contre 91,28 millions.

Indices Dow Jones du 8 octobre : transports, 289,50 (contre 285,10) ; services publics, 98,16 (contre 97,94).

Cours 1<sup>er</sup> oct. 8 oct.

Bovater	150	147
Brit. Petroleum	612	580
Charter	120	112
Continental	181	172
De Beers	212	204
Fre. State Gold	990	952
Gl. Univ. Stores	151	132
Imp. Chemical	284	279
Shell	375	362
Vickers	126	127
Wat. Loan	24 15/16	23 7/8

## Radars avait progressé de plus de 18 %, au 30 septembre.

Pour les sept premiers mois de l'année, les ventes de vin de Champagne ont représenté

	8 oct.	diff.
Beghin-Say	74,50	+ 4,50
D.S.N.-Gerv.-Dan.	333	+ 64
Carefour	1417	+ 27
Carling	1153	+ 3
C.D.C.	275,50	+ 12,50
Moët-Hennessy	454	+ 12
Mérim	382	+ 21
Onda et Coby	133,50	+ 9,50
Radat	289	+ 2
Radier, St-Louis	37	+ 3,50
S.I.A.S.	253	+ 2
Veve Clapot	439	+ 28
Vinapex	439	+ 28
J.L. Méditerranée	37,50	+ 3
Perrier	94,50	+ 2,50
J.L. Méditerranée	37,50	+ 3
Celis	468	+ 11
Nestlé	670	+ 70

soixante-neuf millions de bouteilles (+ 38 %), dont cinquante et un millions sur le marché intérieur et dix-huit millions à l'exportation.

## Bâtiment et travaux publics

Après provisions pour impôts et amortissements, le bénéfice de l'exercice 1976 s'élève à 15,19 millions de francs (contre 14,08 millions de francs pour l'exercice 1975, le résultat consolidé du groupe devrait être au moins égal à celui

	8 oct.	diff.
Andi d'entrep.	285	+ 1,50
Bouygues	285	+ 1,50
Chim. et Bâtiment	105,70	+ 1,30
Chimie française	94,50	+ 1,30
Dumas	475	+ 13
Engr. J. Lefebvre	280	+ 12
Général d'entrep.	126	+ 12
G.S. Travaux de	126	+ 12
Lafarge	126	+ 12
Maisons Phéax	135	+ 3
Poliet et Chausson	156	+ 8,50

de 1975 (68,9 millions de francs), après des amortissements supérieurs de 20 %.

Dans la situation prévisionnelle au 30 juin 1976, le bénéfice net des Sociétés de la Seine s'élève à 0,84 million de francs contre 0,25 million.

Pour le premier semestre de 1976, Carboneum Entreprises et Céramique a réalisé un bénéfice net de 1,18 millions de francs, contre 7,92 millions, un an précédent.

## Matériel électrique, services

### publiques

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Thomson (à structures égales, c'est-à-dire sans tenir compte de l'achat de la France-Éclairage) devrait atteindre 14,8 milliards de francs (contre 12,5 milliards en 1975), dont 6 milliards de francs environ à l'exportation. Le groupe se situe au 5<sup>e</sup> rang des exportateurs français derrière Renault, Peugeot, Citroën et Air France. La progression du résultat d'exploitation

	8 oct.	diff.
Alcatel	60,50	+ 0,45
C.G.E.	255	+ 3,50
C.N.M.	34,50	+ 3,50
Engins Matra	445	+ 3,50
Legrand	175	+ 3,50
Michelin	30,50	+ 3,50
Radiorécepteur	45,10	+ 12,50
S.N.C.	50	+ 3,50
Thomson-Brandt	166	+ 4,10
Siemens	549	+ 23
Central	419	+ 14
Lyonnais des eaux	425	+ 15
Roux et Ozanne	130	+ 23

du groupe pour 1976 sera supérieure à celle du chiffre d'affaires et dépassera donc 20 %.

Interrogés sur leurs intentions vis-à-vis d'Edison-France, les dirigeants du groupe Thomson ont

## Bourse de Paris

SEMAINE DU 4 AU 8 OCTOBRE 1976

### L'hémorragie continue

APRÈS le déluge de la semaine écoulée, l'on aurait pu croire que le gros de l'orage était passé. Pauvre Bourse, elle n'était pas au bout de ses peines ! Mise à l'épreuve par ces dernières séances, elle a encore baissé de 2 %, malgré une tardive amélioration, sans grand effet et sans grande signification non plus, il faut bien le dire.

Réamorcé dès le premier jour, le mouvement de repli s'accroît mardi pour se précipiter franchement le lendemain. Jeudi, les cotations se dévalaient normalement, mais, malgré l'ordre de grève lancé par les syndicats, les transactions au comptant des valeurs cotées à Paris n'ont pas cessé. Les ventes particulièrement abondantes ont entraîné une dévalorisation de 2 % du titre du même coup, permettant aux valeurs françaises d'opérer un léger redressement. A la veille du week-end, des rachats de vendeurs à découvert devaient d'abord favoriser une nouvelle avance. La chute brutale du Stock Exchange de Londres fit mauvaise impression en cours de séance. De nombreux gains furent effacés et la tendance apparut très irrégulière, laissant un arrière-goût amer à ceux, qui, un instant, avaient pu penser que la creux de la vague avait été touché.

France, la Bourse f. le camp, serait-on tenté de dire. Jamais en tout cas, depuis le noir automne de 1974, l'on n'avait vu pareille décoloration sous les verrières du palais Brongniart. Rongées par cinq mois de baisse incessante, qui ne connaît pratiquement aucun répit, les actions françaises ont perdu 18 % de leur valeur depuis le début de l'année et sont tombées ainsi à leur plus bas niveau non seulement depuis deux ans, mais depuis quinze ans, accusant une perte moyenne de 80 % en pouvoir d'achat. Inquiets sur l'avenir du franc et de la France, les étrangers vendent. Quant aux particuliers, nombreux sont ceux qui, par lassitude ou par écoulement, liquident leurs portefeuilles. Même les rendements élevés ne parviennent plus à freiner la chute, à supposer qu'ils puissent être maintenus, ce qui n'est pas toujours le cas : les valeurs de sidérurgie se sont effondrées dans la perspective d'une nouvelle crise, entraînant pour certaines d'entre elles une suppression de dividende pour la deuxième année consécutive. Une redoutable conjonction est apparue dans le ciel boursier. Sur le plan politique, les déclarations de la majorité, la violente réaction au plan Barre et surtout la menace des nationalisations, qui se précise à l'horizon électoral au fur et à mesure que les chances de l'opposition grandissent, font peser une hypothèque de plus en plus lourde.

Sur le plan économique, la reprise s'essouffie, le franc s'affaiblit, les investissements planent et les prochains mois s'annoncent peu prometteurs pour des entreprises qui, à la crise de 1975 a placé en moins bonne posture que leurs concurrents américains et allemands. Ajoutons une hausse artificielle des taux destinée à soutenir la monnaie, et l'on conviendra que tous les éléments sont réunis pour déprimer les boursiers. Leur seul espoir est la réussite du plan Barre, mais à quelle échéance et à quel prix économique, social et politique ?

Dans l'affaire, les plus à plaindre sont encore les petits porteurs. Pour avoir fait confiance à l'industrie française et aux vertus des placements boursiers, leur patrimoine patiemment économisé a fondra comme neige au soleil. Qui se souvient de leur crainte d'une oreille attentive à leurs gémissements ? Si, comme les agriculteurs, ils pouvaient faire entendre leur voix, la Bourse aurait déjà sans doute été déclarée zone sinistrée. Malheureusement, ils ne peuvent pas barrer les routes pour faire appel à la solidarité nationale. Cocus, battus, mais pas contents, faut-il s'étonner que leurs cohortes déjà clabessées finissent de se décamer ?

ANDRÉ DESSOT.

## Métallurgie, constructions

### mécaniques

A l'issue du premier semestre, Poulain a enregistré un déficit d'exploitation de 6,7 millions de francs, après 12,8 millions d'amortissements et 37,5 millions de provisions pour pertes et charges. Grâce à la plus-value exceptionnelle (58,5 millions de francs) déduite des dévaluations de Poulain Hydraulique, le compte de pertes et profits de Poulain S.A. fait ressortir un bénéfice de 27,3 millions de francs.

Les résultats du groupe sont équilibrés après 30 millions d'amortissements. Rappelons qu'au 30 juin 1976 la société avait enregistré une perte nette de 60,31 millions de francs.

Atteint par la limite d'âge,

	8 oct.	diff.
Châtillon	47,50	+ 5,50
La Chaux	50	+ 11,50
Crénel-Lor	161	+ 2,50
Denain-Nord	72,50	+ 2,50
Marx-Wendel	77	+ 11
Reinhardt	79,50	+ 11
Pompey	44,50	+ 1,50
Sadil	44,50	+ 1,50
Saintes	101	+ 12,50
Ushor	101	+ 12,50
Vallourec	132,50	+ 5,50
Abip	61	+ 0,50
Reinhardt	79,50	+ 11
Général de Fonderie	157	+ 7
Poulain	146	+ 24
Sagem	35,50	+ 3,40
Sauvage-Duval	225	+ 2,40
Franchet	44,50	+ 8,40
Citroën	330,10	+ 11,50
Ferodo	221	+ 1,50

M. René Gourdon, président-directeur général du Ferodo, se retire le 31 décembre prochain. M. André Buisson, administrateur-directeur général, lui succède.

Compte tenu des pertes ou bénéfices antérieurs, le bénéfice net des Ateliers du Nord de la France devrait approcher, pour 1976, 8,4 millions de francs contre 5,68 millions pour le précédent exercice (quinze mois).

La situation prévisionnelle du premier semestre de l'exercice 1976 laisse apparaître un bénéfice de 10,43 millions de francs contre une perte de 3,23 millions, un an plus tôt.

En 1976, la Générale de Fonderie a réalisé un bénéfice net de 9,7 millions de francs. Compte tenu du niveau du carnet de commandes, le chiffre d'affaires consolidé du groupe devrait atteindre, pour 1976, 2,3 milliards de francs, contre 1,37 milliard en 1975.

## Pétroles

Avant amortissements, provisions et impôts, le résultat brut de la Compagnie française de Raffinage pour le premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

	8 oct.	diff.
Aquitaine	298,50	+ 3,50
Esso	52,50	+ 0,50
France des pétroles	86,50	+ 1,50
Région R.P.	183	+ 3,50
Primagaz	183	+ 3,50
France de raffinage	79,50	+ 1,70
Sopracap	270	+ 4,50
Norm. Spéc.	245	+ 4,50
Citroën	345	+ 22
Royal Dutch	225,50	+ 5,30

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

## Mines, caoutchouc, outre-mer

### mer

Au 30 juin 1976, la situation prévisionnelle de Hutchinson-Méca fait apparaître un bénéfice, après

	8 oct.	diff.
Imetal	110,50	+ 0,10
Leclercq	181	+ 1,50
Asturienne	144,20	+ 10,80
Charter	9,25	+ 0,55
Lucy Ltd	150,75	+ 1,50
R.T.Z.	12,55	+ 0,55
Tanganyika	12,55	+ 0,10
Union minière	125	+ 1,50
Z.C.I.	1,41	+ 0,05
Hutchinson-Méca	114,50	+ 5,50
Kléber	45,50	+ 5,50
Michelin	1251	+ 24

amortissements et provisions de 23 millions de francs, de 0,08 million de francs contre 2,1 millions de francs un an plus tôt.

## Valeurs diverses

Pour le premier semestre de l'exercice en cours, le groupe Bic a réalisé un bénéfice net de 67,2 millions de francs (taux de change au 30-6-76) soit une progression de 4,6 % qui revient toutefois à 4,9 % à taux de change comparables. La société Bic seule a réalisé un bénéfice net de 67,2 millions de francs contre 16,4 millions.

Au 30 juin 1976, le résultat de La Rochette Cempa s'est soldé

	8 oct.	diff.
L'Air liquide	330	+ 5,50
Bic	289	+ 12
Europe n° 1	243	+ 5,50
L'Oréal	389	+ 25
Cub Média	287,50	+ 2
Arjomari	125	+ 2
Hachette	138	+ 4
Presses de la Cité	175	+ 15
St-Gob. P.-A.M.	108,50	+ 4
Skis Rosignol	1895	+ 31
Chargers réunis	170	+ 4

par une perte de 3 millions de francs (après provisions pour participation et investissement, le résultat net semestriel de Bic s'élève à 10,66 millions de francs contre 6,72 millions un an plus tôt. Pour l'ensemble de l'exercice en cours, la progression du bénéfice net devrait être légèrement supérieure à celle du chiffre d'affaires (35 à 40 %).

Pour l'exercice terminé le 30 avril 1976, Berger-Levrault a réalisé un bénéfice net après impôts, de 2,09 millions de francs contre 1,77 million pour l'exercice précédent. Le dividende global s'élève à 12,75 francs contre 12 francs et un « bonus » de 3 francs sera exceptionnellement attribué à chaque action.

La situation prévisionnelle au 30 juin 1976, le bénéfice net des Sociétés de la Seine s'élève à 0,84 million de francs contre 0,25 million.

Pour le premier semestre de 1976, Carboneum Entreprises et Céramique a réalisé un bénéfice net de 1,18 millions de francs, contre 7,92 millions, un an précédent.

Interrogés sur leurs intentions vis-à-vis d'Edison-France, les dirigeants du groupe Thomson ont

Après amortissements, provisions et impôts, le résultat brut de la Compagnie française de Raffinage pour le premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335,8 millions de francs un an précédemment. Le phénomène est

imputable à la montée du dollar, qui a entraîné une revalorisation des stocks comptabilisés pour 343,45 millions de francs.

Après amortissements et provisions, le résultat net du premier semestre s'établit à 340,84 millions de francs contre 68,35 millions. Cette progression n'est qu'apparente, le résultat brut du premier semestre étant en fait négatif hors effet de stock, alors qu'il était de 335



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE  
— THAILANDE : la junte militaire a chassé un chef de la gauche, le nouveau gouverneur.
3. AMERIQUES  
— « Virage à droite au Pérou ? » (III), de notre envoyé spécial Charles Vanhecke.
3. PROCHE-ORIENT  
— LIBAN : une nouvelle réunion quadripartite a été convoquée à Chérouk.
4. EUROPE  
— Les mesures d'austérité en Espagne, en Italie et en Portugal.
- 4-5. POLITIQUE  
— M. Delors et l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.
6. EDUCATION  
— L'Eglise catholique d'Italie prépare son assemblée.
6. RELIGION  
— Les hésitations de l'Eglise catholique du Québec (II), par Henri Fesquet.
7. JUSTICE  
— L'AFFAIRE DES « BRIGADES ROUGES » : M. Pontolowski s'est rendu à Grenoble.
8. EQUIPEMENT ET REGIONES  
— Fin de session au Conseil de la capitale.
8. DEFENSE  
— Paris et Bonn confirment le retrait de dix mille soldats français de R.F.A.
- 10-11. ARTS ET SPECTACLES  
— THEATRE : Procès de Jeanne d'Arc, par Robert Hossein.
- CINEMA : le Marin qui abandonna la mer.
12. SPORTS

**LE MONDE AUJOURD'HUI**  
PAGES 13 A 16, 23 ET 24  
— Au fil de la semaine : Les élections belges, par Pierre Vanhecke-Ponté.  
— Lettre de Jean : Le ministre oublié.  
— Heures du monde entier.  
— La géographie : Un mélange de l'Europe, par Maurice Le Lannou.

17-22. LA 11<sup>e</sup> FOIRE PANAFRICAINNE D'ALGER

**LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS**  
PAGES 25 A 34  
— L'Orient : Express rentre au Sahara : La Corse perd une bataille, mais pas la guerre.  
— FLAVERS DE LA TABLE : L'albâtre espagnol.  
— OLIN D'OR : De l'énergie à reproduire.  
— Animaux : Chasse, Equitation : Hippisme ; Jeux : Mal-son : Mode : Philatélie.

35. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE  
— CONJONCTURE : les organisations paysannes s'efforcent d'obtenir des parlementaires des modifications du plan Barre.

36-37. LA SEMAINE FINANCIERE

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (14 A 16)  
Annonces classées (38) : Aujourd'hui (13) : Carnet (10) : « Journal officiel » (12) : Méthodologie (12) : Mots croisés (12).

Le numéro du « Monde » daté 9 octobre 1976 a été tiré à 575 717 exemplaires.

**GRANDE FOIRE D'AUTOMNE A LA BROCANTE ET AUX JAMBONS DE CHATOU**  
1 AU 10 OCTOBRE

**BEGUES**  
rééducation rapide à tout âge  
Pr. M. BAUDET - 185, bd Wilson 33200 BORDEAUX  
A B C D E F G

## Après le voyage de M. Giscard d'Estaing

### La France veut doubler dans les cinq ans sa part dans le marché iranien

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, et M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, qui accompagnent le président de la République dans son voyage en Iran, ont apporté, vendredi 8 octobre, quelques précisions sur les « contrats » obtenus par l'industrie française.

La C.G.T. s'élève contre la visite de M. Giscard d'Estaing, qui est « une caution ouverte des grands groupes capitalistes au régime du dictateur iranien ». La fourniture de centrales nucléaires à l'Iran constitue pour la C.G.T. un « danger pour tous les peuples de la région et du monde ».

Évoquée lors des entretiens entre le chah et M. Giscard d'Estaing, la coopération entre l'Iran et la C.E.E. sera au centre de la réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf prévue pour le 25 octobre à Luxembourg.

« Notre objectif est de doubler dans les cinq ans la part de notre part du marché iranien et d'atteindre 10 %. La participation aux infrastructures est générale », a déclaré M. Michel d'Ornano. De son côté, M. Jean-Pierre Fourcade a tenu à souligner que les commandes n'étaient pas toujours faciles à chiffrer et qu'elles s'élevaient sur les dix années à venir.

● **NUCLEAIRE** — L'Iran a confirmé la commande de deux centrales de 900 MW et envisage la commande de six autres (de 900 à 1 300 MW) qui s'inscrivent parallèlement aux négociations engagées sur d'autres tranches de centrales avec les industriels allemands et américains.

● **USINE PEUGEOT** — Il s'agit de fabriquer, à partir de 1978, des voitures à partir de 1978, des voitures moyennes (304). L'opération se traduira par des investissements en matériels français de l'ordre de 800 millions à un milliard de francs qui seront suivis par des importations de pièces françaises d'au moins 500 millions de francs par an sur une base de cent mille voitures par an. Il faudra cependant tenir compte de la réduction d'exportation des exportations de Peugeot qui occupe une forte position en Iran.

● **LE CHEMIN DE FER TEHRAN - BANDAR - SHAHPOUR** — Trois contrats ont été conclus, a-t-il été annoncé, de 800 kilomètres. Ils concernent l'étude de l'ensemble du projet (évalué à 15 milliards de francs environ), la fourniture des matériels d'entretien d'un premier tronçon de 112 kilomètres. Coût : 2 milliards de francs dont 1,7 milliard pour les entreprises françaises.

### LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU AÉROPORT DE MOSCOU ÉCHAPPE À LA FRANCE AU PROFIT D'UNE FIRME OUEST-ALLEMANDE

(De notre correspondant.)  
Moscou. — Un important contrat vient d'échapper à la France : l'Union soviétique a parachevé, il y a quelques jours, un accord d'intention avec une firme de Berlin-Ouest (Berlitz-Konsort) concernant la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international de Moscou-Cherémétievo. Le bâtiment actuel, déjà nettement insuffisant pour accueillir tous les passagers, doit être remplacé en prévision des Jeux olympiques de 1980.

M. CHARPENTIER (C.G.C.) : nous ne servirons ni de tremplin à l'opposition ni de garde-fou à la majorité.

(De notre correspondant.)  
Grenoble. — Deux jours après les rassemblements et les grèves organisées dans toute la France par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, le président de la Confédération générale des cadres, M. Yves Charpentier, a choisi Grenoble pour lancer sa campagne contre le plan Barre. Le président de la C.G.C. a, en outre, réaffirmé le caractère purement syndical de l'action menée par son organisation. M. Yves Charpentier a déclaré : « Nous ne sommes ni des opposants systématiques ni des inconditionnels, et nous ne sommes pas de servir dans une atmosphère électorale, ni de tremplin à ceux qui aujourd'hui sont dans l'opposition ni de garde-fou à ceux qui sont dans la majorité. »

● **La polémique C.G.T.-F.F. 1.** — En réponse à la protestation de la C.G.T. contre la « façon tondancieuse » dont le journal de Roger Gloquel sur TF 1 aurait rendu compte des grèves du 7 octobre, la direction de l'information de la première chaîne affirme dans un communiqué que « des difficultés techniques dont certaines dues à la grève, ont rendu inutilisables les enregistrements des déclarations recueillies auprès des dirigeants de la C.G.T. de la FEN et du C.N.P.F. » et que ceux-ci « avaient été évacués ». Des interviews de MM. Ségué et Maire, recueillies pendant la manifestation de Paris, ont été diffusées.

## La visite de M. Rossi à Alger a été accueillie comme un geste de bonne volonté de la France

De notre correspondant

Alger. — M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, a fait, vendredi 8 octobre, une brève visite à Alger. Arrivé le matin, le ministre s'est entretenu avec son homologue algérien, M. Lagachi Yaker, puis il a reçu les dirigeants de la Chambre française de commerce et d'industrie (C.F.C.I.), et présidé la « Journée française » à la Foire internationale d'Alger, avant de repartir, Paris dans la soirée.

Cette visite n'a guère contribué à régler le contentieux franco-algérien. M. Rossi n'étant porteur d'aucun message particulier ni de propositions concrètes. Les Algériens ont néanmoins voulu voir un geste de bonne volonté de la France.

« An cours d'une conférence de presse, le ministre du Commerce extérieur a précisé que son déplacement lui a permis de « diagnostiquer la nature des difficultés », et a suggéré l'envoi d'une mission d'expertise pour approfondir les problèmes qui — en l'absence de son pays, et surtout — ont été maintes fois exposés depuis plus d'un an.

Pour sa part, M. Yaker, ministre algérien du Commerce, a insisté une nouvelle fois sur le déficit de la balance commerciale et sur l'absence de deux complexes textiles et la Belgique un, etc.

Selon la C.F.C.I., la situation était la suivante fin juillet : les exportations françaises, malgré une baisse d'environ 40 %, représentaient encore 33,50 % des importations algériennes, et s'élevaient à 3,9 milliards. Ces chiffres reflètent les résultats obtenus en 1974 et 1975. Ils comprennent, entre autres, 1,3 milliard d'anciennes commandes de bateaux (méthaniers et porte-conteneurs). Les nouvelles commandes atteignent au 31 juillet, 715 millions, contre 3 704 millions pendant les cinq premiers mois de l'an dernier.

Dans ce sombre tableau, apparaissent quelques points réconfortants. « Les techniciens français ne sont pas en cause... et les témoignages de satisfaction accordés par les maîtres d'œuvre algériens aux firmes françaises sont nombreux », note la C.F.C.I., qui ajoute : « Si la discrimination qui nous frappe est d'essence politique, elle ne vise pas les hommes puisque telle société américaine a obtenu plus de commandes que techniciens et ingénieurs français pour un chantier présentant des difficultés humaines importantes. »

### La Conférence de Genève sur la Rhodésie s'ouvrira le 25 octobre

M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, a annoncé, vendredi 8 octobre, que la conférence pour la formation du gouvernement provisoire rhodésien s'ouvrira le 25 octobre à Genève. Cette rencontre sera précédée par une réunion qui débitera les 21 octobre et permettra aux délégués d'avoir des entretiens préliminaires.

Le siège de la conférence n'a pas encore été fixé définitivement, mais on pense que ce pourrait être soit le Palais des Nations, siège européen de l'ONU, soit le bâtiment abritant l'Association européenne de libre-échange.

Dans les milieux britanniques bien informés, on estime que l'annonce du lieu et de la date de la conférence ne signifie pas que tous les participants soient déjà connus. On espère à Whitehall qu'une annonce plus détaillée pourra être faite à ce sujet au début de la semaine prochaine.

Il est déjà acquis que M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, dirigera la délégation du gouvernement de Salisbury et que les États-Unis enverront à Genève un observateur de haut rang qui pourrait être le secrétaire d'État adjoint, William Rogers.

(A.F.P., Reuters, U.P.I.)

**Ne cherchez plus L'AVENTURE**  
MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES ET DE VOYAGE  
lisez-le

Le numéro 7 est en vente dans votre kiosque

TRANSES VAUDOU AU DAHOMEY  
PAGE 64  
SUR LES PENTES DE L'HIMALAYA  
PAGE 24  
LA ROCHELLE EN FICHE PRATIQUE  
PAGE 80

## La limitation des armements stratégiques

### L'U.R.S.S. REJETTE UNE OFFRE DE M. FORD POUR UN ACCORD SALT PARTIEL

Washington (A.F.P.) — L'Union soviétique a rejeté pour la seconde fois une proposition du gouvernement américain de conclure un traité sur la limitation des armements stratégiques (SALT) qui n'inclurait pas les deux principaux sujets de controverse en suspens portant sur le missile américain Cruise et le bombardier soviétique Backfire, approuvé vendredi 8 octobre de très bonne source à Washington.

C'est le secrétaire d'État, M. Kissinger, qui a rédigé, il y a dix jours, à New York, devant M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, cette offre déjà rejetée par l'U.R.S.S. en mars dernier. Le président Ford est lui-même revenu à la charge, en vain, lorsqu'il a reçu le chef de la diplomatie soviétique la semaine dernière à la Maison Blanche.

Selon la proposition américaine, un accord incluant tous les points déjà réglés aurait pu être parachevé à Genève. Ce document aurait notamment à deux mille quatre cents le plafond des armes stratégiques pouvant être détenues par les deux super-puissances jusqu'en 1985. Ce total inclurait les missiles nucléaires à têtes multiples (l'accord intérimaire conclu sur ce point vient à expiration au mois d'octobre 1977). Le règlement de la controverse sur le missile Cruise et le bombardier Backfire serait réservé pour des négociations ultérieures.

Ford a l'impression, aurait-il conclu un accord — même restreint — sur la limitation des armements stratégiques avec l'Union soviétique avant les élections du 2 novembre. M. Gromyko, indique-t-on de même source, a été très net en refusant tout accord qui n'inclurait pas des restrictions sur le Cruise, missile lancé à partir de navires, sous-marins ou avions et qui peut échapper à la surveillance des radars.

Le bombardier soviétique Backfire pourrait, selon certains, être perdu du Pentagone, avoir, dans certaines conditions, une capacité intercontinentale, ce qui incite les mêmes experts à demander son inclusion dans un accord SALT.

### QUATRE MOIS DE TRAVAIL POUR DRESSER LES PLANS D'UNE BOMBE ATOMIQUE

Princeton (New-Jersey), (A.F.P.) — En quatre mois de travail, M. John Phillips, vingt et un ans, étudiant à l'université de Princeton, a réussi à dresser les plans d'une bombe atomique qu'il décrit dans un mémoire de 64 pages. De la taille d'un ballon de plage et utilisant 636 grammes de plutonium, l'engin pèserait 72 kilogrammes et posséderait, suivant les calculs de John Phillips, une puissance égale au tiers de celle de la bombe d'Hiroshima (soit environ 6 kilotonnes).

M. John Phillips, expliquant son geste par son désir d'attirer l'attention sur la prolifération des armes nucléaires, a indiqué qu'il n'avait utilisé que des documents publics. Pour obtenir le nom du produit servant à la fabrication du détonateur, il lui a suffi, a-t-il affirmé, de téléphoner à un technicien de la firme Dupont en expliquant qu'il travaillait sur les explosifs.

En 1974, un étudiant américain avait déjà plaidé dans l'embarras les experts américains en affirmant, schématisé à l'appui, qu'il disposait d'une bombe atomique : heureusement, il n'avait pas de matière fissile. A la même époque, au titre d'Institut « Nuclear Theft » (Vol nucléaire), avait fait grand bruit aux États-Unis, l'auteur, un expert des questions nucléaires, attirait l'attention sur le danger du terrorisme nucléaire, expliquant que les connaissances nécessaires à la fabrication d'une bombe artisanale étaient désormais à la portée de tous (« Le Monde » du 31 décembre 1974). Mais, outre les difficultés de la réalisation d'un tel engin, les personnes qui se risquent dans l'entreprise se heurtent à la difficulté de se procurer l'élément indispensable, le plutonium, aujourd'hui soumis à des contrôles de plus en plus sévères.

M. KUTSCHER (R.F.A.)  
SUCCEDE A M. LECOURT  
A LA PRÉSIDENCE DE LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE

La Cour de justice européenne a désigné jeudi 7 octobre, à Luxembourg, M. Hans Kutscher (R.F.A.) comme nouveau président pour trois ans. Il remplace M. Robert Lecourt (France), président depuis 1967.

La Cour a désigné un nouvel avocat général, M. Francesco Capotorti (Italie), qui était jusqu'à présent juge et qui a été remplacé par M. Giacinto Bosco.

Journal de 150